

Dramatis personae

***Abetz, Otto** : marié à une française, Otto Abetz est un connaisseur de la France dès avant la guerre. Il y a séjourné dans les années trente, chargé d'une mission mêlant l'espionnage et la propagande, et il a noué des relations de confiance parmi les dirigeants philonazis de la Troisième République, dans la bonne société, le haut entreprenariat et les milieux artistiques. Puis il avait fini par se faire expulser. Triomphalement de retour après l'invasion de la France en juin 1940, il retrouve à ses côtés ses anciens amis parisiens, qui forment le haut du panier de la Collaboration. Abetz est un excellent connaisseur des ressorts de la politique française. Il représente à Paris le ministère des affaires étrangères allemand, c'est à dire Ribbentrop, à qui Hitler a délégué la supervision des affaires françaises et il est, pour la composante civile, le véritable maître en France occupée avec Oberg pour la SS et les cousins Stülpnagel, Otto puis Heinrich, pour la Wehrmacht. Il connaît les potentialités et l'étendue de l'imprégnation fasciste et antisémite dans le pays, et particulièrement dans les élites dirigeantes, et sait comment les mettre au service de l'Allemagne. Il semble en revanche assez périphérique dans le parti nazi, et peu au fait de la vision hitlérienne de l'ordre européen, et avoir de ce fait une propension à lancer des politiques qui, tout en lui semblant logiques et utiles d'un point de vue parisien, se heurtent régulièrement à une fin de non recevoir de la part de Berlin. Au début de l'Occupation, Abetz commence par explorer une impasse lorsque, surestimant la capacité de rebond de la France et, fonctionnant mimétiquement par rapport au pacte germano-soviétique, dont il n'a apparemment pas mesuré le caractère opportuniste de part et d'autre, il essaye de mobiliser le Parti communiste français contre sa bourgeoisie nationale. Il déclare vouloir "se servir du Parti communiste avec circonspection contre le clergé, l'armée, le comité des Forges". Cette politique connaît un début d'application : le 23 juin 1940, Abetz ordonne de libérer les cadres communistes incarcérés sur ordre du gouvernement français, tandis que Tréand et Jacques Duclos confirment la ligne de pourparlers avec les Allemands en vue d'obtenir la légalisation du PCF et la réparation de sa presse, et envoient Jules Dumont, puis Catelas, négocier la réparation du quotidien communiste 'Ce Soir'. Mais Hitler, qui compte sur les seuls rapports de force et n'entend laisser aucune marge d'influence au jeu politique français ne suit pas son ambassadeur. L'Internationale communiste de son côté ne tarde pas à désavouer la ligne Tréand. Cet échec n'entame pas le crédit d'Otto Abetz, et le 3 août 1940 il est chargé par Hitler de toutes les questions politiques en France. Installé par Vichy comme son interlocuteur avec le titre d'ambassadeur auprès des autorités d'occupation, Jean Luchaire devient le centre de la collaboration aux fins d'enrichissement personnel, tandis qu'à ses côtés le SS Knochen, représentant Heydrich et la Gestapo, n'a aucune prérogative officielle, mais s'introduit socialement dans la bonne société collaborationniste et tisse sa toile, tendant à le supplanter avec des objectifs de domination plus brutale. En politique intérieure vichyste, Abetz appuie les éléments sincèrement pro-allemands comme Pierre Laval, contre les tendances plus opportunistes du fascisme national qu'incarnent Pétain et Darlan. Outre Laval, il soutient Déat et son journal 'L'Oeuvre' contre Jacques Doriot, chef du Parti Populaire Français, qui s'affirme favorable au maréchal Pétain. On peut considérer qu'il s'agit pour Abetz d'un nouvel échec lorsque, le 13 décembre 1940, Laval tombe victime d'un complot ourdi par le ministre de l'intérieur Peyrouton à l'instigation de Pétain, et se trouve mis en résidence surveillée à Châteldon. Otto Abetz sauve alors la mise à Laval, qui craint pour sa vie. Il vient le chercher avec une forte escorte et l'installe à Paris. Laval se retrouve dans une situation

d'opposition et ses amis lancent une campagne journalistique anti-vichyste sur le thème des difficultés du ravitaillement et des transports : ce qui rejoint, ironiquement, les thèmes majeurs que met de son côté en avant le parti communiste dans l'*Humanité* clandestine. On peut considérer comme typique de la collaboration parisienne influencée par Abetz et Laval le journal *Le Matin* du 5 janvier 1941, qui titre sur "La Révolution nationale: une farce sinistre", mais évite de s'en prendre personnellement à Pétain. En dépit de ses échecs, Abetz ne renonce pas à être l'arbitre de la vie politique française. En mai 1941, c'est sur la base de promesses fallacieuses d'Otto Abetz que Jacques Benoist-Méchin, venu au pouvoir avec Darlan, pousse Vichy à impliquer la France dans une politique d'expansion orientale au détriment de l'Angleterre dont il espère que la France vassalisée pourra partager les fruits avec son vainqueur. Suivant ses conseils, Darlan a ouvert aux Allemands les bases françaises de Syrie pour menacer les Anglais en Irak. Il n'exclut pas de les introduire aussi à Dakar et Bizerte, et même d'entrer en guerre contre l'Angleterre. Dans cette voie, il est bloqué par Weygand sous le regard narquois de Pétain. Ce nouveau développement a le mérite de doucher les espoirs anglais de s'entendre avec Vichy, mais il montre en même temps et une nouvelle fois les limites de la maîtrise qu'a Abetz de la situation française. En juin 1941, avec le ministre de l'intérieur de Pétain, Pierre Pucheu, comme principal répondant à Vichy, Otto Abetz lance la politique de terreur contre les militants, responsables et intellectuels communistes dès les premiers jours qui suivent l'agression allemande contre l'Union soviétique, et avant même le début de la lutte armée de la part du Parti communiste. Ne sous-estimant pas la possibilité de rassembler une large proportion de la population derrière la ligne dure du fascisme français, à condition seulement de lui proposer des boucs-émissaires convenables, c'est Otto Abetz qui, à partir de juin 1941, conçoit et fait prévaloir la politique consistant à désigner la Résistance comme un 'complot judéo-bolchévique'. Alors que jusque là la propagande collaborationniste s'en prenait presque exclusivement à l'Angleterre, la dénonciation et la persécution des communistes suit instantanément le déclenchement de la guerre germano-soviétique en juin 1941, et elle précède même le déclenchement de la lutte armée organisée (le journal *Le Matin* annonce un 'coup de filet chez les meneurs communistes' le 6 juillet 1941, les premiers attentats sont de la fin août). Le thème du complot judéo-bolchévique relève d'une propagande adroite, puisqu'elle table sur un anticommunisme ultra-majoritaire dans le pays. Ce ciblage devient en outre militairement rationnel puisque le Parti communiste est effectivement, jusqu'au printemps 44, la seule force politique organisée qui use de violence contre l'occupation allemande et contre la Collaboration sur le territoire national. La désignation des Juifs comme co-responsables de la subversion à côté des communistes est adroite puisque de nombreux résistants communistes sont effectivement juifs. La confusion entre juifs, communisme et terrorisme facilite en France le développement d'une persécution dont il ne faut pas sous-estimer la dimension économique, car elle ouvre la perspective de vastes spoliations qui intéressent à la Collaboration et à la victoire de l'Allemagne les couches moins politisées de la population et en particulier les milieux bourgeois et affairistes. Après l'été 1941 et la multiplication des attentats anti-allemands, la persécution anticommuniste et antisémite évoluera tout naturellement en politique des otages et en déportations massives. Les premières représailles massives seront conduites par Abetz et Otto von Stülpnagel, puis, à partir de février 1942, par Heinrich von Stülpnagel. Mais la poursuite des attentats fragilise la position d'Abetz. Réputé trop francophile, il est convoqué à Berlin le 5 janvier 1942 et reçoit d'Hitler l'ordre de se montrer plus dur avec les Français. Le 24 février 1942, il dénonce le double-jeu de Darlan et exige son remplacement par Laval. Il est encore là lors du retour aux affaires de Laval en avril 1942, mais, le 5 mai 1942, sur nomination de Himmler, le SS Karl Oberg devient chef de toutes les polices en France, ce qui fait de lui le maître de la politique française au-dessus de quiconque.

Abetz sera finalement remplacé en octobre 1942. Cela lui évitera de partager le sort de son homologue militaire, Heinrich von Stülpnagel, acculé au suicide puis exécuté sur l'ordre d'Adolf Hitler pour sa complicité dans la tentative de putsch du 20 juillet 1944. Au lieu de cela, il sera arrêté par les Alliés et condamné à vingt ans de travaux forcés en 1949, avant d'être gracié et libéré en 1954. Résolument moderne, il devait alors se faire journaliste et se tuer dans un accident d'automobile le 5 mai 1958.

*Adam, Henri : résistant gaulliste de Nantes. Il est dénoncé par une voisine, probablement alléchée par les énormes récompenses promises après l'attentat du 20 octobre 1941 sur la personne du commandant Hotz. Les Allemands, enclins à croire à un coup des Anglais, prennent la piste au sérieux. Il est arrêté le 23 octobre 1941, brutalisé puis fusillé le 16 février 1942, sans bien évidemment avoir donné la moindre piste à ses tortionnaires.

*Agénos, Louis : 34 ans. Charpentier. Evadé en avril 1941, il n'est donc pas passé par Boutyrki, mais fut directement envoyé à Kozielsk. Là il fut assez discret pour que Crémieux dise n'avoir aucun souvenir de lui. Après le 22 juin 1941, il ne se porta pas d'abord volontaire pour le service de l'URSS, mais il fit partie des dix-huit rejetés par le capitaine Billotte. A l'école spéciale du Parti de Kouchnarenkovo, il tint en revanche un rôle de premier plan parmi les volontaires pour le service de l'URSS puisqu'il fut nommé 'moniteur' en raison du sérieux qu'on lui reconnaissait. Et c'est en tant que tel qu'il fut amené à demander des sanctions pour paresse et laisser-aller contre Bardikian et Villeroy.

*Arrighi, Odile, alias 'Michèle', née en 1923 : responsable des Jeunesses communistes du septième arrondissement où elle encadre Maroussia Naïtchenko. Arrêtée le 13 avril 1940 dans le cadre de la répression anticommuniste républicaine, elle est libérée à la suite de l'arrivée des Allemands à Paris le 16 juin. Agée de seulement 17 ans, elle est chargée de recrutement pour l'Organisation spéciale en juillet 1941. Elle connaît Gilbert Brustlein, qui lui a trouvé sa planque du quartier Philippe Auguste, et c'est elle qui le recrute pour la lutte armée. Elle échappe une première fois à l'arrestation à la suite des aveux de Georges Tondelier au mois de mai 1942, mais elle est arrêtée à Nancy en octobre 1942. Elle est déportée à Ravensbrück. Elle survivra à la déportation.

*Bardikian, Varlan : 32 ans. Cordonnier. Evadé le 22 octobre 1940 avec Chahinian, Cornilliet et Michelier. Mobilisé dans l'armée française en dépit de son statut officiel d'apatride, il se dit arménien, mais il semble qu'il soit né en Russie. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 95. A Kozielsk, il s'associe au noyau communiste, autour de Daniel Georges, mais ne se porte pas volontaire pour le service de l'Union soviétique après le 22 juin 1941. Décrit comme 'une pauvre créature' par le capitaine Billotte, qui n'en veut pas pour les Forces françaises libres, il restera en URSS. Il sera envoyé à l'école du parti de Kouchnarenkovo où il fera l'objet de rapports défavorables de son moniteur, Agénos. Il sera finalement affecté comme travailleur à l'usine de réparation de navires d'Oufa.

***Bertone, Marcel, alias 'François'** : né en 1920, d'origine lyonnaise, ancien d'Espagne, engagé à 16 ans dans les Brigades internationales par idéalisme politique. Il se bat avec beaucoup de détermination et il est blessé trois fois. Il rentre en 1938 après sa troisième blessure, la plus grave. De retour en France, il entre au comité central des Jeunesses communistes. Interné administrativement le 23 octobre 1939 dans le camp de Chibron, il ne rentre pas de permission le 6 octobre 1940 et passe dans la clandestinité. Pour échapper à la police, il change de région et finit par s'installer à Paris à la fin de l'année. Il milite dans les Jeunesses de la banlieue sud. Il rejoint l'Organisation spéciale dans le groupe mis sur pied par Coquillet avec Bourdarias et Touati après les arrestations d'octobre et novembre 1941, et il sera aussi le premier arrêté de la nouvelle série de chutes qui s'enchaîneront de décembre 41 à avril 42. On est peu renseigné sur le détail des opérations auxquelles il prend part jusqu'au 17 décembre 1941. Ce jour-là il attaque un camion de l'armée allemande rue Mayran avec Tourette et Coquillet, mais sans succès, leur bouteille incendiaire ne prenant pas feu. Il récidive le lendemain 18 décembre, avec Tourette et Coquillet à nouveau, à l'angle de la rue Lamartine et de la rue Buffault (9ème). Poursuivi, Bertone est livré à la police par un civil à qui il avait demandé de le cacher au 18 de la rue Cadet. Brutalisé par la police, il donne le nom d'une amie de Coquillet, Angèle Texier, qui est arrêtée le lendemain. Mais aucune arrestation de combattant n'en résulte. Par quelle filière a-t-il été intégré à l'OS ? Qui connaissait-il ? Il est jugé au procès de la Maison de la Chimie aux côtés de ses camarades Coquillet et Tourette, et comme eux condamné à mort le 14 avril 1942. Comme eux, il est fusillé le 17 au Mont-Valérien, à l'âge de 22 ans, pour au total deux opérations de vandalisme insignifiantes. Peu de destins militants sont plus injustes et plus affligeants.

Billotte Pierre (capitaine) : 33 ans. Officier de carrière, il participe à la campagne de France au sein du 41ème bataillon de chars de combat, qui est équipé du meilleur matériel blindé de l'époque : le char B1. Il s'illustre particulièrement dans la bataille de Stonne, qui fut une des plus acharnées des batailles de retardement faisant suite à la percée de Sedan, et où son groupement est engagé le 16 mai 1940. A lui seul, il détruit 13 chars ennemis en quelques minutes. Fait prisonnier il s'évade le 1er février 1941 de l'oflag II D en compagnie de Jean de Person et Jean Richemond. Tous trois bénéficient des mêmes sources de renseignement que Crémieux et Joriot : ceux collectés par Gurfine et Sainrapt. Arrivé à Kozielsk au début avril 1941, il s'impose rapidement comme starchi en dépit de l'opposition de la minorité communiste organisée autour de Daniel Georges. Quoique tenté dans un premier temps de faire confiance au Maréchal Pétain, il se convertit peu à peu au gaullisme, et après le 22 juin 1941 il rejoint la France libre en entraînant la quasi-totalité des autres prisonniers français, à l'exception des communistes les plus convaincus qui se décident pour le service de l'Union soviétique. On doit donc le considérer comme le chef de file de ceux que l'on a appelé, dans les milieux gaullistes, les 'Russes de la France libre' A Londres, il reçoit des responsabilités importantes au BCRA du colonel Passy (services secrets de la France libre). Il sera aussi aide-de-camp du général de Gaulle. Dans la perspective du débarquement allié de Normandie, il planifie la libération anticipée du Massif Central par la Résistance appuyée de moyens aéroportés. Mais le plan sera abandonné faute de moyens. Billotte prend alors du service dans la division Leclerc et participe à la libération de Paris avec de Boissieu, Branet et Meyer. Nommé général, il forme la 10ème division d'infanterie, qu'il emmène jusqu'en Allemagne, par amalgame de ses Français libres et des FTP parisiens. Après la fin de la guerre, il se lance dans la politique et devient député gaulliste du Val de Marne. Il orchestre le développement de la ville nouvelle de Créteil.

*Bidault, Gaston : 30 ans. Evadé le 12 janvier 1941 avec François Thierry-Mieg. Placé dans la Kamera 95. Rejoint la France libre.

*Biver, André : ami de Maroussia Naïtchenko et hébergé chez elle en janvier 1942, il est avec Isidore Grinberg lorsque celui-ci tire sur le sous-brigadier Lécureuil. Appréhendé en mai 1942, à la suite d'une filature qui résulte des aveux de Georges Tondelier, il est fusillé le 19 octobre de la même année. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

*Bloch, France, alias 'Claudia' : elle est la chimiste et d'une certaine façon l'égérie tragique de l'Organisation spéciale. Dès avant la guerre elle connaît beaucoup des cadres de la future lutte armée. Elle est mariée à Frédéric Sérazin, cadre communiste qui sera assassiné par la Milice le 24 juin 1944. Travaillant à la Préfecture de police jusqu'en mars 1942, elle renseigne les résistants. Dans le même temps, elle tient le labo de la rue Debidour où elle fabrique poisons et explosifs. Elle assure la liaison entre Spartaco Guisco, qui est un ancien ami de son mari Frédéric Sérazin, et Conrado Miret-Must. Elle échappe une première fois à l'arrestation lors de la chute du labo en novembre 1941. Elle se sauve à nouveau de justesse à la suite de la chute de Conrado Miret-Must avec qui elle avait rendez-vous le 11 février 1942 en même temps qu'Yves Kermen. A l'interrogatoire, Spartaco Guisco la protège avec ténacité, mais Kermen lâche qu'elle travaille à l'identité judiciaire et la police finit par l'identifier. Prise en filature le 28 mars, elle est finalement arrêtée le 16 mai 1942. Déportée, elle sera décapitée à Hambourg le 12 février 1943. Une plaque apposée sur un mur du 5 avenue Debidour honore sa mémoire.

***Bloncourt, Tony, dit 'le cow-boy'** : il est né en Haïti de parents Guadeloupéens, et donc de nationalité française. La date de sa naissance est le 25 novembre 1921 selon certaines sources, et le 25 février 1921 selon le rapport de police. Il est quarteron, et donc légèrement typé, ce qui sera un handicap pour lui lorsqu'il sera recherché. Un de ses ancêtres a été communard et son père a été emprisonné pour opposition à la dictature haïtienne inféodée aux compagnies américaines qui exploitent le pays. Idéaliste et prompt à s'enthousiasmer, il est pris dans les manifestations d'étudiants de juin 1938 à Port-au-Prince, qui sont marquées par des violences. Ses parents décident alors de l'envoyer à Paris, où, ne prévoyant pas la guerre, ils pensent qu'il se mettra moins en danger. Là, on l'inscrit au lycée Rollin, où son oncle a été professeur de lettres avant de devenir député socialiste de l'Aisne, et où il est inscrit le 17 décembre 1938 en classe de première. Août 1939 le trouve en vacances en Bretagne. En juin 1940, le baccalauréat est annulé à Paris, mais Tony s'arrange pour le passer, sans doute en province où il s'est replié. Ceci lui permet de s'inscrire à la Sorbonne à la rentrée du 28 juillet, avancée pour des sessions de rattrapage. C'est ainsi qu'il entre dans le cercle des étudiants communistes : il y a là Claude Lalet, Pierre Kast, Pierre Daix, Bernard Kirschen, et puis aussi, sans doute plus proche de lui initialement, Olivier Souef qui présente la particularité d'être comme lui un jeune bachelier de Rollin. Son attention est attirée sans doute, sur le cas de Christian Rizo, qui s'est signalé par une opération de tractage à l'occasion de la conférence d'Abel Bonnard à la Sorbonne le 26 juillet. Rizo a été arrêté et enfermé à la Santé où il restera jusqu'au 10 octobre. Bloncourt, lui, participera à des chahuts à la Sorbonne et à la distribution du journal clandestin des étudiants communistes groupés autour de Claude Lalet, '*La Relève*'. C'est là

qu'il devient proche d'Olivier Souef et de Pierre Daix. Le 8 novembre 1940, il manifeste avec eux devant le Collège de France contre l'arrestation du professeur Langevin et la révocation des professeurs juifs, puis le 11 novembre à l'Etoile. Après le 20 novembre et le démantèlement du réseau de distribution de tracts des étudiants communistes de la Sorbonne, il échappe à la vague d'arrestations dont sont victimes Olivier Souef, Pierre Daix et Bob Kirschen. Après toutes les arrestations, l'hiver donne lieu à peu d'activité résistante. Avec Souef, libéré en mars, et Rizo qu'il a connu à la Sorbonne, Bloncourt retrouve dans l'action de rue Gilbert Brustlein, que les trois amis ont croisé séparément dans le milieu des auberges de jeunesse. Il participera avec eux à ses premières actions de sabotage. Il rencontre Gilbert Brustlein le 6 juillet 1941 à l'occasion de la toute première manifestation des jeunes du onzième, la remontée de la rue Oberkampf à partir de la place Voltaire, à laquelle il participe en compagnie de ses amis de la Sorbonne, Rizo et Souef. Le 13 août 1941, il est de la deuxième action du 'groupe Frédo' avec Roger Hanlet, Robert Peltier et Christian Rizo, lorsqu'ils volent des outils servant à l'entretien des voies ferrées. Il exprime d'abord des réticences devant le mot d'ordre d'abattre des officiers allemands, même si par la suite il est destiné à prendre part à des actions de ce type. Les 15, 16 et 17 août, Bloncourt est au bois de Lardy pour la première séance d'instruction militaire avec Pierre Georges et André Ouzoulias, et il fait partie du petit commando emmené par Brustlein qui, probablement le lendemain, recule devant l'exécution d'un militaire allemand à la Gare de Lyon. Ce moment est sans doute pour lui celui d'une première prise de conscience qu'il n'est pas fait pour tuer, en dépit d'un certain goût pour les armes, qu'il brandit avec exubérance, comme le 19 août 1941, lors d'une opération de lacération des affiches allemandes sur la place du marché de Ménilmontant, au métro Martin-Nadaud, avec le groupe Brustlein au complet. Il tente pourtant de surmonter sa répugnance, et son effort principal dans ce sens a lieu le 21 août 1941, jour de l'attentat de Barbès, vers 10h30 du soir. En compagnie de Roger Hanlet et d'Ascher Semahya, il tire sur un groupe de sous-officiers allemands dans la station aérienne du métro Bastille. Il manque sa cible. Le 23 août 1941 il est encore de la mission de destruction d'un poste d'observation d'avions à Goussainville avec Milan, Hanlet, Rizo, Peltier, associés à d'Andurain sous la direction de Brustlein. Mais l'opération échoue, ce qui provoque la colère de Pierre Georges. Bloncourt semble avoir été désillusionné par ces débuts, et il doit se dire que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Après l'opération de l'hôtel Terminus le mercredi 3 septembre 1941, où Ascher Semahya blesse le sous-officier allemand, Ernest Hoffmann, avec la protection de Gilbert Brustlein et Fernand Zalkinov, Bloncourt et Rizo se mettent en retrait. Ils travaillent encore avec le groupe le surlendemain 5 septembre, pour une tentative de mise à feu d'un camion de la Wehrmacht avenue de Paris à Vincennes, et peut-être le 19 septembre pour l'attaque du garage Soga, boulevard Pershing mais ce seront leurs dernières figurations dans le terrorisme. Lors de son procès, Tony Bloncourt dira avoir reculé devant les fusillades d'otages, qui commencent au mois de septembre et s'amplifient à partir du 22 octobre. En réalité, son retrait est antérieur, car octobre est pour lui une période blanche. Pour les opérations brûlots en association avec les adultes et la MOI, Pierre Georges préfère utiliser Brustlein et Bourdarias. Au moment des premières arrestations dans le groupe, le 30 octobre 1941, Bloncourt, tout comme Christian Rizo a cessé de travailler avec l'OS depuis plus d'un mois et peut-être même six ou sept semaines. Tous deux seront pourtant rattrapés par la vindicte policière après Nantes et les dénonciations qui y font suite. Tony habite toujours dans le quartier de la Roquette, chez sa tante au 4 rue Félix Voisin, et il continue à fréquenter la cité Ranvier alors qu'en partant des familiers de Hanlet, le cercle des arrestations s'étend de proche en proche à tout le groupe. Passant rendre visite à Hanlet peu après le 30 octobre 1941, Tony Bloncourt s'aperçoit que l'appartement est apparemment vide d'habitants et que les volets sont fermés. Il s'alarme et va trouver Pierre Daix à qui il fait part de la nouvelle. Ce dernier

lui conseille de quitter son domicile et de venir se cacher chez lui. Tout en restant à Paris, faute de solution de repli, il tente alors de disparaître totalement du paysage. A partir du 5 novembre, la police lance à son endroit un avis de recherche et sa photo est diffusée dans les commissariats. Il se planque avec l'aide d'amis étudiants qui l'hébergent et de son ami Pierre Daix, et il échappe longtemps à l'arrestation. Pierre Daix accusera plus tard le Parti de ne pas avoir donné d'aide significative aux jeunes du groupe Brustlein. Il reçoit pourtant pour son ami une fausse carte d'identité de bonne qualité fabriquée par Claude Gaulué. Mais Tony Bloncourt sait que son camarade Rizo a été pris le 26 novembre, que tout le groupe Brustlein est sous les verrous, à l'exception de lui-même et de Brustlein qui est en fuite et condamné par le Parti. Il sait aussi que sa photographie est affichée dans les commissariats. Il essaye de changer d'apparence et tient encore un mois en ne sortant pratiquement jamais de la mansarde glaciale où il se terre. Isolé et démoralisé, Tony Bloncourt perd son sang froid le 6 janvier 1942 à huit heures du matin, alors qu'il est en train de déménager d'une planque à l'autre, prenant la fuite devant un barrage de la brigade anti-terroriste de la police municipale, rue Saint-Jacques. Rattrapé au carrefour de la rue Saint-Jacques et de la rue d'Assas, il est conduit au commissariat du Panthéon et reconnu pour être recherché comme auteur d'attentats à main armée contre les forces d'occupation. Livré à la nouvelle Brigade spéciale antiterroriste du commissaire Hénoque, Caserne de la Cité, il y est sévèrement battu pendant deux jours. Il essaye de faire croire que ses faux papiers lui viennent de Brustlein, mais finit par donner les noms de ses amis : Weisberger, Frémont, et Pierre Daix. Il nomme également Jacques D'Andurain, mais celui-ci s'est mis hors de danger en province. Rejoignant en prison ses camarades du groupe Brustlein, Tony Bloncourt est condamné avec eux à l'issue du procès qui se tient au Palais Bourbon à partir du 4 mars 1942, et quoiqu'il n'ait pas de sang sur les mains il est fusillé avec eux le 9 mars 1942. Sa dernière lettre le montre comme celui des combattants du groupe dont la motivation est la plus généralement politique, et il trouve des formules étonnantes à son âge et dans ces circonstances, même si elle sont bien dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien inculqué par le Parti communiste : *"J'ai la certitude que le monde de demain sera plus juste, que les humbles et les petits auront le droit de vivre plus dignement, plus humainement. Je suis sans haine pour les Allemands qui m'ont condamné et je souhaite que mon sacrifice puisse leur profiter aussi bien qu'aux Français"*. Ses restes furent transférés après la guerre dans une sépulture privée à Antony. Son nom figure sur la plaque apposée en 1992 sur un mur de la Cité Ranvier et honorant la mémoire des sept du groupe Brustlein, ainsi que sur celle apposée dans la cour du Palais Bourbon.

***Boemelburg** : commandant SS (Sturmbannführer), adjoint de Helmut Knochen, nommé par Heydrich à la tête de la Gestapo parisienne. C'est un vieux policier professionnel. Il parle couramment le français et connaît bien les milieux policiers français. En septembre 1941 il organise avec Marcel Gitton l'enlèvement de Marcel Cachin. En septembre 1942, il commande l'Opération Donner d'infiltration en zone libre d'agents secrets venant lutter contre les émissions clandestines de la Résistance. En 1943 il est muté auprès de Pétain à Vichy et c'est lui qui le protège dans son exil à Sigmaringen.

***Bourdarias, Marcel, alias 'Alain'** : né en 1924, il est étudiant à l'école Arago. Il est âgé seulement de 17 ans lorsqu'il rejoint la lutte armée, dont il est une des premières recrues, mais on ne sait pas par quel canal il trouve le contact. Bourdarias sera l'un des combattants les plus précoces et les plus actifs du groupe 'Frédo' jusqu'à son arrestation le 5 janvier 1942. La légende veut qu'il ait été de la

première attaque d'un militaire allemand, le 13 août 1941 à la Porte d'Orléans avec Manuel et Le Berre, mais aucune preuve ni aucun témoignage direct de cette opération ne subsiste. Sa première association certaine est avec Jacques d'Andurain, qui lui est présenté peu avant le 14 août 1941, date de la première opération rapportée par la presse : la tentative d'incendie de la Manufacture nationale des isolants à Vitry, à laquelle il participe avec d'Andurain et Le Berre. Avec Le Berre, Brustlein, André Kirschen, Semahya, Bloncourt, Rizo, Zalkinov, Tourette, Gueusquin, Coquillet, Garreau, Feferman, Milan, Peltier, Tardif, Tondelier et Grinberg, il est présent le lendemain 15 août 1941 à la réunion initiale du bois de Lardy où est abordée, en présence de Pierre Georges et André Ouzoulias la question des attentats individuels et celle des otages. Après la mi-août, il ne reste pas de trace d'actions impliquant Bourdarias jusqu'à la mi-octobre, date à laquelle il est avec Gilbert Brustlein et Guisco Spartaco de la mission de 'brûlot' à Nantes. Toutefois, il ne participe pas directement à l'exécution du commandant Hotz le 20 octobre 1941. Il fait partie de ceux qui ne sont pas impressionnés par les représailles allemandes. De retour à Paris, il travaille essentiellement avec son ami Coquillet. Il participe à l'attaque d'un garage allemand rue Rémusat (16ème) avec Touati, Coquillet et Tourette, puis, le 21 novembre 1941, à l'attentat contre la librairie 'Rive Gauche' avec Pierre Georges. Le 26 novembre 1941 (mercredi) il attaque la librairie allemande à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue Cambon avec Coquillet. Le 2 décembre 1941, il participe avec Pierre Tourette à une action contre un bureau de recrutement de la LVF dans le 13ème arrondissement. Le 15 décembre il s'en prend à un bureau de la Feldgendarmarie avec Louis Coquillet. Le 3 janvier 1942, il attaque une permanence du RNP avec Coquillet, Feferman et Jean Vergé. Mais Coquillet est pris le même jour dans un contrôle de routine, et il révèle leur rendez-vous du 5 janvier 1942 au métro Croix-Rouge. Aux policiers qui disent venir 'de la part de René', *Bourdarias s'identifie comme étant 'Alain' et il est immédiatement arrêté. Arrêté quasiment le même jour que Tony Bloncourt, il ne sera pourtant pas jugé au palais Bourbon avec les sept de Ranvier, mais au procès de la Maison de la Chimie à partir du 7 avril 1941. Il est fusillé le 17 avril 1941 au Mont-Valérien avec les derniers combattants du groupe Frédo. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

***Boissieu, Alain Déan de Luigné de (lieutenant)** : 26 ans. Saint-Cyrien et Compagnon de la Libération. Fait prisonnier pendant la campagne de France où il s'est comporté de façon héroïque. Evadé le 27 mars 1941 avec deux autres officiers : Jacques Branet et Aloys Klein. Est regroupé à Kozielsk, où il retrouve d'autres officiers, dont le capitaine Billotte, le 27 avril 1941. Parmi les officiers, il est un des plus rebelles à tout compromis avec l'ennemi, et se méfie de la politique de Pétain autant qu'il est possible pour un homme de son milieu placé dans ces circonstances et soumis à ces influences. Par la suite, il rejoint la France libre (il deviendra le gendre du général de Gaulle). Il fait partie du détachement de la division Leclerc qui participe à la libération de Paris. C'est au cours de ces combats qu'il rencontre le colonel FTP Pierre Georges qui se place sous ses ordres. Après la libération de Paris, il prend la tête de la 1ère compagnie du premier régiment de chars de la division Leclerc, avec laquelle il force la poche de Colmar le 1er février 1945. Il est aussi le premier soldat allié à entrer dans Berchtesgaden. Il s'empare de la Mercedes d'Adolf Hitler, qu'il rapportera à Paris comme prise de guerre.

***Borelly, Barthélémy** : 25 ans. Ajusteur. Participe à la grève de 1936 à l'arsenal de Toulon. Evadé de la dernière heure, le 10 mai 41. Il est directement regroupé à Kozielsk, où il arrive en pleine

bagarre entre les partisans du capitaine Billotte et le groupe communiste. Il jouit de l'estime des informateurs du NKVD en raison de sa pugnacité anti-allemande, mais il n'est pas question pour lui de combattre dans le cadre soviétique. "S'ils nous avaient traités autrement..." : cette remarque résume sa position. Il rejoint donc la France libre après le 22 juin 1941, et il devient mécanicien d'aviation au groupe Lorraine.

*Bousquet, René : chef de la police en France. Il voudrait que les Allemands renoncent à leur politique des otages et lui délèguent entièrement la lutte contre le terrorisme. Dans ce but il fait preuve d'un zèle et d'une efficacité tout particuliers au service de l'occupant, avec une spécialisation dans la déportation des juifs et des communistes. Ceci ne lui vaudra pourtant pas trop d'ennuis à la libération, et ne gâchera pas sa belle amitié avec François Mitterrand. Il tombera, longtemps après la guerre, sous les balles d'un vengeur venu briser la complicité générale.

*Boutoule, Pierre : 22 ans. D'origine rurale, il est apprenti boucher à Guîtres, près de Bordeaux. Un dur, lui aussi. De son évasion, Crémieux dit que c'est la plus remarquable. Parti en groupe dès le début août 1940, il perd ses compagnons l'un après l'autre et il continue seul, parcourant au total 250 kilomètres en trente-deux jours, de Königsberg à Kaunas, soit cent-vingt kilomètres en territoire allemand et Pologne occupée, et plus de cent en territoire soviétique. Il est interné à Boutyrki, Kamera 95, au début septembre 1940. Libéré après le 22 juin 1941, il rejoint Londres. Il entre dans le service armé du BCRA. A ce titre, il est infiltré en France occupée, où il mène des actions de sabotage et de combat sous le nom de 'Capitaine Daniel'.

*Branet Jacques (lieutenant) : 25 ans. Evadé le 27 mars 1941 avec le lieutenant Alain de Boissieu, et le sous-lieutenant Aloys Klein. Est regroupé à Kozielsk, où il retrouve d'autres officiers, dont le capitaine Billotte, le 27 avril 1941. Par la suite, il rejoint la France libre. Il prend la tête de la 3ème compagnie du premier régiment de chars de la division Leclerc, qui est la première à entrer dans Strasbourg.

*Bretton : camarade de jeunesse de Gilbert Brustlein. Il sera arrêté après la manifestation du 11 novembre 1940 en même temps que Daix et Rizo. Il sera exclu du Parti communiste pour avoir trop parlé à l'interrogatoire policier, et ne participera pas à la lutte armée.

*Brodfield, Sylvia : amie de Maurice Feld et proche de Maroussia Naïtchenko. Elle est prise en filature à la suite des aveux de Georges Tondelier le 8 mars 1942. Ceci conduira le 9 mai 1942 aux arrestations d'André Biver, de Maurice Feld et d'Isidore Grinberg, au suicide de Maurice Feldman, et à l'identification de Georges Grünenberger, qui réussit à prendre la fuite, avant d'être arrêté le 7 juin 1942. Sylvia Brodfield elle-même mourra en déportation.

*Brünner : commandant SS. Envoyé par Eichmann à Paris pour superviser la déportation des Juifs. Le camp de Drancy fonctionne sous son administration directe à partir d'août 1943.

***Brustlein, Gilbert, alias 'Benjamin'**, né le 20 mars 1919, ouvrier tapissier : c'est, après Pierre Georges, et à côté de d'Andurain, le Berre et Tourette, l'un des combattants les plus marquants de la première vague de l'Organisation spéciale. Son groupe est l'un des premiers à être lancés dans la lutte armée par la direction du Parti communiste, dès le 12 août 1941. Né le 20 mars 1919, Brustlein n'a jamais connu son père, mort la même année. A l'âge de 8 ans, il est placé dans un orphelinat professionnel, l'école Dorian, où on lui enseigne le métier de souffleur de verre. Toutefois, il se prend bientôt d'intérêt pour les études et il songe à se faire instituteur. Il fréquente le collège Arago et obtient le Brevet élémentaire, mais le retard accumulé est insurmontable, et il échoue au concours de l'Ecole normale. C'est au collège Arago qu'il fait connaissance avec l'organisation des Lycéens communistes et en particulier avec Jacques Pescio, qui sera en 1940 le secrétaire des Jeunesses communistes du 11ème arrondissement . Après le collège, il connaît une période de chômage. Il entre aux Postes en décembre 1936, mais il est bientôt renvoyé en raison de sa mauvaise vue. Ne voyant pas d'issue à sa situation, il fait une tentative de suicide au Gardéal. C'est un ancien camarade de Dorian, nommé Bretton, qui le conduit à fréquenter les milieux communistes et ceux des Auberges de jeunesse. A la déclaration de guerre il vit très modestement au 1 rue de Montreuil avec sa sœur et sa mère, Suzanne Momon, qui exerce le métier de tapissière au 16 de la même rue. Il est mobilisé en novembre 1939, mais sa mauvaise vue le fait affecter à Orléans dans les services auxiliaires. Avec la débâcle, il cherche à se replier mais il est fait prisonnier à Angoulême en violation des conditions d'armistice. Lorsqu'il revient de la guerre, il s'associe avec Simon et Lily Lebansold pour vendre de la mercerie sur les marchés et participer aux collages d'affiches pour les Jeunesses communistes du 11ème arrondissement. Par ailleurs il prend part à l'impression du journal 'Avant-garde' jusqu'au début avril 1941. A l'automne 1940, Gilbert Brustlein est arrêté en compagnie de Simon Lebansold alors qu'ils sont en train de faire des graffitis hostiles au régime de Vichy. Gilbert est en outre porteur d'un exemplaire de 'Notre Jeunesse'. Il réussit à ne rien révéler à la police sur l'organisation communiste autour de laquelle il gravite. Il est poursuivi, mais un avocat payé par sa mère obtient la relaxe en jouant sur son entregent. Il est décidé à poursuivre son activité militante. Pour ne pas alerter sa mère, et sachant que par prudence elle désapprouve son engagement, il prend une chambre au sixième étage du 126 avenue Philippe-Auguste où, à partir de l'été 1941, il hébergera fréquemment son camarade de combat le plus proche, Fernand Zalkinov. Gilbert Brustlein est arrêté à nouveau le 12 janvier 1941, lorsque se déploie une campagne systématique d'arrestations parmi les Jeunesses communistes du 11ème arrondissement. Il est relâché par la suite. Le 14 mai 1941, Brustlein, est témoin en même temps que les autres habitants du quartier, de la première rafle de 3710 Juifs étrangers à Paris, dont 600 dans le 11ème arrondissement, qui sont enfermés dans un premier temps au gymnase Japy, avant leur déportation. Le 22 juin 1941, Gilbert Brustlein a rendez-vous avec Henri et Maurice Chlewitzki boulevard Voltaire au niveau de la rue Guénot. Ceux-ci lui communiquent la teneur de la nouvelle ligne : Front national de lutte contre l'Occupant. Les premières actions envisagées : chahuts pendant la projection des nouvelles cinématographiques. Bris des vitrines des boutiques de propagande allemande. Prises de parole sur les marchés. Gilbert Brustlein et ses camarades mènent les premières actions violentes des Jeunesses communistes contre des permanences du RNP de Marcel Déat rue de la Roquette et boulevard des Filles-du-Calvaire. Selon Gilbert Brustlein, ce serait aux alentours du 4 juillet 1941 qu'Odile Arrighi lui aurait demandé s'il serait volontaire pour des actions de sabotage. Selon d'autres sources, c'est le 20 juillet seulement qu'Odile Arrighi aurait reçu la mission formelle d'effectuer de tels recrutements, en même temps que Robert Guesquin. Odile

Arrighi est probablement mandatée par Pierre Georges, lui-même mandaté par Jacques Duclos court-circuitant Charles Tillon. Brustlein rencontre Rizo et Bloncourt, qui accompagnent Olivier Souef le 6 juillet 1941 à la toute première manifestation des jeunes du onzième, la remontée de la rue Oberkampf à partir de la place Voltaire. Il est question entre eux de participation aux groupes de choc du Parti en cours de constitution sous l'appellation d' Organisation spéciale. Brustlein, les frères Chlewitsky, et Georges Ghertman, qui est l'organisateur, remontent la rue Oberkampf en criant des slogans communistes et patriotiques. Encouragés par ce succès, les jeunes communistes du 11ème arrondissement se préparent activement à participer à la manifestation programmée pour le 14 juillet. Ils se réunissent à la terrasse du café La Vielleuse, boulevard de Belleville : il y a là Gilbert Brustlein, Simon Lichtenstein, Ascher Semahya, Maurice et Henri Chlewitsky. C'est à cette époque que Gilbert Brustlein recrute Robert Peltier et Ascher Semahya. Puis Odile Arrighi lui présente Fernand Zalkinov, qui a de son côté recruté Pierre Milan, des HBM Ranvier, qui fait venir Roger Hanlet, son voisin. Le groupe est entièrement constitué après l'adjonction de Christian Rizo et de Tony Bloncourt. A la fin juillet 1941, Gilbert Brustlein est à la tête d'un des premiers groupes de l'Organisation spéciale, le groupe Zalkinov, Hanlet, Semahya, Milan, Peltier, Rizo, Bloncourt, qui sera décimé à l'automne 1941. Le 26 juillet, une autre manifestation a lieu rue du faubourg du Temple, toujours encadrée par l' Organisation spéciale. Le groupe Brustlein prend alors l'habitude de se réunir aux HBM Ranvier. La première de ces réunions semble avoir eu lieu le 27 juillet, et Gilbert Brustlein y fit dès cette date prévaloir en principe le projet d'attaquer des militaires allemands. Mais leurs capacités concrètes sont très limitées. Dans l'immédiat, Brustlein se limite avec son groupe à des actions de sabotage : une tentative d'incendie sur deux camions allemands, près de la Porte de Vincennes, dans la nuit du 12 août 1941 ; vol d'outils d'entretien des voies ferrées le 13 ; tentative de déraillement le 15. Puis commencent les choses sérieuses. Le 14, Gilbert Brustlein est présenté à Pierre Georges. Le 20, il est convoqué au métro Barbès, où il seconde Pierre Georges le lendemain 21 août 1941, dans son attentat contre l'aspirant Moser. Le samedi 23 août 1941, Brustlein et six autres membres de son groupe : Milan, Hanlet, Bloncourt, Rizo, Peltier, associés à d'Andurain, échouent dans la mission de détruire un poste d'observation d'avions à Goussainville. Cet échec, et la colère qui s'ensuit de la part de Pierre Georges, scelle la rivalité et peut-être même une inimitié sous-jacente entre Brustlein et d'Andurain, qui continueront pourtant à se fréquenter et à avoir des rapports superficiellement tolérables jusqu'à la fin novembre 1941, où leurs chemins divergeront définitivement. Poursuivant dans la voie tracée par Barbès, le mercredi 3 septembre 1941, un commando composé de Gilbert Brustlein, Fernand Zalkinov, Ascher Semahya et Tony Bloncourt attaque un sous-officier allemand devant l'Hôtel Terminus, boulevard de Strasbourg. C'est Ascher Semahya qui tire. Ernest Hoffmann est blessé. Ce sera la dernière action de Tony Bloncourt. Le 5 septembre 1941, revenant au style de ses toutes premières actions, le groupe Brustlein au grand complet s'en prend à un camion allemand qu'il tente sans succès d'incendier, avenue de Paris à Vincennes. Le 7, il tente d'incendier un garage réquisitionné par la Kriegsmarine au 8 du boulevard Félicien David. Le 25 il tente de faire dérailler le Paris-Strasbourg, qui transporte des permissionnaires allemands, avec Milan, Peltier, et Zalkinov. De nouvelles tentatives ont lieu le 1er et le 11 octobre, mais le groupe Brustlein ne maîtrise visiblement pas la technique du déraillement. La première opération réussie de ce type est due à Roger Linet qui réussit un gros déraillement à Epinay. Diversifiant son emploi des forces, la direction organise la rencontre entre Brustlein et Miret-Must, de la MOI. Leur première action commune a lieu le 19 septembre sous la direction de Pierre Georges : il s'agit d'une tentative d'incendie du garage Soga, Boulevard Pershing, mais l'intervention rapide des pompiers conduit à un échec. La collaboration entre Brustlein et la MOI va se montrer plus efficace le 20 octobre 1941 à Nantes lorsque Gilbert

Brustlein tue le commandant Hotz dans une opération commandée par Guisco Spartaco à laquelle est également associé Marcel Bourdarias. Les conséquences de cet attentat sont considérables. De retour à Paris le 21 octobre 1941, Brustlein échappe à la vague d'arrestations qui décime son groupe le 30 du même mois, mais il est rapidement identifié par la police et doit cesser toute activité militaire. Au total, Gilbert Brustlein aura participé directement à un minimum de treize opérations de guérilla urbaine, dont trois attentats contre des militaires allemands parmi les plus marquants de l'histoire de la lutte armée communiste. Pour la période de juillet à novembre 1941 où il fut actif, il est titulaire du plus beau tableau de chasse de tous les combattants de l'Organisation spéciale. Ce palmarès fait apparaître d'autant plus injuste la façon dont il fut ensuite traité par les instances supérieures du Parti, c'est à dire principalement par le chef direct de l'Organisation spéciale, Jacques Duclos. Car, dès son retour de Nantes, en raison des représailles massives exercées par les Allemands à Châteaubriant, Paris et Bordeaux, Gilbert Brustlein est considéré comme un risque politique pour le Parti. De bonne ou de mauvaise foi, il est accusé d'être responsable de la chute de son groupe, et aussi d'avoir attiré l'attention de la police sur le 'labo' de France Bloch et Jules Dumont qui lui est donné pour planque au 5 avenue Debidour. Alerté par la publication de sa photo dans les journaux le 19 novembre suivant, il échappe à nouveau à l'arrestation lorsque le labo chute, le 25 novembre 1941. Lâché par le Parti et menacé d'élimination physique par ses anciens camarades, Brustlein disparaît de la circulation et quitte la zone occupée par ses propres moyens. Après de multiples péripéties en zone sud il réussit à quitter la France. Il rejoint Londres en passant par l'Espagne et Gibraltar et s'engage dans la France libre sans révéler à quiconque ses activités résistantes passées. Il passe un mois à 'Patriotic school'. Au début de l'année 1944 il est transféré à Alger comme membre de la 'Mission de liaison administrative' qui doit aider les vainqueurs anglo-américains à gérer l'occupation de la France après le débarquement en confortant les autorités existantes, c'est à dire l'administration de Vichy. Répugnant à cette mission, il reprend son indépendance et termine la guerre en Afrique du Nord, où il se rapproche à nouveau du Parti communiste local, reconstitué par André Marty autour des 27 députés communistes de la chambre de 1936, déportés par Pétain au printemps 1940 et libérés par le général Giraud de leur bagne africain. Il rentre à Paris après la Libération et apprend la mort de sa mère en déportation. Il se fait réadmettre dans le Parti, mais subit à nouveau le rejet, sans qu'il soit possible de savoir si c'est en raison de son passé ou de son attitude contestataire. Il rompt définitivement en 1952. Un destin assez similaire le rapproche de Maroussia Naïtchenko, aperçue aux tout débuts de la lutte armée, et qu'il a retrouvée par hasard à la libération dans une organisation d'aide aux anciens déportés. Il en devient l'ami. Il cesse en revanche de voir sa bien-aimée d'avant guerre, Jeannette Waschtel, et se marie avec une autre. En dépit de ses déboires et de ses déceptions, rien ne semble pouvoir entamer les convictions humanistes qu'il expose dans son autobiographie 'Le chant d'amour d'un terroriste à la retraite' ni surtout sa confiance dans la force de l'amitié : ce qu'il appelle le 'bouclier d'amour', qui, pense-t-il, lui a sauvé la mise à maintes reprises. La dédicace de son livre à Pierre Daix résume sa position ultime : « A Piotr Daix, notre combat désespéré n'a pas été inutile. L'Humanité va changer sur des bases nouvelles, grâce à vous toujours ; débarrassée de l'illusion du communisme. Le bonheur va éclore. » Il meurt le 22 février 2009, non sans avoir fait scandale dans les années soixante-dix en s'en prenant au passé de Georges Marchais, travailleur volontaire en Allemagne pendant la guerre.

*Cachin, Marcel : fondateur de la SFIO avec Jules Guesde,

*Capelain, Georges : 30 ans. Mécanicien-dentiste. Communiste. Evadé le 28 septembre 1940. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 98 avec Antoine Delmas, Roger Gohin et Alfred Martin. Après le 22 juin 1941, il reste en URSS en raison d'un rapport défavorable du capitaine Billotte mais sans s'engager dans l'Armée rouge. Considéré comme politiquement éduqué, il est envoyé à l'école du Komintern de Kouchnarenkovo, mais le 8 juin 1942 il se noie au cours d'une baignade dans la Belaïa.

*Casanova, Danielle : elle est née en 1909 à Ajaccio et s'appelle Vincentella Perini de son nom de jeune fille. Ses parents sont instituteurs. Elle adhère aux Jeunesses communistes en 1928 et devient responsable des Jeunesses communistes, puis des Jeunes filles de France à partir de 1937 avec Marie-Claude Vaillant-Couturier. Elle est dentiste de profession. En 1935 elle participe au congrès des jeunesses communistes à Moscou en compagnie de Raymond Guyot, dont elle est chargée de la sécurité. Implantée initialement à Lyon où elle milite avec Georges Marrane au début de l'Occupation, elle est rappelée à Paris où elle est chargée du recrutement des principaux responsables des Bataillons de la jeunesse. C'est elle qui propose Albert Ouzoulias et Pierre Georges pour les commander. Elle rencontre Albert Ouzoulias à la Closerie des Lilas à son retour de captivité le 2 août 1941, et lui annonce qu'il a été choisi pour prendre la direction de la lutte armée. Dans les jours qui suivent, elle le présente à Arthur Dallidet et Eugène Hénaff au café Le François Coppée, près du métro Duroc. Elle est l'une des organisatrices de la manifestation du 13 août qui aboutira aux arrestations de Gautherot et Tyszelman. Elle assure la liaison entre la Direction et Albert Ouzoulias. Elle est arrêtée le 15 février 1942 (dimanche) avec Georges Politzer à son domicile du 170 bis rue de Grenelle, qui avait été repéré par la police. Après un an de détention elle est déportée à Auschwitz le 24 janvier 1943 (dimanche). Raymonde Georges, arrêtée l'été précédent et internée au fort de Romainville, fait partie du même convoi, ainsi que Marie-Claude Vaillant-Couturier. Raymonde et Danielle mourront du typhus le même jour, le 9 mai 1943. Marie-Claude survivra.

*Catelas, Jean : au début de l'Occupation, il est à Paris et chargé de maintenir les liaisons au sein de la direction Duclos-Tréand. Au moment de la ligne légaliste de l'été 1940, il fait partie des négociateurs envoyés pour traiter avec Otto Abetz. Cette ligne est abandonnée avec la rupture des négociations le 27 août 1940 et l'exclusion de Robert Foissin. Il est alors chargé de la réorganisation du Parti, et semble avoir eu un rôle dans la mise en place des premiers groupes armés. Le 14 mai 1941, il est arrêté. Condamné à mort après les premiers attentats, il est guillotiné le 23 septembre 1941.

*Chaban-Delmas, Jacques : délégué militaire national. Pendant les combats de la libération de Paris, il assure la liaison entre la résistance intérieure et le gouvernement provisoire de la République du général de Gaulle. Au mois d'août 1944, la position qu'il représente consiste à retarder autant que possible le lancement de l'insurrection parisienne en raison de la situation stratégique générale. De son point de vue, la résistance parisienne ne peut pas tenir plus de 24 heures à Paris et la libération de Paris est envisageable à la mi-septembre. A la fin août, devant la situation parisienne, il est envoyé à Londres pour demander une accélération des plans militaires alliés.

*Chahinian, Cabared : 27 ans. Cordonnier. Evadé le 22 octobre 1940 avec Bardikian, Cornilliet et Michelier.... A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 95. D'origine populaire, il s'associera au noyau communiste, autour de Daniel Georges. Décrit comme 'une pauvre créature' par le capitaine Billotte, qui n'en veut pas pour les forces françaises libres, il restera en URSS après le 22 juin 1941 et sera envoyé à l'école du Parti de Kouchnarenkovo. On ne sait pas ce qu'il est devenu par la suite.

*Chlewitzki, Henri, (ou 'Chevit') : il est responsable du quartier Montreuil aux jeunes communistes à l'époque où Gilbert Brustlein rejoint l'organisation. Jugé plus efficace, Gilbert le supplante dans ce rôle mais Henri ne lui en porte pas rancune et reste son ami. Il demeure exclu des groupes action de l'Organisation spéciale en raison de son asthme et de sa claudication. Il est donc confiné aux rôles logistiques. Il en conçoit beaucoup de dépit, mais l'expérience prouve qu'une bonne aptitude à la course à pied est essentielle au métier de terroriste.

*Chlewitzki, Maurice : c'est le frère d'Henri, impliqué lui aussi dans l'action militante avec les Jeunes communistes du 11ème arrondissement, puis dans la lutte armée.

*Choltitz, général von : il est nommé commandant du Grand Paris après l'échec du complot du 20 juillet 1944 et le limogeage d'Heinrich von Stülpnagel. Il prend ses fonctions à Paris à la veille de l'insurrection, le 10 août 1944. Il a pour mission impérative de tenir Paris ou de le détruire. Il jouit d'une réputation effrayante en raison de son rôle dans la destruction de Rotterdam. Sa figure historique a été très indûment adoucie par les récits fantaisistes et auto-glorificateurs du consul de Suède Raoul Nordling qui, en diffusant la légende selon laquelle il l'aurait dissuadé de résister jusqu'au bout dans Paris, travestit la situation réelle : si von Choltitz n'a pas 'brûlé Paris', c'est tout simplement parce qu'il n'en avait plus les moyens militaires.

Clastère, Henri : 31 ans. Né à Paris XVIIIème. Un vrai Parigot qui se révélera être aussi un vrai guerrier. Se dit chauffeur, mais a fait un peu tous les métiers, depuis catcheur jusqu'à boucher d'abattoir, et en réalité il est aussi un peu souteneur. Fait prisonnier pendant la campagne de France, il est interné le 2 août 1940 à Insterhof, près de Königsberg, Prusse orientale. Evasion entamée le 23 août avec deux autres prisonniers, mais très mouvementée. Lui seul ira jusqu'au bout. Il arrive finalement en Lituanie le 30 août 1940. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 95. Il y fait partie des initiateurs de la grève de la faim de février 41 que raconte Jean-Louis Crémieux. Il sera aussi de tous les mouvements de protestation animés à Kozielsk par les aspirants Cornilliet et Michelier, les soldats Fauvelle et Simon, et les Britanniques Langrove et Briggs. Plus tard, il deviendra l'allié le plus actif des officiers parmi les soldats et l'ennemi personnel de Daniel Georges, chef de file de la fraction communiste. Il sera le protagoniste central de l'affaire du tunnel. Après juin 1941, il rejoint la France libre à la suite du capitaine Billotte. Clastère intégrera le service action du BCRA et participera à des actions de sabotage en France occupée sous le pseudonyme d'Henri Claye. Il fera en particulier sauter l'antenne de Radio Paris qui est installée à Allouis, dans le Cher.

***Coquillet, Louis** : né le 6 mars 1921. Avant la guerre, il est secrétaire des Jeunesses communistes de Rennes et employé des chemins de fer. Inquiété pour son action militante, il gagne la région parisienne et plonge dans la clandestinité. Il est de la première réunion de l'Organisation spéciale au bois de Lardy. Entré dans l'action en novembre 1941, il participe, en l'espace de deux mois, à de nombreuses actions. Il est de l'attaque d'un garage rue Rémusat (16ème) au début novembre 1941 avec Bourdarias, Touati, et Tourette, puis de l'attentat du 21 novembre contre la librairie Rive gauche sous la supervision de Pierre Georges, et de l'attaque de la librairie allemande à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue Cambon avec Bourdarias. Son action la plus marquante est conduite de façon purement individuelle : il s'agit d'un attentat contre un militaire allemand, le lieutenant Rahl, le 6 décembre 1941 boulevard Pereire, conduite selon une méthode voisine de celle d'André Kirschen à la station Dauphine, ou de Pierre Georges à Barbès. Il a participé aussi, à des destructions de locaux et de matériel les 15 et 18 décembre 1941. Le 15 décembre il attaque le bureau de la Feldgendarmarie à l'Hôtel Universel avec Bourdarias, et des camions le 17 rue Mayran et le 18 rue Buffault avec Tourette et Bertone : opération au cours de laquelle Bertone est arrêté. Le 3 janvier 1942, il attaque une permanence du RNP avec Bourdarias, Feferman et Jean Vergé, mais, parce qu'il portait son arme sur lui, il sera arrêté le même jour, 3 janvier 1942 lors d'un contrôle de routine. Ayant sa planque au 35 rue des Saints-Pères depuis l'arrestation de Bertone le 18 décembre, il déjeune dans un café à l'angle de la rue des Saints-Pères et du Boulevard Saint-Germain. Il est pris de panique devant un contrôle de police inopiné. Il est arrêté passage du Commerce en tentant de s'enfuir. C'est la première prise de la police municipale. Avec quatre arrestations en 15 jours : Bertone, Touati, Tourette, Coquillet, c'est la fin du groupe Coquillet et du deuxième groupe Tourette. En outre, pour avoir parlé aux policiers de leur rendez-vous du surlendemain, Coquillet est à l'origine de l'arrestation de son ami et collaborateur le plus constant, Marcel Bourdarias. Condamné à mort le 14 avril 1942 à l'issue du procès de la Maison de la Chimie, il est fusillé le 17 au Mont-Valérien avec les derniers combattants du groupe Frédo. Pierre Daix lui emprunte certains traits prêtés à son personnage de Jean dans 'Classe 42'.

***Cornilliet, Maurice (aspirant)** : 24 ans. Etudiant. Cornilliet devient gaulliste dès sa captivité allemande en découvrant de Gaulle, décrit comme un 'général félon', dans 'Le Trait d'Union', revue de propagande ennemie à l'intention des Français. Il s'évade avec l'aspirant Robert Michelier et les soldats Varlan Bardikian et Cabared Chahinian le 22 octobre 1940.... Tous quatre sont placés dans la Kamera 95. A Boutyrki puis à Kozielsk-Mitchourine, Cornilliet sera un membre éminent du petit noyau intellectuel, républicain et de plus en plus gaulliste rassemblé autour de Jean-Louis Crémieux. Il sera brièvement starchy du camp de Mitchourine, mais limogé pour avoir encouragé l'agitation revendicative des détenus les plus antisoviétiques. Il rejoindra la France libre après juin 1941. Ancien élève de l'Ecole coloniale, il est envoyé à Madagascar comme aide-de-camp du général Legentilhomme.

***Couliboef, Louis** : né le 11 mars 1901, concierge du 5 avenue Debibour, il est l'hôte de France Bloch, qui a transformé sa cuisine en labo de l'Organisation spéciale. Il héberge également des clandestins, dont Gilbert Brustlein entre le 30 octobre et le 19 novembre 1941. Etant chargé de l'expédition de la propagande du Parti pour le Sud-Ouest, il connaît les noms de nombreux

responsables provinciaux du Parti clandestin, et il en livre beaucoup à l'interrogatoire après son arrestation le 25 novembre 1941. Par lui, les policiers remontent, en particulier, à Pierre Rebière, de l'Organisation spéciale, et à Antoine Emorine qui trahit tout son réseau avant d'être exécuté en prison par ses anciens camarades. Couliboeuf est fusillé au Mont-Valérien le 5 octobre 1942 avec Pierre Rebière. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

***Crémieux, Jean-Louis (aspirant)** : 23 ans. Etudiant. Jean-Louis Crémieux et Pierre Joriot sont à Kaunas le 7 janvier 1941. Ils sont interrogés par le NKVD et emprisonnés pour être entrés illégalement sur le territoire soviétique, avant d'être transférés à Moscou. Après un passage à la Loubianka, il arrive à Boutyrki le 28 janvier 1941. Il est placé dans la Kamera 95. A Kozielsk, il organise les activités culturelles, et donne une conférence sur la culture sous le régime Pétain et une autre sur la Yougoslavie. Rejoint la France libre. A Londres, il prend le pseudonyme de 'Brilhac' et il est affecté, comme collaborateur d'André Philip et d'Emmanuel d'Astier, à la conception de la propagande et de l'action politique de la Résistance, et aussi aux rapports avec la BBC.

*Curinier, Joseph, né en 1912 : il entre à la préfecture de police en 1937 comme gardien de la paix et il est détaché aux renseignements généraux en octobre 1939, et à la Brigade spéciale anticommuniste en septembre 1941. Il se présentera comme résistant à la Libération, membre du prétendu 'Groupe d'autodéfense des Brigades Spéciales'. Mais ses titres de résistance, dans l'hypothèse où ils seraient solides, datent de 1943. En 1942, Curinier se rend responsable de l'arrestation de Louise Jacobson. En novembre 1941, Curinier est, avec Turpin, un des deux agents des Renseignements généraux qui ont été chargés de surveiller Brustlein, identifié au début novembre par le policier municipal Leblanc alors qu'il déjeunait avec Jules Dumont à l'Aquarium Bar du Boulevard Sérurier. Cette surveillance aboutit à la chute du labo voisin de l'avenue Debidour à la fin novembre 1941, et à la capture d'un certain nombre de comparses, tandis que ni Jules Dumont, ni Gilbert Brustlein, ni les autres membres importants de l'Organisation spéciale du Parti communiste qui fréquentaient ces lieux et avaient été repérés (Pierre Georges, Conrado Miret-Must, France Bloch-Sérazin) n'étaient pris. Curinier prétend être à l'origine de cet échec relatif de la répression, pour avoir averti Dumont de la surveillance dont il était chargé : mais il y a lieu d'être sceptique. On ne trouve pas dans ce qui est établi des événements de l'avenue Debidour la moindre confirmation de la bonne action dont il se vante. La réalité la plus incontestable à propos de l'affaire du labo de France Bloch, c'est que des arrestations eurent lieu, avec des saisies de documents extrêmement dommageables. Averti du danger, Dumont aurait probablement organisé un échec plus complet de l'opération policière. L'argument consistant à dire que les transmissions d'information étaient difficiles ne vaut guère dans la mesure où la surveillance à l'Aquarium Bar s'est étalée sur près de trois semaines. Le plus probable est donc que France Bloch, Pierre Georges, Conrado Miret-Must et Dumont lui-même n'ont échappé à l'arrestation que par hasard. C'est ce que tendraient à confirmer les archives de la police (voir Berlière et Liaigre dans *Le Sang des Communistes*, pages 198-199) : selon celles-ci, Curinier se serait fait repérer par pure maladresse le 25 novembre 1941. C'est cette bévue qui aurait contraint ses chefs à déclencher un coup de filet précipité et relativement inefficace le jour même. Evidemment, on ne peut pas prendre les rapports de police comme des preuves absolues. Si renseigner Dumont était devenu un mérite en 1945, c'était un crime en 1941 et en admettant qu'il se soit livré à cette trahison au bénéfice de la Résistance, Curinier n'allait pas en faire état dans ses rapports. On ne peut pas non plus exclure

qu'il ait simulé la maladresse. Dumont, finalement pris et fusillé le 15 juin 1943 n'étant plus là pour témoigner, ni aucun des protagonistes de l'époque, nous ne saurons sans doute jamais toute la vérité sur la chute du labo.

***Daix, Pierre, alias 'Piotr'** : né le 24 mai 1922 à Ivry dans une famille d'idées progressistes et où fréquente le maire de la ville, Georges Marrane. Son père est gendarme, mais de convictions socialistes, et sa mère est directrice d'école. Il grandit ensuite à Vitry où son père, ayant obtenu sa retraite de gendarme, entre au service du maire communiste de la ville, Paul Vaillant-Couturier. Par les hasards de la sectorisation, il devient élève du lycée Henri IV à partir de la classe de sixième. Là, il découvre l'écart qui sépare les milieux intellectuels parisiens des milieux ouvriers de sa banlieue. Il fait une bonne scolarité qui le conduit jusqu'aux classes de Lettres supérieures. En 1936, la non-intervention en Espagne décidée par Léon Blum le sépare politiquement du parti socialiste, et plus encore Munich deux ans plus tard. Son père, qui a connu l'Allemagne en participant aux occupations d'après-guerre, lui fait apprendre l'allemand, ce qui lui sauvera probablement la vie à Mauthausen. Il est parmi les premiers Français à lire le *Völkischer Beobachter* et se fait une idée précise du nazisme. Se situant à contre-courant, il adhère au Parti communiste alors qu'il vient d'être interdit et en réaction contre la persécution dont il fait l'objet. Le parti est alors en pleine crise à cause du pacte germano-soviétique, mais Daix n'est pas affecté par le pacte, qu'il considère comme une ruse de Staline. Il ne reconsidérera ses opinions sur ce sujet que bien plus tard. Dans l'immédiat, il se détermine largement en réaction contre Munich et la politique de Daladier et du parti socialiste. Avec la guerre, l'hypokhâgne d'Henry IV est évacuée à Rennes, et Daix fait la connaissance d'Olivier Souef, qui est alors responsable des Etudiants communistes. Avec Souef, il milite avec la section locale du parti, qui ne tient pas du tout compte de la logique pacifiste et même éventuellement défaitiste impliquée par le pacte germano-soviétique. Tout en désobéissant de façon répétée à des consignes qui lui sembleront inacceptables, il se considérera comme un militant strictement orthodoxe jusqu'aux années d'après-guerre. Alors seulement, il se détachera du Parti et de ses opinions d'autrefois en découvrant par étapes le rôle néfaste du Pacte et les ambiguïtés de la direction par rapport aux péripéties de la première résistance à laquelle il a été mêlé entre novembre 1940 et janvier 1942. En mai 1940, alors que les Allemands approchent de Rennes, Pierre Daix tente de gagner le sud à vélo. A la suite de l'armistice, il rentre à Paris le 11 juillet 1940, et retourne chez ses parents. Pour lui, la résistance, sous la forme de l'agitation politique en milieu étudiant, commence dès ce moment là. Faisant partie des Etudiants communistes et non des Jeunesses, Pierre Daix n'est pas présent au pique-nique de Garches. En revanche, avec Jean Suret-Canale il participe aux premières actions des étudiants communistes, jusqu'à ce que Suret-Canale soit arrêté pour avoir distribué à la Sorbonne des tracts hostiles à des conférenciers pro-allemands. Il rencontrera par la suite Claude Lalet et Christian Rizo, qui deviendra son meilleur ami. Militant pour le parti communiste clandestin sous la couverture de la Fédération des Auberges de Jeunesse, il reçoit de Georges Tondelier des consignes de compromission avec l'occupant correspondant à la ligne Duclos-Tréand de l'été 1940 et les rejette spontanément, se figurant avoir eu affaire à un provocateur de la police. Il frôle alors l'exclusion. Il découvrira après la guerre le rôle de Georges Tondelier au parti et dans l'Organisation spéciale. Le 8 novembre 1940, Pierre Daix participe à la première manifestation des étudiants parisiens contre l'arrestation de Paul Langevin et la révocation des professeurs juifs. Il contribue à organiser la participation des étudiants communistes à la manifestation du 11 novembre 1940, ce qui le met à nouveau en contradiction avec la direction du Parti, mais apparemment sans qu'il en ait clairement conscience à l'époque. Le 20 novembre 1940,

la police découvre le réseau de distribution de tracts des étudiants communistes de la Sorbonne. Un responsable de haut niveau, Jean Commère, est pris avec la liste complète de l'organisation. Pierre Daix est arrêté le 26 novembre 1940 avec les autres dirigeants des étudiants communistes, Lalet, et Bob Kirschen. Soueff est également arrêté. Tous sont enfermés à la Santé. En février 1941, Pierre Daix est jugé avec les autres étudiants communistes accusés de 'reconstitution de ligue dissoute' et d' 'obéissance aux mots d'ordre de la IIIème internationale' : des chefs d'inculpations usités contre les militants communistes dès avant l'invasion allemande, et qui distinguent son cas des mises en procès pour terrorisme. Les condamnations de Claude Lalet et de Bob Kirschen, qui les maintiennent en détention au-delà du 22 juin 1941, les conduiront pourtant à être fusillés comme otages. Condamné plus légèrement à trois mois, Pierre Daix sera en revanche libéré le 1er mars 1941 avec ses amis Pierre Kast et Louis Gros, ce qui lui sauvera peut-être la vie. Seul Olivier Souef est relaxé, ce qui conduira la direction à le soupçonner et à l'exclure. Exclu de la Sorbonne en raison de sa condamnation, Pierre Daix entre en PCN (Physique-Chimie- Sciences naturelles) pour faire médecine, et c'est là qu'il rencontre François Rizo. A peine sorti de prison au début mars 1941, Pierre Daix reçoit de la direction l'ordre de se rendre chez le responsable des Etudiants communistes. C'est ainsi qu'il fait la connaissance de Jacques d'Andurain, chargé de lui communiquer l'exclusion d'Olivier Souef en raison de sa relaxe. Daix reçoit l'ordre de couper toutes relations avec lui. Il n'obéira pas et tâchera d'obtenir la réintégration de son ami. De plus, il continuera à faire participer Souef aux actions qu'il organise. Peu après la guerre, et alors qu'il appartient toujours au parti communiste, Pierre Daix trace de d'Andurain un portrait très défavorable de dandy égocentrique et désimpliqué dans '*Classe 42*'. Il ne parlera que très tard dans sa vie de l'évasion de Pierre Hervé le 8 juillet, et jamais du rôle de d'Andurain dans la préparation de Barbès. Ce qui apparaît dans le rapport entre Pierre Daix et d'Andurain, comme précédemment avec Georges Tondelier, c'est qu'il était souvent en rupture avec les exigences de la direction et rebelle sans savoir pourquoi vis à vis de ceux qui les transmettaient. Au printemps de 1941, il est pourtant devenu utilisable. La prison l'a radicalisé et, en même temps que Rizo et peut-être à travers lui il se rapproche en avril 1941 des éléments constitutifs des groupes de choc, selon le langage de l'époque, qui vont devenir l'Organisation spéciale. Opérant en dehors de toute consigne de la direction du parti, les groupes de choc se livrent à des actions aussi spectaculaires que possible dans l'ordre de la propagande anti-allemande : graffiti, destruction des signalisations allemandes, arrachage des affiches, etc... Quoique censé recruter pour l'Organisation spéciale, Daix opère en milieu étudiant. Il n'est donc pour rien dans la constitution du groupe Brustlein, qui s'est formé spontanément avant que Pierre Georges le prenne en bloc sous son commandement. C'est son amitié avec Christian Rizo qui conduira Pierre Daix à fréquenter Brustlein et les jeunes communistes du 11ème et du 18ème arrondissement, dont certains comme Olivier Souef et Tony Bloncourt sont eux aussi étudiants à la Sorbonne. Il participera à leurs réunions aux HBM Ranvier jusqu'à ce qu'il soit nommé recruteur en milieu étudiant et reçoive l'ordre de ne plus paraître au premier rang. De ce fait, ce n'est qu'après l'attentat de Barbès qu'il sera présenté à Gilbert Brustlein par François Rizo.

Daix ne participera pas non plus à la première manifestation du 6 juillet 1941. Il sera en revanche partie prenante aux manifestations des 14 et 26 juillet 1941, dans lesquelles il entraîne son ami, Olivier Souef, qui a entre temps été exclu du parti. Il est aussi au coeur de l'action le 13 août, où il n'échappe à l'arrestation que grâce à l'intervention de Henri Gautherot, qui sera, lui, arrêté et fusillé quelques jours plus tard avec Samuel Tyszelman. Daix n'est pas non plus présent à la session du bois de Lardy, le 15 août 1941, car il est contraint de se cacher après avoir de peu échappé à l'arrestation pendant la manifestation du 13. Caché dans une famille juive de la rue d'Angoulême, il

est témoin de la rafle du 20 voulue par les Allemands en représailles. Après une semaine, il retourne vivre dans sa planque du quartier des Gobelins.

C'est peu après l'attentat de Barbès que Pierre Daix est présenté à Gilbert Brustlein par Christian Rizo, mais il ne participera jamais directement aux actions du groupe. Tout étant censé recruter pour l'Organisation spéciale, Pierre Daix restera toujours réduit aux conjectures quant à la question de savoir d'où venaient les instructions qu'il appliquait. Sa conclusion, dans 'Dénis de Mémoire' (Gallimard, 2008), est que la ligne de commandement de l'Organisation spéciale, jusqu'à la fin novembre 1941, allait directement de Jacques Duclos aux chefs de groupes comme Brustlein par l'intermédiaire de Pierre Georges. Ceci explique que tout en ayant eu affaire à eux, Daix ne connaisse pas la position exacte de Georges Tondelier et de Jacques d'Andurain dans l'appareil du parti, et ne découvre leurs parcours dans le groupe Frédo que longtemps après la guerre dans les ouvrages des historiens. Il semble également qu'il n'ait pas eu de rapports directs avec André Ouzoulias et Danielle Casanova, et qu'il ne connaisse que partiellement les origines lointaines de la dénomination d'Organisation spéciale. Pierre Daix reconnaîtra bien plus tard qu'il avait été un très mauvais recruteur. Il attribuera cela au fait de ne pas avoir compris sur le moment le caractère délibérément suicidaire de la guerre que l'on faisait mener à l'OS initiale. "Je ne mentais pas assez", conclura-t-il. Désignant des objectifs trop abstraits et trop distants : former le noyau d'une armée nationale, il ne sut en définitive pas recruter le moindre étudiant, ce dont, rétrospectivement, il se félicitait. Pierre Daix ne percevait pas les intentions de la direction. Il ne comprit que très tard dans sa vie la logique souvent cruelle à laquelle elles obéissaient. Henri Frenay définira, longtemps après la guerre la situation de Pierre Daix et du groupe Frédo dans son ensemble par rapport au Parti communiste en quelques mots : "Vous étiez des francs-tireurs. Je ne savais pas que cela pouvait exister chez vous." Bien placé en revanche pour comprendre les données stratégiques de l'agitation dans la rue, Daix est, dès l'origine, extrêmement critique à l'égard de l'organisation imposée par les cadres des Jeunesses communistes, Albert Ouzoulias et Danielle Casanova, de la manifestation du 13 août 1941. Il conclura bien plus tard qu'en donnant des mots d'ordres aventuristes, la direction de Jacques Duclos visait à amorcer délibérément l'engrenage provocation-répression.

Quoique cela soit contraire au principe de cloisonnement, Pierre Daix reste en relations avec ses amis étudiants du groupe Brustlein après leur entrée dans l'action terroriste. C'est ainsi qu'il est informé par Christian Rizo de l'action de Pierre Georges à Barbès alors qu'il se cache après avoir manqué d'être arrêté le 13 dans la manifestation de la Porte Saint-Martin. D'après son propre récit, Daix serait entré en relation suivie avec Brustlein après le 21 août.

Daix aurait fait partie de ceux qui ont rencontré Brustlein après son retour de Nantes à la fin octobre 1941, Brustlein ayant défendu devant lui les opérations brûlots comme une façon d'écarter la répression de Paris pour y faciliter le développement de la lutte armée. Cette proximité affirmée avec Gilbert Brustlein contraste avec son hostilité initiale envers Jacques d'Andurain. On connaît par ailleurs la rivalité sous-jacente entre d'Andurain et Brustlein. Après le 30 octobre 1941 et les premières arrestations dans le groupe Brustlein, Pierre Daix continue à voir ses camarades Rizo et Bloncourt, qui ont échappé au coup de filet initial. Il est le dernier à voir Christian Rizo, avec qui il dîne le soir même de son arrestation le 25 ou 26 novembre 1941, c'est-à-dire le même jour que la chute du labo de la rue Debidour. Il aide ensuite à procurer des faux papiers à Tony Bloncourt avec le soutien de l'appareil du parti à travers son faussaire, Claude Gaulué. Cela sera sa dernière erreur d'homme libre. Bloncourt, à bout de nerfs après deux mois de traque policière, est arrêté dans un contrôle de routine le 5 janvier 1942, et Pierre Daix est pris le surlendemain, 7 janvier, à la suite des

aveux qui sont arrachés à Bloncourt par la Brigade spéciale antiterroriste. Le lendemain, le brigadier Lécureuil est tué par Isidore Grinberg, ce qui vaudra à Pierre Daix d'être sérieusement passé à tabac au cours de sa détention, mais interrogé avec assez peu de pertinence pour que son rôle exact dans la résistance reste très mal compris de la justice. C'est ce qui lui sauvera la vie. Il réussit à dissimuler son appartenance à la résistance et la brigade antiterroriste se décharge de lui au profit de la brigade anticommuniste du commissaire David. Son rôle de recruteur pour l'Organisation spéciale étant resté insoupçonné, il est seulement inculpé d'aide à un terroriste pour avoir fourni des faux papiers à Bloncourt et il échappe de peu au peloton d'exécution. Pierre Daix passera près de deux ans dans les prisons françaises avant d'être finalement déporté au printemps 1944. Le récit qu'il a laissé de son parcours dans le système carcéral français et nazi est du plus haut intérêt. Il reste d'abord au dépôt de la préfecture de police pendant environ deux mois, au cours desquels il rencontre Claude Gaulué. Par la suite, Pierre Daix survivra à la déportation à Mauthausen, qu'il décrira dans son roman *'La Dernière Forteresse'*. Avec Brustlein, André Kirschen, d'Andurain et Le Berre, Pierre Daix est, à la fin de la guerre, un des seuls témoins survivants des débuts de la lutte armée entre juillet 1941 et mars 1942. Il deviendra le bras droit de Charles Tillon lorsque celui-ci sera ministre du général de Gaulle, puis secrétaire d'Aragon et directeur des Lettres Françaises. Il est également ami de Picasso. D'une position communiste orthodoxe à l'époque de la Guerre froide, illustrée par son rôle dans le procès de David Rousset contre les Lettres Françaises, il passera à une attitude critique à mesure qu'il comprendra mieux le rôle de la direction de Jacques Duclos pendant la Résistance. Il finira par rompre avec le Parti et par devenir un des principaux introducteurs de Soljénitsine en France. Son œuvre littéraire est considérable, sous forme d'essais et de mémoires aussi bien que de romans et d'ouvrages sur l'histoire de la peinture. Il a donné son témoignage sur les événements parisiens de l'été et de l'automne 1941 dans, principalement, *'J'ai cru au matin'* (Robert Laffont, 1976), *'Tout mon temps'* (Fayard, 2001), *'Les Lettres Françaises, jalons pour l'histoire d'un journal'* (Tallandier, 2004), *'Dénis de Mémoire'* (Gallimard, 2008), *'Les combattants de l'impossible'* (Robert Laffont, 2013). Ces ouvrages fournissent des précisions sur la période et dessinent chez son auteur un parcours moral que l'on peut décrire comme une montée progressive du ressentiment à l'égard du parti communiste, nourrie de révélations successives sur les déterminants de la lutte à laquelle il a pris part sans en connaître les dessous. Par ailleurs, Pierre Daix a repris sous forme de fiction de nombreux faits et de nombreuses descriptions d'acteurs de la lutte armée dans son roman *'Classe 42'*. Ce livre fournit des portraits de combattants qu'on ne peut que par conjecture rapporter aux personnages historiques réels, mais qui ont le mérite de provenir d'un des seuls témoins survivants.

***Dallidet, Arthur, alias 'Henri', alias 'Emile', né le 12 octobre 1906 à Nantes :** Ouvrier dans la chaudronnerie. Il monte à Paris en 1930 à cause du chômage, et s'installe dans le quartier de la Goutte-d'Or. Bagarreur et gros travailleur de tempérament. Sportif aussi, il est amateur de vélo. Il entre chez Renault et il s'inscrit au Parti communiste. Il est licencié pour activité syndicale mais se fait réembaucher et milite de plus belle. En 1937, Maurice Tréand l'appelle pour être son adjoint à la commission des cadres. En juin, il fait rapport sur lui à Manouïlski et Dimitrov. En octobre 1937, Dallidet se rend personnellement à Moscou pour rendre compte de son action à la commission des cadres. Il rentre en 1939 et se met dans le sillage de Benoît Frachon. En février 1940, il participe à la conception des premiers groupes de défense des militants chargés du tractage et des prises de parole. Il n'a pas une aptitude spontanée pour le travail intellectuel, mais il rédige une brochure intitulée 'Comment se défendre', qu'il actualisera en mars 1941 après les premières arrestations de

résistants. Le 20 mars 1940, lorsque sur ordre du Parti, Raymond Guyot se soustrait à la répression et passe dans la clandestinité, Arthur Dallidet organise son passage en Union soviétique par la même voie que Maurice Thorez six mois plus tôt. A la fin mai 1940, il est avec Jacques Duclos replié en Belgique. La 'Direction intérieure' est assurée à Paris par Marcel Tréand dans la clandestinité. Au début août 1940, il est de retour à Paris, et exprime son opposition à la ligne Duclos-Tréand de pourparlers avec les Allemands en vue d'obtenir la légalisation du PCF et la réparation de sa presse. En octobre, Dallidet remplace Tréand à la tête de la Commission des Cadres. Il est un des premiers contacts de Charles Tillon remonté de Bordeaux à Paris pour participer à l'organisation des groupes armés. Sa compagne, Mounette Dutilleul, est arrêtée le 16 mai 1941. Le 2 août 1941 c'est lui qui, conjointement avec Eugène Hénaff, intronise Albert Ouzoulias comme responsable politique de l'Organisation spéciale parisienne. Le 4 février 1942, Claude Gaulué, qui fabrique les faux-papiers du Parti communiste dans sa planque du 49 rue Geoffroy-Saint-Hilaire est repéré par la police. Sa filature conduira à Arthur Dallidet, qui est son responsable au niveau de la Direction. Le 14 février 1942 : la police française découvre la véritable identité de la pseudo 'Jeanne Dessart', en réalité Mounette Dutilleul, ex-secrétaire de Maurice Tréand et compagne d'Arthur Dallidet. En détention, elle sera ostracisée, probablement en raison de la disgrâce de Tréand. Félix Pican est arrêté le même jour, Danielle Casanova, Félix Cadras et Georges Politzer le lendemain, 15 février. Cette période voit aussi l'arrestation de Maï Politzer. Le 27 février 1942 : Jean Jérôme rencontre pour la dernière fois Arthur Dallidet qui assure sa liaison avec Jacques Duclos et Charles Tillon. Celui-ci lui fait l'effet d'être épuisé. Il sera arrêté le lendemain 28 février 1942, en même temps que Marguerite, l'agent de liaison de Jean Jérôme. Dallidet, qui détient des secrets essentiels, et qui connaît en particulier la cachette de Jacques Duclos, est soumis à des interrogatoires brutaux par le BS1 du commissaire David, mais il ne parle pas. Il sera fusillé le 30 mai 1942. Son frère Léon-Raymond, dit 'Raphael' ou 'Raph' est également arrêté le 6 mars, mais réussit à s'enfuir quatre jours plus tard. Lui aussi connaissait des secrets importants, mais semble ne rien avoir appris à l'ennemi. Agent de liaison et garde du corps de Jacques Duclos, de nombreuses missions de confiance lui seront données par la suite. Arthur Dallidet est remplacé à la Commission des Cadres par Robert Dubois, qui sera arrêté à son tour le 28 octobre 1942. Le contact avec Jean Jérôme est repris par l'intermédiaire de Jean Laffitte, qui sera lui aussi arrêté et déporté, mais survivra à la guerre, tout comme Mounette Dutilleul, Raph et Jean Jérôme lui-même.

***D'Andurain, Jacques (Viconte d'Andurain) :** né en 1916 de Marie-Joseph Edouard Pierre d'Andurain, descendant d'une vieille famille de l'aristocratie basque, et de Jeanne Amélie Marguerite Clérisse, qui sera plus communément connue comme Marga, vicomtesse d'Andurain, bien que, roturière et considérée comme une aventurière, elle n'eût jamais été véritablement acceptée par la famille de son époux. Mondaine et cocaïnomanie, elle fréquentera les milieux collaborationnistes et l'élite des occupants pendant la guerre, mais sera aussi soupçonnée d'être une espionne anglaise. Avant la guerre, le couple d'Andurain vit au Moyen-Orient, et Jacques connaît au Liban une enfance chaotique et tragique, au milieu des intrigues qui y opposent Français, Anglais et milieux indigènes. Cette expérience formera son attitude politique de fond : le mépris de l'Etat bourgeois, de la bassesse colonialiste, de la violence, de la corruption et de la mauvaise foi policières et militaires. Cela le conduira vers la seule alternative organisée de l'époque : le Parti communiste, auquel il adhéra en 1934. Entre 1934 et 1936, il fait des allers et retours entre la France et le Liban et entame une vie de bohème et de militantisme d'extrême-gauche en pointillés.

Le 9 octobre 1934, jour de l'assassinat de Barthou, il est à Marseille, de retour en France. Il entre au lycée Michelet de Vanves et il adhère au Parti communiste. Il est bientôt renvoyé du lycée pour militantisme communiste. Il fait la rencontre de Paul Vaillant-Couturier. La même année il est interpellé pour collage de tracts communistes. C'est la fiche établie à cette occasion qui servira pour l'avis de recherche le concernant après la chute de Tony Bloncourt le 5 janvier 1942. En 1935, il est incarcéré à la Santé pour participation à une manifestation antimilitariste. En 1936, il est sous les drapeaux et c'est en uniforme qu'il donne une allocution à la fête de l'Humanité à Garches. Il attire l'attention sur le pétrole comme facteur déterminant de la politique française au Levant, et aussi de ses entreprises hostiles à l'Union soviétique. Le 28 décembre 1936, à Palmyre, son père est poignardé sans que les assassins soient sérieusement recherchés par les autorités françaises. Il réussit le baccalauréat en 1937 et entame des études de philosophie à la Sorbonne. A partir de 1938, il vit chez sa mère près de la place Victor Hugo, et plus tard à Neuilly. Il se lie avec Pierre Hervé et fréquente avec lui le restaurant du 7 rue Le Goff. L'été suivant, il fait la connaissance d'une apatride d'origine russe avec laquelle il contracte un mariage blanc. En septembre 1939 il est mobilisé dans l'aviation à Mérignac, puis muté à Tours après s'être fait repérer comme communiste à la suite d'une provocation. L'armistice le surprend replié dans le Vaucluse. Démobilisé, il retourne à Paris. C'est le début de l'Occupation et il est inscrit à la Sorbonne. Le 11 novembre 1940 il participe à la manifestation des étudiants à l'Arc de Triomphe. Il devient secrétaire des Etudiants communistes lorsque Claude Lalet tombe victime de la vague d'arrestation du 26 novembre 1940 qui touche également Bernard Kirschen et Pierre Daix. On ne connaît pas le détail de ce qu'il fait dans cette fonction jusqu'au printemps suivant qui voit l'extension de la guerre à l'Union soviétique, si ce n'est qu'en mars 1941 il a des responsabilités à l'union des étudiants communistes et que c'est lui qui signifie à Pierre Daix l'exclusion d'Olivier Souef en raison de la relace dont il a bénéficié dans l'affaire des tracts de la Sorbonne. Le 7 juillet 1941, il fait évader Pierre Hervé et les autres étudiants communistes arrêtés après le 22 juin. Pour cela, il scie les barreaux de la salle de détention du Palais de Justice qui donne sur la place Dauphine. Devant l'absence de consignes de la part du Parti, par initiative individuelle, particulièrement indigné par l'exécution de l'ouvrier André Masseron, ainsi que par les premières mesures antisémites, il dérobe à sa mère le pistolet 6.35 qu'elle conserve dans son tiroir de table de nuit par crainte des cambrioleurs, et en compagnie de son ami Albert Manuel armé d'un poignard, il sort nuitamment à la recherche d'un coup à faire contre l'Occupant. Ce n'est que par la suite que, distingué par Suzanne Djian, il est présenté à Pierre Georges, parmi les tout premiers combattants avec Maurice le Berre mis à la disposition des Bataillons de la Jeunesse, et qu'il devient membre d'un des premiers groupes armés, en parallèle avec le groupe Brustlein et le groupe Tourette. Pierre Georges lui fixe des missions plus précises, et c'est avec la même arme dérobée à sa mère qu'il tire le premier coup de feu de la lutte armée le 14 août 1941 lors de la tentative d'incendie de la Manufacture nationale des isolants à Vitry avec Bourdarias et Le Berre. Il blesse alors un ouvrier français, Marcel Longette, qui s'en était pris aux saboteurs. La même arme encore, réquisitionnée par Pierre Georges, servira pour l'attentat de Barbès le 21 août. Le 20 en effet, Pierre Georges présente Jacques d'Andurain à Gilbert Brustlein. Il leur annonce sa décision de perpétrer lui-même un attentat exemplaire contre l'occupant. 'Demain, à 8 heures à Barbès, j'en descends un. Vous verrez : c'est facile.' Puis il emprunte le revolver de Jacques d'Andurain, qui a bien fonctionné la semaine précédente. Le 23 août 1941, Jacques d'Andurain est de la mission ratée de destruction d'un poste d'observation d'avions à Goussainville avec Brustlein et son groupe. Le 19 octobre 1941, d'Andurain effectue avec Maurice Le Berre la première opération 'brûlot' à Rouen : mais il se fait confisquer sa dynamite par des gendarmes qui le relâchent ensuite. Il attaque un officier allemand, mais celui-ci riposte et se dégage. Après la chute du labo et du groupe

Brustlein à la fin novembre 1942, il est mis au vert en zone sud. Il sera l'un des rares combattants de la première heure, avec Gilbert Brustlein, à déjouer jusqu'au bout tous les pièges de la police. En villégiature au Pays Basque lorsque la police se présente chez lui, il échappera à la répression après la chute de ses associés étudiants Pierre Daix et Tony Bloncourt en janvier 1942, et aussi après celle de son camarade de combat le plus proche, Maurice le Berre le 28 août 1942. Il finit la guerre en zone sud aux côtés d'Emmanuel d'Astier, auquel il est apparenté. Avec Daix, Brustlein, André Kirschen et Le Berre, Jacques d'Andurain est un des seuls survivants des Bataillons de la Jeunesse. Il est exclu du Parti communiste en 1947. En 1989 il épousera la sœur aînée de Maroussia Naïtchenko, Tania, qu'il avait fréquentée en 1940-1941 avant son premier mariage avec un riche argentin. Ce personnage, le plus romanesque peut-être de la lutte armée, et le plus fantasque à coup sûr, a écrit ses souvenirs sous le titre 'Commentaires après-guerre', dans lequel il consacre un chapitre particulier au 6.35 de Marga d'Andurain.

***D'Astier de la Vigerie, Emmanuel (1900- 1969)** : compagnon de la Libération, fondateur du mouvement *Libération Sud*. Né en 1900, issu d'une famille aristocratique et de droite, son premier métier est militaire : officier de la Marine nationale. Mais il change de voie et devient journaliste à Marianne. Quoique frère de cagouleurs et cagouleur lui-même dans l'avant-guerre, il se rapproche des idées communistes et entre en résistance dès juin 1940, à Clermont-Ferrand, avec le pseudonyme de *Bernard*.

Emmanuel d'Astier est l'auteur de la *Complainte du partisan* et d'un livre de témoignage sur sa résistance : *Sept fois sept jours*, où apparaissent d'abord ses compagnons de combat les plus proches: Raymond et Lucie Aubrac, Pierre Hervé ('*Arnaud, que j'aime tant, parce qu'il est fanatique et prudent, loyal et rusé, et que la tête ne lui a pas tourné d'avoir monté l'évasion la plus célèbre de Paris*') et son épouse Annie ('*Anne dont la tension est trop basse qui s'évanouit de la façon la plus soudaine*'), Morandat, Ravanel, Cavaillès ('*rageur, pur et renfermé*'), avec qui il fonde le mouvement *Libération* en juin 1941, et qui sera pris par les Allemands et fusillé en août 1943.

En janvier 1942, de Gaulle le contacte à travers Yvon Morandat, et en mars il rencontre Jean Moulin, Henri Frenay et Jean-Pierre Lévy. En avril 1942, Emmanuel d'Astier gagne Londres et fait connaissance avec quelques personnages notables de l'entourage politique de de Gaulle : Passy ('*blond pour ce qui lui reste de cheveux, le regard pâle ourlé de rose, quelque chose d'un peu porcin dans la texture de la peau et du poil, une voix de tête : l'antipathie immédiate.*'), Mendès-France, le Troquer, Pleven, Koenig ('*les ruses un peu bornées et patelines du général Leprince*'), Catroux, Philip ('*virtuose de la parole et de la pensée, mais aussi étourdi dans ses actes qu'un sphinx qui butine un parterre*'), Moch, Joxe, de Lattre, et aussi Daniel Mayer, du parti socialiste clandestin ('*Sylvain est plus sectaire qu'un communiste... Il est sincère, si sincère que la pâleur de son visage et de ses yeux semble comme dans certaines photos la conséquence d'un éclairage trop cru et sans nuances*').

En juin 1942, Emmanuel d'Astier reçoit de de Gaulle la mission d'aller à Washington en vue d'obtenir la reconnaissance de la *France libre*. Là, il rencontre Alexis Léger et divers conseillers du président Roosevelt, dont Harry Hopkins ('*brûlé d'une pensée et d'une vie trop ardentes*'). Il fait par la suite des allers-et-retours entre la France et l'Angleterre, tantôt par parachutage et tantôt déposé ou enlevé clandestinement par un *Lysander*, souvent en compagnie d'Henry Frenay, de *Combat*, ('*Nef, qui pratiquait avec moi le sport de s'envoler de France*').

En décembre 1942, il est de retour parmi les siens, à Lyon. Il retrouve Ravanel (*‘Ravachol se passionne pour le cadeau que je lui ai apporté, un pistolet silencieux qu’il appelle une trompette bouchée’*), et les Aubrac (*‘Lucie utilise avec une aptitude et une agilité déconcertantes le mensonge, la candeur, la violence, la ruse ou le charme. Elle a domestiqué la chance, mais elle me fait peur parce qu’il n’est pas sûr qu’elle ait domestiqué la chance des autres’*).

En août 1943, il est à Paris, alors que se déploient les conséquences de l’arrestation de Jean Moulin le 21 juin 1943, (*‘Il y a de la filature dans l’air’*), et que l’on annonce l’exécution de son camarade de combat Cavallès. En novembre 1943, il est envoyé à Alger. Il y rencontre à nouveau de Gaulle (*‘comme un grand prélat glacé dont la France est le royaume qu’il ne veut pas partager’*), qui le convainc de devenir *commissaire à l’Intérieur* de son gouvernement provisoire. Il finit par accepter, mais il est critique par rapport à la politique du Général (*‘Lui qui pourtant sa su tirer d’une folie tant de sagesse, il ne voit qu’empirisme. Il sent, il incarne si bien la nation qu’il en oublie les hommes et l’immédiat, et l’incohérence et l’utopie nécessaire, et ce lointain futur qui s’appelle humanité’*).

Il assiste aux débuts de l’Assemblée consultative et aux conseils des ministres autour du général de Gaulle (*‘Les vingt sont assis autour de la table. Les deux bras du Symbole, ses deux mains très blanches, sont posées sur le tapis vert. Elles se lèvent rarement, elles ne se joignent jamais. Elles tiennent l’armée, l’empire et les relations extérieures, qui sont pour le Symbole le symbole trinitaire de la nation.’*)

En janvier 1944, il profite de la rencontre de Marrakech entre de Gaulle et les Alliés pour approcher Churchill, (*‘regard mobile dans une figure immobile, toute en rondeurs et fripée, il a l’air d’un vieux nouveau-né’*), dont il gagne la sympathie. Churchill le surnomme *The Red Pimpernel* en raison de son parcours de clandestin, et il finira par lui accorder des parachutages d’armes pour les maquis (*‘Messieurs, j’ai décidé de procéder à l’armement des patriotes français’*). En échange, Churchill cherche à obtenir la clémence de de Gaulle pour Peyrouton, Boisson et Flandin (*‘Il voudrait que l’on laisse en paix trois petits seigneurs de la politique’*). D’Astier fait également la connaissance de MacMillan et Duff Cooper (*‘des vêtements distingués à force d’usage, un usage qui est le dernier raffinement en ces temps où la destruction vous condamne à la misère ou au neuf’*), et aperçoit Clémentine Churchill, qu’il prénomme ‘Clémence’, (*‘Clémence Churchill, les cheveux blancs et une jeunesse de grand-mère’*), ainsi que Mary Churchill (*‘Clémence et Mary Churchill, les yeux fixés sur leur convalescent dont elles partagent l’effort’*).

A Londres, où il se trouve aux approches du débarquement, d’Astier bataille contre Passy (*‘les petits trucs d’agent provocateur de Bourse’*) et Soustelle (*‘la médiocrité de Grosvesse’*) pour pouvoir se rendre sur la terrain. Il fait une tournée en Normandie, Caen et Bayeux (*‘Ils ont beaucoup aimé Pétain et la Révolution nationale. Leur accueil est glacé.’*), rencontre Koenig (*‘je suis toujours éberlué du paternalisme de ceux qui conduisent la guerre’*). Il retourne à Alger après une invitation à souper avec Churchill (*‘J’avais déploré certaines destructions opérées aveuglément en Normandie. Il avait évoqué, lui, les larmes aux yeux, les dénigrement auxquels -disait-il- se livrait le général de Gaulle’*).

La libération de Paris le surprend à Alger, qu’il quitte aussitôt pour s’installer place Beauveau dans l’ancien bureau de De Brinon, que l’huissier désigne encore comme *‘Monsieur l’ambassadeur’*. De retour dans l’ancienne zone sud après le débarquement en Provence, il retrouve la résistance intérieure. Ceux du parti communiste : Pierre Villon (*‘Villon est l’homme dynamique, qui pose des*

problèmes et propose des solutions ») et Georges Marrane, (*‘Il a un visage de casse-noisette avec les yeux très vivants, un crâne chauve un peu pointu, une moustache à la gauloise qui exagère encore la ligne un peu désabusée d’une bouche mince en arc de cercle. Sa main est calleuse, gourde et rêche comme la peau plissée d’une vieille pomme. Il a un veston d’alpaga sur un gros chandail roulé, des pinces à son pantalon, et il pousse devant lui son vélo comme une brouette. Je ne connais pas son nom, je l’ai surnommé Vercingétorix’*). Il perçoit le fossé entre les militaires professionnels de la France Libre et les maquisards (*‘Le désordre des combattants clandestins les consternait. Aussi convinrent-ils pour la plupart d’appeler cette autre guerre inconnue la révolution.’*), et après quelques scènes de quasi-anarchie (*‘le défilé des bataillons de la racaille’*) à Montpellier et Nîmes, puis Toulouse Limoges et Lyon, assiste à la rapide marginalisation de son camarade Aubrac commissaire de la République à Marseille, tandis qu’il est lui-même remplacé à l’Intérieur. En 1946 il deviendra député apparenté communiste de l’Ille-et-Vilaine.

D’Astier conclut *‘Sept fois sept jours’* en décrivant les déceptions de la Libération, qu’il fait remonter pour partie aux limites de la pensée politique du général de Gaulle. Il constate que tout l’esprit de la Résistance s’évapore rapidement, car *‘l’homme qui gouverne, le Symbole, ne leur apporte aucun propos, aucun moyen pour entretenir le feu qui les anime encore.’* De Gaulle ignore la *‘fraternité des grandes révoltes’*, et il *‘n’a pas perçu le drame social de la résistance’*. Mais il y a aussi la responsabilité des cadres de la résistance intérieure, qui *‘voulaient s’en aller sans secousse sur la route du progrès. Beaucoup d’entre eux se rangeraient vite du côté du maintien de l’ordre et des compromis’*, et aussi des idées installées qu’il rencontre auprès des siens dans sa province Berrichonne.

Emmanuel d’Astier conclut sur une conversation plus ou moins rêvée avec de Gaulle. *« Sans doute ai-je dit que : ‘le peuple fait les révolutions et que la population les digère et parfois les dissout’. Le Symbole en tombait d’accord, mais il ajoutait : ‘votre révolution a été faite, il faut maintenant la pause’* ». Et c’est évidemment de Gaulle qui est en harmonie avec le cours des choses, en raison de son pessimisme : *« Il en croyait pas au bien sur la terre, tout juste à la puissance et à l’entremise des chefs auprès des foules mineures et hypnotisées. »*

Tout se conjugue donc pour qu’après la fraternité et l’exaltation du combat clandestin, l’injustice se réinstalle. *‘Peut-être ceux qui font l’histoire ont-ils raison de ne pas aimer les hommes, quand l’Histoire se fait pour la plus grande part en consommant des hommes. Mais la Résistance était la plus précieuse manifestation de la vie et de sa dignité. [...] Le peuple -peut-être une minorité- gardait l’ardeur mal éteinte des grands jours, la certitude qu’il ne fallait pas rentrer dans le lit de l’histoire, une foi quasi-utopique dans le changement, l’amélioration de son sort. La population, elle, soumise à la force acquise des moeurs et des habitudes, se résignait à l’état des choses, satisfaite que la réalité fût cachée par les apparences, que les peines et les injustices -ces maux irrémédiables – fussent masqués par les boutons d’uniforme, la propreté des rues et la liberté des gestes consacrés.*

Dans cet automne 1944, alors que les assises de la société étaient ébranlées, l’argent suait de peur, se cachant comme un vice secret, cachant surtout son mépris pour les détraqués qui ignoraient son empire. Mais il n’a pas fallu plus de six mois pour qu’il le retrouve. Le nouvel Etat (dont le souci semblait être de faire oublier qu’il était né d’un mouvement populaire), pour obtenir ses bonnes grâces, reconnaissait d’emblée que la liberté et la sauvegarde de l’argent étaient choses plus importantes que la vie des hommes et la sauvegarde de leurs conditions d’existence. Sacrifiant le

travail, l'État capitulait devant l'argent et son commerce. [...] La montagne a accouché d'une souris : nous avons assisté à une médiocre restauration.»

*Dannecker : représentant d'Eichmann à Paris jusqu'en septembre 1942, il est chargé de la persécution des Juifs. Du côté français, il s'est entouré de Bucard, Darquier, Clémenti et du professeur Georges Montandon.

*Darnand, Joseph : chef de la Milice. Oberg le fait nommer à la tête de la police française après novembre 1942.

*Debrais, Jean : il est entré en contact avec les milieux communistes à travers le mouvement des Auberges de jeunesse. Il est l'ami de Karl Schönhaar, le fils d'un antifasciste allemand assassiné par les nazis, qu'il entraîne dans l'action. Engagé dans la lutte armée en novembre 1941, il commande à l'attentat du 1er mars 1942 au 41 rue de Tanger, dans lequel un soldat allemand est tué par Carlo Schönhaar. Il est aussi de la tentative contre l'exposition anti-bolchévique de la salle Wagram le 8 mars 1942. C'est lui qui prend la succession de Pierre Georges à la tête de l'Organisation spéciale lorsque celui-ci doit quitter la région parisienne au printemps 42. Il sera tué par la police en 1943.

*Decourdemanche, Jacques, dit 'Decour' : né en 1910. En 1930 il devient l'ami de Jean Paulhan et commence à publier sous l'égide de la Nouvelle Revue Française. Il réussit l'agrégation d'allemand en 1932. Il adhère aux Jeunesses communistes. Il devient professeur au lycée Rollin en 1937. Il devient l'ami de Jacques Solomon, et de Georges et Maia Politzer, avec qui il finit par former un peu conventionnel ménage à trois. Il est responsable en 1939 de la revue Commune, où s'expriment les idées communistes. La revue est dirigée par Aragon et réunit des talents divers. Elle connaît une crise interne au moment du pacte germano-soviétique, puis est interdite après la déclaration de la guerre. Decour fait partie des communistes qui se déclarent hostiles au pacte germano-soviétique. Représentatif, avec Nizan et Aragon, de la ligne antifasciste, Decour cherchera à se rapprocher des intellectuels antifascistes non communistes et préparera avec Jean Paulhan le lancement des Lettres françaises.

* **De Gaulle, Charles** : par tempérament dépressif et pessimiste, le plus grand Français du vingtième siècle relève d'une philosophie politique profondément conservatrice. Celle-ci trouve une de ses expressions les plus éclairantes dans cette sentence prononcée du temps de la *France libre* : « *D'abord, il y a la France, ensuite il y a l'État, enfin, dans la mesure du possible, il y a la justice.* » De Gaulle ne croit pas à la possibilité d'instaurer une société plus juste par les moyens de la politique, qui doit se contenter d'améliorer les choses à la marge et au jour le jour, et il est résolu à faire avec les bons et aussi les mauvais côtés de la nature humaine. « *La France, dit-il, aura besoin de tous ses fils* », et un Etat fort est indispensable pour assurer la survie d'abord, et si possible le rang de la France : ce qui est l'essentiel à ses yeux. Beaucoup des options qui ont pu étonner ses partisans comme ses adversaires se déduisent de ces maximes. De Gaulle ne croit pas que la nature humaine, ni donc les voies et les effets de la politique soient améliorables, et c'est pourquoi, en

dépit de sa raideur légendaire sur les questions de préséance lorsqu'il s'agit des intérêts de la France vis à vis de l'étranger, il conduit par ailleurs, au plan intérieur une politique pragmatique et pleine de concessions. Quoique il soit bien convaincu de la propension des élites à trahir la nation lorsque leurs intérêts sont en jeu, et quoique il place tous ses espoirs dans les plus hautes qualités civiques du peuple, il passera son temps, tout au long de la guerre à remplacer aux postes de responsabilité les résistants idéalistes de la première heure par des collaborateurs récemment ralliés, mais soit plus efficaces, soit susceptibles d'élargir l'assise sociologique et les appuis de la France libre. Aux approches de la Libération, alors que le peuple tout entier se soulèvera dans un élan réminiscent de 1792, 1848 et 1871, ne croyant pas aux vertus régénérantes des grands élans d'enthousiasme, il '*renverra les résistants à la maison*' et, s'appuiera sur la présence des troupes américaines contre la Résistance en armes comme il s'appuyait aussi sur la Résistance en armes contre la tutelle américaine. Finalement, dans la reconstruction, de Gaulle s'opposera à toute épuration sérieuse des élites dont il avait dénoncé la trahison pendant toute la guerre, et les remettra en place, parce que c'était seulement à cette condition, à son avis, que l'on pouvait restaurer un Etat efficace. Et il fera en sorte, par une politique subtile et tenace, que la Résistance ne débouche pas sur une révolution, même gaulliste, et encore moins d'inspiration socialisante, comme le projetait le Conseil National de la Résistance, mais sur une restauration presque à l'identique de la société bourgeoise d'avant-guerre, ouvrant après son départ sur une *revanche des collabos* définitivement redevenus dominants dans la société des années cinquante.

*Delarue, Alfred : né en 1913. Entré à la Préfecture de Paris en 1938. Muté aux Renseignements généraux en avril 1941. Pro-nazi convaincu, il lutte activement contre la Résistance dans le cadre légal de ses fonctions. Arrêté le 26 mai 1945. Condamné à 20 ans de travaux forcés. Evadé. Ouvre une officine de surveillance des milieux communistes. Sert semi-clandestinement le pouvoir républicain, puis l'OAS, puis le patronat : ce qui manifeste une certaine continuité idéologique. Ne pas confondre avec Jacques Delarue, auteur d'une très instructive '*Histoire de la Gestapo*'.

*Delaye, Pierre : 38 ans. Viticulteur et scieur de long à Marchampt, près de Lyon. Fervent patriote, il ne se résout jamais à la défaite. Parti le 4 août 1940 du stalag IA, en Prusse orientale, à 75 kilomètres de la frontière lituanienne, il est le quatrième évadé après Fauvelle, Gaud et Taxil. Arrivé le 8 août 1940 en Lituanie, il y est interné en compagnie d'un colonel polonais nommé Rudniski qui lui apprend que Pétain a signé l'armistice et que de Gaulle a appelé à la poursuite de la lutte. Par la suite, il est dirigé sur la Loubianka. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 95. Après le 22 juin 1941, il passe en Angleterre et s'engage dans la France libre. Parachuté en France occupée à la fin 42 comme opérateur radio et collaborateur de Christian Pineau, Jean Moulin et du général Delestraint, il opère dans l'Ain lorsqu'il est dénoncé et abattu par les Allemands en tentant d'échapper à l'arrestation le 3 mai 1943.

*Delmas, Antoine : 36 ans. Crémier. Entré en territoire contrôlé par l'Union soviétique le 29 septembre. Fait prisonnier par les gardes frontière alors qu'il s'est aventuré hors du territoire tenu par les Allemands pour récupérer une vache dont il avait la garde. A Boutyrki, il passe plusieurs mois dans la Kamera 98 avec des communistes convaincus : Capelain, Gohin et Martin, qui éveillent sa conscience politique. Ce travail de persuasion se poursuivant ensuite à Kozielsk, il est

converti à la lutte antifasciste et il s'engage au service de l'URSS après le 22 juin 1941. Il représente probablement le seul cas de net succès militant à mettre à l'actif de Daniel Georges, qui en est bien conscient : 'Nous l'avons gagné à nos idées', conclut ce dernier cinquante ans après les faits.

*Desebbe, Amédée : Mécanicien-dentiste. Communiste. Evadé avec Antoine Jacquetant. Hésite après le 22 juin 1940. Il ne s'inscrit pas d'emblée sur la liste des volontaires pour servir dans l'Armée rouge mais ne se rallie que tardivement à la liste Billotte. Il en est finalement rejeté et reste en URSS.

*Desmarest, Pierre-André : 24 ans. Boucher. Evadé le 20 avril 1941 avec quatre compagnons. Regroupé à Kozielsk courant mai 1941. Il fera partie du projet d'évasion dit 'du tunnel'. Par la suite, il rejoindra Londres avec le capitaine Billotte et perdra la vie en combattant pour la France libre.

*Dimitrov, , alias 'Paul' : secrétaire général du Komintern en partenariat avec Manouïlski.

***Dumont, Jules, dit 'Paul', pseudo 'M. Journet'** : il est né le 1er janvier 1888 dans une famille ouvrière. Il s'engage et il est envoyé au Maroc. Il fait la guerre de 14-18. C'est après son retour à la vie civile et alors qu'il est retourné vivre au Maroc qu'il devient communiste. En 1935, il va lutter en Ethiopie contre l'agression italienne. En 1936 il s'engage dans la lutte antifranquiste, d'abord à Irun et Majorque avec le bataillon '**Commune de Paris**' puis dans les Brigades internationales à partir d'octobre. Dans la 14ème Brigade '**La Marseillaise**', il aurait commandé le bataillon 'Commune de Paris' devant Madrid, puis la 14ème brigade elle-même jusqu'en décembre 1937. C'est là qu'il rencontre Pierre Georges, nommé agent de liaison à son état-major (?). Le bataillon aurait aussi été commandé par Pierre Rebière, et la Brigade par Marcel Sagnier, avec Rol-Tanguy comme commissaire politique. La 14ème est utilisée comme unité de réserve de la division 35 du général Walter jusqu'à sa quasi-annihilation à Gandesa pendant l'offensive franquiste d'Aragon du mois de mars 1938. **La Marseillaise** jouera cependant un rôle crucial à Campredo dans la bataille de l'Ebre, sous le commandement de Cazala. Dumont semble avoir été un combattant courageux et sincère, mais peu avisé. En juillet 1940, Dumont est le représentant de l'Internationale à Paris, et c'est lui que Duclos et Tréand envoient en premier négociateur avec Abetz la réparation de la presse communiste. Avec le tournant de la lutte armée, il devient commissaire militaire national jusqu'au mois de décembre 1941. Il organise un des premiers déraillements à Epinay en juillet 1941. Puis il est chargé de la diffusion de la presse clandestine, et il est basé au 5 de l'avenue Debidour où se trouve également le 'labo' de France Bloch. Il retrouve Pierre Georges et participe à certaines actions terroristes comme, le 19 septembre 1941, la tentative d'incendie du garage Soga, Boulevard Pershing, par les groupes de Brustlein, Le Berre et Conrado Miret-Must, dirigée personnellement par Pierre Georges. En octobre 1941 avec la création du Comité Militaire National, coordonnant les Bataillons de la Jeunesse, les groupes spéciaux de la MOI et l'Organisation spéciale, il est nommé commissaire militaire national avec Pierre Rebière pour adjoint, et Eugène Hénaff comme commissaire politique national avec Ouzoulias pour adjoint. C'est Dumont qui invente l'expression « groupes de brûlots » pour les opérations d'extension de la lutte armée en province, comme à

Nantes, Bordeaux et Rouen. Passablement léger, c'est lui qui, après son retour de Nantes en novembre 1941, encourage Brustlein à croire qu'il n'y a plus de danger à se montrer, dans la rue et à l'Aquarium bar, alors que ses camarades ont été arrêtés les uns après les autres à partir de la fin octobre et que la police l'a identifié comme étant l'assassin du commandant Hotz. Cette imprudence contribue peut-être à la chute du labo, mais Dumont, qui a quitté le quartier dès la parution du signalement de Brustlein le 19 novembre, échappe à l'arrestation. Le policier Curinier, de la Brigade anticommuniste, qui était chargé de la filature de Brustlein depuis son identification à l'Aquarium Bar, affirmera après la guerre avoir prévenu Dumont de la descente de police du 25 novembre, mais ceci n'empêche pas l'arrestation du concierge Couliboeuf et de plusieurs autres clandestins, et la découverte d'une abondante documentation sur les réseaux provinciaux du Parti communiste. C'est à ce moment aussi que Dumont est identifié comme 'monsieur Journet', et qu'il commence à être activement recherché. Le 12 décembre 1941, suite à l'interrogatoire de Couliboeuf, le concierge du 5 avenue Debidour, la police perquisitionne le 75 rue Sedaine, qui est sa nouvelle planque. Elle y trouve des documents, mais Dumont échappe à nouveau à l'arrestation. Il est mis au vert dans l'Oise puis dans le Nord-Pas de Calais. Il sera arrêté par la suite, et fusillé le 15 juin 1943. Georges Vallet le remplace au poste de Commissaire militaire national. Il sera lui aussi arrêté et fusillé.

***Duclos, Jacques, alias 'Yves' ou 'Léo', alias 'Frédéric'**, etc.... : depuis sa planque de la vallée de Chevreuse, il assure pendant toute la guerre le secrétariat général du Parti communiste clandestin en liaison avec Eugène Fried, alias 'Clément' ou 'Clem', représentant de l'Internationale, qui en transmet les directives. Gérant dans les années vingt du journal *La Caserne* et de la *Revue syndicale de documentation économique*, Duclos est spécialiste au parti communiste de l'action antimilitariste et du renseignement militaire au profit de l'URSS par le moyen de *correspondants ouvriers d'usine*. Il est familiarisé avec l'action clandestine.

***Dutilleul, Andrée, dite Mounette, de son nom de jeune-fille Andrée Bayer, alias Jeanne Dessart** : agent du Komintern depuis bien avant la guerre, Mounette Dutilleul est secrétaire de Maurice Tréand au début de la drôle de guerre. Avec l'interdiction du Parti communiste français le 26 septembre 1939, elle devient agent de liaison de la Direction. Elle est chargée d'organiser l'exfiltration de Maurice Thorez vers l'Union soviétique en octobre 1939, depuis la Belgique où se sont cachés les plus hauts cadres du parti. De retour à Paris au début de l'occupation, Maurice Tréand, responsable de la section des cadres, se retrouve de fait à la tête du parti communiste en partenariat avec Jacques Duclos, et ouvre avec lui l'épisode de la demande de légalisation du parti au mois de juillet 1940. Mounette se trouve alors placée au centre des controverses qui éclatent. En effet, elle est par ailleurs la maîtresse d'Arthur Dallidet qui a des positions différentes sur l'attitude à adopter par rapport aux Allemands, et qui va remplacer Maurice Tréand à la tête de la section des cadres. On dit que Maurice Tréand aurait alors craint d'être éliminé par son successeur. Mounette connaît aussi Marguerite Dardant, secrétaire de Benoît Frachon, qu'elle a hébergé à Paris et avec qui elle a voyagé dans le Limousin au début de l'occupation. Mounette est prise le 16 mai 1941, dans la deuxième grande vague d'arrestations des cadres communistes sortis de la clandestinité pendant l'été 1940 lancée à cette époque par l'amiral Darlan. Mounette est arrêtée en assurant la liaison entre Jean Catelas, arrêté le 14, et Félix Cadras. Gabriel Péri, arrêté le 18, et Pierre Hervé sont également victimes de cette série d'arrestations probablement due à un repérage préalable par la police.

Emprisonnée, Mounette Dutilleul réussit le tour de force de dissimuler sa véritable identité jusqu'au 14 février 1942. Parmi ses proches, Marguerite Dardant sera arrêtée en décembre 1941 et Dallidet sera arrêté le 28 février 1942. En juillet 1942, le parti décide de faire monter Mathilde à Paris et de l'affecter aux FTP. Elle sera exécutée le 6 octobre 1942, en forêt de Rambouillet par une équipe du Valmy commandée par Raph Dallidet et Marius Bourbon. Le 1er novembre 1942, se sentant peut-être menacé d'arrestation, mais peut-être aussi d'élimination, Marcel Tréand quitte sa planque en zone occupée et se réfugie en zone sud. En captivité, Mounette est ostracisée par le parti, peut-être en raison de son association ancienne avec Maurice Tréand, mais peut-être aussi en rapport avec les antagonismes et les règlements de comptes qui semblent avoir conclu la période Tréand-Dallidet de transition entre la ligne légaliste et la ligne de confrontation avec l'occupant.

Dupeyron, Pierre : 26 ans. Boucher d'abattoir à Carcassonne. Evadé le 6 mars 1941. Il est passé par la Loubianka, mais s'il a vu Boutyrki, ce ne peut être qu'après le transfert de Crémieux à Kozielsk. Plus tard, rejoint la France libre.

Fauvelle, Paul : 24 ans. Sergent de coloniale. Fait prisonnier au printemps 1940 pendant la campagne de France. Evadé le 1er juillet 1940 avec Marius Gaud en direction de l'Union soviétique, où ils sont à nouveau internés. Fauvelle et Gaud sont les premiers Français à avoir tenté ce genre d'évasion, ce qui leur vaut aussi le plus long internement à l'est : d'août 1940 à août 1941. Ils passent près de cinq mois à la Loubianka de Moscou avant d'être transférés à la prison Boutyrki, puis au camp de Kozielsk, et enfin à Griazoviets après l'agression allemande contre l'Union soviétique. Dans les débuts de sa détention soviétique, Fauvelle se signale par plusieurs grèves de la faim et des tentatives de suicide. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 95. Après l'attaque de l'Union soviétique par les Allemands le 22 juin 1941 il est libéré avec les quelque deux-cents militaires alliés : Belges, Polonais, Britanniques et Français, qui ont suivi la même route d'évasion. Transféré à Londres, il se joint alors aux forces françaises libres du général de Gaulle.

***Feferman, Maurice** : ami inséparable de Maurice Feld, le 22 juin 1941 (dimanche), lorsque Hitler attaque l'URSS tous deux célèbrent l'événement en traversant la Seine à la nage. Smulz Tyszelman les accompagne en barque. Une photo prise par Maroussia Naïtchenko immortalise cet instant. C'est la dernière photo connue de 'Titi', qui sera fusillé par les Allemands deux mois plus tard. Le 23 août 1941, il assiste à l'instruction militaire des premiers groupes de l'Organisation spéciale, supervisée par Georges et Ouzoulias, et entamée dans les bois de Lardy. Les 10 et 11 septembre 1941 ont lieu deux nouveaux attentats contre des militaires allemands qui leur sont attribués par Albert Ouzoulias. Le 21 novembre 1941, il est de l'attentat contre la librairie Rive gauche, spécialisée dans la propagande collaborationniste. En décembre 1941, il effectue un sabotage ferroviaire avec Maurice Feld. Le 2 il blesse un officier allemand Boulevard Magenta. Le 14 décembre 1941 (dimanche), il attaque l'hôtel Imperator, 71 rue de Beaubourg avec Pierre Tourette et Maurice Feld. Le 3 janvier 1942, il attaque une permanence du RNP avec Coquillet, Bourdarias et Jean Vergé. En mars 1942, l'arrestation de Tondelier conduit à son identification par la police. Il est alors hébergé chez Maroussia Naïtchenko. Il est repéré le 9 mai 1942 en compagnie de Maurice Feld à la suite de la filature de Sylvia Brodfeld entamée deux mois plus tôt sur la dénonciation de

Georges Tondelier, arrêté le 8 mars. Le 10 mai 1942 (dimanche), l'attaque d'un hôtel de la Wehrmacht au square Montholon avec Maurice Feld, alors qu'ils sont filés par la police, tourne mal. Feld est blessé et arrêté. Acculé par la police et par des passants qui ont choisi de prêter main-forte, Feferman se tire une balle dans la tête plutôt que de tomber vivant entre leurs mains.

***Feld, Maurice**, : né le 27 juillet 1924, il est le fils cadet de Cécile et David Feld. Son frère aîné, Charles, est également résistant, et sa sœur Thérèse est l'épouse de Georges Ghertman, qui est un responsable des Jeunesses communistes. Maurice est membre des jeunesses communistes du 10ème arrondissement et ami de Maroussia Naïtchenko. Au début de la guerre, il est arrêté pour détention de tracts, puis libéré car mineur. Mais ses parents sont déportés. Il rejoint l'Organisation spéciale en novembre 1941 parmi les combattants de la deuxième vague. En décembre 1941, il effectue un sabotage ferroviaire avec Maurice Feferman. Le 2 il blesse un officier allemand Boulevard Magenta en compagnie de Maurice Feferman. Le 14 décembre 1941 (dimanche), il attaque l'hôtel Imperator, 71 rue de Beaubourg avec Pierre Tourette et Maurice Feferman. Il est repéré le 9 mai 1942 en compagnie de Maurice Feferman à la suite de la filature de Sylvia Brodfeld entamée deux mois plus tôt sur la dénonciation de Georges Tondelier, arrêté le 8 mars. C'est pour l'avoir salué aux Tuileries alors qu'il était filé sans le savoir que Georges Grünenberger fut lui-même repéré par la police. Le 10 mai 1942 (dimanche), l'attaque d'un hôtel de la Wehrmacht au square Montholon par Maurice Feld et Maurice Feferman, alors qu'ils sont filés par la police, tourne mal. Acculé par la police, Feferman se suicide. Feld est blessé et arrêté. Torturé, il donne le rendez-vous qu'il a quelques heures plus tard avec Isidore Grinberg au métro Porte de la Chapelle. Isidore est arrêté après une vive résistance. Maurice Feld est fusillé le 22 août 1942 au Mont-Valérien. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. La famille Feld, entièrement décimée par la guerre, est l'objet d'un chapitre du livre de souvenirs intitulé 'Les clandestins' de Michel Feintuch, alias Jean Jérôme.

***Fer, Saturnin-Noël** : 23 ans. Pâtissier. Evadé avec Pillon, il s'en distingue par des opinions qui inclinent à gauche. A Kozielsk, il signe le premier mémorandum Billotte demandant le rapatriement en France. Mais il est mal vu des officiers en raison de sa participation aux activités séparées du collectif communiste, et il fait finalement partie des 14 qui d'emblée demandent à rester en URSS après Barberousse. Il est envoyé à l'école spéciale du Parti de Kouchnarenkovo. Il a le chagrin, étant tombé amoureux d'une jeune Soviétique, de se voir empêché de l'épouser par André Marty au nom de la priorité de la lutte contre le fascisme. Devenu suspect de dégénérescence petite-bourgeoise, il est exclu de toute mission significative et n'est autorisé à retourner en France qu'après la Libération.

Frachon, Benoît, alias 'Joseph' : responsable du Parti communiste clandestin. Membre du triangle de direction avec Jacques Duclos et Charles Tillon.

***Frescura, André** : contemporain et ami de Pierre Georges. C'est par ce biais que la famille Frescura servira de truchement entre le monde clandestin et la famille Ronnel, qui accueillera Monique Georges à partir du début 1944. Il sera déporté. Rose Moineau, épouse Ronnel, est la cousine de sa mère Louise Deschamp.

*Frescura, Ernest : père d'André Frescura, il a épousé Louise Deschamp, qui est la tante de Rose Moineau, épouse Ronnel.

***Fromont, Francine** : à la fin de l'été 1941, elle est en Union soviétique où elle a été formée au travail d'opératrice radio. Elle est alors aux côtés de Raymond Guyot et sa biographie officielle mentionne qu'elle aurait dès cette époque été destinée à devenir opératrice radio de Jacques Duclos en France occupée. On peut voir au Musée de la Résistance de Champigny la valise contenant l'émetteur de Jacques Duclos, sans précision du nom de l'opérateur ou de l'opératrice. Transférée avec Raymond Guyot et Daniel Georges d'Union soviétique en Angleterre par voie maritime à la fin 1941, elle y fut formée avec eux au parachutage avant d'être infiltrée en France à la fin février 1942 par les soins des services britanniques. Ceci est confirmé par Daniel Georges et par René Guyot lui-même (voir à ce sujet son récit '**Mon acheminement à la résistance**' dans les Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez, n°5 de 1973). C'est en accomplissant sa tâche auprès de Jacques Duclos qu'elle se serait fait prendre en pleine séance de communication radio avec Moscou : ainsi va, tout du moins, l'histoire officielle qui eut cours à l'intérieur du parti communiste, et qui fut communiquée à ses proches. Elle fut par la suite fusillée : cela au moins est certain. Cependant, de grandes incertitudes existent sur les dates et sur les circonstances de sa capture et de son exécution. Jacques Duclos, dans ses '**Mémoires**', (années 1940-1942, page 310), cite Francine Fromont au nombre des cadres disparus en 1941-1942, avec Gabriel Péri, Jean Pierre Timbaut, Arthur Dallidet, Félix Cadras, Pierre Rebière, Jean Catelas. Pierre Durand, pour sa part, dit de Francine Fromont qu'elle fut arrêtée en septembre 1943 ('**Qui a tué Fabien ?**' note 158, page 282). Qu'en est-il en réalité ? La date de 1942 donnée par Duclos est admissible s'il veut parler de la capture de son agent. On sait que les Allemands furent autorisés par Vichy à opérer en zone libre à partir de septembre 1942 (accords Darlan-Canaris de juillet 1942) et Francine Fromont aurait pu faire partie des très nombreux opérateurs radios pris en même temps à la fin de 1942 dans le cadre de l'opération 'Donner' conduite par Bömelburg avec la participation de 280 agents de l'Abwehr et de la Gestapo, et qui commença le Funkspiel, jeu d'intoxication au détriment des Anglais et des Soviétiques décrit par Gilles Perrault dans '**L'Orchestre Rouge**'. Cependant, Jacques Duclos mentionne à nouveau la perte de son agent dans un passage relatif à l'année 1943 où il rend un hommage global à ceux des résistants qui trouvèrent la mort dans le rôle d'opérateurs radio ('**Mémoires**', années 1943-1945, page 62) : cette date confirme la thèse de Pierre Durand s'il s'agit de l'arrestation, mais il se pourrait qu'elle soit à nouveau trop précoce pour la date de l'exécution. Pierre Durand donne Francine Fromont pour fusillée le 5 août 1944 dans la cour de la prison de Fresnes, et le mode d'exécution tend à conforter la date, car les nazis ne fusillaient pas normalement les femmes, et une telle mise à mort évoque le chaos de la libération de Paris et fait plutôt penser à une mesure d'urgence. Les inexactitudes et les contradictions de Duclos quant au parcours de Francine Fromont sont à mettre en regard d'autres incertitudes qui existent, en sens inverse, concernant le parcours de son premier patron Raymond Guyot (voir la notice relative à ce dernier). En effet, si l'on parcourt l'historiographie communiste, on constate que, eux-mêmes probablement induits en erreur par des rapports inexacts, Charles Tillon, suivi par Philippe Robrieux, datent le parachutage de Raymond Guyot de fin 43- début 44 : c'est à dire deux ans après la date réelle (voir Tillon, '**On chantait rouge**', page 405, et Robrieux, '**Histoire intérieure du Parti communiste français**', tome 1, page 528 et page 549). Ces erreurs interviennent en dépit des mises au point de l'intéressé et semblent indiquer que des mensonges, dont Tillon aurait été la dupe, avaient été mis en circulation dans les milieux résistants quant au parcours de résistant de Raymond Guyot. Les deux

erements chronologiques, divaguant en sens inverse, concernant deux personnages dont les parcours se recoupent sont-ils une coïncidence, ou bien avons-nous affaire à une mystification organisée ? Avec les dates officiellement retenues dans l'historiographie d'origine communiste. Il pourrait s'agir, par exemple, de dissimuler la longue association de Francine Fromont avec Raymond Guyot, qui selon le témoignage de Daniel Georges, lui était particulièrement attaché, puisque avec les fausses dates mises en circulation, il devenait impossible d'imaginer que Raymond Guyot arrivé en 43 et Francine Fromont arrêtée en 42 aient pu seulement se rencontrer. Or la rumeur a pu courir un temps dans le parti que Raymond Guyot avait *donné* Francine Fromont : peut-être s'agissait-il, avec la manipulation sur les dates, de faire taire une rumeur, par ailleurs peut-être infondée ? Mais peut-être aussi la rumeur était-elle fondée en réalité. Nous ne savons pas dans quelles conditions Jacques Duclos avait pris Francine Fromont à son service, ni même si la chose s'est vraiment produite. Si ce fut le cas, il se pourrait que le transfert ait causé une certaine frustration à Raymond Guyot et que cela ait causé une tension dont Francine Fromont, à la suite d'on ne sait quel enchaînement de causalité, aurait fini par être la victime : mais nous ne savons rien de tel. Une autre piste, entièrement différente, mais contrairement à la précédente étayée par quelques éléments documentaires est donnée par le récit autobiographique de Lise Ricol-London, belle-sœur de Raymond Guyot. (**Lise London, 'La Mégère de la rue Daguerre, souvenirs de résistance'**, Seuil, 1995, page 171). En effet, arrêtée avec son compagnon Gérard-Arthur London le 12 août 1942 à la suite de l'affaire de la rue Daguerre, la police lui aurait annoncé, au cours des interrogatoires qui en découlèrent, que Raymond Guyot *'a été arrêté et condamné par la section spéciale à huit années de travaux forcés l'année dernière.'* Sur quoi Lise Ricol, selon le texte publié sous son nom, rapporterait avoir répondu : *« Non, il ne m'en a jamais parlé, ni cherché à me faire entrer dans la résistance. Il me reprochait d'être évaporée et de ne m'intéresser à rien sauf à ma personne et à mes amours. Il agissait selon sa conscience... Je me suis toujours occupé de lui pendant son incarcération. »* Cet échange, qui, s'il a effectivement eu lieu, semble confirmer le fait d'une arrestation de Raymond Guyot par l'ennemi peu après son retour en France occupée modifie le champ des hypothèses que l'on peut faire quant au destin de Francine Fromont – quoiqu'il faille garder présent à l'esprit qu'il peut s'agir d'une pure invention de Lise Ricol, tombant dans le piège du policier et confirmant sa fable à l'aveuglette, ou mentant dans son récit d'après-guerre sans mesurer pas la portée de son assertion. Il peut s'agir aussi de l'invention ou d'une méprise du policier interrogateur. Lise aurait-elle en réalité mentionné une arrestation d'avant-guerre, si Raymond Guyot avait fait l'objet d'une incarcération républicaine en raison de son militantisme communiste ? Il peut même s'agir d'un rajout irresponsable de quelque éditeur soucieux d'enjoliver l'histoire officielle du parti en flattant le portrait de bonne épouse et de camarade solidaire de Lise Ricol. De telles faiblesses constellent la production éditoriale d'après-guerre concernant la résistance, qui a souvent une fonction polémique dans un sens ou dans l'autre, et la phrase confirmant l'incarcération ressemble bien à une interpolation. Serait-il cependant possible que la phrase soit authentique, que le policier ait rapporté fidèlement un propos authentique et véridique de Lise Ricol ? Serait-il possible dans ce cas que Francine Fromont, par exemple, ait été arrêtée en même temps que Raymond Guyot, peut-être assez vite après que tous deux se soient séparés de Daniel Georges, au début du mois d'avril dans les environs de Pézenas ? Ou bien que son arrestation ait découlé de celle préalable de Raymond Guyot, qui aurait alors pu, au niveau de la simple chronologie, l'avoir effectivement dénoncée ? Nous n'aurons sans doute jamais le fin mot de cette histoire, à moins qu'un historien curieux de ces choses si anciennes et désormais dénuées de portée politique ne fasse venir au jour, au prix d'un travail de bénédictin, quelque document pertinent et révélateur qui dormirait à ce jour dans des archives.

*Galtier-Boissière : héritier, selon ses propres dires, d'une lignée de *libraires indépendants logés au 3 place de la Sorbonne depuis 1830*, Galtier-Boissière nous a laissé un très intéressant ouvrage : **'Mon journal pendant l'Occupation'**, réédité chez Libella, Paris, en 2016. Placé au coeur du petit milieu littéraire et intellectuel parisien, il a traversé l'occupation sans trop de misères mais en observateur lucide et compatissant, évitant les fâcheux, les parasites, les espions policiers, les salauds et les réceptions et cérémonies du régime et de l' *'occupant correct'* : ce qui le distingue d'autres mémorialistes intéressants du moment comme Fabre-Luce, Berl, Léautaud, Céline, et même Maurice Garçon. Il fréquentait essentiellement ses amis, plutôt nombreux, et représentatifs d'à peu près tous les courants d'opinions et de toutes les sortes de comportements mise à part seulement la collaboration de sang. D'où la richesse et l'originalité de ses notations sur l'époque et les idées qui la traversaient. Lui-même venant du pacifisme de gauche et de l'antimilitarisme se présente dans son journal comme continûment anti-allemand et anti-pétainiste. Il fut un peu témoin de l'attentat du 21 novembre 1941 contre la Librairie **Rive Gauche**, ses concurrents et voisins spécialisés dans la propagande nazie et collaborationniste : et ironiquement, c'est peut-être un des événements dont il donne la description la plus déformée par rapport à ce qui fut établi par ailleurs. Ce qui nous donne à méditer sur la fragilité du témoignage humain...

*Gaud, Marius : 39 ans. Professeur de golf à Cannes, 29 ans. Evadé le 1er juillet 1940 avec Paul Fauvelle (les premiers évadés). Quatre mois de Loubianka, puis placé à Boutyrki dans la Kamera 95. Rejoint la France libre.

*Gaurin, Louis : 20 ans. Forgeron. Communiste. Evadé le 10 mars 1941. Il ne passe pas par Boutyrki mais rejoint les autres évadés directement à Kozielsk où il arrive peu de temps avant les officiers et la fin du collectif autogestionnaire. Après le 22 juin 1941 il ne se porte pas volontaire pour le service de l'URSS mais fait partie des dix-huit qui, s'étant inscrits tardivement pour être transférés à Londres, sont rejetés par le capitaine Billotte. Il reste en URSS, et il est envoyé à l'école du Parti de Kouchnarenkovo qui en fera un militant solide. Il restera un militant professionnel au service du PCUS après la guerre.

Gautherot, Henri : né le 2 mai 1920 à Paris, il est ouvrier tourneur chez Levault, à Gentilly. Arrêté lors de la manifestation du 13 août 1941, il est avec Samuel Tyszelman, le premier fusillé des Jeunesses communistes, le 19 août 1941.

***Georges, Daniel**, né le 9 octobre 1911, photographe. Communiste, frère aîné de Pierre Georges, colonel Fabien et lui-même militant à partir d'avril 1942 du Front national dont il sera responsable inter-régional pour la région Provence au moment de la libération. Il participe au congrès des Jeunesses communistes à Moscou en 1935 en compagnie de Raymond Guyot et Danièle Casanova. Le 2 février 1938, il passe en Espagne pour rejoindre les Brigades internationales, au moment où se dessine la défaite républicaine à Teruel. Au bout d'un mois il est nommé sergent. C'est le 10 mars 1938 qu'il adhère au Secours Rouge international, alors que Belchite tombe aux mains des nationalistes. A partir du 12, il prend part aux combats avec la 14ème brigade internationale,

engagée pour contrer l'offensive nationaliste d'Aragon qui, avançant le long de l'Ebre, vise à couper la zone républicaine en deux en atteignant la Méditerranée. Au même moment, probablement le 19 mars, son frère Pierre est mis hors de combat devant Gandesa. Il devient commissaire politique au bataillon Henri Barbusse de la quatorzième Brigade internationale à partir du 1er avril 1938, alors que se livrent les derniers combats de retardement devant Gandesa et qu'en France chute le gouvernement Blum. Le 15 avril les troupes franquistes atteignent la Méditerranée à Vinaroz et coupent le territoire républicain en deux. Le 3 mai 1938, Daniel Georges est rattaché à l'Etat-Major de la 14ème Brigade internationale. Le 30, il se trouve à l'hôpital de Mataro, au nord de Barcelone, où il rédige une biographie en vue d'adhésion au Parti communiste espagnol.

On y apprend qu'en France il habitait au 26 rue Mathurin Moreau, Paris 19ème, et qu'il gagnait 13.80 francs de l'heure comme ouvrier photogaveur. Ayant quitté l'école après le Certificat d'études, il avait fait cinq ans d'apprentissage, puis il avait travaillé avant de connaître le chômage pendant huit mois en plusieurs périodes distinctes entre 1932 et 1935. Quant à sa carrière politique, il y a peu à signaler, sinon une remise à la base en 1935 pour incompréhension sur le travail de masse parmi les enfants. Daniel Georges a adhéré au Parti communiste en rentrant du régiment en 1933. Il est devenu trésorier de cellule en 1934, secrétaire de cellule et membre du Comité d'arrondissement du 19ème en 1936. Après lecture, le responsable espagnol approuve et donne son appréciation générale. Le volontaire est trouvé : 'silencioso, moderado, disciplinado'. Son travail de commissaire est trouvé bon, ainsi que son travail politique en général. De même sa conduite politique et morale est trouvée bonne. Seul son développement culturel (politique ou moral) est seulement trouvé 'assez bon'. Certains camarades espagnols font observer qu' 'il lui manque l'expérience du travail politique. Il doit être bien conduit'. En clair : il manque d'imagination dans la conception des manœuvres politiciennes et d'habileté dans leur conduite.

Dans la même biographie, Daniel Georges déclare être tombé malade le 16. Dans ses mémoires d'après-guerre, il donnera une version légèrement différente des faits puisqu'il dira avoir été victime d'une concussion due à l'explosion d'une bombe. Autre sujet d'étonnement, le moment de cette adhésion est en pratique la fin de son engagement dans la guerre. On sait par ailleurs qu'il s'est par la suite occupé du rapatriement de son frère blessé et mal en point. Mais on ne sait pas quand, à quelle date et dans quelles conditions. En juillet 38 éclate la crise des Sudètes, et Daladier opère une mobilisation partielle. Daniel Georges est-il rentré en France à cette époque pour remplir ses obligations de réserviste ou pour convoyer son frère, et à un moment indéterminé ?

Mobilisé au moment de la guerre, il est fait prisonnier en juin 1940 et envoyé en Prusse orientale aux environs de Memel. Il s'évade le 21 novembre 1940 en compagnie de Marius Villeroy en direction de l'Union soviétique où il est détenu pendant six mois. Placé à Boutyrki dans la Kamera 95. Plus âgé que la moyenne des évadés, et connaissant personnellement Raymond Guyot, il est considéré, avec Roger Gohin, comme le chef de file du groupe communiste par les autorités soviétiques et à ce titre mène une sorte de double vie dont une partie reste mal connue pendant toute la durée de sa détention à Boutyrki, Kozielsk et Griazoviets. A Kozielsk, il s'occupe de la bibliothèque avec Jean-Louis Crémieux. Par ailleurs, il participe au journal parlé et donne des conférences, les unes autorisées et les autres clandestines, dont plusieurs sur l'Union soviétique, et une autre sur la Commune de Paris. Après le 22 juin 1941, il choisit de se mettre au service de l'Union soviétique et demande à rejoindre l'Armée rouge. Il est formé à l'action clandestine dans le cadre du Komintern puis transféré en Angleterre en tant qu'agent soviétique. Il est convoyé par voie maritime en compagnie de Francine Fromont et Raymond Guyot à la fin de l'année 1941. Il

est instruit en Angleterre dans le cadre d'accords soviéto-britanniques spécifiques, préalablement à un parachutage en France occupée, d'abord en Ecosse, dans la région particulièrement inhospitalière d'Arisaig et Morar, Inverness-shire, puis dans le sud de l'Angleterre, ou peut-être à la base RAF de Ringway, près de Manchester. Son parachutage a lieu le 28 février 1942. Il passe le reste de la guerre en zone sud, où il assume dans le cadre du Front national un rôle de responsable inter-régional. Brièvement maire des Lilas et conseiller de l'Union française après la guerre, il poursuit une activité militante à la base en adhérant strictement à la ligne du Parti jusqu'à sa mort en 1995.

***Georges, Pierre**, alias Frédo, alias Albert, alias Castor, alias capitaine Henri, alias commandant Camille, alias Patrie, alias Max, alias colonel Fabien : principal chef militaire de l'Organisation spéciale, puis commissaire militaire des Bataillons de la jeunesse, puis officier FTP jusqu'au grade de colonel sous les ordres de Charles Tillon. Né le 21 janvier 1919, le troisième enfant de Félix Georges et de Blanche Gaillourdet. Son grand-père paternel, Léon Georges est originaire de Rochefort, où la famille garde des attaches. Félix est boulanger. C'est du côté de Blanche que le goût de la lecture et des idées vient dans la lignée. Tous deux s'installent en 1912 rue Eugène-Jumin, dans le 19ème arrondissement de Paris. Félix est mobilisé en 1914. Il est relativement protégé car il sert dans l'intendance, mais l'expérience de la guerre le rendra pacifiste, et le conduira au retour de la paix à devenir un militant de la CGTU, qui est le syndicat proche du parti communiste. Après la naissance de Pierre et de Jacques, la famille déménage pour un pavillon dans la cité-jardin de Bagnolet, qui est une municipalité communiste. La vie est dure : pas d'eau courante, pas d'électricité, peu de chauffage, et Blanche est atteinte de tuberculose. La famille déménage pour une maison plus confortable à Villeneuve-le-Roi mais Blanche meurt en couches en 1928 et Denise, âgée de 17 ans, doit prendre en charge la gestion de la maisonnée. Dans un premier temps, Jacques et Pierre, âgés de huit et neuf ans, sont envoyés vivre dans une ferme en Dordogne. Pierre prend le goût de la nature et organise des jeux avec les enfants du village. Le talent d'organisateur qu'il avait montré en banlieue parisienne se confirme à la campagne. Il s'épanouira chez le partisan des villes et des champs qu'il sera en 1941-1943 à Paris puis dans le Doubs. De retour en région parisienne, c'est sous l'influence de son frère aîné, Daniel, et de sa sœur Denise, que Pierre s'insère dans les organisations de jeunesse du parti communiste. En effet, Daniel, né en 1911 et donc son aîné de huit ans, est membre des Jeunesses communistes. Ayant adhéré au Parti communiste en 1934, il est responsable des pionniers, qui sont les scouts communistes, depuis une formation suivie clandestinement à Moscou en 1930. En 1930, Félix Georges adhère au parti communiste lui aussi. Il sera fusillé comme otage en 1942. Denise est membre des Jeunesses communistes elle aussi, puis des Jeunes filles de France après la séparation entre filles et garçons décidée par la direction du parti. S'occupant elle aussi des pionniers, elle y inscrit d'autorité ses deux jeunes frères. Tous ensemble sacrifient à la pratique qui devient à la mode du plein air, du camping, et de la vie en collectivité. Ils sont partie prenante aussi de la lutte sociale qui se heurte à une répression policière brutale, avec des bagarres régulières, en particulier chaque année à l'occasion des grèves organisées pour le premier mai, qui n'est pas reconnu comme jour chômé, et où les manifestations sont interdites. A cette époque, la classe ouvrière affronte solidairement les agressions sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail par lesquelles la bourgeoisie répond à la crise venue d'Amérique. Elle organise la prise en charge collective des enfants : c'est ainsi que

se développent les premières colonies, où s'épanouiront les réflexes d'action collective organisées, prises en main par les individualités les plus dynamiques et les mieux dotées d'autorité naturelle. Cette vie collective sera la matrice de la résistance populaire au fascisme importé d'Allemagne, et dans ce cadre, Pierre Georges fait figure de meneur. Les organismes d'avant-guerre dont sortira la résistance active et spontanée à Vichy sont les syndicats ouvriers, les mouvements de jeunesse communistes, les patronages et les associations sportives des quartiers ouvriers, et le mouvement des Auberges de Jeunesse. Pierre Georges est partie prenante de toutes ces organisations, et c'est en tant que jeune parisien moniteur de la colonie créée à Alès pour les enfants des mineurs du Nord-Pas-de-Calais en grève qu'en 1931, à l'âge de douze ans, il est pour la première fois blessé en affrontant la police. A l'été 1933, il obtient son certificat d'études. La formation professionnelle est primitive et la précarité de la jeunesse ouvrière est extrême. A quatorze ans, il n'a pas de métier. En trois ans il occupe cinq emplois successifs, essentiellement dans la boulangerie. Ces quatre années de vie au travail sont émaillées de périodes de chômage et d'épisodes de rébellion contre l'autoritarisme patronal. Son mépris de l'ordre bourgeois en sort confirmé, mais il trouve en même temps dans le Parti communiste un cadre où se manifeste son sens du dévouement et son goût de la discipline. Il devient, selon l'expression de Pierre Daix, un 'homme d'appareil, droit dans ses bottes'. Il habite désormais Belleville et il anime le Club des jeunes ouvriers français. Il fréquente également les Auberges de Jeunesse, qui mettent en contact le monde ouvrier et le milieu étudiant. D'après André Ouzoulias, c'est en 1935 et dans le cadre du 'Club des Crocodiles', organisation de plein-air du 19^{ème} arrondissement, qu'il fait la connaissance de Georges Tondelier, bientôt homme d'appareil lui aussi, avec qui il aura des rapports de camaraderie durables et qui se prolongeront par l'action résistante. Il fréquente aussi l'Arbeiterjugendclub, où il fait la connaissance des jeunes Juifs du onzième arrondissement, souvent dépourvus de titres de séjour et quotidiennement harcelés par la police. La convergence entre jeunes ouvriers communistes et jeunes Juifs étrangers se retrouvera dans les débuts de la lutte armée à l'été 1941 : ce que les nazis et la Collaboration appelleront le 'Judéo-bolchévisme'. Dès avant la guerre, les premières équipes d'autodéfense prolétarienne se constituent pour protéger les Juifs illégaux contre les ligues fascistes et contre la police : ce seront aussi les embryons des premiers groupes armés de résistance contre l'occupant. Pierre Georges en est l'un des initiateurs. A l'été 1935, il organise un camp de vacances à Draveil, d'où est originaire Maurice le Berre, qui sera un de ses premiers compagnons de l'OS. Là se rencontrent, autour d'un mât où l'on hisse le drapeau rouge, nombre de jeunes que l'on retrouvera dans la lutte armée six ans plus tard. Il fréquente aussi les Auberges de jeunesse et pratique le camping et le naturisme, comme bon nombre des jeunes communistes qui seront le vivier de la première résistance. En mars 1936, il est élu secrétaire des jeunesses communistes du quartier Combat, à Paris. Lorsque éclate la guerre d'Espagne, il décide d'y prendre part contre l'avis de sa famille aussi bien que des responsables dont il dépend dans le parti communiste. Les détails de son passage clandestin en Espagne sont inconnus. Il est très probablement passé illégalement par Perpignan comme la plupart des autres volontaires des Brigades internationales. On le retrouve à Albacete à la fin octobre 1936. En trichant sur son âge il a réussi à s'engager, mais on n'a pas voulu l'envoyer au feu. Il est devenu garde du corps d'André Marty, qui l'a pris en sympathie et qui en a fait, à dix-sept ans, la mascotte de son état-major. La photo bien connue qui le représente vêtu d'une veste en peau de mouton, coiffé d'un béret et tenant un mousqueton est datée du 8 novembre 1936. En octobre 1937 il est affecté comme agent de liaison à l'état-major de Jules Dumont et c'est là que les circonstances l'amènent à participer à ses premiers combats à Cuesta de la Reina. Il est remarqué pour son sens tactique. Envoyé en formation comme élève officier, il devient instructeur à l'école des sous-officiers avec le grade d'aspirant. Mais il est de retour sur le front au moment de la grande offensive nationaliste en

Aragon, alors que, partant d'Alcañiz, prise par le *Corps des Troupes Volontaires* italien, les troupes franquistes progressent en direction de Gandesa. Quelques jours après, le 19 mars, sur la route de Maella, il reçoit une rafale d'arme automatique dans le ventre en défendant la position qui lui avait été assignée par le Commandant Oussidoum contre les tanks franquistes. Une autre rafale lui brise le poignet. Il est définitivement hors de combat. Il est sauvé de justesse et entame une longue convalescence, puis il est rapatrié en France en août 1938. Il connaît d'abord une période de chômage, puis, les approches de la guerre venant à bout du chômage, il connaîtra le travail en usine. Cette phase de sa vie durera pendant un peu moins d'une année. Tout d'abord, il trouve du travail à la Compagnie générale des voitures d'Aubervilliers. Selon Albert Ouzoulias ('Les Bataillons de la jeunesse', page 28), il y reste de février à septembre 1939. Dernière retombée de son engagement espagnol : il se marie le 8 juillet 1939 avec Andrée Coudriet, marraine de guerre de son frère aîné Daniel, engagé lui aussi dans les Brigades internationales en février 1938, et commissaire politique au bataillon Henri Barbusse de la quatorzième Brigade internationale à partir du 1er avril 1938. Pendant cette période, il n'a pas interrompu son activité politique, et il est élu au Comité national des Jeunesses communistes, probablement vers mars ou avril 1939. Par la suite, il bénéficie d'un stage de formation accélérée comme ajusteur aviation, et il trouve un emploi correspondant. C'est ainsi qu'en septembre 1939, il devient ajusteur à l'usine CAPRA (Compagnie Anonyme de production et de Recherche Aéronautique) de La Courneuve. Là, il retrouve son camarade Maurice le Berre. Il occupera cet emploi jusqu'à son arrestation. En effet, à la même époque il est aussi devenu responsable des Jeunesses communistes pour toute la région parisienne. Du point de vue de la police et du gouvernement fascisant de Daladier, la qualité de communiste est peu compatible avec un emploi dans une usine travaillant pour la défense nationale. En effet, Les accords de Munich, signés le 29 septembre 1938 et condamnés par le Parti communiste ont marqué la rupture politique définitive entre le parti et le reste de la société politique. La CAPRA est une usine travaillant pour la défense nationale et elle fait l'objet d'une surveillance policière attentive : et il est presque étonnant que Pierre Georges ait pu obtenir un emploi de ce type à une époque où le pouvoir soviétique organise l'espionnage dans les usines en rapport avec la défense par le système des 'correspondants ouvriers' (rabcors), et où l'Etat a réagi en créant une Brigade spéciale anticommuniste, la BS1, en sus de la première section des Renseignements généraux, qui surveillait traditionnellement les partis de gauche. Après le pacte germano-soviétique du 22 août 1939 et la déclaration de guerre le 3 septembre 1939, le Parti communiste est mis par le Komintern sur la ligne dite de la 'guerre impérialiste', et il est bientôt accusé de diffuser des mots d'ordre de sabotage de la production de guerre. Quoique ayant voté les crédits de guerre il est interdit le 26 septembre 1939 : dans ces conditions, l'arrestation de Pierre Georges parmi 3500 autres militants communistes ne demande pas d'explications particulières. Il est interpellé à la sortie du travail le 2 décembre. Le prétexte de son arrestation est l'implication de son frère Jacques dans une affaire de distribution de tracts mais d'après certaines rumeurs il se pourrait aussi qu'il ait été visé par une accusation de sabotage. Toute ceci se terminera six mois plus tard par un non-lieu, mais dans l'immédiat, il est brutalisé par la police et interné sans jugement en application du décret du 18 novembre 1939 prévoyant l'internement administratif de tout individu 'dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique'. Tous les anciens des Brigades internationales tombent sous cette incrimination. Andrée est également arrêtée, ainsi que Raymonde Georges, née Le Magueresse, femme de Daniel, sa belle-sœur. Tous sont internés. Pierre Georges restera cinq mois à la Santé et en profitera pour rattraper toutes les lectures qu'il n'a pas faites plus tôt. Ses auteurs favoris sont Balzac, Stendhal, Cervantès, Gogol, Dostoïevski, Edgar Poe, Diderot. Parmi les contemporains, il apprécie Giono et Maurois. Il cite aussi Descartes. C'est dans cette période d'inaction forcée qu'il se forge une

philosophie de l'existence, sans doute le plus exactement résumée dans ce qui sera sa devise de guerre par la suite : 'vaincre et vivre', peut-être pensée en démarquage par rapport à la fière devise libertaire du dix-neuvième siècle : 'La liberté ou la mort'. Il a tout juste vingt-et-un ans. Andrée est enceinte et elle bénéficie d'une mise en liberté provisoire le 3 février 1940, puis d'une ordonnance de non-lieu le 4 mai 1940. Elle accouchera d'une petite fille qu'elle prénommera Monique le 10 août 1940. Le 6 mai 1940, Pierre Georges bénéficie lui aussi d'un non-lieu dans l'affaire des tracts pour laquelle il est interné depuis cinq mois mais il est maintenu en internement administratif en vertu du décret Sérol d'avril 1940. Il est transféré au château de Baillet, ancienne maison de repos des métallos réquisitionnée comme lieu de détention par le gouvernement Paul Reynaud. Raymonde et Jacques restent détenus également. Jacques est interné au camp de Gurs et Raymonde à Saint-Germain-les-Belles, en Haute-Vienne. Pierre Georges est donc détenu lorsque l'offensive allemande se déclenche le 10 mai 1940. Au début juin il va profiter de la débâcle pour s'évader. Evacué sous escorte policière devant l'avance allemande, il force les cloisons des wagons dans lesquels il est enfermé avec les autres prisonniers et s'échappe en compagnie de Pierre Tourette, qui sera un de ses compagnons de lutte à Paris un an plus tard. Il se présente à la caserne du 126ème régiment d'infanterie de Brive et, prétendant appartenir à une unité dispersée par les combats, il obtient des papiers militaires sous le nom de Pierre-Paul Bordeaux : son premier changement d'identité. Le 23 août 1940, il se fait démobiliser à Mâcon sous sa fausse identité militaire et renoue contact avec le Parti communiste. Sa trace se perd un peu à ce point. On sait qu'il est envoyé en zone sud, pour réorganiser les Jeunesses communistes : la tâche principale des militants encore libres est de réorganiser l'appareil qui a été fortement affecté par la mobilisation, la captivité de nombreux militants du fait de la défaite, et la répression policière conduite par la république, puis par Vichy. En octobre 1940, Pierre Georges est à Lyon, où il circule dans les milieux communistes en diffusant la consigne de former des triangles clandestins et de mener des actions de propagande. C'est la période où prévaut toujours la ligne de la 'guerre impérialiste' et où la propagande communiste évite de s'en prendre à l'occupant. En novembre, il est à Toulouse et conduit une opération de tractage pendant la visite du maréchal Pétain. En décembre, il récidive à Marseille, puis à Toulon. C'est à ce moment là qu'il adopte le pseudonyme de 'Frédo'. En janvier 1941, il est en Corse où il aide les communistes locaux à mettre sur pied une propagande clandestine avec du matériel apporté du continent. Il va ensuite rester à Lyon jusqu'au printemps 41, puis il est rappelé à Paris. On ne sait pas dans quelles conditions précises il se trouve engagé dans la lutte armée, mais ce mystère n'est autre que celui des origines et du commandement initial de l'Organisation spéciale du Parti communiste. Il semble en tous cas que cet engagement soit parmi les plus précoces : ce qui explique qu'Ouzoulias ni Tillon, qui se sont faits les historiens des FTP ne donnent que des renseignements vagues sur ses débuts dans la Résistance. La chronologie donne à penser que Pierre Georges aurait été recruté dans l'urgence et pour des raisons d'opportunité immédiate après le 22 juin 1941, alors que Moscou demandait des actions sur les arrières allemandes pour fixer à l'Ouest un maximum de troupes ennemies après l'invasion de l'Union soviétique. Au même moment, le Komintern renverse la ligne de la guerre impérialiste en ligne de lutte antifasciste. C'est de la catégorie des militaires par opposition aux politiques que relèvent Pierre Georges et ses premiers compagnons, parmi lesquels on peut citer le Berre, Gueusquin, Tourette, d'Andurain, Benito Sacristan dit 'Manuel' et tous les jeunes venus du onzième ou des groupes étudiants entrés dans l'action, pour certains d'entre eux, dès l'automne 1940. Selon Pierre Daix, (voir Jalons pour l'histoire d'un journal, Tallandier, 2004), l'Organisation spéciale est à l'origine un groupe d'autodéfense du Parti, à ses débuts directement contrôlé par Jacques Duclos, et elle est de création antérieure au choix de la lutte armée. C'est pour des opérations de cette nature que Pierre Georges pourrait avoir été d'abord

appelé à Paris au printemps 1941, mais c'est peut-être aussi dès l'origine en vue des premières actions contre des militaires allemands. D'après Pierre Daix, ce serait son ami de jeunesse Georges Tondelier, relativement haut placé dans l'appareil à l'époque de Maurice Tréand, qui aurait mis son nom en avant. Son passé d'ancien combattant des Brigades internationales désigne Pierre Georges pour le poste où il est appelé : et il s'agit immédiatement pour lui de guérilla urbaine contre les troupes d'occupation, ce qui revient effectivement, pour le Parti communiste, à engager la lutte armée. Pierre Georges rentre à Paris aux alentours du début juillet 1941. C'est le moment des premières manifestations patriotiques de la jeunesse, et en particulier de la manifestation du 14 juillet 1941 sur les Boulevards : mais tout en étant demandées par le Komintern, ces manifestations ne sont pas suscitées ex nihilo par le Parti communiste. Elles sont l'aboutissement naturel et spontané de toute l'agitation de la jeunesse et des étudiants communistes depuis les débuts de l'occupation. Elles vont être suivies de celles du mois d'août auxquelles la Direction, par le truchement de Danielle Casanova, va donner un caractère et des objectifs différents. Mais il ne semble pas que Pierre Georges ait eu un rôle organisateur dans ces actions, ni même qu'il y ait forcément participé. Ses missions sont autres : avec Albert Ouzoulias comme chef politique, il va superviser en tant que commissaire militaire des groupes armés de la région parisienne de nombreuses actions anti-allemandes violentes, prenant personnellement une part active aux plus délicates et aux plus importantes. C'est ainsi qu'il reste connu pour avoir effectué la première exécution en plein jour d'un militaire allemand, l'aspirant Moser, qu'il tue au métro Barbès le 21 août 1941. L'attentat de Barbès est un tournant historique dans la mesure où il marque la fin de l' 'occupation correcte' et il est diversement accueilli. A l'usage interne des milieux combattants il est présenté comme une réponse à l'exécution deux jours plus tôt de Gautherot et Tyszelman, arrêtés lors de la manifestation du 13 août 1941. A l'instar des attentats qui vont suivre, il n'est pas revendiqué, et il est majoritairement désapprouvé par le peuple militant après les représailles allemandes, au nombre desquelles il faut compter dans l'immédiat les exécutions de trois militants communistes ordonnées par les Sections spéciales de la Cour d'appel de Paris le 28 août 1941, puis les exécutions de nombreux autres militants et responsables arrêtés et détenus, dont Jean Catelas le 24 septembre 1941, Lucien Sampaix et Gabriel Péri parmi 95 otages le 15 décembre 1941. Après Barbès, le portrait-robot de Pierre Georges est diffusé et la famille Georges doit quitter son domicile de la rue Daubenton. Monique et Andrée vont se cacher à Rochefort tandis que Pierre reste à Paris et va de planque en planque. Toutefois, après ce coup initial et en dépit des représailles, les actions s'enchaînent. Pierre Georges conçoit la plupart de celles qui ont lieu à Paris, au total environ 150 sabotages et attentats entre juillet 1941 et février 1942. Le 19 septembre 1941 (vendredi), Pierre Georges dirige personnellement la tentative d'incendie du garage Soga, Boulevard Pershing, par les groupes de Brustlein et Le Berre. Jules Dumont et Conrado Miret-Must de la MOI participent également à l'action : en tout neuf combattants. Mais l'intervention rapide des pompiers conduit à un échec. Le 18 octobre 1941, Georges est à Nantes en préparation de l'opération brûlot confiée à Brustlein, Guisco et Bourdarias, puis il organise et commande personnellement à Paris l'attentat du 21 novembre contre la librairie Rive gauche. Après le scandale provoqué par la réussite éclatante de l'attentat de Nantes le 20 octobre 1941, les fusillades de Châteaubriant, Bordeaux et Paris, et après la chute du labo de France Bloch le 26 novembre 1941, Georges aurait, selon les témoignages de Gilbert Brustlein (*Le Chant d'Amour d'un terroriste à la retraite*, publié à compte d'auteur) et de Maroussia Naïtchenko (*Une jeune-fille en guerre*, Imago 2003) été chargé par la Direction du Parti de régler le problème posé par la cavale incontrôlée de Brustlein. Dans des conditions qui demeurent obscures, Pierre Georges fait en sorte que Brustlein s'en tire avec la vie sauve. Après la fin novembre 1941, on ne sait pas où Pierre Georges loge et on ne le voit plus intervenir

personnellement dans des actions à Paris jusqu'à l'attentat du 1er mars 1942 contre un casernement allemand rue de Tanger. Ce jour là, Karl Schönhaar tue une sentinelle dans une action qui associe Tardif, Engros, Jean Debrais, Georges Tondelier. Pierre Georges est sur place. Il s'agit d'une action qui vise à rompre la trêve relative qui prévalait depuis la fin janvier, après les arrestations de Guisco, Miret-Must, Kermen, et celles qui ont touché la Direction. Car de nombreuses chutes ont lieu dans son groupe tout au long de l'hiver. C'est l'arrestation de son camarade de jeunesse Georges Tondelier lors de l'attentat raté de la salle Wagram le 8 mars 1942 qui conduira finalement à l'identification de Pierre Georges. Il doit quitter pour un temps la région parisienne. On peut considérer que ceci met un point final à l'histoire de l'Organisation spéciale en tant qu'organisation résistante. Presque tous ses combattants ont été ou vont être arrêtés, et pour la plupart fusillés dans les semaines à venir à l'exception de Brustlein, le Berre, Gueusquin, d'Andurain, André Kirschen, Pierre Daix, Jules Dumont et Pierre Georges lui-même. On retrouve ce dernier dans sa famille à Rochefort en mars 1942. Il y met sa femme, Andrée, à l'abri avec sa fille Monique, puis à la mi-avril 1942 il part pour le Doubs où il a le contact avec le Parti communiste clandestin, et en particulier avec Jeanne et René Gabus, de Badevel. Il prend le pseudonyme de capitaine Henri. Il fait alors venir Monique et Andrée. Andrée devient son agent de liaison sous le pseudonyme d'Arlette. Monique est placée dans une famille de sympathisants, les Clerc, cultivateurs près de Clerval. Là, il anime un maquis politiquement pluraliste conjointement avec un patriote non communiste : Pierre Villeminot, alias lieutenant Noël. C'est la Compagnie Valmy (à ne pas confondre avec le détachement Valmy de Marius Bourbon et Fosco Focardi, qui opère en région parisienne). Ce maquis composé pour moitié de légaux sédentaires et pour moitié de clandestins itinérants comporte une trentaine de membres. Il dispose d'armes abandonnées par l'armée française et récupérées peu après la défaite par Pierre Villeminot. Il sera actif d'avril à octobre 1942, pratiquant essentiellement le sabotage des communications dans la vallée du Doubs, mais aussi dans les usines qui travaillent pour les Allemands. Il comporte aussi un prisonnier soviétique évadé du nom de Metrenko que Pierre Georges s'attache en particulier. Le 7 octobre 1942 : Pierre Georges, accompagné de Metrenko et d'Andrée attaquent à la grenade la voiture d'un officier allemand aux abords du camp militaire du Valdahon. Pierre Georges s'empare d'un pistolet parabellum qui deviendra son arme fétiche. A cette époque, Linaret, préfet du Doubs, promet une prime de 100 000 francs, soit plus de cinq ans de salaire ouvrier, pour l'arrestation des maquisards de la Compagnie Valmy. Les gendarmes, qui fermaient plus ou moins les yeux jusque là, changent d'attitude. Pierre Villeminot est arrêté le 15 octobre. Il mourra en déportation. Pris lui aussi, Metrenko dénoncera de nombreux résistants et sympathisants, puis sera fusillé. Le 18 octobre 1942, les frères Clerc sont arrêtés. Caché au Creux de l'Alouette en préparation d'un changement de région, Pierre Georges est dénoncé par un paysan le 25 octobre 1942 et cerné par les gendarmes qui tirent sans sommations. Ils capturent ses trois camarades et le blessent assez gravement à la face. Georges réussit pourtant à s'échapper et à trouver de l'aide chez des patriotes. Andrée, avertie, le rejoint avec Monique. Pendant une dizaine de jours, ils errent de planque en planque, ou parfois dans les bois. Au début novembre, ils tentent l'aventure de rejoindre Paris, où ils trouvent un appartement clandestin au 86 rue de Lévis. Pierre Georges sort aussi peu que possible et récupère de sa blessure et séjourne tantôt rue de Lévis, tantôt dans sa planque de la rue Saint-Lazare. A la mi-novembre 1942, Jeanne Gabus convoie Monique jusqu'à Paris, mais au vu des conditions de sécurité, Pierre et Andrée Georges lui demandent de la remmener dans le Doubs. Elle serait d'abord restée à Badevel, cachée chez Jeanne Gabus. Elle aurait été par la suite transférée chez des négociants en vin, les Clerc, à Rigney, où elle restera plus de six mois. Encore convalescent, Pierre Georges est arrêté dans un contrôle de routine le 30 novembre 1942 au métro République. Identifié comme résistant communiste, il est transféré à

la Brigade spéciale antiterroriste et torturé. Les policiers trouvent sur lui un document où figure son adresse légale. Ils y montent une souricière, mais sans résultats. Andrée est arrêtée quinze jours plus tard rue de Lévis. Les policiers obtiennent des aveux concernant la période des Bataillons de la jeunesse : mais tous les combattants de cette époque sont morts, arrêtés ou cachés en lieu sûr. Le 5 décembre 1942 (samedi) : Pierre Georges est remis par la police française à la Sicherheitdienst (SD) allemande. Il est interné à Fresnes et interrogé à l'hôtel Bradford, au 10 rue Saint-Philippe-du-Roule. Le 9 décembre 1942 : le rapport d'interrogatoire de Pierre Georges conclut : « la plupart des attentats importants qui ont eu lieu pendant cette période [d'août 1941 à avril 1942] ont été réalisés sous sa haute direction [...] soit comme réalisateur, soit comme organisateur de plus de trente-trois attentats qui lui étaient déjà attribués en raison de leur caractère bien spécial qui dénotait son intervention ». Le 15 décembre 1942 (mardi) a lieu l'arrestation d'Andrée Georges. Elle est dans un premier temps internée avec Pierre Georges à Dijon, puis à Romainville. Après la fin de l'instruction parisienne, le 28 janvier 1943 (jeudi), Pierre Georges est transféré, ainsi qu'Andrée, à Dijon pour l'instruction sur son activité en Franche-Comté. Il est prévu pour être jugé et fusillé à Besançon. Il est torturé par les SS de Dijon qui veulent savoir où sont ses dépôts d'armes. Peut-être l'interrogent-ils aussi sur la cachette de sa fille Monique. Le 1er mars 1943, contrairement aux annonces qui lui avaient été faites, il n'est pas fusillé mais transféré au fort de Romainville, qui sert de réserve à otages, avec treize autres FTP franc-comtois. Ayant mis en place un système de communication avec l'extérieur, une cinquantaine de prisonniers font des projets d'évasion collective. En préparation, un trou est percé dans une partie en brique du mur de la casemate où ils sont enfermés. La tentative a lieu de nuit. Le mur d'enceinte de treize mètres de haut est franchi grâce à des grappins et des cordes tressées avec la literie. Mais seuls Pierre Georges et un autre détenu, Albert Poirier, réussissent à passer avant que l'alerte soit donnée. Georges ne sera plus repris, mais les autres détenus seront déportés. Parmi ceux-ci, son épouse Andrée, déportée au mois de juillet 1943. Andrée survivra à vingt mois de déportation à Ravensbrück, puis Mauthausen. Après son évasion, habituellement datée du 1er juin 1943, mais peut-être plus précoce, Pierre Georges est hébergé chez un sympathisant à Aubervilliers. Il sera par la suite actif en province, et en particulier en Franche-Comté, où il retourne à la fin juillet 1943. A partir de l'instauration du Service de Travail Obligatoire le 22 août 1942, l'heure est à l'accueil de volontaires beaucoup plus nombreux, mais moins politisés, chassés dans les maquis par la politique de déportation de travail. L'accent est alors mis sur la dimension patriotique de la lutte, et sur la coopération de toutes les forces qui combattent l'Allemagne nazie. Pierre Georges, connu sous le nouveau pseudonyme de 'Camille' ou de 'commandant Patrie', est devenu commandant militaire inter-région 21 pour sept départements de l'est de la France, avec Pierre Durand alias 'Maxime' comme adjoint, commissaire aux effectifs. Il travaillera avec lui à réorganiser les maquis de Franche-Comté jusqu'en octobre 1943. Il trouve asile chez l'abbé Bouveresse à Port-d'Atelier. Monique est toujours à Rigney, chez les Clerc. Il retrouve Yvonne Villeminot à Senargent. Il lui demande sa collaboration pour récupérer ses armes et ses explosifs à Hièvre-Magny. Il lui annonce la venue du capitaine Jean, en réalité Albert Poirier, et de Christine, qui pourrait être un premier pseudonyme de son nouvel agent de liaison, Gilberte Lavaire. C'est en effet lors de son second séjour en Franche-Comté après juin 1943 que Pierre Georges recrute Gilberte Lavaire, alias Nicole, qui devient son agent de liaison. Fille d'un gendarme du pays, elle le suivra dans toutes ses missions ultérieures. C'est probablement à l'automne 1943 qu'il aurait rencontré son frère Daniel Georges, qui milite en Provence. Il lui aurait dit travailler à se procurer des armes par une filière suisse. En novembre 1943 l'abbé Bouveresse, compagnon de Pierre Georges doit plonger dans la clandestinité à la suite de sa dénonciation par Georges Pouto, capitaine dans la Résistance retourné par la Gestapo. L'abbé Maley du village de

Magny-Vernois trouve une autre famille d'accueil pour Monique Georges : les Girardot. Monsieur Girardot est maire du Magny-Vernois. De là, dit Monique Georges, qui a un peu plus de trois ans, datent ses plus anciens souvenirs : sa famille d'accueil, 'tonton Jean' et 'tata Riri', et aussi 'maman Jeanne', c'est à dire Jeanne Gabus. On lui a rapporté qu'il y avait aussi des visites de son père, qu'elle a appris à appeler 'tonton', et qui serait passé régulièrement le soir pour repartir le matin. Le transfert depuis Rigney est effectué par l'abbé Maley. C'est l'abbé Bouveresse ou l'abbé Maley qui a prêté des habits ecclésiastiques à Pierre Georges pour se déguiser en Paul-Louis Grandjean, prêtre, fausse identité sous laquelle il a effectué un certain nombre de missions de liaison entre la Résistance du Doubs et la direction parisienne. La préférence de Pierre Georges pour le déguisement ecclésiastique se fonde sur l'incompatibilité à ses yeux entre l'identité religieuse et l'identité communiste. Il pense que cela doit contribuer à égarer les soupçons. Le 11 décembre 1943 (samedi) : Jean Girardot rapporte une ultime visite de Pierre Georges qui leur aurait annoncé le débarquement pour l'année à venir. A la Noël 1943 (?) : certains récits localisent Pierre Georges avec son frère Jacques à Rochefort. Il n'est pas concevable toutefois qu'il se soit présenté à l'un de ses anciens domiciles. La dernière réunion familiale à Rochefort eut probablement lieu au début du printemps 1942, juste après les dernières chutes dans les Bataillons de la Jeunesse et avant le transfert en Franche-Comté. En 1943, Pierre et Jacques n'ont pu se rencontrer que très brièvement et dans le cadre de la clandestinité la plus stricte. On sait par ailleurs qu'une rencontre semblable eut lieu entre Pierre et son autre frère Daniel à peu près à la même époque et, cette fois, aux abords de la frontière suisse. En janvier 1944 : à la suite de la trahison de Georges Pouto, Pierre Durand est arrêté et déporté à Buchenwald. Par ailleurs, les Girardot qui hébergent Monique Georges sont repérés par la police. Le 10 janvier 1944, Jeanne Gabus, dite 'maman Jeanne', vient chercher Monique Georges chez les Girardot et la conduit à Roanne, chez monsieur Millot, qui est cheminot, puis à Nancy, puis à Valdoie, près de Belfort, chez monsieur Gros, qui est gendarme. Enfin, elle est ramenée en région parisienne. Elle est d'abord cachée provisoirement dans la famille Frescura, rue de la Glacière, dans le 13ème arrondissement. Cette famille, dont le fils André, était ami de Pierre Georges et membre du Parti communiste, était surveillée par la police et ne pouvait elle-même constituer une cachette sûre. Monique est donc brièvement placée en Normandie chez un boucher près de Flers peut-être chez les Sagniez de Saint-Georges-les-Groseillers. On ne sait pas qui a fait le convoyage jusqu'à Paris, puis vers la Normandie, mais cela pourrait être Jeanne Gabus ou Pierre Georges lui-même. A la fin janvier 1944, Monique, qui a trois ans et demi, est placée chez les Ronnel au 141 avenue de Villejuif à Arcueil. Le recrutement de cette famille fut probablement effectué par la famille Frescura, qui était apparentée aux Ronnel. Or Pierre Georges avait milité avec André Frescura avant la guerre. C'est sa mère, Louise Frescura qui prit probablement contact avec sa cousine Rose Moineau, épouse Ronnel, vivant à Arcueil avec son mari, Eugène et ses deux filles Gisèle, dix-huit ans et Christiane, quatorze ans. Cette famille, sympathisante communiste mais non fichée par la police accepta de cacher l'enfant. Pierre Georges, qui opère à cette époque sous le pseudonyme de 'Maxime', se présente à Arcueil pour la première fois quelques jours après le placement de sa fille, puis il repart en province. En février 1944, Il est à Blois. Il prépare l'évasion de Marcel Paul mais le plan doit être abandonné. Marcel Paul est déporté à Buchenwald. En mars 1944, Pierre Georges rend visite à sa fille à Arcueil. Il part ensuite en mission dans le Nord. De retour de la région Nord, il passe à nouveau à Arcueil, puis il part en mission en Bretagne avec Gilberte Lavaire, probablement au début mai 1944. Là, Gilberte Lavaire est arrêtée en assurant une reconnaissance. Pierre Georges regagne Paris avec Sonia, une jeune résistante qu'il prend comme agent de liaison en remplacement de Gilberte. Grâce à elle, car elle est d'origine juive et parle parfaitement l'allemand, il réussit à se faire transporter par une voiture de l'armée allemande sur une

partie du trajet jusqu'à Paris. Il termine à pied. Sans point de chute, il se réfugie chez les Ronnel. Il y retrouve Monique et il s'y installe. Il restera planqué à Arcueil jusqu'à la Libération en août 1944. Gilberte, également conduite à Paris, est torturée par les Allemands puis par la Gestapo française de la rue de la Pompe. Mais elle réussit à s'évader. Elle se réfugie chez Valentine Lenan, dite 'Vati' dont l'adresse, rue Caillaux, dans le treizième arrondissement, lui a probablement été communiquée par Pierre Georges. Celle-ci est en relation avec Louise Frescura, qui la conduit chez les Ronnel, où elle retrouve Pierre Georges. Pendant trois mois, tous deux opèrent en région parisienne où Pierre Georges est chargé de l'action militaire pour la banlieue sud. Le 10 août 1944, Charles Tillon déclenche l'insurrection de Paris. Le 12, les FTP de Fabien attaquent le dépôt de chemin de fer de Montrouge. Le 19, Pierre est blessé d'une balle à la cuisse, mais sans gravité. Il reste caché à Arcueil et se fait soigner par un médecin qui accepte de l'opérer dans les conditions de la clandestinité. Il est bientôt de retour sur le terrain des opérations et installe son quartier général au Helder. Les 24 et 25 août 1944 (jeudi-vendredi) la colonne Fabien prend part aux combats pour la prise du Luxembourg, quartier général de la Luftwaffe. La position est enlevée avec le soutien des chars de la division Leclerc qui viennent d'arriver à Paris. Un bref conflit suit le succès entre Fabiens et militaires de la 2ème Division Blindée autour de la répartition des importantes provisions d'armes trouvées dans le palais. Les Fabiens l'emportent. Fabien déclare : « Tout de suite il faut partir pour libérer les prisonniers et l'Allemagne comme nous avons libéré Paris, avec le même éclat dans les yeux. » Il se rend avec Albert Ouzoulias sur la tombe de ses premiers compagnons de l'OS, au cimetière d'Ivry. En septembre 1944 : Pierre Georges participe au premier congrès des FTP. Il forme ensuite une colonne de volontaires qui accompagnera l'armée Patton dans un rôle de flanc-garde avant d'être intégrée à l'armée française par le général de Lattre de Tassigny qui le prend en sympathie, alors que Billotte juge sa troupe 'incommandable'. Le 10 septembre 1944 : la colonne Fabien devient le Groupe Tactique Lorraine, associé à l'armée Patton, avec la devise « Vaincre et Vivre ». A l'automne 1944, Pierre Georges forme une école des cadres au 1er régiment de marche de Paris. Il passe une dernière fois à Arcueil avant de partir en campagne. Le 14 novembre 1944, les Ronnel partent pour Perpignan avec Monique, qui y restera avec eux jusqu'au mois de septembre 1945. Le 28 novembre 1944, le GTL devient la Première brigade de Paris, associée à l'armée de Lattre. Le 10 décembre 1944, la brigade Fabien est intégrée à la première armée française. A la veille de franchir le Rhin, elle est stationnée à Habsheim, en Alsace, et l'on parle de son chef pour devenir le premier général FTPF. Mais le 27 Décembre 1944 (mercredi) Pierre Georges est tué par l'explosion d'une mine qu'il était en train de manipuler, en même temps que Nicole et que plusieurs militaires de son entourage, dont le capitaine Katz, le colonel Dax et le capitaine Lebon. Le 3 janvier 1945 (mercredi) ont lieu les obsèques de Pierre Georges, colonel Fabien, à l'Hôtel de Ville de Paris. Le 2 mars 1945 Andrée Georges, détenue à Ravensbrück depuis la fin juillet 1944, est transférée à Mauthausen. Le 29 avril 1945, elle est de retour à Paris. Elle retrouve sa fille Monique à Perpignan en juillet 1945. Pierre Georges est enterré au Père-Lachaise aux côtés de ses compagnons Katz, Dax et Lebon.

***Gitton, Marcel** : Gitton est à la veille de la guerre un dirigeant important du Parti communiste. Tenu depuis longtemps en raison d'une affaire de mœurs, il renseigne la police. Jean Baby professeur au lycée Rollin, découvre le premier la vérité, mais Gitton parvient à le faire exclure. Le 20 août 1939, lors de l'annonce d'un premier accord, commercial, entre l'Allemagne et l'Union soviétique, prélude pour les initiés à la signature du Pacte germano-soviétique, c'est lui qui se charge le lendemain d'un éditorial sur ce sujet dans l'Humanité : « *une nouvelle victoire qui*

s'inscrit sur le drapeau rouge de l'Union soviétique ». Il est nommé secrétaire à l'Organisation au moment même où sont jetées les bases de structures adaptées à la clandestinité après le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, la déclaration de guerre et l'interdiction du Parti communiste. Le 23 août 1939, seul de la Direction, Gitton est à Paris pour élaborer une réaction argumentée aux événements, et c'est à son instigation que l'Humanité publie le communiqué soviétique à propos du pacte à venir, qui parle du désir commun '*d'éliminer la menace de guerre*'. Le 3 septembre 1939 on lui donne instruction de répondre à son ordre de mobilisation : il obéit, mais c'est peu de temps après, le 12 septembre 1939, qu'il est découvert, puisque Jacques Duclos informe Tillon de sa trahison. Est-ce cela qui déclenche sa dissidence politique, ou bien est-ce que cela n'en provoque que l'affichage public ? Toujours est-il qu'il se range parmi les démissionnaires du mois de septembre 1939 qui expliquent leur éloignement par leur refus du Pacte et de la nouvelle ligne pacifiste et anti-impérialiste imposée par l'Internationale. Le Parti de son côté dénonce les démissionnaires comme des renégats et éventuellement comme des espions policiers, mettant dans le même sac des personnalités comme Gitton et Nizan, alors qu'à l'intérieur du parti demeurent des notabilités comme Marcel Cachin, parmi d'autres, qui sont sur des positions voisines, et que Gabriel Péri est lui-même ébranlé. Autour de Gitton, une vingtaine de communistes dissidents publient un manifeste demandant aux travailleurs français de « *se dresser aux côtés des nations qui mènent le nécessaire combat contre l'hitlérisme* », et certains rejoignent le parti socialiste, alors que, le 28 septembre 1939 : en réaction à l'interdiction du parti, le groupe parlementaire communiste change d'étiquette et s'appelle désormais '*Groupe ouvrier et paysan*', avec à sa tête le métallo combatif Arthur Ramette, député de Douai et le publiciste et journaliste du parti Florimond Bonte, et que le reste du parti passe dans la clandestinité. Finalement, les démissionnaires lancent l'*Union Populaire Française*', organisation éphémère du *communisme national* qui disparaîtra avec la débâcle de juin 1940, et qui ne fait que maintenir la ligne antifasciste traditionnelle. Au total, les communistes dissidents ne montreront aucune capacité de formuler une alternative communiste à la ligne du PCF, ce qui démontre qu'il n'y a pas d'autre forme possible de la politique communiste que la forme stalinienne historiquement attestée. Cependant, l'assaut communiste contre les démissionnaires ne se situe pas au niveau des idées. Le 30 octobre 1939, lorsque paraît le deuxième numéro de l'*Humanité* clandestine, où l'accent est mis sur la dénonciation de traîtres au Parti : et notamment Gitton et Vassart, leur itinéraire est décrit comme le résultat d'une vie déréglée et de vices personnels comme l'arrivisme, la lâcheté, la cupidité, plutôt que de désaccords politiques. Leur pratique est décrite comme celle d'informateurs de police. Le modèle des articles d'invectives contre les '*renégats*' est l'article de mars 1940, intitulé « *Les traîtres au pilori* », publié par Maurice Thorez dans l'édition anglaise de l'Internationale, *The Communist International*, contre Gitton et Nizan: or Nizan est précisément l'un de ces anciens du Parti dont il est peu vraisemblable que la rupture ait été motivée par autre chose qu'un désaccord politique de fond. Par la suite, beaucoup d'exclus du PCF, et au premier rang d'entre eux de grands combattifs comme Marty, Tillon et Lecœur subiront le même genre de calomnie. Avec cette pratique de *mise au pilori* des dissidents et minoritaires, voire de responsables et militants demeurés obéissants mais qui se sont trouvés être les exécutants d'une ligne depuis réprouvée, il ne s'agit pas seulement d'une facilité polémique : il s'agit de l'application d'une logique selon laquelle la ligne du parti est toujours juste et *incontestable*. On ne peut contester la ligne que pour de mauvaises raisons, et des décisions erronées ne peuvent découler que de fautes personnelles. A l'exécution près, Tréand subira le même sort que Gitton pour avoir appliqué la ligne légaliste de l'été 1940, et Duclos ne survivra politiquement qu'en lui en faisant porter toute la responsabilité pour s'en décharger tout-à-fait en faisant oublier sa participation. Cette pratique d'amalgame a l'inconvénient de faire douter de la

trahison de personnages comme Marcel Gitton, même lorsqu'elle est bien documentée par ailleurs. Le cas de Marcel Gitton semble pourtant bien clair. Avec l'occupation, Gitton passe à la collaboration, et c'est lui que Boemelburg, commandant SS (Sturmbannführer), adjoint de Helmut Knochen, nommé par Heydrich à la tête de la Gestapo parisienne et chargé de coordonner l'action policière allemande avec celle de Vichy, décide d'utiliser après le début de la lutte armée communiste contre l'occupant pour organiser l'enlèvement de Marcel Cachin, qu'il s'agissait de parader publiquement comme figure historique du communisme hostile à la ligne résistancière du Parti. L'opération ne réussira que très partiellement, mais dès lors Gitton deviendra la cible de la vindicte du Parti. Il sera finalement exécuté par Fosco Focardi, Marcel Cretagne, Emile Bevernage le 4 septembre 1941. Cette action marquera la naissance du détachement Valmy, spécialisé dans l'élimination des traîtres du parti et des policiers félons.

***Goering, Hermann :** né à Rosenheim en Bavière le 12 janvier 1893. Son père est ami avec Bismarck. C'est un prussien marié avec une tyrolienne. Indiscipliné, il est envoyé à l'école des cadets de Karlsruhe. Il intègre l'école militaire de Berlin. En 1914, il est versé dans l'aviation. Il rejoint l'escadrille Richthofen, dont il prend le commandement le 14 juillet 1918. Capitaine à la fin de la guerre, il totalise 21 victoires et il est décoré 'Pour le Mérite'. Après la guerre, il vit de la fortune de sa femme, Karin von Fock, mais se considère comme déclassé. En novembre 1922, il assiste à une réunion publique où Adolf Hitler vitupère le Traité de Versailles, et il adhère au NSDAP. Il collabore avec Roehm pour l'organisation des SA : mais la rivalité mine leurs relations. Il est gravement blessé dans le putsch manqué du 9 novembre 1923 et doit se réfugier en Autriche. Il devient morphinomane et il est temporairement interné dans un hôpital psychiatrique. Il est diagnostiqué hystérique et dangereux. Il grossit énormément. Quand il peut rentrer en Allemagne en 1927 grâce à une amnistie, il est décidé à faire de la politique. Il retrouve Hitler, Goebbels, Streicher, Rosenberg et Himmler. Elu au Reichstag en 1928, il prend la tête des députés nazis et se charge des relations du parti avec la haute société. Son projet têt formé est de devenir l'homme clé du parti en matière de police, où il voit le ressort essentiel du pouvoir. Il s'entoure des conseils de Rudolph Diehls, de la section politique de la police berlinoise. Diehls avait eu à combattre le parti nazi avant 1933. Il connaissait les bas-fonds et il disposait de dossiers sur le personnel politique, qu'il mit à la disposition de Goering. Il l'aidait aussi à spéculer en bourse, ce qui permit à Goering de s'enrichir énormément. Ces deux moyens, le chantage et l'argent, donnent une position centrale à Hermann Goering dans le parti nazi. Il la confortera définitivement après avoir organisé la chute de son rival Roehm. Le 27 février 1933, en préparation des élections du mois de mars, il organise l'incendie du Reichstag et produit un faux coupable, un marginal présenté comme ayant agi à l'instigation du parti communiste : Marinus van der Lubbe. Mais au procès qui se tiendra en septembre, Dimitroff ridiculiserait l'accusation et l'opinion internationale sera bientôt convaincue que Goering est le véritable instigateur. Le 26 avril 1933, aussitôt les élections gagnées, il crée la Geheime Staatspolizei, ou Gestapo, police politique secrète et privée du parti nazi. Il proclame son principe d'action le 24 juillet 1933 : toute personne qui formera ne serait-ce que l'intention de nuire à l'Etat nazi sera aussitôt éliminée. En juillet 1934, il joue un rôle capital dans la purge des 'longs couteaux'.

*Gohin, Roger : 25 ans. Profession inconnue. Communiste. Assez probablement intellectuel ou militant politiquement éduqué. Evadé en octobre 1940. Il est placé dans la Kamera 99, où il trouve Delmas et Capelain. Par la suite, il voit arriver Alfred Martin, mais aussi une majorité de modérés qui finiront par choisir la France libre. A Kozielsk, il prononce une conférence sur les origines de la guerre de 1939. Georges le considère comme son second. Passionné de langues, il se met au russe et devient assez vite capable de converser. Le 31 août 1941, il épouse la fille d'un fonctionnaire soviétique. Il reste en URSS après Barberousse. Il est envoyé à l'école du Komintern et en ressort pour devenir speaker des émissions françaises de radio-Kouibychev (Samara), puis radio-Moscou. .

***Grinberg, Isidore, alias Robert, alias Henri, alias Maurice :** Condamné à trente mois de prison pour appartenance au mouvement communiste, il vit dans la clandestinité lorsque commence l'Occupation. Etant ami de Maroussia Naïtchenko, il vient habiter chez elle à la Goutte d'Or avec André Biver et Joseph Nadan lorsque son domicile de la rue Bourret (20ème) est grillé. C'est lui qui lui apprend, après le 19 novembre 1941, que Brustlein a été condamné à mort par la direction du Parti. Il est le premier résistant à tuer un flic français, le brigadier Lécureuil, le 7 janvier 1942, pour éviter l'interpellation alors qu'en compagnie d'André Biver il fait un repérage Boulevard Magenta en préparation d'un attentat anti-allemand. Le 10 janvier 1942, il participe à un sabotage sur un aérodrome. Son rôle dans la mort du brigadier Lécureuil est révélé à la police par Yves Kermen, commissaire militaire de l'Organisation spéciale, arrêté le 11 février 1942, mais il demeure longtemps introuvable pour la police. C'est l'arrestation de Tondelier le 8 mars 1942 dans l'attentat manqué de la salle Wagram qui aboutira indirectement à sa capture. En effet, la police met la main sur lui le 9 mai 1942 à la suite de l'arrestation de Maurice Feld. Feld et Feferman sont interceptés en pleine opération anti-allemande, après une filature découlant elle-même lointainement des aveux de Georges Tondelier. La même filature aboutira aussi à la capture de Georges Grünenberger le 7 juin 1942. Torturé par la police, Maurice Feld donne le rendez-vous qu'il avait avec Isidore le soir même au métro Porte de la Chapelle. Opposant une vive résistance aux policiers, Isidore est blessé en tentant d'échapper à l'arrestation. Sévèrement battu à son tour, il avoue son rôle dans la mort du sous-brigadier Lécureuil, mais sans parler d'André Biver. La perquisition chez Maroussia Naïtchenko a lieu alors qu'elle est au vert à la Ferté-Bernard. Ceci lui sauve probablement la vie et elle restera largement ignorante de tous ces développements jusqu'à son retour à Paris en janvier 1943, apprenant seulement l'arrestation de Grinberg par les journaux. Jugé le 15 juin 1942, Isidore Grinberg est condamné à mort pour le meurtre du brigadier Lécureuil et guillotiné le 8 août 1942. On rapporte qu'il marcha à l'échafaud en chantant la Marseillaise. Pierre Daix dit de lui qu'il était le courage et la droiture même.

***Grünenberger, Georges, alias 'Désiré' :** fils de Valentine Roux né de père inconnu, il porte le nom de son beau-père Camille Grünenberger. Il est aussi le neveu de Georges Roux, syndicaliste CGT et militant du PC dans le 11ème arrondissement. Valentine Roux est un des agents de liaisons de Maurice Tréand impliqués dans la négociation de l'été 1940 pour la légalisation du Parti. Georges, pour sa part, travaille à l'Humanité et il est le responsable des Jeunesses communistes du septième arrondissement sous le pseudonyme de 'Désiré'. C'est dans ce cadre qu'il se lie avec Maroussia Naïtchenko. Il est arrêté comme communiste le 16 octobre 1939 et condamné à un an de prison. Incarcéré à Poissy, il n'est pas automatiquement arrêté lorsqu'il est élargi de centrale le 17 juillet parce que la police parisienne n'opère pas en Seine et Oise. Il en profite pour plonger dans la

clandestinité avec l'aide de Maroussia Naïtchenko. Sa proximité avec Maurice Tréand lui vaut, ainsi qu'à Maroussia, d'être ostracisé après le tournant de l'été 1941, puis exclu du Parti après la guerre. Il ne semble pas avoir d'activité dans la lutte armée qui se déclenche à partir de l'été 1941, si ce n'est en hébergeant ses amis devenus membres de l'Organisation spéciale : Grinberg, Biver, Feld, Feferman et Nadan. Repéré au printemps 1942 à la suite d'une rencontre avec Maurice Feld et Maurice Feferman qui étaient filés par la police, il échappe d'abord à l'arrestation. Il quitte le logement qu'il partageait avec Maroussia Naïtchenko à la Goutte d'Or et cherche à passer en zone sud, mais se fait prendre à Souby, en Dordogne, le 7 juin 1942. Il convainc Maroussia de l'épouser pendant sa détention au camp de Royallieu à Compiègne. Il survit à la déportation en Allemagne. En tout, Maroussia et lui auront trois enfants. Ils se séparent en 1971. Il meurt en 1981.

Guénot, Henri : 21 ans. Etudiant. évadé avec René Massin et Daniel Pierlot le 25 septembre 1940. Quatre mois de prisons diverses en Biélorussie. Placé à la fin février dans la Kamera 95. Rejoint la France libre.

***Gueusquin, Albert, alias 'Bob'**, né en 1921. Membre des Jeunesses communistes du 11^{ème} arrondissement. Membre de la direction parisienne avec Odile Arrighi. C'est lui qui fait la prospection pour Pierre Georges des membres des Jeunesses communistes qui pourraient passer dans la lutte armée. Il a donc eu un rôle important dans le groupe Frédo, mais on est peu renseigné sur le détail des actions auxquelles il a participé. Le 21 août 1941, il est le troisième homme dans l'attentat de Barbès, chargé de rester à distance et de rendre compte des réactions après le repli de Georges et de Brustlein. Quelques jours plus tard, il assiste à la première séance d'instruction des Bataillons de la Jeunesse dans les bois de Lardy. A la fin mars 1942, c'est lui qui prévient Pierre Georges qu'il a été identifié par la police à la suite des aveux de Georges Tondelier. Il est arrêté le 9 mars 1943 alors qu'il a le grade de sous-lieutenant FTPF. Il meurt le 9 juillet 1943 dans des circonstances non établies. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Elle seule est dépourvue de la mention 'mort pour la France', sans que la signification ou l'absence de signification de cette absence soit bien évidente.

***Guisco, Spartaco**, né en 1911, peintre en bâtiment. D'origine italienne, réfugié en France pour fuir le fascisme, il est naturalisé français après son service militaire. Il s'engage dans les Brigades internationales en octobre 1936. Il est gravement blessé au ventre. De retour en France, il devient secrétaire de cellule dans le 14^{ème} arrondissement. Il est mobilisé en 1939-1940 et reçoit deux citations et la croix de guerre. Avec l'occupation, il rejoint la MOI en juillet 1941. Il est proche de Jules Dumont, de France Bloch et de Conrado Miret-Must. Dès les débuts de la lutte armée, il appartient au centre organisationnel du groupe Frédo. En octobre 1941 il est choisi par Pierre Georges pour encadrer Brustlein et Bourdarias dans la mission dite 'de brûlot' à Nantes qui se soldera le 20 octobre 1941 par l'exécution du commandant Hotz et le 22 par les fusillades de Nantes, Châteaubriant et Paris. Mais, selon le récit de Gilbert Brustlein, il s'y montre incapable de faire fonctionner les explosifs destinés à provoquer un déraillement. Le lendemain son arme s'enraye au moment de l'attentat contre le commandant Hotz. Il n'apparaît plus dans aucune action de l'OS par la suite, quoiqu'il ait continué à fréquenter les cadres puisqu'il sera arrêté en compagnie de Louis Marchandise, commissaire politique de l'Organisation spéciale unifiée, le 10

février 1942. A l'interrogatoire, Spartaco résista courageusement, mais finit par livrer le nom de Conrado Miret-Must, dont l'arrestation conduisit à celle d'Yves Kermen, qui conduisit à celle de France Bloch, en cavale depuis la chute du labo. Condamné le 14 avril 1942 à l'issue du procès de la Maison de la Chimie, Spartaco fut fusillé le 17 au Mont-Valérien avec les derniers survivants du groupe Frédo. Après sa mort, des légendes calomnieuses courront sur son compte et, comme dans le cas de Brustlein, trouveront un large crédit dans les milieux communistes. Après la guerre, après avoir prétendu que loin d'avoir été fusillé il s'était sauvé en Espagne, on poussa l'illogisme jusqu'à exhumer par représailles sa dépouille du carré des fusillés du cimetière d'Ivry. Sa mémoire sera défendue par son ancien camarade d'Espagne, Roger Codou, dans son livre de souvenirs '**Le Cabochard**'. Par ailleurs, le témoignage de Brustlein lui-même dans '**Le Chant d'amour d'un terroriste à la retraite**' est nuancé sur le caractère de Guisco, mais ne jette aucun doute quant à la fermeté de son engagement antifasciste. En raison de son absurdité même, la persécution subie par Guisco et par sa mémoire peut nous éclairer sur les événements de novembre 1941. En effet, si elle peut s'expliquer, a minima, par le refus de faire trop de place à l'esprit ancien combattant dans le Parti d'après-guerre et s'il faut compter aussi avec le décri général des anciens d'Espagne, et en particulier de ceux des brigadistes marqués comme lui par un certain esprit libertaire, il n'est pas exclu non plus qu'un tel désir de vengeance ait poursuivi Spartaco Guisco par-delà la mort en raison de l'affaire de Nantes, ce qui confirmerait l'origine des embûches mises aussi sur le chemin de Brustlein. La question de savoir comment la police a pris Guisco et Marchandise n'est pas à l'heure actuelle éclaircie. Il est possible que Spartaco n'ait pas bénéficié de l'aide de ses chefs pour échapper à la police mais sauf preuve évidente, qui ne fut jamais produite, il n'y a pas lieu de supposer, comme certains n'ont pas hésité à le faire, que l'arme de la dénonciation ait jamais été utilisée pour se débarrasser d'un militant devenu gênant. Comme le firent remarquer Mounette Dutilleul et Léon-Raymond Dallidet, un tel jeu aurait été encore plus dangereux qu'infâme, en raison des noms et des adresses que la police parvenait presque toujours à arracher à ses prisonniers. En revanche, la campagne lancée contre Spartaco Guisco laisse ouverte l'hypothèse selon laquelle il aurait pu être victime d'une vengeance individuelle même en dehors de toute décision politique de haut niveau. Une dénonciation aurait pu viser les milieux terroristes en général, ou peut-être plus spécifiquement les responsables indirects des fusillades d'octobre 1941 qu'étaient Guisco et Brustlein. Quoique cela soit une question différente et sans rapport obligatoire avec celle de sa chute, on ne sait pas non plus sur quelle base il fut publiquement dénoncé comme un traître. La situation particulière de Spartaco Guisco après Nantes est d'avoir été maintenu dans le parti alors même qu'il était considéré comme dangereux. Ce qui tend à prouver qu'il avait encore des responsabilités est le fait qu'il fut arrêté en compagnie de Louis Marchandise. Dans le même temps, par contraste, Brustlein était chassé du parti et Dumont démis de ses responsabilités dans la lutte armée et mis au vert en province. Or, tout change après son arrestation. En effet, le 9 mars 1942 : le numéro 152 de l'Humanité clandestine met en garde contre lui dans les termes suivants : « *Le nommé Spartaco, ex-militant du Parti, récemment arrêté, a été libéré et fait le provocateur. Il faut se méfier de cet individu et le recevoir comme il convient.* » Or Spartaco a été arrêté le 10 février précédent, mais il n'a nullement été libéré. Cette annonce pourrait être un contre-feu pour désamorcer le choc dans le parti si son interrogatoire venait à éclairer la police sur l'implication directe du parti dans l'attentat de Nantes. On devine que le fait que Spartaco Guisco, qui avait jusque là échappé aux sanctions qui pleuvaient sur les militants associés aux opérations brûlots, soit tombé aux mains de l'ennemi, pose un problème particulier à la direction qu'incarne Jacques Duclos. Contrairement à Brustlein et aux jeunes de son groupe, dont les actes peuvent à la rigueur être minimisés comme des initiatives individuelles et aventuristes, Spartaco est connu dans les

hautes sphères du Parti et ses aveux prouveraient définitivement aux yeux des militants aussi bien que de l'ennemi le rôle de la Direction du parti dans les attentats de 1941. Ceci, par contre-coup, démentirait la posture de pure victime prise par le parti depuis l'été 39, telle qu'elle ressort de tous les numéros de l'Humanité depuis qu'elle est devenue clandestine. Il est probable que Duclos se ménage, avec l'accusation fantastique portée contre Spartaco Guisco, la possibilité de révoquer toutes ses assertions en doute. Le fait que ce tournant coïncide aussi avec l'affaire de la salle Wagram, la chute de Tondelier et conséquemment l'éradication des derniers combattants du groupe Frédo demande aussi à être considéré.

***Guyot, Raymond** : Raymond Guyot est un responsable influent du Parti communiste dès l'avant-guerre. Né le 17 novembre 1903, il adhère en 1921 et prend d'abord le pseudonyme de Trotsky (!!), auquel il renoncera par la suite pour rentrer dans la ligne officielle du Komintern. Dès 1923, il connaît la prison en raison de ses activités militantes. Il s'est en effet spécialisé dans l'action antimilitariste. Il se rend pour la première fois en URSS en 1928 pour le congrès des jeunesses communistes. En 1929 il est coopté au Comité central du PCF. Condamné à dix ans de prison par contumace, il milite clandestinement aux côtés de Barbé, Celor et Maurice Thorez dans le cadre de la ligne 'classe contre classe'. Il participe avec ce dernier à la dénonciation des deux premiers dans ce qui sera en juillet 1931, la première grande purge stalinienne dans le PCF, pilotée en sous-main par Eugen Fried et Manouïlski. Danielle Casanova est responsable de sa sécurité lorsqu'il est arrêté, le 24 juin 1932. Il passe dix-huit mois en prison, avant d'être libéré par l'amnistie en 1933. Après ce baptême du feu, Raymond Guyot saura toujours se placer du côté gagnant, et il connaîtra une longévité politique remarquable. En 1934 il épouse **Fernande Ricol**, et deviendra de ce fait le beau-frère d'**Arthur London**, et aussi de **Lise Ricol**, qui deviendra célèbre comme **la mégère de la rue Daguerre**. En juillet 1935, il se rend au Septième Congrès mondial des partis communistes à Moscou, avec Danielle Casanova et Daniel Georges. C'est là qu'il devient secrétaire du **Congrès international des Jeunes**. Il est élu député communiste de la Seine en 1936, puis en 1937 député de Villejuif à la mort de Paul Vaillant-Couturier. En 1938 il est à Moscou et participe à la mise en jugement de la direction du Parti communiste polonais. En février 1939 il organise la solidarité avec la République espagnole. En juillet 1939 il est à Moscou en tant que secrétaire de l'**Internationale de la jeunesse communiste**. Après la signature du pacte germano-soviétique et la déclaration de la seconde guerre mondiale en septembre 1939 il est rapatrié en France avec André Marty pour répondre à son ordre de mobilisation. Il est incorporé à Tarascon le 19 septembre 1939. Mais il remonte à Paris lors de ses permissions et poursuit son activité politique. Il défend les positions du Parti, et en particulier le pacte germano-soviétique. Son statut de militaire le protège lors de l'interdiction du Parti communiste le 26 septembre, et le 9 janvier 1940, après le vote de déchéance des autres députés communistes, il est à la Chambre avec André Mercier, Charles Michels et Fernand Grenier lorsque tous quatre refusent de se lever pour rendre hommage aux armées. Ils interpellent leurs collègues, faisant ressortir la contradiction entre les accusations de trahison formulées contre les communistes et la passivité de l'armée française sur le front : « *Ce n'est pas à l'Allemagne que vous faites la guerre, mais au peuple français* ». Deux jours plus tard, Etienne Fajon, seul cette fois, adoptera une attitude identique et sera expulsé de la Chambre. Lorsque, le 20 mars 1940, les députés communistes, pour la plupart déjà internés, sont accusés devant le Troisième Tribunal militaire d'infraction au décret du 26 septembre 1939 interdisant la propagation des mots d'ordres émanant de la Troisième Internationale, il se soustrait à la procédure sur ordre du Parti et passe dans la clandestinité. Arthur Dallidet organise son passage en Union soviétique par la même

voie que Maurice Thorez six mois plus tôt. En novembre 1941 Raymond Guyot aurait lui-même demandé à retourner en France occupée. Il est alors envoyé en Angleterre en vue d'un parachutage par le même convoi maritime que Daniel Georges qu'il a eu l'occasion de revoir lors de sa détention soviétique entre novembre 1940 et août 1941. Daniel Georges, frère du colonel Fabien, deviendra responsable inter-régional du Front national en région Provence à partir de cette année, et Francine Fromont, formée comme opératrice radio pour assurer la liaison entre la direction clandestine (Jacques Duclos) et Moscou. Le trio quitte Mourmansk à la fin novembre, arrive en Ecosse après une escale en Islande et suit deux mois de formation au parachutage dans le sud de l'Angleterre avant l'infiltration en France. Selon le témoignage à peu près incontestable de Daniel Georges, corroboré par René Guyot lui-même il fut parachuté en France en même temps que Francine Fromont et Daniel Georges le 28 février 1942 dans la région de Pézenas (**voir à ce sujet son récit 'Mon acheminement à la résistance' dans les Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez, n°5 de 1973**). En revanche, l'itinéraire de René Guyot à partir de cette date est difficile à établir avec certitude, et il a donné lieu à des récits contradictoires dans l'historiographie communiste. On trouve dans certains récits qu'il aurait été infiltré en France au début de l'année 1944, ce qui est manifestement erroné (**voir Tillon, On chantait rouge, page 405, et Robrieux, Histoire intérieure du Parti communiste français, tome 1, page 528 et page 549**). En 1973, Raymond Guyot s'était exprimé publiquement pour rétablir la vérité sur son parachutage, mais Charles Tillon bâtit encore en 1977 des raisonnements sur l'hypothèse d'un parachutage en 1944. C'est probablement parce qu'il a lui-même été induit en erreur par des rapports inexacts que Charles Tillon, suivi par Philippe Robrieux, situent le retour en France de Raymond Guyot deux ans après la date réelle, certaines inexactitudes et contradictions de Duclos quant au parcours de Francine Fromont étant à mettre en regard (voir la notice biographique relative à Francine Fromont). Ces énigmes chronologiques donnent à penser que des mensonges délibérés ont été propagés dans le Parti à propos de l'itinéraire de Raymond Guyot pendant la guerre. Il aurait pu s'agir, par exemple, de dissimuler la longue association de Francine Fromont avec Raymond Guyot, qui selon le témoignage de Daniel Georges, lui était particulièrement attaché. Avec les fausses dates mises en circulation, il devenait impossible d'imaginer qu'ils aient pu seulement se rencontrer. La rumeur a pu courir un temps dans le parti que Raymond Guyot avait donné Francine Fromont : peut-être s'agissait-il, avec la manipulation sur les dates, de faire taire une rumeur, par ailleurs peut-être infondée ? Nous ne savons pas dans quelles conditions Jacques Duclos avait pris Francine Fromont à son service, ni même si la liaison prévue a vraiment été établie. Si ce fut le cas, il se pourrait que le transfert ait causé une certaine frustration à Raymond Guyot et que cela ait causé une tension dont Francine Fromont, à la suite d'on ne sait quel enchaînement de causalité, aurait fini par être la victime : mais nous ne savons rien de tel. Une autre piste, entièrement différente, mais contrairement à la précédente étayée par quelques éléments documentaires est donnée par le récit autobiographique de Lise Ricol-London, belle-sœur de Raymond Guyot. (**Lise London, 'La Mégère de la rue Daguerre, souvenirs de résistance', Seuil, 1995, page 171**). En effet, arrêtée avec son compagnon Gérard-Arthur London le 12 août 1942 à la suite de l'affaire de la rue Daguerre, la police lui aurait annoncé, au cours des interrogatoires qui en découlèrent, que Raymond Guyot 'a été arrêté et condamné par la section spéciale à huit années de travaux forcés l'année dernière.' La déclaration du policier est surprenante, car il n'est nulle part fait mention d'une arrestation pendant la période de guerre dans la biographie officielle de Raymond Guyot. Le policier, lisant trop rapidement ses fiches, fait-il référence à la vieille condamnation de 1929 ? Mais celle-ci n'avait entraîné aucune incarcération. Poursuivi à nouveau comme député communiste après l'interdiction du parti en septembre 1939, Raymond Guyot fait à nouveau partie des rares qui

ne s'étaient pas fait prendre, et s'il fut condamné à cette occasion, ce ne put être que par contumace, puisqu'en pratique il était passé à la clandestinité, avant d'être exfiltré vers l'Union soviétique. Est-ce à cet épisode que le policier fait référence en le déformant, tant au niveau des faits que de la date, ou bien Raymond Guyot fit-il l'objet d'une autre condamnation à une date ultérieure, et cette fois d'une incarcération ? Celle-ci aurait alors forcément suivi son retour en France de février 1942 : car pour commencer, il faut remarquer que l'assertion du policier est forcément inexacte quant à la date puisque Guyot et Francine Fromont ne furent parachutés en France qu'en février-mars 1942 et ils ne purent ni l'un ni l'autre être arrêtés en 1941, comme on doit l'inférer de la phrase remémorée par Lise London. Il reste cependant que le policier, en parlant de *l'année dernière*, a pu être imprécis sur la date sans pour autant avoir inventé le fait même de l'arrestation, que Lise Ricol semble bien confirmer. En effet, Lise Ricol ne se soucie pas de démentir les propos du policier quant au fond dans son récit d'après-guerre, rapportant au contraire de sa part la réponse suivante : « *Non, il ne m'en a jamais parlé, ni cherché à me faire entrer dans la résistance. Il me reprochait d'être évaporée et de ne m'intéresser à rien sauf à ma personne et à mes amours. Il agissait selon sa conscience... Je me suis toujours occupé de lui pendant son incarcération.* » Une incarcération, dont Lise Ricol semble valider la réalité, alors qu'elle ne fait pas partie de la biographie officielle de son beau-frère. Mais comment Guyot, s'il a bien été arrêté et condamné en 1942, s'est-il retrouvé libre, alors que Francine Fromont allait être fusillée ? Est-il concevable que Guyot ait été retourné par les Allemands ? Nous n'aurons sans doute jamais le fin mot de cette histoire, à moins qu'un historien curieux de ces choses si anciennes et désormais dénuées de portée politique ne fasse venir au jour, au prix d'un travail de bénédictin, quelque document pertinent et révélateur qui dormirait à ce jour dans des archives. Nous pouvons seulement faire quelques hypothèses. Si Guyot avait été arrêté et était tombé aux mains des Allemands, cela ne pouvait avoir eu lieu qu'après son parachutage et dans la période où Francine Fromont fut arrêtée elle aussi. Serait-il possible que Francine Fromont ait été arrêtée en même temps que Raymond Guyot, peut-être assez vite après que tous deux se soient séparés de Daniel Georges, au début du mois d'avril dans les environs de Pézenas ? L'année 1943, donnée par Tillon pour date d'arrivée en France de Raymond Guyot, serait-elle en réalité, que Tillon l'ait su ou non, celle de sa libération après une arrestation entre mars et août 1942, c'est à dire la date à laquelle Tillon a pu le rencontrer physiquement pour la première fois, ou avoir une connaissance directe de son activité ? Faute de révélations à venir, le destin tragique de Francine Fromont pourrait demeurer, avec le passage de Guyot entre les mains de l'ennemi, l'un des lourds secrets partagés entre les seuls Duclos et Guyot, et qu'ils auraient emportés dans la tombe. On aimerait en savoir plus aussi sur le rôle de Raymond Guyot, cadre de premier plan de la résistance communiste en zone sud jusqu'à la *libération*, mais il semble que cela se heurte également à beaucoup de discrétion des témoins et au manque de motivation des historiens. On sait qu'au moins à partir de 1944 il est l'un des principaux responsables du Parti en zone sud avec Léon Mauvais. On sait qu'en 1944, il s'opposa à Guingouin, chef des maquis du Limousin, lorsque celui-ci refusa de suivre des directives militaires qu'il jugeait aventurées, et qui conduisirent aux tragédies de Tulle et d'Oradour-sur-Glane. Est-ce pour des raisons indépendantes de son propre passé que Raymond Guyot fut après la Libération l'un des outils de l'appareil et des Russes pour obtenir la marginalisation des grandes figures de la Résistance, Marty, Tillon et Lecœur ? Ou bien certains épisodes de sa biographie n'en faisaient-ils pas un homme facile à contrôler, et qui trouvait un intérêt personnel à agir dans le sens demandé ? Les mémoires de Charles Tillon décrivent le rôle de Raymond Guyot dans les procédures qui aboutirent à son exclusion dans les dernières années stalinienne. Elles nous montrent aussi que lui-même, Charles Tillon, ne disposait pas des éléments d'information qui lui auraient peut-être permis d'en

comprendre les ressorts et la logique. Nous ne les avons pas non plus. Par la suite, Raymond Guyot poursuit une carrière de responsable politique de haut niveau au sein du Parti communiste français. Sur les rangs pour devenir secrétaire général lorsque s'ouvre la succession de Waldeck-Rochet, il fut battu par Georges Marchais. Peut-être existait-il malgré tout de puissantes raisons pour qu'il ne puisse devenir le numéro un du Parti.

***Hamon, Léo**, : membre du bureau du Comité Parisien de Libération où il représente le mouvement 'Ceux de la Résistance'. Sa position, au moment de la libération de Paris et de la crise provoquée par les tentatives de trêve de l'insurrection, est moyenne entre celle des communistes comme Villon et des gaullistes comme Chaban: il considère que Paris doit participer à sa propre libération sans prendre le risque d'être détruit. C'est paradoxalement son camarade de CDLR Jean de Vogüé, généralement plus conservateur, qui fera le discours le plus enflammé contre la trêve, et qui contribuera le plus à emporter la décision dans le sens défendu par les communistes.

***Hanlet, Roger** : né le 4 décembre 1922, mécanicien de formation, mais devenu porteur cycliste au moment de son activité résistante. Militant des Jeunesses communistes du 11ème arrondissement, il appartient à la Fédération Sportive et Gymnique du Travail, qui est dissoute le 3 janvier 1940 en raison de ses accointances communistes. Les jeunes communistes du 11ème arrondissement forment alors une association sportive locale qui sera un vivier de militants du Parti clandestin et aussi pour les futurs combattants de l'Organisation spéciale. Brustlein, Hanlet, Milan s'y rencontrent. Habitant aux HBM Ranvier, Hanlet milite clandestinement avec son voisin Pierre Milan au groupe Molotov lorsque tous deux sont approchés par Fernand Zalkinov. Zalkinov les présente à Gilbert Brustlein, avec qui ils prennent une part active aux premières manifestations interdites, dont celle du 14 juillet 1941. Le groupe se réunit dans la cité Ranvier. Il est le premier groupe de l'Organisation spéciale à être lancé dans la lutte armée par la Direction du Parti communiste. Hanlet entre en action au plus tard le 13 août 1941 et participe à de nombreux sabotages entre cette date et le 30 octobre 1941, date de son arrestation. Le 13 août 1941, il participe à la deuxième action du groupe Brustlein avec Robert Peltier, Tony Bloncourt, et Christian Rizo, volant des outils servant à l'entretien des voies ferrées. Le 21 août 1941 (jeudi), jour de l'attentat de Barbès, il est au métro Bastille avec Ascher Semahya et Tony Bloncourt lorsque ce dernier tire sur un officier allemand sans l'atteindre. Le 23 août 1941 (samedi), il est du commando comprenant Brustlein, Milan, Bloncourt, Rizo, Peltier, associés à d'Andurain qui tente en vain de détruire un poste d'observation d'avions à Goussainville. Après l'opération de l'hôtel Terminus, à laquelle Hanlet ne participe pas, septembre est pour le groupe un moment de relâche relative, avec seulement des actions de sabotage : attaque du garage Soga avec Pierre Georges, incendie ou tentative d'incendie de camions. Novembre est consacré au sabotage, mais sans grand succès. Le 1er octobre 1941 (mercredi) : Zalkinov, Hanlet, Milan et Brustlein tentent en vain de faire sauter des rails de chemin de fer près de Lagny. Le 11 octobre 1941 (samedi), nouvel échec de la même équipe sur la ligne Paris-Strasbourg. Le 21, nouvelle tentative avec Zalkinov. Ce sera sa dernière opération. Ce même jour, Hanlet prétend avoir reçu Brustlein chez lui dès le 21 octobre au soir et avoir dès lors compris, à ses paroles et à son attitude, qu'il était l'auteur de l'attentat de Nantes. Brustlein aurait montré ses armes devant Hanlet et devant son père, et il aurait dit qu'il revenait de Nantes. Il aurait également expliqué la logique stratégique des attentats en province. C'est Roger Hanlet qui est indirectement à l'origine de la chute du groupe. En effet, Roger Hanlet est en rapport

avec un sympathisant communiste, André Hubert, pour des fournitures d'armes. Or, à la fin août 1941, Hanlet et Milan bavardent et se vantent de leurs activités terroristes devant Andrée Pionat, fiancée d'André Hubert. Celle-ci rapporte ce qu'elle a vu à son ancien amant Maurice Cocrelle, dont le père, mis au courant, dénoncera le groupe deux mois plus tard. C'est le 26 octobre 1941, au lendemain de l'attentat de Nantes et des appels à la dénonciation des terroristes, que le commissaire Veber, de la Police judiciaire, reçoit la dénonciation de Maurice Cocrelle. La surveillance et les arrestations effectuées se révéleront être en rapport avec les sabotages des semaines écoulées et aussi indirectement avec l'attentat de Nantes. Hanlet est arrêté le 30 octobre 1941, jeudi après-midi, en même temps que Pierre Milan. Il est interrogé dans les locaux de la Préfecture de police par la Brigade criminelle, ainsi que par les Allemands. Devant les policiers, Hanlet déclare appartenir à la Résistance. Il n'a pas de sang sur les mains et c'est sa déposition, motivée peut-être par l'espoir, entretenu par les Allemands, d'une certaine indulgence, qui conduit aux arrestations de tous ses camarades à l'exception de Brustlein. Il donne les noms et adresses de Zalkinov, qu'il présente comme le chef de son groupe, et aussi de Peltier, Rizo, Bloncourt. Il aurait aussi parlé de 'Gilbert', mais sans donner son patronyme, et aurait signalé son voyage à Nantes. Par ailleurs, il ne reconnaît que des sabotages. Jugé au procès du Palais-Bourbon à partir du 4 mars 1942, il est fusillé le 9 mars 1942. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

*Heim, Ernest : Heim, Ernest : 27 ans. Communiste. Ouvrier métallurgiste. Evadé le 13 avril 1941, il ne passe pas par Boutyrki. A Kozielsk, il est moniteur de gymnastique et sympathise avec l'aspirant Baudry, tout en participant aux activités du collectif communiste. Refusé pour la France libre par le capitaine Billotte, il restera en URSS après Barberousse.

*Hennequin, Emile : directeur de la Police municipale. En concurrence avec les Renseignements généraux de Rottée, il est responsable de la seconde vague d'arrestations dans l'Organisation spéciale après la chute du groupe Brustlein et celle du labo de la rue Debidour. Dans les premiers jours de l'année 1942, ses hommes se rendent responsables des arrestations de Tourette, Touati, Coquillet et Bourdarias.

*Heurgon, Jean (sergent) : évadé avec Paul Mathieu et Vincent Lloret entre le 8 et le 12 mars 1941, à peu près au moment où les autres Français sont enfin extraits de Boutyrki. Regroupé à Mitchourine sans passer par la prison. A Kozielsk, Heurgon donne une conférence sur les corridors. Crémieux le décrit comme un 'esprit libre'. Après le discours Richemond, il fait partie de ceux qui viennent exprimer leur préoccupation au capitaine Billotte. Par la suite, il rejoint Londres et sert dans le groupe Bretagne de la France libre.

*Heydrich, Reinhard : né le 7 mars 1904 à Halle dans une famille bourgeoise et cultivée. En 1920 il fait partie des Corps francs. A 18 ans il s'engage dans la marine. Mais Heydrich est un détraqué sexuel et un scandale touchant la fille d'un officier supérieur le fait chasser de l'armée. Il fréquente alors les bas-fonds de Hambourg et gagne sa vie en faisant le coup de poing contre les communistes. Heydrich a beaucoup de prestance, un corps d'athlète, un front haut, des petits yeux bleus enfoncés dans les orbites, une voix suraiguë, des idées nettes et surabondantes, une éloquence

un peu balbutiante parce qu'il pense plus vite qu'il ne peut parler. C'est un dandy androgyne qui passe souvent ses nuits dans les bordels et autres lieux de plaisir. Sa propension névrotique est le sadisme. On rapporte de lui qu'il aimait tuer et torturer, mais n'attaquait jamais un adversaire de face. C'est tout naturellement qu'il adhère au parti nazi, auquel il apporte des compétences précieuses. Himmler le remarque et en 1931 il l'affecte à son état-major avec le grade de commandant (Sturmbannführer). Il devient le délégué régional d'Himmler à Munich. En 1932, il en fait un colonel (Standartenführer) et le charge de réorganiser les services de sécurité, c'est à dire le renseignement, des SS : le Sicherheitdienst. Pour lui, cette fonction est d'ordre doctrinal : ce qu'il surveille, c'est d'abord la conformité idéologique de la SS elle-même. Très intelligent, il garantit sa position en rassemblant des informations compromettantes sur tout le monde, y compris Hitler. Mais il ne joue pas seul à ce jeu et Canaris dira avoir la preuve de ses origines juives. Lorsque le 1er avril 1934 Goering doit consentir à ce que Himmler, chef de la SS, soit mis à la tête de la Gestapo, Heydrich prend le commandement effectif, qu'il cumule avec ses fonctions dans la SS de chef de la sécurité : c'est un grand pas vers l'unification d'une police secrète omnipotente. Son premier soin est d'assurer à la Gestapo le monopole du traitement des affaires politiques. En juillet 1934, Himmler joue un rôle capital dans la purge des 'longs couteaux', car ce sont la SS et la Gestapo qui effectuent l'essentiel des exécutions. A partir de cette époque, il développe énormément le SD, service d'espionnage de la société par le Parti, organisé sur le modèle de l'Intelligence Service britannique. Il se souvient en particulier de sa jeunesse débauchée pour mettre sur pied un bordel de luxe dont les pensionnaires sont toutes des agents SS chargées d'extraire les confidences de leurs clients haut placés. C'est aussi en 1934 qu'il recrute Adolf Eichmann pour organiser les fichiers de la Gestapo, et Walter Schellenberg qui deviendra son maître espion. Le 10 février 1936, la Gestapo reçoit un statut légal. Heydrich est mis à sa tête, avec comme adjoint Heinrich Müller qui la dirige depuis un an. Heydrich cumule ainsi la direction de la Gestapo, police d'Etat, et celle du SD, organisme du Parti. Après le déclenchement de la lutte armée en France, Heydrich viendra en personne à Paris au printemps 1942 pour y installer Knochen auquel Bousquet promet la collaboration sans faille de la police française. La Gestapo entre ainsi en concurrence avec la Wehrmacht pour assumer la responsabilité de la répression anticomuniste. Heydrich sera assassiné peu après à Prague par un commando de patriotes tchécoslovaques infiltrés dans le pays par les services secrets britanniques.

*Himmler, Heinrich : né le 7 septembre 1900 à Munich dans une famille catholique qui lui inculque des principes rigoureux qu'Himmler conservera toute sa vie sans que cela entre dans son esprit en contradiction avec sa carrière de tueur. Il participe à la première guerre mondiale dans ses derniers mois, mais de l'avis des militaires il ne deviendra jamais un vrai soldat. Il est proxénète et assassin dans sa jeunesse. Si l'on met son physique en regard de son oeuvre, on est obligé de se dire qu'il n'avait pas tout à fait la tête de son emploi. "Il avait le visage d'un petit employé", dit de lui Jacques Delarue, auteur d'une Histoire de la Gestapo, " avec un menton minuscule, effacé, légèrement fuyant, qui n'indiquait pas une très grande volonté. Une moustache barrait ce visage mou qu'encadraient deux oreilles fortes et un peu décollées. Un perpétuel sourire achevait de lui donner une expression commerciale.... Himmler n'adressait jamais ni louange ni blâme. Il avait le goût du secret... Il était doué d'une puissance de travail peu commune... Il travaillait partout et sans cesse.... Il lisait tout soigneusement et annotait les documents dans la marge avec un crayon vert... Il lui arrivait de retenir un visiteur à déjeuner, et se montrait un amphitryon agréable et disert, causeur amusant, sans prétention.... Dans la SS on l'appelait affectueusement ReichsHeini. Il avait un don de persuasion indiscutable... Il ne paraissait pas avoir de vie privée, son existence entière se déroulait

dans le cadre de la SS et de la Gestapo... Il était malheureux en ménage.... Sa femme le méprisait... En 1928, la naissance d'une fille, Gudrun, n'arrangea rien.... il fit plus tard la connaissance d'une autre femme qui partagea sa vie.... Cette double vie lui occasionna souvent des difficultés d'argent et le contraignit parfois à faire des emprunts. Car Himmler fut sans doute le seul haut dignitaire nazi que ses fonctions n'enrichirent jamais alors qu'il était tout puissant et que la corruption régnait au plus haut point dans l'appareil du Parti.... Il avait monté un élevage de poulets à Trudering, près de Munich. Il échoua commercialement et sur les conseils de sa femme se livra alors à la culture des herbes médicinales. Il lut avec passion les ouvrages du Moyen-Age sur les herbes mais ne parvint pas à la réussite commerciale. Cet échec ne le détourna pas de sa passion et, plus tard, il fera cultiver des plantes médicinales aux détenus des camps de concentration.... Himmler était sans culture réelle. Il croyait au magnétisme, au mesmérisme, à l'homéopathie, aux théories les plus douteuses de l'eugénisme naturiste, aux vertus psychiques de l'alimentation naturelle, aux voyants, guérisseurs, magnétiseurs et sorciers, dont il s'entoura toute sa vie, ne pouvant souvent se résoudre à prendre une décision avant de les avoir consultés.... Il avait également le respect de la discipline militaire. Il avait fait une interprétation presque hystérique du vieux concept militaire : un ordre donné doit être exécuté. Et il fit de ce concept un dogme absolu pour ses troupes, ce qui fut assez facile, les gens du peuple, en Allemagne, n'ayant jamais quitté l'état de serf pour celui de bourgeois et entrant dans le IIIème Reich comme des somnambules.... Son esprit de système lui fit découvrir Hitler comme un sauveur... L'éleveur de volailles pensait que les hommes peuvent, pour leur plus grand bien, être soumis aux règles de l'élevage rationnel...." Nazi de la première heure (carte d'adhérent n°1345), Himmler est d'abord l'ami dans la SA du proxénète, escroc et auteur de chansons Horst Wessel. Second docile par tempérament (signe de la Vierge), il se fait apprécier d'Hitler par ses qualités d'écoute. Le 6 janvier 1929, il est mis à la tête de son groupe de protection individuelle, la SS. Ayant une politique de qualité et non de quantité comme la SA, la SS compte 280 hommes à l'origine, et 50.000 contre 4.500.000 SA au moment de la Nuit des longs couteaux. Mais la Leibstandarte Adolf Hitler garde la chancellerie, et Himmler a un œil sur toutes les démarches de son maître. Il entre alors avec Roehm dans un rapport de rivalité qui se conclura tragiquement à son avantage. Alors, il pourra appliquer à la lettre le précepte de son maître Adolf Hitler : "L'instinct naturel ordonne à tous les êtres vivants, non seulement de vaincre leurs ennemis, mais encore de les exterminer". Telle est la mission de l'Ordre noir dont Himmler est le maître, et qui va peu à peu s'infiltrer dans toutes les parties du système de pouvoir nazi à partir du moment où l'appartenance SS est exigée pour tous les postes clés. Les deux principes de fonctionnement fondamentaux en sont la sélection raciale et l'obéissance aveugle. La SS une fois organisée, la Gestapo fut en 1934 organisée selon le même modèle, et placée sous la responsabilité de Reinhard Heydrich. En juillet 1934, Himmler joue un rôle capital dans la purge des 'longs couteaux'. Il joue aussi un rôle central dans les machinations qui aboutissent aux annexions de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

*Hubert, André : en relation avec Roger Hanlet pour la fourniture d'armes, Hubert fut involontairement à l'origine de la chute du groupe Brustlein. A la fin août 1941, Hanlet et Milan bavardent et se vantent de leurs activités terroristes devant sa fiancée Andrée Pionat. Celle-ci rapporte ce qu'elle sait à son ancien amant Maurice Cocrelle. Le 26 octobre 1941, quatre jours après les fusillades d'otages à Nantes, Châteaubriant et Paris, le commissaire Veber, de la Police judiciaire, reçoit une dénonciation provenant du père de Maurice Cocrelle. Le jeudi matin, 30 octobre 1941, la filature d'André Hubert conduit à l'arrestation de Roger Hanlet, et peu après de

Pierre Milan, qui habite dans les mêmes HBM Ranvier par la Police judiciaire. Les policiers trouvent des armes et obtiennent rapidement des aveux et des pistes. La surveillance et les arrestations effectuées se révéleront être en rapport avec les sabotages des semaines écoulées et aussi indirectement avec l'attentat de Nantes. L'après-midi, Hanlet déclare devant les policiers appartenir à la Résistance. Il donne les noms et adresses de Zalkinov, qu'il présente comme le chef de son groupe, et aussi de Peltier, Rizo, Bloncourt. Il aurait aussi parlé de 'Gilbert', mais sans donner son patronyme, et aurait signalé son voyage à Nantes. Le commissaire Veber informe immédiatement les Allemands.

***Huntziger, Charles** : en mai-juin 1940, il commande la Deuxième armée. C'est lui qui tient la terminaison nord-ouest de la ligne Maginot et le secteur de Sedan, au point où les Allemands vont percer. Et c'est lui qui prend la décision la plus catastrophique de toute la campagne, après celle de Gamelin jetant l'essentiel de l'armée française dans le piège belge. Le 15 mai, craignant un mouvement en faucille vers le sud de la part de Guderian qui a franchi la frontière, Huntziger, se replie sur la Meuse, faisant face au nord. Il ouvre ainsi une brèche de trente kilomètres dans le front français devant Guderian qui, en réalité fonce vers l'Ouest. Ceci conduira à l'encerclement du gros des armées françaises et anglaises. L'historien allemand de la campagne de mai-juin 1940, Karl-Heinz Frieser explique: "Le traumatisme d'août 1914 était encore vivace chez les Français. A cette époque, la 4ème armée allemande avait précisément franchi la Meuse dans le secteur de Sedan et à partir de là s'était enfoncée en direction du sud-est, vers Verdun, pour envelopper par l'arrière la ligne de fortifications françaises. C'est sans doute cette association qui incita le général Huntziger, aux actions d'habitude si pesées et sensées, à une réaction à court terme qui s'avéra funeste. Ayant mal évalué la direction de l'offensive allemande, il imagina la ligne Maginot en danger et fit basculer la totalité de l'aile gauche de son armée vers le sud, jusqu'à Inor, au bord de la Meuse. C'est l'ouvrage 505 à la Ferté qui formait la charnière du mouvement. Ce qui signifiait que les nombreuses fortifications du secteur de Mouzon, au profit desquelles on avait négligé le secteur de Sedan, tombaient maintenant sans résistance aux mains de l'ennemi ! Il fallut abandonner plus de cent-trente blockhaus. La percée de Sedan, qui avait formé un goulot étroit, large de six kilomètres seulement, s'ouvrait maintenant à la façon dont un barrage se rompt, sur une largeur de presque trente kilomètres - sans la moindre intervention de la part des Allemands." ('Le mythe de la Guerre-éclair, la campagne de l'Ouest de 1940', Belin, 2003) Huntziger avait littéralement ouvert la porte du pays à l'ennemi. Il n'en était pas devenu moins fier, ni moins pénétré de la certitude d'être indispensable, et de devoir être obéi. Le 21 juin 1940, la défaite une fois consommée, c'est Huntziger qui dirige la délégation française aux pourparlers d'armistice à Rethondes. Jugeant sans doute inutile de s'opposer en rien à la volonté supérieure d'Hitler, il laisse passer une clause exorbitante, prévoyant la livraison à l'Allemagne des avions de chasse français. Le lendemain, cette clause est retirée à l'insistance du général d'aviation Bergeret. Ayant échoué comme général d'armée et comme négociateur, Huntziger devenait le meilleur candidat au poste de ministre de la Défense, et il fera jusqu'à sa mort partie des équipes ministérielles de Pétain. Le 13 décembre 1940, il est du complot ourdi par le ministre de l'intérieur Peyrouton à l'instigation de Pétain, et avec la complicité de Flandin, Platon, Bouthilier et Darlan qui contraint Laval à la démission. Le 12 août 1941, après que Pétain a lancé son message : " Je sens souffler depuis quelques semaines un vent mauvais... ", une reprise en main a lieu à Vichy et c'est Darlan, qui est nommé ministre de la défense nationale, tandis que Huntziger, Bergeret et Platon deviennent ses assistants pour les trois armes. Le général Huntziger meurt le 12 novembre 1941 au retour d'un périple africain qui l'a conduit jusqu'à Dakar,

sa mission visant à éviter un possible basculement de l'Afrique dans le gaullisme. Son avion s'écrase dans le massif de l'Aigoual. Dans un beau geste de réciprocité après les premiers attentats de la résistance, Hitler adresse à Pétain des condoléances emphatiques. Von Stülpnagel exprime les siennes à Darlan. Mais, rompant la symétrie, Pétain ne procède à aucune fusillade d'otages allemands. La presse collaborationniste voulut voir de l'héroïsme dans cette mort purement accidentelle. Le journal *Le Matin* du 14 novembre 1941 explique : "Avant de mourir, le général a eu l'héroïsme de jeter hors des flammes des documents capitaux qui ont été recueillis." La description des circonstances de l'accident sur la même page du même journal montre à l'évidence que le 'geste héroïque du général Huntziger' relève du mythe en cours de fabrication, étant donné que l'accident n'a pas eu de témoins et n'a pas laissé de survivants, encore moins de papiers secrets. Quoiqu'il en soit, connaissant les intrigues de Vichy, de Paris, et la rivalité entre Pétain et Laval, nous savons que la presse collaborationniste parisienne ne pouvait verser que des larmes de crocodiles sur un personnage comme Huntziger. Eloge de circonstance donc. La mort d'Huntziger était purement accidentelle et dépourvue de toute dimension héroïque ou tragique. En revanche, le contexte, la coïncidence avec les premières arrestations dans l'Organisation spéciale et les premières fusillades massives d'otages peuvent lui conférer, au moins aux yeux des plus superstitieux, une dimension de justice immanente. Quel esprit vengeur planait sur le Mont Aigoual ce jour-là ? Quel dieu arverne attendait le traître au tournant ? Les mânes de Vercingétorix divinisé n'ont-elles voulu laisser à nul autre le soin de le châtier ? Si l'enfer existe, ce représentant d'un pouvoir brutal et hypocrite y est à coup sûr descendu tout droit, pour répondre du sang qu'il avait versé. Le sang des enfants français qui voulaient réparer ses erreurs, et qu'il faisait tuer.

***Jachninski, Jean** : 24 ans. Cordonnier. Vivant en France au moment de la déclaration de guerre, il est de nationalité polonaise. C'est un des premiers prisonniers et des premiers évadés. Parti dès la fin mai des environs de Berlin, il est repris en Pologne occupée le 7 juin à 50 kilomètres de la frontière soviétique. Il s'évade à nouveau, cette fois avec succès, le 9 août 1940. Placé à Boutyrki dans la Kamera 95. Après le 22 juin 1941, il rejoint l'armée Sikorski.

***Jacquetant, Antoine** : 23 ans. Postier. Communiste. Evadé à pied à la fin août ou au début septembre 1940 avec Amédée Desebbe. Partis de la région de Dantzig en Pologne occupée ils mettent un mois à traverser la Pologne avec l'aide constante des civils polonais qui les dissuadent autant qu'ils peuvent d'aller vers l'Union soviétique. Placé dans la cellule 95 avec Fauvelle, Taxil et Clastère, il reçoit par la suite le renfort de Daniel Georges et Marius Villeroy. A Kozielsk, il donne une conférence sur Lyon. Reste en URSS après Barberousse et rejoint l'Armée rouge.

***Joriot, Pierre (aspirant)** : 22 ans, étudiant. Evadé avec Jean-Louis Crémieux, Pierre Joriot est à Kaunas le 7 janvier 1941. Tous deux sont interrogés par le NKVD et emprisonnés pour être entrés illégalement sur le territoire soviétique, avant d'être transférés à Moscou. Après un passage à la Loubianka, ils arrivent à Boutyrki le 28 janvier 1941. Placés à Boutyrki dans la Kamera 95. Joriot sera brièvement starchi de Mitchourine avant la prise de pouvoir du capitaine Billotte. Par la suite, il rejoindra Londres. Il s'engagera dans la 1ère division de la France libre (1ère DFL) et sera gravement blessé à la bataille d'El Alamein.

***Kermen, Yves, alias 'Jean'** : syndicaliste et cadre du Parti dès avant la guerre, il est secrétaire de la CGT des usines Renault de Boulogne-Billancourt. Il échappe à la surveillance policière et plonge dans la clandestinité lors de l'interdiction du Parti communiste. Dans l'Organisation spéciale, il représente le Parti et il devient commissaire militaire de l'Organisation spéciale unifiée à partir de novembre 1941. Il est arrêté le 11 février 1942 à la suite de la chute de Conrado Miret-Must. C'est lui qui met Isidore Grinberg en cause dans l'assassinat du sous-brigadier Lécureuil. C'est lui aussi qui met involontairement les policiers sur la piste de France Bloch. Condamné le 14 avril à l'issue du procès de la Maison de la Chimie, il est fusillé le 17 au Mont-Valérien avec les derniers combattants du groupe Frédo.

***Kirschen, André (ou 'Hank'), alias 'Rossel'** : lycéen, né le 11 août 1926, de nationalité roumaine, combattant de l'Organisation spéciale, et probablement un des plus jeunes avec Carlo Schönhaar, son aîné de quelques mois qui feront la différence entre la vie et la mort. La famille Kirschen émigre en France en 1932. La mère d'André est la soeur du producteur de cinéma Bernard Natan qui fera les gros titres de la presse antisémite lorsqu'il sera condamné en 1938 sous l'inculpation d'escroquerie, et qui servira de modèle aux pamphlets xénophobes 'France la Douce' de Paul Morand et 'Pleins Pouvoirs' de Giraudoux. André est pour sa part surtout un amoureux de littérature, en commençant par Bibi Fricotin et Les Pieds Nickelés. Il habite 31 rue Duret et il fait ses études primaires au petit lycée Carnot, puis à Janson de Sailly, dont il se fait renvoyer parce qu'il refuse de dissimuler son ennui. Il est déjà d'esprit contestataire car ses parents l'éduquent de façon très libre. Il fait la connaissance de Maroussia Naïtchenko, comme lui communiste des beaux quartiers, à l'occasion de vacances en Bretagne où il scandalise les hôtes par la désinvolture de ses façons. Il poursuit son secondaire au lycée Pasteur, où il obtient des résultats inégaux car il choisit ses matières et trouve la plupart de ses professeurs médiocres. Outre la littérature, il se passionne pour l'histoire et c'est par ce biais qu'il se politise à gauche. Ses parents lisent l'Oeuvre où écrivent Geneviève Tabouis et Marcel Déat, mais ils ne cherchent pas à l'influencer. Lui, à partir de 1936, va aux meetings de gauche organisés au Vel d'Hiv. Il se met à lire L'Humanité, et Ce Soir, que dirige Aragon. Le 23 décembre 1938, Bernard Natan est emprisonné. Il sera déporté à Auschwitz et assassiné en septembre 1942. Au printemps 1940, la famille Kirschen renonce à quitter Paris à l'approche des Allemands faute de moyens de transport. Le 14 juin, ils voient la Wehrmacht défiler dans Paris désert. C'est son frère Robert, politisé par la fréquentation des étudiants communistes de la Sorbonne, qui introduit Hank dans le parti communiste clandestin. Son activité comporte de nombreuses réunions à domicile au cours desquelles il retrouve Tania et Maroussia Naïtchenko. Il rencontre aussi Emile Schweitzer, alias Pierrot, un responsable important des Etudiants communistes et un intellectuel, qui devient son ami. Il est de la première manifestation, celle du 7 novembre 1940 contre l'arrestation du professeur Langevin. "A ce moment-là, confie-t-il à Gilles Perrault, nous ne prenions pas la mesure de la gravité de ce qui nous attendait. Personne, je crois, ne pressentait que quelques mois plus tard, nous allions risquer de nous retrouver face à un peloton d'exécution. C'est ce qui explique pourquoi il y a eu aussi peu de mesures de sécurité". Cette imprudence aboutit à l'arrestation de son frère le 27 novembre 1940, qui, de fil en aiguille, le conduira devant un peloton d'exécution un an et demi plus tard. Privé de son frère, André se tourne vers Emile Schweitzer, qui habite en face du Lycée Charlemagne. Le matin du 22 juin 1941, il apprend la nouvelle de l'invasion de l'Union soviétique en plein milieu d'une sortie-camping à Champrosey avec le club sportif du dixième arrondissement. D'autres futurs membres de l'OS sont également là. Maurice Feld et Maurice Feferman traversent la Seine à la nage, accompagnés par

Samuel Tyszelman et Maroussia Naïtchenko en barque. André Kirschen est des toutes premières actions de résistance, dont la première manifestation du 14 juillet 1941, prévue pour les étudiants au départ de la place Saint-Michel, mais qui se déplace bientôt à Strasbourg-Saint-Denis en raison de l'importance du dispositif policier. Pierre Georges, Pierre Daix, André Kirschen et Maroussia Naïtchenko sont sur place, avec quelques centaines de manifestants. C'est Jean Bonzon qui prend la tête du cortège en brandissant un drapeau tricolore. Les manifestants progressent en direction de Richelieu-Drouot où ils sont arrêtés par un barrage allemand, tandis que la police française quadrille les rues adjacentes. Des arrestations ont lieu. Parmi celles-ci, celle d'André Masseron, qui sera fusillé le 24 juillet 1941. Mais la manifestation est considérée comme un succès et d'autres plus petites ont lieu dans les semaines suivantes, jusqu'à celle du 13 août. C'est après l'une d'entre elles qu'André Kirschen est présenté à Pierre Tourette, alias Petrus au Square Louis-XVI, près de la gare Saint-Lazare. Initialement, il sera donc membre du groupe Tourette, lui-même placé sous les ordres de Pierre Georges. Il prend pour pseudonyme Rossel, d'après un héros de la Commune. André rencontre Frédo, qu'on lui présente sous le pseudonyme d'Albert, au métro Victor Hugo. Frédo insiste sur la gravité de sa démarche, précisant qu'il s'agit de faire la guerre à un ennemi dangereux et impitoyable, et de risquer sa vie. Et il lui dit sans attendre qu'il va s'agir de tuer des Allemands. Bien que désormais engagé dans la lutte armée, André Kirschen participe toujours au mouvement de masse, et il est de la manifestation du 13 août 1941 où Gautherot et Tyszelman sont arrêtés. Ses débuts de terroriste se font avec Petrus et Bernard Laurent. Ils n'ont qu'un 6.35 pour trois, et envisagent d'abord de tuer un Allemand selon les préconisations de la Direction militaire, en l'assommant puis en le poignardant avec sa propre dague. Mais la première sortie est infructueuse, faute de trouver une victime. Bernard Laurent est le premier à utiliser le 6.35 contre un allemand, qu'il manque, le 6 septembre 1941, opérant à bicyclette sur le Pont de Grenelle. Puis, le 10, André se fait confier l'arme du groupe et part seul à l'aventure. Il erre plusieurs heures aux environs de la Porte d'Auteuil avant de tomber sur une occasion favorable : un militaire allemand qui s'apprête à descendre les escaliers de la station de métro Porte-Dauphine. Il le suit, tire un seul coup, et s'enfuit. De retour à la porte d'Auteuil, il rend le pistolet à Petrus en lui disant : "Il y a une balle de moins dans le revolver ". On saura plus tard qu'il a blessé le sous-officier de marine René Dennecke à la jambe. L'arrestation de Bernard Laurent le 23 septembre 1941, qui se produit dans des circonstances mal connues, conduit à la dissolution du groupe. Laurent est le premier arrêté de tous les membres du groupe Frédo, et il semble qu'au moins André Kirschen n'ait pas été au courant. Laurent aurait-il cherché à cacher ce qui lui était arrivé ? Toujours est-il que, relâché tout aussi mystérieusement le 23 octobre 1941, il est mis à l'écart et André Kirschen à sa suite. Dans un premier temps, Tourette seul restera actif en liaison avec Pierre Georges. Cependant, après l'arrestation de Tourette le 2 janvier, 1942, Tondelier prend la responsabilité d'une partie des combattants encore actifs, essentiellement Tardif, Grinberg, Bourdarias, Coquillet, Schönhaar, Vergé, Engros, Feferman, Feld. C'est par lui et peut-être par sa décision qu'à la fin janvier André Kirschen est réintégré. Mais aucune action décisive n'en résulte au cours du mois de février. André Kirschen opère avec Tondelier et Lucien Engros sur la ligne Neuilly-Vincennes, mais sans aucun succès. Il est ensuite recontacté par Pierre Georges qui lui demande de faire des repérages. Enfin, il participe à l'attentat à la salle Wagram contre l'exposition antibolchévique organisée par les partis collaborationnistes. Il dira après la guerre à quel point il trouvait cette opération absurde tant dans sa conception que dans sa réalisation. La tentative a lieu le 8 mars 1942. Pierre Georges a fait prévaloir un plan consistant à déposer une valise d'explosifs dans les toilettes. Le rôle d'André Kirschen consiste à tester la vigilance du service d'ordre en faisant un essai avec une valise vide. Mais lorsque Georges Tondelier et Carlo Schönhaar reproduisent la même manoeuvre avec la valise

d'explosifs, un policier s'étonne de les voir ressortir les mains vides et les interpelle. La valise une fois retrouvée et son contenu révélé, ils sont tous les deux arrêtés et interrogés brutalement dans les locaux de la Brigade spéciale antiterroriste. Les aveux de Tondelier signeront la fin du groupe Frédo. Donné par Georges Tondelier et arrêté le lendemain cours Albert 1er, André Kirschen, assez isolé dans l'organisation et ne connaissant que des pseudonymes, parvient à ne livrer que très peu de renseignements à la police, qui ne songe pas à l'interroger sur sa période de militantisme lycéen. Il est incarcéré à la Santé, puis livré aux Allemands de la Geheime Feldpolizei, à l'Hôtel Bradford, rue Saint-Philippe-du-Roule. Il est torturé à nouveau. Il est jugé dans le procès de la Maison de la Chimie et condamné à 10 ans de prison le 14 avril 1942. Il échappe à la mort en raison de son très jeune âge. Il est transféré en Allemagne le 3 mai 1942. Il passe d'abord par plusieurs prisons : Sarrebrück d'abord, puis Zweibrücken après le bombardement de Sarrebrück, pour arriver à Anrath, où il restera vingt-sept mois. Les conditions sont dures, à l'isolement la plupart du temps, sans livres ni aucune activité, et avec très peu de nourriture. Il ignorera très longtemps que son père a été arrêté le 7 août 1942 et fusillé le 11, ainsi que son frère Bob, tous deux en tant que parents d'un terroriste. Sa mère a été arrêtée elle aussi, le 23 septembre 1942, dans la grande rafle des Juifs roumains de Paris, puis déportée à Auschwitz et assassinée. En septembre 1944, à l'approche des armées alliées, il est évacué sur Bochum. A la mi-avril 1945, les Alliés arrivent et libèrent la prison, mais il ne sera rapatrié que le 6 mai. Il retrouve son oncle Emile, les Naïtchenko, et Pierre Daix qui est devenu le bras droit de Charles Tillon au Ministère de l'Air. Avec Daix, Brustlein, d'Andurain et Le Berre, André Kirschen est un des seuls survivants de l'OS initiale. Toujours passionné de littérature, il est devenu écrivain et éditeur après la guerre sous le nom de Rossel-Kirschen, '*Rossel*' étant son pseudonyme de résistance. Outre son livre sur son oncle Natan, lui aussi assassiné par les nazis, on lui doit divers ouvrages, comme auteur et comme éditeur, dont deux sur la période de la Résistance : un livre de souvenirs '*La mort à quinze ans*' et un ouvrage documentaire et biographique '*Le procès de la Maison de la Chimie*'. André Kirschen est mort le 7 janvier 2008.

***Kirschen, Bernard, alias 'Bob'**, : né en 1921 : frère aîné d'André Kirschen, il est d'abord moins politisé, et surtout intéressé par la littérature et par les idées. Il entre dans l'action à la déclaration de la guerre alors qu'il fréquente la Sorbonne. Il devient secrétaire des Etudiants communistes. Le 20 novembre 1940, la police découvre le réseau de distribution de tracts des étudiants communistes de la Sorbonne. Bernard Kirschen est arrêté le 27 novembre 1940 avec Claude Lalet, Olivier Souef et Pierre Daix. Seul Olivier Souef obtiendra un non-lieu. Bob est condamné à huit mois de prison. Théoriquement libéré en août 1941, il est interné à Drancy. Il est relâché le 4 novembre, mais il est ensuite repris et fusillé comme otage le 11 août 1942, en même temps que son père et que plusieurs membres des familles de Pierre Georges et de Fernand Zalkinov. Peu de détails sont connus, faute de témoins survivants, sur son parcours résistant après sa première arrestation.

***Klein, Aloys (sous-lieutenant)** : 23 ans. Saint-Cyrien. Evadé le 27 mars 1941 avec le lieutenant Alain de Boissieu, et le lieutenant Jacques Branet. Mosellan, il parle l'allemand, ce qui contribue à la réussite de l'évasion du groupe. Ne passe pas par Boutyrki. Est regroupé à Kozielsk, où il retrouve d'autres officiers, dont le capitaine Billotte, le 27 avril 1941.

***Knochen, Helmut** : SS nommé par Heydrich à la tête de la Gestapo parisienne avec Boemelburg pour adjoint. Il est né le 14 mars 1910 à Magdebourg d'un père ancien combattant qui l'inscrit au Casque d'acier à l'âge de seize ans. Il a bénéficié d'une éducation rigoureuse et il a fait des études classiques. Il est docteur en philosophie. Il adhère à la SA en 1933, plutôt par opportunisme, et entame une carrière de journaliste qui le conduit à être recruté dans le service de presse de la SA. Ses connaissances le rendent précieux pour les opérations de provocation et d'espionnage à l'étranger et il s'est distingué dans des opérations contre l'Angleterre et les Pays-Bas qui lui ont valu la Croix de Fer. Lorsque le 14 juin 1940, les Allemands entrent dans Paris, la SS se fait sa place par des moyens obliques. A la tête du commando qui en est chargé, Heydrich a nommé Helmut Knochen, à qui Müller a voulu que l'on donne pour adjoint un homme de la Gestapo : Boemelburg. Knochen s'installe avenue Foch et Boemelburg s'installe dans les locaux de la Sûreté française, au 11 rue des Saussaies. Il reçoit l'aide d'un ami personnel de Heydrich, le général Thomas. Directement ou indirectement, ses services se mettent à travailler avec les fascistes français : Filliol et Deloncle, du CSAR (Comité Secret d'Action Révolutionnaire), Louis Darquier, du 'Rassemblement antijuif de France', Paul Ferdonnet, et Georges Scapini et Fernand de Brinon, du comité France-Allemagne. Mais jusqu'en mai 1942, l'action de la SS à Paris sera efficacement contenue par le commandement militaire d'Otto von Stülpnagel. A Paris, Knochen, représentant Heydrich et la Gestapo, n'a aucune prérogative officielle, mais il s'introduit socialement dans la bonne société collaborationniste et tisse sa toile. Knochen est chargé de la chasse aux antinazis, à commencer par les réfugiés allemands. En janvier 1943 (?), Oberg et Knochen viennent à Vichy pour une rencontre secrète avec Pétain et Laval. Pétain feint de découvrir les accords Bousquet-Oberg, censés remettre aux Français la gestion de la répression du terrorisme. Pendant tout le reste de l'occupation, ce sont donc Knochen et Oberg qui font torturer et fusiller les résistants et leurs familles. Le 20 juillet 1944, lors de l'attentat raté contre Hitler, Oberg et Knochen sont arrêtés et brièvement détenus à l'hôtel Continental, rue de Castiglione. Ils sont libérés par von Kluge. Le 18 août 1944, Knochen sera le dernier haut responsable nazi à quitter Paris. Il va s'installer à Vittel avec Oberg, mais maintient en périphérie parisienne une antenne discrète de la Gestapo, qui sera encore à Meaux le 28 août. Le 20 août, il est convoqué à Berlin par Kaltenbrunner. Himmler lui reproche de s'être laissé arrêter sans résister le 20 juillet. C'est la fin de sa carrière française. Il est d'abord versé à la Waffen-SS comme simple grenadier, puis repêché de justesse par Himmler qui lui confie une tâche d'organisation. Après la fin de la guerre, il se cache à Göttingen jusqu'à son arrestation le 16 janvier 1946. Remis aux Français, il est jugé avec Oberg et comme lui condamné à mort, puis gracié en 1958, et relâché en 1962. Même si l'on ne se fait pas d'illusions sur la fonction des châtiments judiciaires dans la construction sociale, on reste interdit devant l'indulgence cynique dont bénéficièrent des brutes sanguinaires comme Knochen. Le moindre voleur ou homicide qui tue par accident ou colère purge des années de prison. Il est en Amérique ou au Japon exécuté sans remords : mais l'assassinat en série et de sang froid vaut à un Knochen, un Oberg, un Abetz, une petite décennie d'ennuis judiciaires modérés. Comment ne pas conclure qu'une autorité étatique régulière trouvera toujours excusables des cruautés commises sur ordre ? Et qu'elle aurait le sentiment de saper ses propres bases en sanctionnant l'obéissance ? Profonde solidarité des prétendues élites, au-delà des faux semblants idéologiques. Peuple, race d'un côté, et de l'autre nation, patriotisme, citoyenneté, droits de l'homme, démocratie : creux verbalisme de toutes parts ! Réalité : la solidarité des maîtres repus contre les peuples qu'ils dominent qu'ils exploitent et qu'ils craignent. Dont la vie, à la bourse des valeurs morales, ne vaut presque rien.

*Lalet, Claude : ancien élève du lycée Rollin, il passe le bac philo en 1938 et entre à la Sorbonne où il devient responsable des Etudiants communistes. Le 20 novembre 1940, la police découvre le réseau de distribution de tracts des étudiants communistes de la Sorbonne dont il est responsable. Il est arrêté avec Olivier Souef, Pierre Daix et Bernard Kirschen.

*Largerie, Modeste (sergent): 24 ans. Sous-officier de carrière. Evadé le 10 août 1940 avec Jean Touya et Albert Tuyaret. Après un passage à la Loubianka, il est placé à Boutyrki dans la Kamera 95. Rejoint la France libre.

*Lambert, Paul : 27 ans. Chaudronnier. Date d'évasion inconnue. Ne semble pas être passé par Boutyrki. A Kozielsk, il s'intègre au noyau communiste et donne trois conférences clandestines au Cercle d'études marxistes mis sur pied par Daniel Georges. Il reste en Union soviétique après Barberousse. Formé à l'action clandestine et parachuté en France. Mort mystérieusement.

***Laurent, Bernard**, : né en 1921, ouvrier boulanger, il est membre, avec André Kirschen, du groupe Tourette aux tout débuts de la lutte armée. André Kirschen parle à son propos d'une première arrestation à la suite de la manifestation du 14 juillet 1941, mais il est bientôt relâché, et le 6 septembre 1941, agissant seul, il tire sur un militaire allemand, le sergent Blasius Hoffman, sans l'atteindre. Il opère à bicyclette, à proximité de son domicile proche du pont de Grenelle. C'est le premier attentat anti-allemand du groupe Tourette, la seule action de Bernard Laurent, et celle qui lui sera reprochée cinq mois plus tard.

Le parcours de Bernard Laurent, à partir de son acte irrémédiable du 6 septembre est singulier et peu représentatif des trajets habituels parmi les combattants de l'OS. A la fin du mois, le 23 septembre, il est arrêté pour la deuxième fois. Il faut dire la deuxième fois, quoique ce soit la première de sa carrière de combattant de l'OS, parce qu'il avait déjà été pris, avant l'OS, dans une des manifs du printemps 41.

Il avait alors été rapidement relâché, comme la plupart des simples manifestants à cette époque qui précédait le début du terrorisme. De façon pour le coup plus étonnante, il sera à nouveau relâché cette deuxième fois après un mois de détention, le 23 octobre 1941 : ce qui montre à l'évidence qu'il n'avait pas été identifié comme appartenant à un groupe de lutte armée communiste, et que son arrestation n'avait rien à voir avec son action du 6 septembre.

On peut se figurer son angoisse lorsqu'il se retrouve entre les mains des flics, et son soulagement lorsqu'il comprend qu'ils ne savent rien de grave sur son compte. Son sang-froid aussi, puisqu'il réussit à ne rien leur lâcher sur l'OS. Mais, lorsqu'il est relâché, un mois plus tard, il a été définitivement intimidé : car on ne le reverra plus dans l'action.

Pour expliquer la seconde libération de Bernard Laurent, deux hypothèses viennent à l'esprit. La première est la plus sombre, et elle n'est pas sans exemples dans la période : elle consiste à supposer que les Allemands et la police auraient décelé l'appartenance de Laurent à l'organisation terroriste, mais qu'ils auraient décidé de l'utiliser comme appât pour arrêter ses complices et ses chefs : toutefois, si cette machination a existé, elle fut sans effet. Aucune arrestation ne découla du

passage de Laurent entre les mains de la police. Tourette et André Kirschen, en particulier ne furent pas dénoncés et il fallut d'autres péripéties pour les mettre hors de combat.

La seconde hypothèse, plus bénigne, semble donc aussi la plus vraisemblable : il se pourrait que Bernard Laurent, qui avait une vie en dehors de la résistance, et même, on peut le dire, pour qui la résistance ne fut jamais qu'une activité accessoire et épisodique, ait été arrêté pour des faits sans rapport avec son activité clandestine. Se serait-il livré, par exemple, à du marché noir ? Laurent était boulanger et fréquentait les Halles : ce qui ouvrait des possibilités et donnait lieu à des tentations.

Il n'y aurait pas à s'étonner que le marché noir lui ait valu la prison mais seulement pour un temps limité si la police n'avait pas détecté son militantisme. Cette hypothèse expliquerait, à ce moment de la guerre, qu'il n'ait pas été conservé comme otage. Elle pourrait aussi se combiner avec celle consistant à supposer qu'il avait bénéficié d'une intervention en sa faveur. Pour les délinquants économiques, il y avait toujours des arrangements possibles. Pour illustrer ce point, on peut noter que Pierre Daix rapporte comment il avait été amené à fréquenter, dans les geôles de Vichy, des souteneurs qui avaient entrepris de fournir en plaisirs tarifés les bâtisseurs du Mur de l'Atlantique, mais qui avaient connu le même genre de désagrément passager parce qu'ils avaient déplu aux autorités d'occupation. Leur parcours était alors différent et plus facile que celui des politiques dans le système carcéral, où ils continuaient à fournir leurs geôliers en repas fins à l'intérieur de la prison.

Emprisonné pour un délit mineur sans rapport avec le terrorisme, une intervention purement privée aurait pu conduire Bernard Laurent à être relâché sans avoir trahi le moindre secret de la résistance. Si tel est le cas, qu'il ait préféré ne rien dire de cet accident de parcours à ses camarades communistes ne nécessite pas d'explication particulière. Mais il est clair qu'en dépit de sa discrétion il était devenu suspect aux yeux de la Direction du parti. Car le résultat est là : après les actions des 6 et 10 septembre 1941, le fantomatique '*groupe Tourette*' est officiellement dissous. Après quelques vaines tentatives puis les deux actions isolées des 6 et 10 septembre, il avait toujours été une coquille vide dans l'organigramme de l'OS puisque aucune action collective des trois garçons n'est répertoriée. Seul son chef, qui n'a pas perdu la confiance de Pierre Georges, rejoint alors le gros du groupe Frédo, et restera constamment actif jusqu'à son arrestation.

André Kirschen dira après la guerre ne pas savoir pourquoi il avait été laissé hors de l'action pendant six mois après son action du dix septembre. Il ne semble pas avoir jamais été mis au courant de la seconde arrestation de son camarade. Ceci soulève une autre question : comment Laurent a-t-il bien pu expliquer son éclipse d'un mois ? Comment a-t-il pu se faire que non seulement Hank Kirschen, mais Tourette ne se soient doutés de rien ? Cela suppose que leurs contacts soient devenus extrêmement épisodiques. Ou bien peut-être Tourette était-il dans la confiance. On peut supposer que, d'une façon ou d'une autre, le Parti avait fini par apprendre la vérité sur les relations suspectes, le parcours bizarre et les dissimulations de Bernard Laurent : d'où, dans un premier temps, sa mise à l'écart, puis, après sa troisième et ultime arrestation, les rumeurs probablement infondées de trahison qui coururent sur son compte.

Après sa libération du 23 octobre, Laurent n'agira plus contre l'occupant : pourtant, il sera à nouveau arrêté le 24 février 1942, et cette fois bel et bien pour appartenance à l'OS. C'était en tout sa troisième arrestation, et elle découlait sans doute banalement des aveux de l'un ou l'autre des nombreux arrêtés du mois de janvier, puisque l'on voit alors la police identifier, localiser et prendre les combattants en série, et aussi des responsables politiques importants, avec saisie de documents compromettants.

Voilà donc Laurent à nouveau en prison, et cette fois nettement amalgamé à ses camarades conjurés de l'OS, dont la plupart lui sont inconnus, et qui le considèrent plus ou moins comme un traître. Du point de vue de l'ennemi, cette fois devait être la bonne : jugé au procès de la Maison de la Chimie, où il retrouve Hank Kirschen, Laurent dénia sa participation à la résistance, mais il sera condamné à mort et fusillé le 14 avril 1942 pour sa tentative contre le sergent Blasius Hoffman. Etant donné qu'il n'en avait parlé à personne, on doit supposer que l'aveu lui en fut arraché à l'interrogatoire.

Le bruit courut alors dans le parti communiste qu'il avait essayé d'échapper au sort promis aux terroristes en faisant jouer des relations doriotistes. On dit que Pierre Rebière avait laissé un écrit le dénonçant pour cela. Peut-être Rebière se fondait-il sur la connaissance qu'il avait eue de l'arrestation de septembre, et d'une intervention dont Laurent aurait bénéficié à cette occasion. Que les faits incriminants soient en réalité relatifs à une époque antérieure pourrait expliquer que Pierre Rebière en ait eu vent, alors que, comme le fait remarquer André Kirschen, il ne pouvait plus guère être au courant de telles manoeuvres au printemps de 1942, ni les dénoncer, alors qu'il était lui-même enfermé au secret à la Santé.

Il est vrai, et cela devait nourrir les pires soupçons, que pendant toute la durée de son procès, Laurent dénia toute appartenance au mouvement communiste, et prétendit que son acte n'avait aucune motivation politique. C'était de bonne guerre, même si cela avait peu de chances de marcher. Avait-il pour autant excipé, dans une passe aussi désespérée, de relations doriotistes pour obtenir sa grâce? Autant il est concevable qu'il ait pu bénéficier de protections pour obtenir sa liberté dans une affaire de marché noir, autant, dans une affaire de terrorisme, elles ne pouvaient pas suffire.

Dans sa dernière lettre de condamné, Laurent ne commente pas la disproportion entre la rigueur de son sort et le caractère épisodique, ancien, et peu décisif de sa participation à l'OS. Aux yeux de tous, amis et ennemis, il aurait, hormis sa brève association avec Pierre Tourette, fait figure de militant communiste ordinaire. Un garçon moyennement solide, politiquement fruste, et qu'en temps normal on aurait considéré comme peu susceptible de responsabilités importantes. Mais la guerre, sa jeunesse et la pénurie de volontaires pour les missions les plus risquées en avaient fait un militant plus engagé que la moyenne, et aux yeux de l'ennemi méritant la mort plus qu'un autre. Ce dont le mérite lui demeure.

Bernard Laurent avait essayé de renier son communisme, mais dans les draps où il s'était mis ni cela, ni des appuis collaborationnistes, si tant est qu'ils aient existé, ne pouvaient plus rien pour lui. Il avait bien dû s'en rendre compte puisqu'il avait accueilli sa sentence avec ces mots fiers et fatalistes : « *Je suis victime d'une erreur judiciaire, mais je saurai mourir comme les copains.* »

Ce qu'il fit.

***Lichteichen, Simon** : c'est avec Simon et Lily Lichteichen que Gilbert Brustlein s'associe lorsqu'il revient de la guerre. Ils vendent de la mercerie sur les marchés. Par ailleurs, Simon participe aux collages d'affiches pour les Jeunesses communistes. Il sera arrêté avec Lily au début novembre 1941.

***Lichteichen, Lily, ou Lily Lévy-Osbert** : épouse de Simon Lichteichen. Chargée le 30 novembre 1941 d'aller vérifier si son appartement a été transformé en souricière par la police après les premières arrestations dans son groupe, elle sera arrêtée avec son mari la semaine suivante.

***Le Berre, Maurice, alias 'Noël'** : en 1939, c'est un militant du parti et un camarade d'atelier de Pierre Georges à la Capra de la Courneuve. A la déclaration de la guerre, il déménage l'imprimerie clandestine du Parti communiste de Draveil le 12 juin 1940 avec Marcel Linard. Tous deux partent vers le sud, fuyant l'avance allemande. De retour à Paris en juillet 1940, Le Berre est chargé des éditions du Parti communiste. Dès juillet 1941, il aurait pris l'initiative d'agressions nocturnes contre des membres de l'armée allemande. Il est, avec Jacques d'Andurain l'un des deux premiers combattants mis à la disposition de Pierre Georges pour mener à bien les premières actions de l'Organisation spéciale. Avec un camarade il aurait effectué la première exécution d'un soldat allemand au couteau et à la matraque le 13 août 1941. Mais l'opération, menée de nuit et sans témoins, fut passée sous silence par les autorités d'occupation et n'eut aucun retentissement. Par la suite, Le Berre participe à des actions parmi les plus significatives. Il est là avec Bourdarias lorsque Jacques d'Andurain tire le premier coup de feu de la lutte armée le 14 août 1941 à Vitry à l'occasion de la tentative d'incendie de la Manufacture nationale des isolants à Vitry. Il est, avec d'Andurain, de l'opération ratée de Goussainville avec le groupe Brustlein le 23 août 1941. Il est à Lardy à la première réunion d'instruction collective de l'Organisation spéciale, avec Ouzoulias et Georges. Le 19 septembre 1941 (vendredi) il participe à la tentative d'incendie du garage Soga, Boulevard Pershing que Pierre Georges dirige personnellement avec le groupe Brustlein, Jules Dumont et Conrado Miret-Must. Le 19 octobre 1941, il effectue avec Jacques d'Andurain la première opération 'brûlot' à Rouen. Puis il participe avec Pierre Georges à l'attentat du 21 novembre 1941 contre la librairie Rive gauche. Le 23 décembre, il participe au sabotage d'un poste émetteur de la Wehrmacht à Epinay-sur-Orge avec Tondelier et Tourette. Survivant, avec Feferman, Debrais, Tardif et Tondelier aux grandes vagues d'arrestations de l'automne 41 et de l'hiver 1942, il participe aux actions de la troisième vague des Bataillons de la jeunesse : André Aubouet, Jean Quarré, Jules Martin-Rodriguez, Carlo Schönhaar, Daniel Bret, René Rodier, Lucien Engros, Jean Vergé. Une demi-douzaine d'attentats ont lieu, mais un seul a un effet notable : l'attaque d'une maison close fréquentée par les Allemands au 106 rue de Suffren, le 5 février. Après le départ en province de Pierre Georges, il travaille avec Raymonde Georges, sa belle-sœur. Le 29 mai 1942 (vendredi), son groupe tente de faire sauter le café au 5 boulevard du Palais, habituellement fréquenté par les policiers des brigades spéciales. Mais c'est un échec. Arrêté le 28 août 1942, il s'évade du fort de Romainville le 31 décembre 1942. Repris, il est déporté. Au total il aura participé à une quinzaine d'opérations étalées sur près d'un an, dont certaines des plus spectaculaires, et il aura connu une remarquable longévité pour un résistant de la première heure. Il reviendra de déportation, ce qui en fait après la guerre l'un des seuls survivants des tout premiers groupes armés, avec Brustlein, Daix, André Kirschen, et d'Andurain.

***Leblanc, Pierre** : policier. Travaillant au commissariat des Lilas, il a également fait partie de la Brigade anticommuniste des Renseignements généraux. Il habite au 84 rue David d'Angers, à proximité du 'labo' de France Bloch. Fréquentant l'Aquarium Bar, il y identifie au début novembre 1941 Gilbert Brustlein, dont la photo est diffusée dans les commissariats depuis que son groupe est tombé. Sa dénonciation des habitués du 68 Boulevard Sérurier conduit à la filature et à

l'identification de nombreux clandestins. L'opération du 25 novembre 1941 menée par la Brigade anticommuniste des renseignements généraux et par la Police judiciaire conduit à la découverte du labo et à la chute de Louis Couliboeuf, mais Pierre Georges, Jules Dumont, France Bloch, Conrado Miret-Must et Gilbert Brustlein échappent à l'arrestation. Par la suite, Pierre Leblanc se fait résistant et il travaille pour le BCRA, ce qui lui vaudra à la Libération l'indulgence de la Commission d'épuration.

*Le Cornec, Gaston : 31 ans. Garde-champêtre et agriculteur à Castelnau-les-Lès. Evadé le 12 août 1940 avec Charles Simon. Inaugure la cellule 97. Ancien communiste, il deviendra anticommuniste, et devra supporter la fréquentation d'un groupe de communistes ou communistes, dont Emile De San Fabian, Aimé Noël, Raymond Piza, André Truco, Edmond Miraboff et Gaston Richer. Par la suite, il rejoint la France libre.

*Lécureuil, Louis, né en 1895 : gardien de la paix, il est le premier policier français mort au service du nazisme. Abattu par Isidore Grinberg qu'il avait surpris en train de faire des repérages et qu'il voulait arrêter le 7 janvier 1942 boulevard Magenta. Décoré de la légion d'honneur à titre posthume par Pierre Pucheu. On ne sait pas si cette distinction a été confirmée ou remise en cause en 1945. Isidore Grinberg fut guillotiné.

*Lehideux, François, né en 1904 : gendre de Louis Renault, il passe dans le gouvernement du maréchal Pétain où il sera ministre de l'industrie de juillet 1941 à avril 1942. Il est proche de Bichelonne, Pucheu et Marion et très opposé à Laval. Jusqu'à sa mort en 1998, il ne reniera jamais son engagement auprès de Pétain.

*Lenan, Valentine, dite 'Vati' : institutrice de Trouillas montée à Paris. Communiste et bonne amie de Léo, comptable des Ronnel à Arcueil. Elle connaît Pierre Georges, et c'est chez elle, rue Caillaux dans le 13ème arrondissement, qu'échouera Gilberte Lavaire après son évasion du printemps 1944.

*Lloret Vincent : 20 ans. Boucher d'abattoir. Evadé entre le 8 et le 12 mars 1941 avec Jean Heurgon et Paul Mathieu, à peu près au moment où les autres Français sont enfin extraits de Boutyrki. Aidé par les Polonais, il passe la frontière lituanienne après quatre jours de marche. En raison du caractère tardif de son évasion, il est regroupé à Kozielsk sans passer par la prison. Mais il ne perd rien pour attendre.... Lloret signe le premier mémorandum demandant le rapatriement en France, mais après avoir fait l'objet d'un rejet de la part du capitaine Billotte il restera en URSS et optera pour le service de l'Union soviétique. Boxeur, colérique, anarchisant, il sera, au cours de sa formation kominternienne, condamné à 5 ans de bague pour "espionnage" -en réalité pour s'être battu avec son instructeur à la suite d'une histoire de femme. Un frère anarchiste catalan aurait pu peser dans la balance de la justice stalinienne. Il ne rentrera en France qu'après la fin de la guerre. Devenu très anticommuniste il ira trouver l'ex-capitaine Billotte qui le prendra sous sa protection et il militera dans le mouvement gaulliste.

***Loustaunau-Lacau (commandant)** : représentant notable du fascisme français, il est avant la guerre au centre du complot synarchique contre la république. Au début de l'occupation il se met à la fois à Londres en rapport avec le colonel Passy, chef du BCRA gaulliste, et à Vichy dans le sillage du ministre de l'Intérieur Pyrouton au moment où celui-ci se vante auprès des Allemands de *faire entrer les méthodes national-socialistes dans la police française*. C'est dans ce contexte qu'il intègre les *groupes de protection* institués autour de Pétain à l'instar des SS allemands. C'est un adversaire de Laval, ce qui lui vaudrait l'inimitié d'Abetz s'il ne se rattachait pas à ses yeux par son antisémitisme militant. Il est proche en revanche de la collaboration parisienne de Doriot et Deloncle. Par la suite, il est pionnier dans la recherche d'une articulation entre philonazisme et pro-américanisme, dans la logique du '*retournement des fronts*', et il se rapproche de Giraud, son groupe *Alliance* se faisant un vivier d'agents doubles au service d'une '*libération*' qui irait avec l'élimination de toute influence communiste. Arrêté et déporté en raison de son activité de renseignement au profit des Alliés, il finit la guerre dans la peau d'un héros de la Résistance. Il met sa réputation au service du Maréchal et vient témoigner au procès Pétain que le Maréchal n'avait jamais été membre de la *Cagoule militaire* puisque, n'en étant pas membre lui-même, il ne l'y avait jamais rencontré.

Mafféi, Joseph : 25 ans. Chauffeur-mécano. Habitant à Cassis. Il réalise une des évasions les plus extraordinaires. Parti de Dantzig le 16 novembre 1940, il arrive à Vystitis onze jours plus tard après un trajet à pied de plus de 250 kilomètres. Il est pratiquement mort de faim et de froid. Rejoint la France libre après le 22 juin 1941 et devient pilote de bombardier dans la Royal Air Force.

Maillet, Albert : 38 ans. Ouvrier du bâtiment. Evadé en septembre 1940 avec René Visse. Communiste. Détenu dans la Kamera 97 avec Emile De San Fabian, Aimé Noël, Raymond Piza, André Truco, Edmond Miraboff et Gaston Richer. Rejeté par le capitaine Billotte pour la France libre, il reste en URSS après Barberousse. A l'école spéciale du Parti de Kouchnarenkovo, il est très mal noté de l'encadrement qui le juge anarchisant et facteur de décomposition. Il est finalement affecté dans l'industrie.

Marchandise, Louis : il est nommé commissaire politique de l'Organisation spéciale unifiée à l'automne 1941. Arrêté avec Guisco Spartaco le 10 février 1942 il est condamné à mort le 14 avril 1942 au procès de la Maison de la Chimie et fusillé le 17 au Mont-Valérien avec les derniers survivants du groupe Frédo.

Martin, Alfred : 31 ans en 1940. Evadé en octobre 1940. Placé à Boutyrki dans la Kamera 98 avec Delmas, Gohin, Capelain. Communiste et volontaire en juin 1941 pour le service de l'URSS avec Daniel Georges. Participe à une émission de Radio Moscou le 5 juin 1943, en compagnie de Philippe Rossignol et Roger Née. Il est parisien et s'affirme ouvrier alors qu'il est répertorié comme appartenant, assez vaguement, aux "services publics". Il aurait donc aussi bien pu être employé de bureau. Ces approximations sont-elles innocentes? Il pourrait s'agir d'obtenir un effet de propagande, l'émission répondant visiblement à la décision politique, à ce moment du conflit mondial, de mettre en scène l'union sacrée des bons français autour du Parti communiste. Philippe Rossignol, verrier mais rappelant qu'il est auvergnat et fils de paysan et Roger Née, banlieusard, peut-être infirmier, mais se disant plombier et fils d'ouvrier, complètent le tableau. Partant de

profils typiques de la petite-bourgeoisie française : deux employés et un artisan, les journalistes auraient tiré leurs personnalité vers des positions plus exemplaires du leadership de la classe ouvrière, et de l'alliance de la faucille et du marteau. Autre étonnement : tout en revendiquant leurs convictions communistes, tous trois s'affirment gaullistes. Ainsi sont tous les bons Français, suggèrent-ils : gaullistes et communistes à la fois, et c'est un peu la même chose.... Mise en scène d'une sorte d'union sacrée transcendant les barrières de classe. Une alliance allant "des communistes aux ex-Croix-de-feu", disent-ils, ce qui est tout de même aller un peu loin ! Mais c'est apparemment la ligne du moment, assez prégnante pour faire oublier toutes les vieilles querelles. Ceci est à rapprocher de l'affirmation, de Daniel Georges en 1994 : "nous avons toujours été favorables à ce que faisait le général de Gaulle" probablement plus sincère en 1994 que véridique si on l'applique à 1941.

***Marty, André, alias 'André'** : mutin de la Mer Noire, condamné aux travaux forcés en 1919, libéré en 1923 après avoir été élu conseiller général. Depuis kominternien de premier plan. Son comportement est erratique, tantôt grognon et tantôt chaleureux, faisant alterner les coups d'autorité et les moments de désarroi. Il est élu député pour la première fois en mai 1924. Il fait sensation en se présentant à la Chambre sans veston et coiffé d'une casquette. Dans les années trente, ses rapports avec Maurice Thorez sont orageux. En août 1936, il conduit à Irun un groupe de volontaires français qui tentent de s'opposer à la prise de la ville par les troupes navarraises du général franquiste Mola. Après la création en septembre des Brigades internationales, il en devient le principal responsable militaire français, sous la supervision politique de François Billoux. Suivant les consignes de l'Internationale communiste, il impose la doctrine tactique 'pas un pas en arrière' et se fait une réputation de dureté qui ne correspond pas vraiment à sa personnalité : plus d'une décision brutale qui lui fut attribuée revenait sans doute à François Billoux. L'Histoire retient qu'en janvier 1937, il aurait fait exécuter Gaston Delasalle, chef du bataillon 'La Marseillaise' en raison de sa mauvaise tenue au feu lors de la bataille d'Andujar. En février, il accompagne à Moscou le général Kléber qui y est rappelé pour s'expliquer sur ses échecs et qui en reviendra rétrogradé. D'autres exécutions ont lieu en mai 1937 lors de l'offensive de la Sierra de Guadarrama. Il passe une bonne partie de la guerre en URSS, où il s'occupe tout particulièrement des Français qui participent à l'effort de guerre soviétique. Il passe en Afrique du Nord après la venue du général de Gaulle à Alger. A la Libération il donne un avis défavorable à la réintégration de Gilbert Brustlein dans le Parti communiste. Lui même sera exclu par la suite et traité de policier par la Direction de l'époque.

Massin, René : 39 ans (le doyen de la Kamera 95). Menuisier. Evadé le 25 septembre 1940 avec Henri Guénot et Daniel Pierlot. Traversent le Narev à la nage, et, perdant leurs habits dans l'aventure, se retrouvent nus en Union soviétique. Ils passent quatre mois dans diverses prisons de Biélorussie, après quoi ils sont placés à la fin février à Boutyrki dans la Kamera 95. Massin rejoint la France libre après le 22 juin 1940.

Mathieu, Paul (sergent) : 23 ans. Jean Heurgon, Paul Mathieu et Vincent Lloret s'évadent entre le 8 et le 12 mars 1941, à peu près au moment où les autres Français sont enfin extraits de Boutyrki. Ils seront donc regroupés à Kozielsk sans passer par la prison. Mathieu rejoindra la France libre.

*Meunier, Charles, alias 'Charles' : inter 7 de Normandie, il est le chef direct de Maroussia Naïtchenko entre l'été 43 et sa mort à Noailles en août 1944, en cours d'opération.

Michelier, Robert (aspirant) : 20 ans. Etudiant. Evadé le 22 octobre 1940 avec l'aspirant Maurice Cornilliet et les soldats Varlan Bardikian et Cabared Chahinian.... Tous sont placés dans la Kamera 95. A Boutyrki, puis Mitchourine, Michelier sera un membre éminent du petit noyau des aspirants républicains dont feront également partie Pierre Joriot et Jean-Louis Crémieux. Cependant, il est d'opinions assez droitières et, en collaboration avec Clastère, il se fera l'instrument du capitaine Billotte et s'opposera activement à la minorité communiste. Comme Joriot, Crémieux et Cornilliet, mais à la différence de ses co-évadés Bardikian et Chahinian, Michelier rejoindra ensuite le général de Gaulle à Londres. Il s'engagera dans la 1ère DFL, mais il sera tué au combat.

*Milan, Pierre, : né le 29 août 1924 à Limoges, il est orphelin et c'est le plus jeune membre du groupe Brustlein puisqu'il n'a que dix-sept ans. Il est cycliste télégraphiste et demeurant au numéro 3 dans l'ensemble Ranvier où se réunissait le groupe. Il est voisin de Roger Hanlet, ce qui est le principe de leur association. Comme Hanlet, il est membre des Jeunesses communistes du 11ème arrondissement, et c'est avec lui qu'il intègre le groupe Brustlein par l'intermédiaire de Fernand Zalkinov, avec qui ils militent clandestinement depuis le début de la guerre. Le 23 août 1941, il participe à la première séance d'instruction de l'Organisation spéciale avec Pierre Georges et André Ouzoulias dans les bois de Lardy. Le même jour, il entre en action avec Brustlein et d'Andurain à Goussainville. Par la suite, il participe à des sabotages : tentative avortée de déraillement du Paris-Strasbourg le 25 septembre 1941 avec Peltier, Brustlein et Zalkinov, tentatives de sabotage ferroviaire le 1er puis le 11 octobre 1941 avec Zalkinov, Hanlet, et Brustlein. Mais à la fin août 1941 il sera à l'origine de la chute du groupe. Avec Hanlet, il bavarde et se vante de ses activités terroristes devant Andrée Pionat, fiancée de leur ami André Hubert. Celle-ci rapporte ce qu'elle a vu à son ancien amant Maurice Cocrelle, dont le père, mis au courant, dénoncera le groupe deux mois plus tard. Milan est le deuxième arrêté après Hanlet le 30 octobre 1941, mais, contrairement à Hanlet, il refuse de reconnaître les faits qui lui sont reprochés. Lui non plus n'a pas de sang sur les mains, mais, jugé au procès du Palais-Bourbon, il est condamné à mort le 4 mars 1942 et fusillé le 9 mars 1942. Son nom figure sur la plaque honorant la mémoire des 'premiers FTP' apposée Cité Ranvier.

*Millet, René (aspirant) : 30 ans. Journaliste. Evadé le 10 mars 1941 avec trois autres aspirants : Raymond Meyer, Louis Mittelberg, et Charles de Guyon de Pampelonne. Ne passe pas par Boutyrki. Regroupé à Kozielsk le 27 avril 1941. Au stalag IID puis à Kozielsk, où il se lie avec Jean-Louis Crémieux, il se signale par son entrain festif et patriotique. Fondateur dès sa captivité allemande du 'club des francs gaullois', on doit le considérer comme un gaulliste de la première heure, à une époque où nombre de futurs résistants misent encore sur la sagesse et sur l'astuce du maréchal Pétain. Il sera l'auteur d'une chanson destinée à devenir l'hymne des 'russes de la France libre' : 'Pour résister avec de Gaulle'. Ce patriotisme lucide et intransigeant n'empêche pas qu'avec Cornilliet et Richemond, il fait partie des rares officiers qui ne se contentent pas, en ce qui concerne l'Union soviétique, d'une condamnation sommaire, mais essayent de comprendre en profondeur le

fonctionnement et la signification historique d'un système si contraire à ses préférences. Après le 22 juin 1941, Millet rejoint la France libre et s'engage dans la 1ère DFL avec laquelle il participe à la campagne d'Italie et au débarquement de Provence. Il deviendra ambassadeur et Compagnon de la Libération.

*Miraboff, Edmond : 25 ans. Chauffeur. Il est d'origine géorgienne et son vrai nom est Mirabitchvili. Evadé avec Gaston Richer le 10 septembre 1940. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 97 avec Emile De San Fabian, Aimé Noël, Raymond Piza, André Truco et Gaston Richer, Albert Maillet et René Visse. C'est peut-être sous leur influence qu'il entre dans l'orbite des évadés de tendance communiste. Mais ses convictions ne semblent pas très fermes. A Kozielsk, il sera au centre des premiers heurts entre Daniel Georges, qui l'a fait nommer aux cuisines, et les évadés anticommunistes Clastère et Le Cornec. Après le 22 Juin 1941, il ne demande pas à servir dans l'armée soviétique, mais à rejoindre Londres. Cependant, il est rejeté par le capitaine Billotte comme étranger et de patriotisme douteux. Laisse pour compte à Grazoviets avec le reste du groupe Lloret-Truco-Agenos, il est dirigé sur l'école du parti de Kouchnarenkovo. Il finira par faire la guerre dans le cadre de l'escadrille Normandie-Niemen.

*Miret-Must, Conrado, alias 'Lucien' : Antifasciste catalan, il est responsable de la MOI en région parisienne. Il rencontre Gilbert Brustlein au début septembre 1941 dans la perspective d'une fusion des différents groupes de l'Organisation spéciale, et en particulier à Paris des groupes venus des Jeunesses communistes et des Internationaux, anciens de la guerre d'Espagne. Responsable de l'Organisation spéciale unifiée, Miret-Must est un contact essentiel de Gilbert Brustlein avec la Direction à partir de septembre 1941. Leur première action en commun aura lieu le 19 septembre sous la direction de Pierre Georges en personne. Ce jour-là, Pierre Georges projette d'incendier le garage Soga, Boulevard Pershing. A cet effet, il convoque le groupe Brustlein, son bras droit Maurice Le Berre, Jules Dumont et Conrado Miret-Must : en tout neuf combattants. Mais l'intervention rapide des pompiers conduit à un échec. A son retour de Nantes, c'est Miret-Must qui accueille et félicite Brustlein pour son résultat. C'est lui aussi qui conduit Brustlein au labo après l'arrestation de son groupe le 30 octobre 1941, puis qui lui trouve une planque Rue des Pyrénées à partir du 20 novembre. Il échappe, probablement par hasard, à l'arrestation au moment de la chute du labo de la rue Debidour le 26 novembre 1941. C'est lui qui coordonne, le 28 novembre 1941, l'attentat contre l'Hôtel du Midi, où trois soldats allemands trouvent la mort : une des nouvelles actions d'envergure de l'Organisation spéciale unifiée après les revers de l'automne, avec le saccage de la librairie Rive gauche sous la supervision de Pierre Georges. Miret-Must chute le 11 février 1942 à la suite de l'arrestation et de l'interrogatoire brutal de Spartaco Guisco la veille, 10 février 1942. Lui-même est porteur d'une liste écrite de rendez-vous qui conduit à l'arrestation d'Yves Kermen le même jour. Sauvagement torturé par la police, il meurt de ses blessures ou se suicide dans sa cellule le 26 février 1942, échappant au procès et au peloton d'exécution.

*Mitelberg, Louis : 21 ans. Etudiant des Beaux-Arts. Evadé le 10 mars 1941 avec trois autres aspirants : Raymond Meyer, René Millet, et Charles de Guyon de Pampelonne. Ne passe pas par Boutyrki. Regroupé à Kozielsk le 27 avril 1941. De sensibilité progressiste, il se lie avec Jean-Louis Crémieux à Kozielsk, puis dans la France libre. Il semble également avoir eu des rapports cordiaux

avec Daniel Georges. D'origine polonaise et non naturalisé français à l'époque, il aurait dû, administrativement, être incorporé dans les forces polonaises après le 22 juin 1941, mais il insista pour rejoindre la France libre. Après la guerre, il deviendra célèbre comme dessinateur humoristique sous le nom de 'Tim'. Il sera également l'auteur de la statue du capitaine Dreyfus que l'on peut à Paris dans la cour du Musée d'Histoire et de Culture Juives.

*Mencz, Jacques : 37 ans. Marchand forain. Evadé le 18 décembre 1940 avec Ermar Vivet de Roquemont. C'est un cas très intéressant. Né à Rostov en 1903, ancien spartakiste mais d'origine polonaise et naturalisé français, il est comme un catalogue des tribulations du prolétariat d'Europe centrale au long de ces décennies. D'après l'enquête faite sur lui par le NKVD, il a été membre du Parti communiste français jusqu'en 1924. Il ne s'intégrera pourtant pas au noyau communiste de Kozielsk. Aux enquêteurs du NKVD, il se déclare trotskyste. Inutile de dire que les Soviétiques le voient d'un très mauvais oeil : *'Élément très louche. Peut-être espion allemand. A isoler d'urgence'*, dit à son sujet le rapport du colonel Egorov. De fait, il est exemplaire de l'allergie française au système carcéral et policier soviétique. De langue maternelle yiddish, il parle en outre l'allemand et le russe et il sert d'interprète aux révoltés de la Kamera 95 lors de leur première grève de la faim du 3 janvier 1941. A Kozielsk, Mencz met ses talents de traducteur au service du journal parlé animé par Jean-Louis Crémieux. Par la suite, il se fait accepter des officiers. Il a une soeur en Russie mais ayant choisi de partager le sort des Français, il sera finalement autorisé à rejoindre la France libre avec le capitaine Billotte.

Meyer, Raymond (aspirant) : 22 ans. Employé de banque. Evadé le 10 mars 1941 avec Louis Mittelberg, René Millet, et Charles de Guyon de Pampelonne. Regroupé à Kozielsk le 27 avril 1941. Avec Branet, il intègre la 3ème compagnie du premier régiment de chars de la division Leclerc. Il est gravement blessé à Baccarat. Il sera fait Compagnon de la Libération.

Momon, Suzanne : mère de Gilbert Brustlein. Arrêtée après l'attentat de Nantes, elle est libérée après le procès du Palais-Bourbon, mais elle est déportée en janvier 1943 à Auschwitz, où elle mourra du typhus. Gilbert n'apprendra sa mort qu'après la Libération.

* (de) Monzie, Anatole : député du Lot, d'opinions droitières mais en relation personnelle avec Marcel Cachin par sa fille aînée.

Moustache, Jean, : il est, avec Odile Arrighi, responsable des Jeunesses communistes du 11ème arrondissement.

***Moulin, Jean** : le 1er janvier 1942, Jean Moulin est parachuté en France. Il a pour mission d'unifier les mouvements de résistance de la zone sud. En mars 1942 il rencontre Emmanuel d'Astier, Henri Frenay et Jean-Pierre Lévy. Les réseaux **Combat** d'Henri Frenay, **Franc-Tireur** de Jean-Pierre Lévy et **Libération** d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, accepteront de fusionner dans

l'*Armée secrète* placée sous le commandement du général Delestraint. Au niveau politique, la résistance gaulliste s'unifiera sous la dénomination de MUR, **Mouvement Unifié de la Résistance**. Par la suite, la résistance communiste signera un accord de coopération avec le général de Gaulle. En 1944, les FTP s'intégreront aux FFI. Le 14 juillet 1942, Jean Moulin a préconisé que soient organisés des rassemblements patriotiques dans toutes les rues nommées '*rue de la République*' de France. Le 21 février 1943, de Gaulle mandate Jean Moulin, alias '*Rex*', envoyé en France en janvier 1942, comme représentant en France occupée pour mettre en place un *Conseil national de la Résistance*. Ce sera chose faite le 27 mai 1943 après une première réunion le 12 avril 1943 au 78 rue de la Faisanderie (16ème arr.) des chefs suprêmes de la résistance : Delestraint de l'Armée secrète, Passy du BCRA, Brossolette, Touny pour l'OCM et Georges Beaufile pour le Parti communiste. Le 3 mai 1943, Pierre Delaye, opérateur radio que Jean Moulin partage avec Christian Pineau et le général Delestraint, est abattu dans l'Ain. Le 21 juin 1943 (lundi), Jean Moulin est lui-même arrêté à Caluire, un mois après la constitution du *Conseil national de la Résistance*.

Müller : chef de la Gestapo.

***Naïtchenko, Maroussia**, alias '*Claudie*' : née le 17 novembre 1924, elle est issue par sa mère d'une famille de nobles ruinés. Sa mère, Annette de Guilhermy, est professeur de Français mais parle aussi le Russe et l'Allemand. D'idées progressistes, c'est elle qui l'inscrira aux Jeunesses communistes du 7ème arrondissement à l'âge tout à fait anormal de 12 ans. Elle collaborera elle-même avec la Résistance communiste en tirant parti de sa position d'interprète à la Kommandantur. Habitant avenue Bosquet, Maroussia milite dans le 7ème arrondissement et devient la compagne de Georges Grünenberger alias '*Désiré*', qui y dirige les Jeunesses. Ses activités de plein air lui font aussi connaître les jeunes communistes du 11ème : Feld, Feferman, Zalkinov, Tyszelman, Sylvia Brodfeld . Par sa sœur Tania, elle est en relation avec Jacques d'Andurain. Enfin, elle est, depuis ses débuts dans les Jeunesses l'amie d'Emile Schweitzer, alias Pierrot, qui fréquente les étudiants communistes, dont en particulier Pierre Daix et Christian Rizo. Poursuivant ses activités militantes après l'interdiction du Parti communiste, la déclaration de guerre et l'Occupation, elle devient tout naturellement une militante de la lutte armée dès la création de l'Organisation spéciale. Elle est d'abord placée sous les ordres de Pierre Tourette, alias '*Pétras*', mais elle est marginalisée et menacée d'exclusion à la suite de la mise à l'écart de Maurice Tréand, dont son compagnon Georges Grünenberger, avait été l'adjoint en juillet-août 1940 au moment des négociations pour la réparation de l'Humanité. En dépit de sa mise à l'écart, Maroussia héberge ses amis clandestins à son domicile de la Goutte d'Or. Elle hébergera en particulier Joseph Nadan, qu'elle a connu en Bretagne avant la guerre, ainsi que Feld, Feferman, André Biver, et Isidore Grinberg, alias '*Robert*'. Tous seront fusillés, à l'exception d'Isidore qui sera guillotiné pour avoir tué un policier afin d'éviter l'arrestation d'André. Au printemps 1942, alors que l'atmosphère se fait toujours plus répressive à Paris avec le procès du Palais Bourbon et les nouvelles arrestations au sein de l'OS, on lui diagnostique une pleurésie tuberculeuse dont elle mettra trente ans à guérir tout à fait. Elle part pour la deuxième fois se mettre au vert à la Ferté-Bernard. Elle ne reviendra à Paris qu'après un long passage par l'hôpital, l'arrestation de son compagnon le 7 juin 1942 et la naissance de leur enfant le 30 janvier 1943. Elle restera donc ignorante des développements relatifs à la liquidation de l'OS initiale, la chute et les aveux de Tondelier et la mort de la plupart de ses amis : Feld et Feferman, interceptés en pleine opération anti-allemande, Isidore Grinberg et André Biver. Une

perquisition a lieu chez elle en son absence. Ceci lui sauve probablement la vie et elle ignorera tous ces développements jusqu'à son retour à Paris en janvier 1943, apprenant seulement l'arrestation de Grinberg par les journaux. Par la suite, ne connaissant pas la cause des soupçons qui pèsent sur elle dans les hautes sphères du Parti, elle accepte de devenir agent de liaison de l'Inter 7 Normandie Charles Meunier, qui sera tué à Noailles en août 1944. C'est seulement après la guerre qu'elle fait la connaissance de son chef suprême, Albert Ouzoulias, alias 'Colonel André', dont elle devient très proche. Elle finit par apprendre de sa bouche la vérité sur la condamnation à mort de Gilbert Brustlein par le Parti en novembre 1941 et sur les causes de sa propre mise à l'écart à la même époque. C'est également après la guerre qu'elle rencontrera pour la première fois Gilbert Brustlein, dont elle deviendra l'amie, elle qui avait suivi en 1941 un chemin analogue mais séparé par le cloisonnement de l'organisation clandestine.

*Naïtchenko, Tania : sœur aînée de Maroussia, elle fait la connaissance de Jacques d'Andurain, qui en tombe amoureux. Il la voit à Rouen juste avant son opération 'brûlot' du 19 octobre 1942. Elle finira par l'épouser après la guerre.

*Nadan, Joseph, alias 'Job' : ami de Maroussia Naïtchenko, combattant de l'Organisation spéciale, fusillé en Bretagne à une date et dans des circonstances historiquement non établies.

Née, Roger : 31 ans en 1940. Communiste. On ne sait pas à quelle date il s'est évadé, mais il ne semble pas être passé par Boutyrki. Il est en revanche à Kozielsk et s'engagera avec Daniel Georges au service de l'URSS. Participe à la même émission de Radio-Moscou du 5 juin 1943 que Martin et Rossignol. Il se dit plombier, mais il est répertorié comme infirmier par Jean-Louis Crémieux. Confusion ou falsification ?

***Nizan, Paul** : intellectuel communiste, ami de Jean-Paul Sartre, familier de Politzer et Aragon. Il démissionne du Parti après l'annonce du Pacte germano-soviétique et l'invasion de la Pologne. Il produit les premières analyses présentant Staline comme un gouvernant comme les autres, une sorte de Napoléon soviétique, et la politique soviétique sous son égide comme un retour à la politique impériale des tsars. Paul Nizan est avec Boris Souvarine, un des seuls intellectuels de l'époque à avoir posé un diagnostic précis et exact sur la vision et le projet staliniens. Tactiquement, il désigne comme le plus grand danger pour les communistes français non pas tant de suivre la politique cynique de Staline, que de la suivre sans comprendre sa nature. Il se distingue en cela à la fois des kominterniens de stricte obédience, comme Marty, Guyot, Villon, qui appliquent la ligne en s'aveuglant sur ses considérants, et des communistes patriotes comme Charles Tillon ou Gustave Havez, qui 'font le tri' dans les consignes de la Direction, c'est à dire la rejettent instinctivement ou l'adaptent au niveau local sur la base du bon sens militant, mais sans en comprendre davantage la logique. Mobilisé, Paul Nizan est tué au front au printemps 1940.

Noël, Aimé : 30 ans. Communiste. Evadé le 30 novembre 1940 avec Emile De San Fabian, Raymond Piza, André Truco en traversant le Narev au moyen d'une barge de cailloux. A Boutyrki, il

est placé dans la Kamera 97. Il reste en URSS après Barberousse et demande à servir dans l'Armée rouge. Il fait partie de la seconde fournée des Français instruits à Kouchnarenkovo, où il retrouve une partie des hésitants rejetés par le Capitaine Billotte pour la France libre, dont Villeroy, Truco, Pierlot. Il rejoindra finalement l'escadrille Normandie-Niemen.

***Oberg, Karl** : né le 27 janvier 1897 à Hambourg. Il participe à la première guerre mondiale. Il adhère au parti nazi en juin 1931. « *C'est un homme appliqué, qui porte lunettes, un peu gros, un peu chauve, bon père et bon mari. Désigné par Himmler, il est arrivé le 5 mai à Paris avec sa femme Frieda qui va accoucher du troisième enfant. Hambourgeois, employé d'une fabrique de levure, marchand de tabac, il a fait carrière depuis 1932 dans les SS.* » explique Emmanuel d'Astier. Il entre au SD en 1933 et devient un proche collaborateur de Heydrich. A la déclaration de guerre, il est colonel de la SS (Oberführer). Il est envoyé en Pologne où il participe à l'extermination des Juifs. Lorsque, en avril 1942, Himmler obtient de Hitler que les pouvoirs de police en France soient retirés à l'armée et confiés à la Gestapo, il décide d'envoyer le général Oberg à Paris. Heydrich viendra l'installer en personne le 8 mai 1942. Il est représentant personnel de Himmler. Il porte le titre de 'Höhere SS und Polizeiführer' et s'installe au 57 boulevard Lannes. C'est sous ses ordres que Knochen commande la SiPo-SD. Celle-ci est organisée en sections, dont la section IV commandée par Boemelburg est la Gestapo. La politique répressive, en particulier la désignation des otages sont de leur ressort. Elle est installée rue des Saussaies et avenue Foch. Elle emploie des miliciens et des truands français pour commettre des assassinats ciblés. Les plus célèbres sont Chamberlin-Lafont et Bony, installés au 93 rue Lauriston. En coopération avec Abetz, il a pour politique de promouvoir les partis pro-nazis en France et pour mission de recruter des volontaires pour la Waffen-SS. Il a pour correspondant René Bousquet, qui est à la tête de la police française. Ce dernier assiste à la cérémonie qui a lieu à l'hôtel Ritz, avec Louis Darquier, et Fernand de Brinon. De Bousquet est attendue une collaboration parfaite entre polices françaises et allemandes. Xavier Vallat, théoricien de la judéophobie d'inspiration catholique traditionaliste, est remplacé par un tenant du racisme biologique : Louis Darquier, dont la collaboration est attendue pour l'exécution du programme d'extermination. A partir du mois de juin 1942, la pratique des fusillades d'otages en France, de topique et réactive, corrélée aux attentats commis localement, devient systématique, planifiée et pensée au plan national. Des otages sont fusillés périodiquement en nombre variable dépendant du nombre des attentats commis par la Résistance sur l'ensemble du territoire dans la période. C'est le maréchal Keitel qui décide des montants. Stülpnagel est responsable de l'exécution, qui est confiée à Oberg pour l'organisation pratique. Le 10 juillet 1942, l'ordonnance Oberg révisé la politique des représailles massives en cas d'attentats terroristes. Désormais seront systématiquement fusillés les apparentés mâles des terroristes eux-mêmes. Les femmes seront condamnées aux travaux forcés et les enfants de moins de dix-huit ans seront mis dans des maisons d'éducation surveillée. Ces mesures sont annoncées par des affiches placardées dans Paris. Le 29 juillet 1942 sont conclus les accords Oberg-Bousquet. Contrairement aux objectifs déclarés de Bousquet, qui voudrait que les personnes arrêtées par la police française, en particulier dans le cadre de la politique anti-communiste de Vichy, ne soient pas automatiquement désignées comme otages, la pratique allemande ne changea en rien, et c'est Oberg lui-même qui ordonna les fusillades d'otages les plus massives par la suite. Ainsi, 88 otages choisis sur la base de leurs rapports familiaux avec les résistants communistes sont exécutés le 11 août 1942 après l'attaque à la grenade qui fait huit morts parmi les soldats allemands qui s'exercent au stade Jean-Bouin le 5 août 1942. Félix Georges, père de Pierre Georges, Bernard et Joseph Kirschen, frère et père

d'André Kirschen, et Naïm Zalkinov, père de Fernand Zalkinov, font partie des victimes. Puis 116 otages supplémentaires seront fusillés le 21 septembre 1942. Le 21 septembre 1942 (lundi) : quarante-sept prisonniers du fort de Romainville et soixante-dix du camp de Sauges sont fusillés comme otages à la suite de l'attentat contre le cinéma 'Rex' du 21, en contravention avec les accords Oberg-Bousquet du 29 juillet 1942. Jusqu'à la Libération, Oberg restera le grand organisateur de la répression en France avec son adjoint Knochen. Le 18 août 1944, Oberg et Knochen, chassés de Paris par l'insurrection, vont s'installer à Vittel. Ils maintiennent une antenne discrète en périphérie parisienne, qui sera encore à Meaux le 28 août. Le 8 novembre 1944, Oberg fait dévaster la ville de Saint-Dié et déporter ses habitants. Il passe en Allemagne le 1er décembre. Il termine la guerre dans la Waffen-SS. le 7 août 1945, il est arrêté par les Américains dans un village du Tyrol où il s'était caché, et remis aux autorités françaises. Jugé à Paris et condamné à mort le 20 septembre 1954, il est gracié en 1958 et libéré en 1962. Il retourne vivre à Hambourg. Oberg aura fait treize ans de prison pour la responsabilité directe des trois mille fusillés du Mont Valérien et des autres lieux d'exécution des autorités d'occupation. Les débordements des personnels d'Etat sont jugés selon des coefficients de faveur. L'indulgence dont bénéficia Oberg nous renseigne sur la cote de l'être humain ordinaire à la bourse des maîtres.

***Ouzoulias, Albert, alias 'Marc', alias 'colonel André'** : né en 1915, il adhère aux Jeunesses communistes en 1934 et il en devient permanent dès 1935. En 1936, il entre au bureau national des Jeunesses communistes et en 1938, il devient secrétaire de la région Rhône-Ain des Jeunesses communistes. Il est espionné en permanence par les Renseignements généraux, et inscrit au carnet B des individus dangereux. Cela ne l'empêche pas de participer très activement à la campagne de France en mai-juin 1940 en tant qu'artilleur. Fait prisonnier le 11 juin 1940 dans la région de Montdidier et transféré en Allemagne, il s'évade du Stalag 17 B à Krems le 26 juillet 1941 et regagne Paris en août 1941. Presque immédiatement, il est fait responsable politique pour la région parisienne de l'Organisation spéciale sur la recommandation de Danielle Casanova qu'il rencontre le 2 août 1941. Il voit Pierre Georges pour la première fois le même jour. D'abord adjoint du premier commissaire politique national de l'Organisation spéciale, Eugène Hénaff, il est lui-même commissaire militaire national de 1942 à 1944 avec Marcel Prenant comme chef d'état-major. A ce titre, il est, avec Pierre Georges et Charles Tillon, au centre de l'insurrection parisienne d'août 1944. Il se fait l'historien des FTP après la guerre et popularise le nom de 'Bataillons de la Jeunesse' pour en désigner la fraction issue des Jeunesses communistes préalablement à la création des FTP stricto sensu.

Pampelonne, Charles de Guyon de (aspirant) : Evadé le 10 mars 1941 avec trois autres aspirants : Raymond Meyer, René Millet, et Louis Mittelberg. Regroupé à Kozielsk le 27 avril 1941. Rejoint Londres. Devient aide-de-camp du Général de Gaulle puis participe aux combats de la libération dans la 1ère DFL.

Panwitz : capitaine SS (Hauptsturmführer). Il est envoyé de Berlin à Paris pour lutter contre l'Orchestre rouge dans le cadre de la section politique de la Gestapo.

***Peltier, Robert** , né le 9 octobre 1921, demeurant 3 rue Danton à Goussainville. Il adhère aux Jeunesses communistes en 1935. Banlieusard, il présente un profil socialement et intellectuellement différent de ses camarades. Il se déclare ébéniste mais il travaille comme manoeuvre et il est bien placé pour intervenir sur les voies ferrées. C'est sans doute ce qui le rend précieux pour les jeunes de Ranvier et de la Sorbonne. Il devient membre du groupe Brustlein et participe à ses premières actions de sabotage : le 13 et le 15 août 1941. Il est de la première réunion d'instruction de Lardy. Il participe aussi à l'opération ratée de Goussainville le 23 août. Son activité semble se ralentir beaucoup après Barbès et le début des attentats sanglants. Il participe pourtant à une tentative de sabotage ferroviaire le 25 septembre. Il semble n'avoir plus eu aucune activité après cette date. Il n'a apparemment pas participé non plus aux exécutions ou tentatives d'exécutions de personnel militaire allemand. Son rôle principal semble avoir été d'indiquer des sabotages ferroviaires et de participer au vol d'outils permettant de les effectuer. C'est pour cette activité qu'il est une première fois arrêté par la police en octobre 1941, puis relâché. Dénoncé par Hanlet le 30 octobre 1941, il est arrêté à nouveau le 1er novembre 1941. Jugé et condamné à mort dans le procès du Palais-Bourbon, il est exécuté le 9 mars 1942. Il laisse une dernière lettre brève et sobre, dans laquelle il dit notamment : "Soyez sûrs que je suis mort en Français qui ne voulait que le bien de ses compatriotes et de sa patrie". On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Son père sera également arrêté et interné au camp de Voves, puis déporté, mais il survivra.

***Person, Jean de (capitaine)** : 35 ans. Evadé avec Pierre Billotte, dont il est l'ami personnel, et Jean Richemond. N'est pas regroupé à Boutyrki. Arrive à Kozielsk au début avril 1941. Rejoint Londres. Dans un premier temps, il dirige le camp de Camberley où sont accueillis les volontaires de la France libre. Par la suite, il prend du service actif et il est tué au combat.

***Peyrouton, :** Lors du procès Pétain, Peyrouton fut durement accroché en tant que responsable de l'ouverture et du remplissage des bagnes algériens. Il se défendit par le déni et le mensonge.

***Pierlot, Daniel** : 25 ans. Vigneron. Communiste. Evadé le 25 septembre 1940 avec Henri Guenot et René Massin. Ils traversent le Narev à la nage, et, perdant leurs habits dans l'aventure, se retrouvent nus en Union soviétique. Pierlot sauve la vie de ses compagnons à cette occasion. Il partage avec eux quatre mois de prisons diverses en Biélorussie. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 95. A Kozielsk, il signe le premier mémorandum Billotte demandant le rapatriement en France. Pourtant, à la différence de Massin et Guénot, Pierlot reste en URSS après Barberousse après avoir été rejeté par Billotte pour le service dans les forces françaises libres. Ne s'étant pas porté volontaire pour le service dans l'Armée rouge, il est envoyé à l'école du Komintern de Kouchnarenkovo, mais il s'y fait mal voir car il regimbe devant la mauvaise qualité de l'instruction et le caractère tatillon de la discipline. Finalement, il noue une relation amoureuse avec une citoyenne soviétique, Marina Rafialovna, et réussit à se faire affecter dans la production industrielle, à l'usine de tracteurs de Kouchnarenkovo.

*Pillon Ernest : cultivateur. Lui et Saturnin-Noël Fer évadés le 25 décembre 1940, sont les derniers évadés de l'année 1940. Contrairement à Fer, Pillon ne s'engagera pas dans l'Armée rouge. Rejoint la France libre. Kamera 98.

Piza, Raymond : 32 ans. Communiste. Evadé le 30 novembre 1940 avec Emile De San Fabian, Raymond Piza, André Truco. Traverse le Narev au moyen d'une barge de cailloux. Placé dans la Kamera 97, à forte coloration communiste, il reste en URSS après Barberousse et rejoint l'Armée rouge.

*Rapeneau, Constance : elle est la tenancière du café-restaurant l'Aquarium Bar, à l'angle du Boulevard Sérurier et de l'avenue Debidour, où se réunissaient des résistants du groupe Frédo et du 'labo' jusqu'à la rafle du 25 novembre 1941. Accusée de complicité d'activités communistes, elle est acquittée pour les faits de terrorisme, mais elle est déportée à Auschwitz où elle meurt le 17 février 1943.

***Rebière, Pierre, alias 'Régnier'** , né le 20 février 1909 à Villac (Dordogne) : membre du Comité central du Parti communiste depuis 1937, ancien commissaire politique du bataillon Commune de Paris de la 14ème Brigade internationale. En octobre 1941 il devient commissaire militaire national adjoint du nouvellement créé Comité militaire national. Le 21 octobre 1941, il dirige le groupe brûlot qui abat Hans Reimers, de la Kommandantur de Bordeaux (Jacques Duclos lui attribue par erreur l'exécution du colonel Hotz à Nantes, qui fut le fait de Gilbert Brustlein et Spartaco Guisco). Il aurait, selon Jacques Duclos (Mémoires, tome 3, page 278) également été l'organisateur du déraillement d'Epinau-sur-Seine, la première opération vraiment réussie de ce type : mais dans un autre passage du même ouvrage (p 192), Jacques Duclos cite seulement Roger Linet à propos de cette action. Cette fragmentation de l'information, et même éventuellement la contradiction se retrouvent sur d'autres points du témoignage de Jacques Duclos. Il arrive qu'elle serve à brouiller des pistes. Nous en donnons un exemple dans les biographies connexes de Raymond Guyot et de Francine Fromont. Pierre Rebière, pour en revenir à lui, chuta dans les circonstances suivantes : le 11 décembre 1941, Odette et Georges Fauveaux, qui assurent la liaison entre Pierre Rebière et la province sont arrêtés dans leur planque du 31 passage Montgallet (12ème). C'est à cette adresse, transformée en souricière, que Pierre Rebière sera arrêté quatre jours plus tard. A l'interrogatoire, il réussit à dissimuler sa véritable identité, mais la police finit par l'identifier grâce à des documents trouvés chez Pierre Tourette, arrêté le 2 janvier 1942. Il est jugé au procès de l'Hôtel Continental qui se tient le 24 août 1942 en compagnie de Constance Rapeneau et d'une trentaine d'autres résistants de l'OS d'Angers et de l'Ouest. Il est condamné à mort et fusillé le 5 octobre 1942 au Mont-Valérien. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

***Reynaud, Paul** : à ce jour encore Paul Reynaud garde indûment l'image d'homme énergique et patriote qu'il commença à cultiver en octobre 1938 lorsque, désireux de se démarquer de ses adversaires et concurrents pour le premier plan dans les équipes de gouvernement éligibles, il se prononça contre Munich. Il en retira alors une réputation usurpée mais durable de dur dans la confrontation avec les puissances totalitaires, et prépara ainsi l'éviction de Daladier à son profit

avec l'appui mystifié du petit noyau de la bourgeoisie patriote (Mandel, de Kérillis, de Gaulle, Tabouis etc.). Mais Reynaud n'est en réalité qu'un grand bourgeois comme les autres et ses instincts politiques sont ceux de sa classe et de son époque, tels que les résume au mieux le célèbre slogan : 'plutôt Hitler que le Front populaire'. Il est politiquement issu de l'Alliance démocratique, parti de Pierre-Etienne Flandin, traître avéré au profit du nazisme dont plusieurs membres avec lui, comme Joseph-Barthélémy et André Tardieu assureront en juillet 1940 la transition en douceur de la république-fantôme dont il sera le dernier Président du Conseil à la dictature doucereuse du Maréchal Pétain. Il n'est donc pas étonnant qu'en pratique Reynaud venu au pouvoir peu avant la débâcle de juin 1940 mais influent dans le cabinet Daladier dès avant la fin du Front populaire ait continué la politique des munichois et préparé l'avènement de Pétain en peuplant les cabinets ministériels de personnages de droite et d'extrême-droite. Cette politique effective était de sa part préméditée. On a su que le 22 octobre 1938, Reynaud avait déjeuné avec Otto Abetz et lui avait franchement expliqué sa tactique et ses motivations : *'il n'avait, lui Paul Reynaud, aucun sentiment d'hostilité à l'égard de Reich, mais Abetz devait comprendre qu'entretenir le thème d'une menace allemande était, pour tout gouvernement anti-bolchévique, une nécessité de politique intérieure française. A ses yeux, des hommes comme Bonnet et Flandin, avec leurs prises de positions ouvertement philo-nazies, avaient des objectifs justes, mais on devait leur reprocher une tactique grossière et contre-productive qui n'aboutissait qu'à les disqualifier aux yeux de l'opinion. Quant à lui, Paul Reynaud, il était et avait toujours été partisan d'une entente avec l'Allemagne, mais pour traiter utilement avec elle, il lui fallait une image de fermeté.'* Ces propos éclairent au mieux la conduite qui fut la sienne par la suite, tant à l'égard du parti communiste que du haut commandement militaire, de l'allié britannique, du parti de la défaite et de l'Allemagne elle-même. Dans l'immédiat, Hitler pouvait être rassuré que Reynaud, quoique réputé anglophile et aimé des Anglais et des Américains, ne serait pas un moins bon pro-nazi que Daladier lui-même. Reynaud incarnait avec plusieurs années d'avance le projet cher à Hitler et à la bourgeoisie française de 'renversement des fronts' conduisant à une domination conjointe de l'Europe par l'Allemagne et les Etas-Unis dans le but de lui éviter le bolchévisme. Un projet qui avait de l'avenir. Reynaud faisait déjà partie du gouvernement de la France lorsque, le 6 octobre 1938 : les chambres renouvelèrent les pouvoirs spéciaux à Daladier, qui allait mettre le prestige dont il jouissait en raison de Munich au service de sa politique anti-sociale. Cette radicalisation droitiste de la part d'un politicien qui avait toujours incliné à l'autoritarisme et protégé l'extrême-droite cagoularde, mais qui avait longtemps fait illusion et bénéficié du soutien communiste, sert de prétexte à une parodie de réconciliation avec Reynaud, qui prépare en réalité une relève à son profit, pour un virage encore plus droitier, centré sur un refoulement des acquis économiques du Front populaire, mais poursuivant aussi l'érosion des acquis démocratiques dans laquelle s'était spécialisé son prédécesseur. Le 1^{er} novembre 1938, Paul Reynaud est nommé ministre des finances avec un programme élaboré en commun avec ses amis banquiers Baudouin, du Moulin et Le Roy Ladurie de compression des salaires. Il s'entoure des conseils d'Alfred Sauvy, Yves Bouthillier, Paul Baudouin, Dominique Leca et Gilbert Devaux : personnages que l'on verra s'agiter autour de lui dans la gestion de l'armistice et de la transition du pouvoir entre les mains de Pétain en mai-juin 1940, et aussi de quelques autres que l'on retrouvera auprès du général de Gaulle, parfois après un passage par Vichy : Maurice Couve de Murville, Jacques Rueff, Gaston Palewski, Michel Debré. Cette équipe va prendre en l'espace de dix jours trente-deux décrets-lois sur les finances, le travail, qui ont été élaborés à l'avance par la Banque de France. D'autres textes, sur les étrangers, sont élaborés par le directeur de la Sûreté, Amédée Bussière, qui sera préfet de police de Vichy à partir de 1942, et son adjoint Yves Fourcade, qui dirigera le SPAC, service d'action violente anti-communiste, sous

Darnand. Ces textes, produits par une équipe dont Paul Reynaud fait partie, entament dès ce moment le tournant fasciste de la république. Le 12 novembre 1938, Paul Reynaud, qui s'est imposé comme ministre des finances de Daladier avec un agenda réactionnaire de destruction des acquis de 1936, lance un nouveau train de mesures anti-ouvrières de compression des salaires. La semaine de travail passe à six jours et les heures supplémentaires ne donnent plus lieu à majoration de salaire. «**La journée des deux dimanches, c'est fini !** » est le premier de quelques slogans ronflants et absurdes par lesquels il se fera célèbre. Reynaud est toujours ministre lorsque le 24 juin 1939 Daladier prend un nouveau décret concernant la répression de la distribution et de la circulation des tracts de provenance étrangère, et il défend toutes les initiatives déguisées en mesures nécessaires à la défense nationale, mais qui serviront exclusivement à poursuivre les communistes sous Daladier puis sous sa propre présidence du Conseil avant de le faire sous Pétain et Barthélémy. A la même époque, la police française prend l'habitude de collaborer avec la Gestapo, et, se conformant à l'usage allemand, désigne les communistes français comme des 'terroristes'. Les textes et les pratiques anticommunistes qui s'imposeront pendant l'occupation jusqu'au 14 août 1941 et Pucheu, sont des textes et des pratiques républicains, antérieurs au pacte germano-soviétique et à l'interdiction du parti, mais dont, appelé comme témoin au procès du Maréchal Pétain, Reynaud prétendra contre toute vraisemblance n'avoir pas eu une connaissance détaillée. Reynaud est toujours là comme second de Daladier et promis à la présidence du Conseil lorsque le 1^{er} juillet 1939, les conversations Welczeck-Bonnet annoncent un nouveau tour de vis autoritaire en France, avec suspension des élections, interdiction des réunions publiques et du parti communiste. Les projets liberticides de l'équipe Daladier-Reynaud en matière de politique intérieure, projets qui furent par la suite mis à exécution sous le prétexte de la guerre, mais conçus, promus, connus et annoncés à l'extrême-droite depuis au moins novembre 1938, relevaient d'une logique politique qui fut dénoncée par Etienne Fajon dès le 16 janvier 1940, jour où fut prononcée la déchéance des députés communistes à la Chambre des députés préalablement épurée par Daladier, puis qui fut confessée par Paul Reynaud lui-même lors du procès Pétain : il s'agissait pour l'équipe Daladier-Reynaud de conforter son assise parlementaire en liquidant la contestation communiste tout en s'assurant la neutralité bienveillante de la droite et de l'extrême droite. Il aurait pu ajouter, pour être tout à fait honnête, qu'il s'agissait aussi de se concilier Hitler. La persécution anticommuniste, qui se présentait comme une mesure de défense nationale, faisait en réalité partie de la politique d'apaisement munichoise. En août 1939, alors qu'Hitler finalise les ordres pour qu'une armée de deux millions d'hommes soit sur pied contre la Pologne à la date du 15 août, Reynaud fait partie du gouvernement Daladier qui se montre incapable de finaliser les conversations politiques relatives à une véritable alliance défensive avec l'Union soviétique qui sont venues à maturité à la fin du mois de juillet. Celles-ci échouent définitivement sur la question des garanties aux pays baltes. On imagine alors de lancer des conversations sur une **convention d'assistance militaire mutuelle** qui permettrait de rendre au moins effective la garantie déjà donnée à la Pologne par la France et l'Angleterre : mais ces discussions seront victimes d'un sabotage gouvernemental qui provoquera la signature du pacte germano-soviétique. A l'approche de la guerre le 28 août 1939, le gouvernement Daladier instaure la censure de la presse : mais loin de signifier la mise en état de défense du pays, l'assaut contre les libertés publiques venant après la répression anticommuniste, l'inaction contre l'Allemagne, la non-intervention en Espagne et Munich confirme les options de compromis avec le fascisme, des gouvernements successifs de Blum, Chautemps, et Daladier, que Reynaud va poursuivre. C'est le 22 mars 1940, après un hiver de *drôle du guerre* et dans l'attente de l'assaut allemand que Paul Reynaud forme enfin un nouveau gouvernement en remplacement de Daladier. Il adopte une posture factice de fermeté martiale,

déclarant : *'La France est engagée dans la guerre totale. [...] Aussi le gouvernement qui se présente devant vous n'a-t-il pas d'autre raison d'être et n'en veut-il pas d'autre que celle-ci : susciter, rassembler, diriger, toutes les énergies françaises pour combattre et pour vaincre : écraser la trahison, d'où qu'elle vienne.'* Ces propos annoncent en pratique la poursuite de la persécution anticomuniste, mais non pas la lutte contre les complots anti-républicains qui sont fomentés de l'intérieur même du gouvernement. Reynaud se targue de mener plus activement les opérations militaires, mais son gouvernement est faible. Il n'a pas de majorité, ayant été investi d'extrême justesse, et probablement au moyen d'une fraude organisée par le président de la Chambre Edouard Herriot. De plus, pour des raisons de pure combinaison politicienne, il constitue d'emblée un ministère mi-chair mi-poisson, où il garde les défaitistes Bonnet, Chautemps et Pomaret, d'autres issus des milieux d'affaires ou des mouvances conservatrices : Paul Baudouin, lié à Mussolini et à la banque Worms ; de Monzie; Bouthillier, inspecteur des finances anglophobe et d'Action française. Tous poursuivront une carrière sous l'occupation. Il laisse Daladier ministre de la Guerre avec Gamelin chef de l'État-major en dépit de son inactivité. Il prend à son cabinet deux jeunes inspecteurs des finances, Leca et Devaux, qui lui resteront fidèles jusqu'au bout et l'accompagneront sur la pente défaitiste. La séance d'investiture du 22 mars fut, de son aveu même « *un spectacle dégradant* », le seul Blum, selon de Gaulle, ayant prononcé un discours de quelque hauteur. Donnant le ton, le premier acte du gouvernement est de se rendre en corps à Notre-Dame pour implorer la clémence du ciel. Le 28 mars 1940, Reynaud décide de déclencher l'opération en Norvège élaborée par les états-majors français et britannique dans le cadre plus vaste d'une offensive tournée contre l'Union soviétique. Il conclut avec Churchill un accord interdisant aux deux alliés de se retirer de la guerre sans un commun accord. Il peut avoir craint un désengagement britannique. Les historiens qui lui sont le plus favorables lui prêtent des préoccupations de politique intérieure, et supposent qu'il pensait ainsi contrer les menées dans son entourage de ceux qu'il considérait comme des '*mous*'. Mais ses objectifs réels demeurent obscurs. Quoi qu'il en soit, cet accord sera un enjeu important du débat, et peut-être un piège après le 15 mai, lorsqu'il s'agira pour lui de gérer la fin des combats et de transférer le pouvoir au Maréchal Pétain. Le 30 mars 1940 : Paul Reynaud crée un *comité de guerre* dont Paul Baudouin, directeur de la Banque d'Indochine et recommandé par Hélène de Portes, est nommé secrétaire, de préférence à de Gaulle, auquel on dit qu'il avait d'abord songé, ou bien plus précisément auquel il fait courir le bruit qu'il avait d'abord songé. Court-circuitant Daladier, Paul Baudouin devient ainsi ministre des affaires étrangères *de fait*. Il assistera aux séances du *Conseil suprême* ou, pendant les journées de la débâcle, Churchill se heurtera à lui et le définira comme '*le sinistre Baudouin*'. Anglophobe et lié au complot pétainiste, Baudouin est avec Bouthillier l'archétype de ceux que les historiens conventionnels ont dénommé les '*mous*', euphémisme usité pour désigner en pratique les défaitistes et germanophiles de l'administration et des affaires. Baudouin montera en grade jusqu'à devenir sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, et sera largement responsable de la rupture avec l'Angleterre au moment des incertitudes sur le devenir de la flotte. Le 6 avril 1940, le gouvernement Reynaud prend un décret assignant les tziganes à résidence. La persécution républicaine sera poursuivie par Vichy, et ne prendra fin que longtemps après le départ des Allemands : ce qui fait de Reynaud l'homme qui incarne la continuité de la répression raciste et antisociale aussi bien de la république à Vichy que de Vichy à la république. C'est le 9 avril 1940 que la guerre débute pour de bon, lorsque, préemptant l'opération prévue par Reynaud et Chamberlain, les Allemands envahissent le Danemark et la Norvège avec sept divisions. Contre l'évidence de son échec, Paul Reynaud rend compte des opérations en disant au Sénat que '*la route permanente du fer suédois vers l'Allemagne est coupée.*' En réalité, c'est la politique d'apaisement qui continue alors même que la guerre est en cours :

d'une part avec le retrait des troupes engagées en Scandinavie, et d'autre part lorsque, le 22 avril 1940, désireux de prévenir un conflit avec l'Italie, Paul Reynaud écrit une lettre conciliante à Mussolini, proposant de « *jeter un pont entre notre régime traditionnel - la démocratie - et votre régime neuf -le fascisme* ». Le 1^{er} mai 1940, à la veille de l'attaque allemande, la fête du mouvement ouvrier ne donne lieu officiellement ni à congé ni à manifestation : et c'est un point sur lequel Pétain n'aura donc pas à revenir lorsqu'il instituera sa **fête du travail**. Le 10 mai 1940, le début de la guerre effective marque la faillite de la politique d'apaisement. En Angleterre, Chamberlain démissionne. Jouissant de la faveur de la minorité travailliste, c'est Churchill qui est retenu pour former un gouvernement d'union nationale. En France, Daladier et Paul Reynaud, dépassés par la situation ou profitant de la situation, font leur possible pour mettre en selle l'équipe Weygand-Pétain pré-programmée par la conspiration cagoularde en vue de la capitulation. Dans un premier temps, Reynaud fait entrer des ministres de droite au gouvernement : Louis Marin et Ybarnegaray. Le 15 mai 1940 à 7h30 du matin, Paul Reynaud téléphone à Churchill et dit considérer la situation militaire comme désespérée. Complice ou intoxiqué par Huntziger qui fait partie du complot visant à mettre Pétain au pouvoir en profitant de la défaite, il rejettera la responsabilité du désastre sur le général Corap, qui sera limogé et remplacé par Blanchard, tandis que le maréchal Pétain sera convoqué à Paris en vue de se voir confier de hautes responsabilités. Le lendemain, Paul Reynaud décidera de limoger Gamelin et il télégraphiera à Weygand de rentrer à Paris pour prendre la tête des armées. Dans le même temps, le cardinal-évêque de Paris, Suhard, qui est favorable au fascisme, sera envoyé à Madrid pour y traiter avec les Allemands des conditions d'une reddition. Au sénat le 21, alors qu'il est secrètement résolu à demander un armistice, Reynaud se fait applaudir en proclamant *la patrie en danger* et en accusant le parti communiste d'être responsable de la défaite. Lorsqu'il apparaîtra que Weygand était aussi défaitiste que Gamelin était inepte et que de Gaulle lui demandera sa tête Reynaud refusera. Au contraire, il mettra la pression sur Churchill pour que le gouvernement britannique consente à ce que la France se retire de la guerre et il préparera sa propre exfiltration comme ambassadeur à Washington en concertation avec Pétain au profit de qui il présentera sa démission le 17 juin 1940. Lorsque le 10 juillet 1940 Laval fera voter son projet de révision constitutionnelle, Reynaud sera présent à Vichy. Il ne se prononcera ni pour ni contre et ne se fera pas non plus inscrire comme abstentionniste, mais alléguera la blessure reçue dans un accident de la route pour ne pas prendre part au vote.

***Richmond, Jean (lieutenant)** : Prisonnier au stalag II D avec Pierre Billotte et Jean de Person, il s'en évade avec eux le 31 janvier 1941. Il ne passe pas par Boutyrki, mais arrive à Kozielsk le 3 avril 1941. Ayant oublié d'être naïf, il se présente comme un simple ingénieur, juge au tribunal de commerce. Mais par un concours de circonstances la vérité finira par se savoir : il est également et surtout fils et petit-fils de banquiers et d'industriels de premier plan, banquier lui-même et administrateur de sociétés. Beau parleur, spirituel et aimant les idées, il se fait d'abord remarquer par un éloge retentissant du maréchal Pétain et de sa politique. Cependant, à l'instar des autres officiers, il évolue ensuite vers le gaullisme. Il se lie d'amitié avec Jean-Louis Crémieux et les aspirants républicains, et au moment du grand choix, il finit lui aussi par rejoindre Londres. Il y entamera une carrière politique dans les cabinets ministériels de la France libre.

Richer, Gaston : 28 ans. Horloger. Evadé le 10 septembre 1940 avec Edmond Miraboff. Camarade d'évasion d'un communiste, et communiste lui-même, au moins initialement, Richer est demeuré

tout un hiver dans une cellule à forte minorité communiste. Cependant, il se rapprochera peu à peu des autres détenus, dont le Cornec, et après le transfert au camp de Kozielsk, il finira par choisir la France libre, où Billotte l'admettra en dépit de ses opinions.

*Rimlinger, Maurice : 23 ans. Mécanicien. Evadé le 31 octobre 1940 avec Pierre-André Desmarest. Il rejoindra Londres avec le capitaine Billotte.

*Rieckenbach : capitaine de la Wehrmacht. Il règne sur les casemates du fort de Romainville où sont enfermés les résistants condamnés à mort. Il se distingue par son ivrognerie et par l'habitude de se servir de son arme à tout propos qui lui a fait décerner le surnom de 'Pan-pan'. Il est surveillé par le sous-lieutenant SS Trapp (Untersturmführer). Il sera écarté pour cause d'incompétence après l'évasion de Pierre Georges et d'Albert Poirier le 1er juin 1943, tandis que la SS prendra entièrement le contrôle des lieux.

***Rizo, Christian, né le 30 mai 1922** : orphelin de père, c'est lui qui s'occupe de ses quatre frères et soeurs. C'est un ancien élève du lycée Voltaire, où il a obtenu le baccalauréat en 1939. Initialement, Rizo et Souef, bien que communistes, sont proches du groupe Valmy, du lycée Buffon, qui organise aussi des catholiques. Mais, demeurant au 100 rue d'Angoulême (rue Jean Pierre Timbaud), Rizo fréquente depuis toujours les jeunes communistes du onzième arrondissement. A la déclaration de guerre, il connaît déjà Zalkinov et Bloncourt et il milite avec eux au Quartier latin dès le début de l'occupation. Une fois inscrit à la Sorbonne, peut-être seulement en janvier 1941, il continue à y être actif. Il devient ami de Pierre Daix, qui travaille comme lui au centre de documentation de la Bibliothèque nationale pour payer ses études et pour aider sa mère à faire vivre la famille. Daix le considère comme un des premiers résistants. En effet, il fut arrêté une première fois dès le 26 juillet 1940 pour avoir perturbé la conférence d'Abel Bonnard en prélude à la réouverture de la Sorbonne et pour avoir lancé des tracts communistes. Il aurait opéré en compagnie de Jean Suret-Canale. D'autres sources parlent aussi de Félix Kauer. Les coupables sont arrêtés et enfermés à la Santé jusqu'au 10 octobre, où ils sont relâchés sans avoir été jugés, juste à temps pour participer aux manifestations qui s'annoncent à l'automne. Le 8 novembre 1940, Christian Rizo manifeste avec Daix, Souef, et Bloncourt devant le Collège de France contre l'arrestation du professeur Langevin et la révocation des professeurs juifs. Le 11 novembre, il est de la manifestation de l'Etoile. Après le 20 novembre et le démantèlement du réseau de distribution de tracts des étudiants communistes de la Sorbonne, il échappe à la vague d'arrestations dont sont victimes Olivier Souef, Pierre Daix et Bob Kirschen, mais n'a aucune activité répertoriée jusqu'au printemps, qui voit un grand changement d'atmosphère. Avec Souef, libéré en mars, et Bloncourt, Rizo retrouve dans l'action de rue Gilbert Brustlein, que les trois amis ont croisé séparément dans le milieu des auberges de jeunesse. Il participera avec eux à ses premières actions de sabotage. La rencontre décisive se fait le 6 juillet 1941 à l'occasion de la toute première manifestation des jeunes du onzième, la remontée de la rue Oberkampf à partir de la place Voltaire. C'est alors que se mettent à circuler les consignes de sabotage et d'attentats individuels. Pierre Daix affirme que lorsque fut posée la question des attentats contre des soldats allemands, ce furent les étudiants qui manifestèrent le moins de répugnance, mais Rizo est parmi les plus troublés par la consigne de tuer des Allemands, et finalement il ne s'y résoudra jamais. Avant Barbès, Christian Rizo est de la deuxième action du

groupe Brustlein avec Roger Hanlet, Robert Peltier, et Tony Bloncourt le 13 août 1941. Le groupe vole des outils servant à l'entretien des voies ferrées. Il a peut-être participé aussi aux actions des 12 et 14 août consistant à incendier des camions allemands. Les 15, 16 et 17 août, Rizo est au bois de Lardy pour la première séance d'instruction militaire avec Pierre Georges et André Ouzoulias. Là, il entend à nouveau des consignes dures préconisant de tuer des militaires allemands : mais il ne prendra part à une action de ce type qu'une seule et unique fois : il est avec le groupe Brustlein lorsque, probablement le lendemain, il recule devant l'exécution d'un militaire allemand à la Gare de Lyon. Ce moment est sans doute pour Christian Rizo celui d'une prise de conscience définitive qu'il n'est pas fait pour tuer, si bien qu'après le début du terrorisme proprement dit, on ne le voit plus guère intervenir, et on ne le voit pas apparaître en particulier dans les attentats sanglants. Ainsi, il n'assiste pas au tir effectué par son ami Bloncourt sur un officier allemand au métro Bastille le 21 août 1941 avec Roger Hanlet et Ascher Semahya en protection. Le 23 août 1941 il est de la mission de destruction d'un poste d'observation d'avions à Goussainville avec Milan, Hanlet, Peltier, Bloncourt, associés à d'Andurain sous la direction de Brustlein. Mais c'est seulement pour assister à un nouvel échec, et ce sera pratiquement sa dernière action. Bloncourt et Rizo semblent avoir été désillusionnés par ces débuts. Ils se mettent en retrait et ne font en pratique plus partie du groupe. Ils ne participent pas à l'opération de l'hôtel Terminus le mercredi 3 septembre 1941, où Ascher Semahya blesse le sous-officier allemand, Ernest Hoffmann, avec la protection de Gilbert Brustlein et Fernand Zalkinov. Ils travaillent encore avec le groupe le surlendemain 5 septembre, pour une tentative de mise à feu d'un camion de la Wehrmacht avenue de Paris à Vincennes, et peut-être le 19 septembre pour l'attaque du garage Soga, boulevard Pershing mais ce seront leurs dernières figurations dans le terrorisme. Octobre est une période blanche pour Rizo et Bloncourt. Au moment des premières arrestations dans le groupe, Christian Rizo a cessé de travailler avec l'OS, quoiqu'il continue à voir ses camarades étudiants, en particulier l'ami de Maroussia Naïtchenko, Emile Schweitzer, dit 'Pierrot'. Il sait qu'il a été identifié par la police à la suite des aveux de Hanlet et Milan, arrêtés le 30 octobre. Pendant un mois il se fait discret et ne rentre pas chez lui, mais il ne se cache pas vraiment, continuant à sortir et à travailler pour aider sa mère à élever ses frères et soeurs. Il voit encore son ami Pierre Daix, qui l'aide à organiser sa survie. Il est finalement arrêté le 25 ou le 26 novembre 1941. Ce soir là, il dîne au restaurant avec Pierre Daix et Emile Schweitzer, après quoi il se rend chez sa mère avec ce dernier pour lui porter son salaire du mois. Tous deux tombent dans la souricière montée par la Police judiciaire au domicile de sa mère, rue d'Angoulême. (Certains récits prétendent cependant qu'il est arrêté à la sortie d'un cinéma dans le quartier de la République). Christian Rizo n'était jamais allé plus loin que des actions de propagande et de sabotage. Il ne lui en fut nullement tenu compte. Sévèrement malmené par les policiers, il réussit à dissimuler l'appartenance d'Emile Schweitzer à la résistance, ce qui lui sauvera la vie. Jugé et condamné à mort dans le procès du Palais-Bourbon avec les autres membres du groupe, Rizo est fusillé le 9 mars 1942 en dépit des demandes de grâce de sa mère. C'est son frère qui a attiré à nouveau l'attention sur le destin des sept de Ranvier en écrivant à Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale en 1999.

***Rol-Tanguy**, : chef des FFI d'Ile-de-France. Il passe l'occupation au 11 rue François Coppée à Malakoff. Le 14 août il installe son PC au 103 avenue Verdier à Montrouge.

***Rossi, André, alias Amilcare Rossi, alias Angelo Tasca, alias André Leroux, 1892-1960 :** membre fondateur du parti communiste italien, il devient par la suite très anticommuniste, peut-être pour avoir été écarté de responsabilités qu'il estimait devoir lui revenir. Il passe au socialisme, s'installe en France et milite à la SFIO tout en gardant des contacts étroits avec les socialistes italiens. Il est par moments journaliste au journal *Le Populaire*. En juillet 1940 il refuse de quitter la France sur le *Massilia* et rejoint les équipes du maréchal Pétain. Il travaillera au ministère de l'information sous Paul Marion, tout en tenant un journal nourri sur la vie politique à Vichy, des *Archives de guerre* qui seront publiées par Denis Peschanski sous le titre *La France de Vichy*, et qui renseignent en particulier sur les itinéraires de Marion, Spinasse et Albertini. Après la guerre, il réussit à se faire passer pour résistant, conforté en cela par les néo-historiens inventeurs du concept de *vichysto-résistant* comme Laurent Douzou. Peu touché par les poursuites d'après-guerre pour comportement anti-national grâce à des appuis efficaces dans les milieux bourgeois réhabilités de la quatrième république, il redevient nominalement socialiste et se spécialise dans l'anticommunisme. Sous le pseudonyme de A. Rossi, il publie en français une série d'ouvrages consacrés à une présentation très critique de la politique du parti communiste pendant les années d'avant-guerre et pendant la guerre. Factuellement très informés et abondant en reproductions des publications communistes, ces ouvrages ont le mérite de donner la trame des événements de façon détaillée et reconnaissent à l'occasion avec objectivité les illégalités et certaines aberrations des autorités instituées dans leur lutte contre le parti communiste, ainsi que l'aveuglement et l'égoïsme à courte vue de la politique bourgeoise. Le parti-pris adopté est cependant de raisonner comme si les gouvernements bourgeois, et plus particulièrement Daladier et Reynaud, de leur côté, s'étaient comportés de façon intelligente et patriotique, alors que la politique communiste ne peut pas se comprendre et se justifier en dehors du contexte créé par l'ineptie et parfois la trahison des élites des années trente. Son gros ouvrage '*Les communistes français pendant la drôle de guerre*', en particulier, est d'une lecture profitable en raison de son exhaustivité, à condition de tenir présent à l'esprit que toutes les perspectives et la signification des options communistes y sont faussées par l'impasse faite sur les manœuvres antinationales des milieux gouvernementaux, banquiers et industriels favorables au fascisme. *Les communistes français pendant la drôle de guerre*, est en cela typique de l'anti-communisme d'après-guerre, évolution parallèle dans le monde des idées au *retournement des fronts* dans les domaines diplomatique et militaire qui fut la stratégie des bourgeoisies continentales à partir du moment où l'échec de Hitler devint prévisible (décembre 1941), stratégie par laquelle les Etats-Unis se substituèrent progressivement à l'Allemagne comme champion principal de la politique antisoviétique. Dans le domaine des idées, l'idéologie de la guerre froide vient justifier rétrospectivement l'antibolchévisme de collaboration, tandis que socialement les anciens collaborateurs de l'Allemagne étaient réintégrés dans la bourgeoisie atlantiste. Symbolique de la capacité de survie des grandes lignées bourgeoises à travers les vicissitudes de l'histoire, et de la supercherie que peut représenter l'opposition '*gauche/droite*' dans la réflexion politique, André Rossi est le père de Catherine Tasca, politicienne '*socialiste*' promue aux plus hautes fonctions dans le domaine de la culture d'état la plus bourgeoise et élitiste à la suite des succès politiques de François Mitterrand.

*Rossignol, Philippe : 37 ans. Evadé le 13 février 41 avec Lucien Beuchot, Claude Boeuf, Robert Marizy, Rossignol fera partie du groupe communiste à Kozielsk. Il signera le premier mémorandum Billotte demandant le rapatriement en France mais il s'engagera finalement avec Daniel Georges au service de l'URSS. Participe à l'émission de Radio-Moscou du 5 juin 1943, en

compagnie d'Alfred Martin et Roger Née. Quoique artisan, il y représente la classe paysanne. Avec eux il affirme la solidarité de tous les Français derrière de Gaulle.

*Sacristan, Benito, alias 'Manuel' : membre des Jeunesses communistes de *la Plaine* actifs dès l'été 1940, et dont la plupart ont péri dans la lutte contre l'occupant. Manuel serait l'auteur avec le Berre de la toute première exécution d'un militaire allemand à Paris, avant même l'attentat de Barbès, en application des consignes spécifiques de l'OS. Mais cette action, effectuée de nuit à la Porte d'Orléans, n'eut pas de témoin et fut tenue secrète par les autorités. C'est le souci de ne pas manquer l'effet de publicité recherché qui orienta le choix par Pierre Georges d'une méthode différente quelques jours plus tard. Manuel fut arrêté en juillet 1942 et fit partie des otages fusillés le 11 août 1942 au Mont Valérien à la suite de l'ordonnance Oberg du 10 juillet 1942.

*San Fabian, Emile de : 26 ans. Chauffeur et conducteur d'engin. Communiste. Evadé le 30 novembre 1940 avec Aimé Noël, Raymond Piza, André Truco. Traverse le Narev au moyen d'une barge de cailloux. A Boutyrki, placé dans la Kamera 97 avec Gaston Le Cornec et Charles Simon. Sera formé à l'action clandestine en France pour le compte de l'URSS.

*Sauckel : Gauleiter. Chargé du bon fonctionnement du Service du Travail Obligatoire.

*Schellenberg : SS du RSHA. Il est recruté en 1934 par Heydrich pour diriger les services de renseignement de la SS en même temps qu'Adolf Eichmann. Schellenberg devient le maître espion allemand le 14 février 1944 avec la dissolution de l'Abwehr.

***Schönhaar, Karl, plus souvent appelé Carlo**, : né le 20 novembre 1924 à Hedelfingen, en Allemagne. Il est le fils d'un antifasciste allemand, député au Reichstag assassiné par les nazis. Il s'est réfugié en France avec sa mère, qui l'a inscrit au lycée Rollin en 1937 sur les indications de Jean Baby, communiste et membre du Comité de vigilance antifasciste qui y enseigne l'histoire. Participant aux activités des Auberges de jeunesse, il y rencontre certains des futurs combattants de l'Organisation spéciale comme Pierre Daix, Gilbert Brustlein, Christian Rizo, Maroussia Naïtchenko etc... Par ailleurs, il a croisé Olivier Souef et Tony Bloncourt au lycée Rollin et probablement dans les réunions des Lycéens communistes du onzième arrondissement. Il participe à la manifestation de l'Etoile le 11 novembre 1940. Le 21 novembre il est renvoyé du lycée Rollin pour avoir distribué des tracts communistes. Il est dénoncé aux autorités par le proviseur, intimidé par les élèves fascistes qui tiennent le haut du pavé dans l'établissement. Peut-être en raison de sa jeunesse, Carlo n'est apparemment pas des opérations de l'automne avec ceux des combattants de l'OS qu'il connaissait le mieux. Il appartient à la troisième vague, et il entrera dans l'action avec Jean Debrais le 1er février 1942, jour anniversaire de la mort de son père. Ce jour-là, il couvre son camarade pendant qu'il place des explosifs sous des camions allemands place de la Concorde. Peut-être Jean Debrais a-t-il pensé à lui, en dépit de son jeune âge, en raison de ses relations avec Pierre Leblois. En effet, Pierre Leblois, qui est le concierge de l'immeuble où Schönhaar habite avec sa mère, a dissimulé pistolets, explosifs et munitions dans sa cave au moment de la débâcle, et bien

que non communiste, il a décidé de les mettre à la disposition de son jeune ami. Contrairement à la plupart des jeunes de l'OS, Carlo entre dans l'illégalité tout armé. Peut-être le fait qu'il avait des armes à sa disposition, avec la circonstance que tant de ses camarades avaient été arrêtés dans les semaines précédentes, fut-il le facteur déterminant de son recrutement et de son engagement immédiat dans des opérations importantes et risquées. Sa deuxième action sera la plus la plus significative. Il tient le rôle principal le 1er mars 1942 dans une grosse opération commandée par Jean Debrais avec la participation de Tondelier, Engros et Tardif, sous la supervision de Pierre Georges. Elle consiste à abattre la sentinelle en faction devant l'école de la rue de Tanger, dans le 19ème arrondissement, qui a été réquisitionnée par l'armée allemande. C'est Carlo qui effectue le tir avec l'une des armes cachées par Pierre Leblois. C'est un succès : Carlo tue le tirailleur Hoffedank. Cette action lui sera reprochée au procès de la Maison de la Chimie et lui vaudra sa condamnation à mort. Extrêmement jeune, Carlo Schönhaar aura aussi une carrière extrêmement courte. Car c'est déjà la fin. La semaine suivant l'opération de la rue de Tanger, Ouzoulias et Georges le choisissent comme adjoint de Tondelier dans une autre action, à la fois importante et à haut risque : il s'agit d'un attentat contre l'exposition antibolchévique de la salle Wagram. La tentative a lieu le 8 mars 1942, et elle aboutit à l'arrestation de Carlo Schönhaar, ainsi que de Georges Tondelier. Ces chutes entraîneront le démantèlement de ce qui reste de l'OS initiale. Condamné à mort le 14 avril 1942 dans le procès de la Maison de la chimie, Schönhaar est exécuté le 17 au Mont-Valérien. Agé de seulement dix-sept ans, il est le plus jeune condamné du groupe à être effectivement passé par les armes. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

*Schweizer, Emile, alias 'Pierrot', né en 1922 à Budapest : membre de l'Organisation spéciale dans le groupe de Jacques d'Andurain. Proche de Maroussia Naïtchenko, il est arrêté en compagnie de Christian Rizo le 25 ou le 26 novembre 1941. Mais ni Rizo ni Bloncourt ne révéleront son appartenance à la résistance. D'abord interné comme Juif, il est rapatrié en Hongrie en 1943 en raison de sa nationalité, ce qui lui sauvera probablement la vie. Maroussia comprend qu'il a été arrêté à l'automne 1941 lorsqu'elle retrouve son arme cachée dans le seau à sable de défense passive à son domicile de la rue Saint-Antoine.

***Semahya, Ascher**, né le 10 octobre 1915, demeurant 6 rue Mercoeur, fraiseur. Né à Salonique. Avant la guerre, il est secrétaire du groupe Roquette de la Jeunesse communiste. C'est sans doute par ce biais qu'il connaissait les jeunes du groupe de Ranvier. C'est d'abord avec sa soeur Sarah que Brustlein fait des collages d'affiches. Ascher devient membre du groupe Brustlein, dont il est le plus âgé. Il est là lorsque Tony Bloncourt tire sur un militaire allemand au métro Bastille. Il est impliqué également dans l'attentat de l'hôtel Terminus contre un sous-officier le 3 septembre 1941. D'après Brustlein, c'est lui le tireur dans cette opération, mais à son procès il dira que non, niant même toute appartenance au Parti communiste ou à l'OS. Le plus probable est que l'honneur lui en revient pourtant. Il participe encore à une action le 5 septembre, mais plus aucune apparemment jusqu'à son arrestation, qui aurait pu ne pas avoir lieu le 30 octobre 1941 avec les autres membres du groupe : en effet, les documents qui restent du procès du Palais Bourbon précisent qu'«il est enfermé à la prison de la Santé au moment de l'enquête policière », ce qui semble signifier qu'il aurait été arrêté préalablement à la chute du reste du groupe, et peut-être pour d'autres raisons que son activité dans ce cadre. Alors, son cas aurait pu n'être joint à celui de ses camarades qu'en raison de leurs aveux : ce qui expliquerait qu'il ait été tenté de nier globalement son engagement

communiste. Il fut cependant condamné à mort et exécuté le 9 mars 1942 avec ses six camarades. Dans sa dernière lettre, la seule phrase qui ne soit pas exclusivement adressée aux siens sonne comme un défi à l'ennemi, et annule ses dénégations antérieures : "Ce que j'ai fait c'est pour la bonne cause et je suis prêt à recommencer". On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Arrêtée elle aussi, sa soeur Sarah périra à Auschwitz.

*Semahya, Sarah : sœur d'Ascher et secrétaire des Jeunesses communistes du 11ème arrondissement, elle est, comme son frère, d'origine grecque. Gilbert Brustlein, qui la décrit comme extrêmement jolie, commence sa vie de militant des Jeunesses communistes par des collages d'affiches en sa compagnie rue des Boulets dans le 11ème arrondissement. C'est dans ces circonstances qu'ils rencontrent Maurice et Henri Chlewitzki au coin de la rue Guénot et du Boulevard Voltaire. Morte en déportation.

*Sicre, René : 27 ans. Couvreur-zingueur. Evadé le 14 novembre 1940 avec André Bounias et Jean Rumin. Ils traversent le Narev à la nage. Passe à Londres. A Boutyrki, placé dans la Kamera 98. Rejoint la France libre. Mort pour la France.

*Simon, Charles : 23 ans. Mécanicien. Evadé le 12 août 1940 avec Gaston Le Cornec. Rejoint la France libre.

*Soprounenko, Pierre, capitaine du NKVD : employé en septembre 1940 au secrétariat de Laurent Béria, il est nommé à la tête de la Direction pour les affaires des prisonniers de guerre, nouvellement créée pour gérer les effectifs considérables de prisonniers polonais engendrés par l'invasion de la Pologne conjointe entre l'Allemagne et l'Union soviétique. C'est lui qui est chargé de la supervision des camps ouverts à cet effet, dont celui de Kozielsk. Au printemps 1940, il est chargé d'organiser le massacre de Katyn. Par la suite, c'est lui qui suit les questions de discipline parmi les transfuges français. L'indulgence avec laquelle il répond à leurs manifestations de mécontentement démontre que dans le système soviétique, la cruauté était entièrement une question de politique, et toujours maîtrisée.

*Souef, Olivier : élève du lycée Rollin de 1932 à 1939, où il est condisciple de Claude Lalet, Tony Bloncourt et Carlo Schönhaar. Très politisé dès cette époque, il anime le Comité des lycéens antifascistes lancé par le Parti communiste pour l'ensemble des lycées parisiens. Le 30 mars 1939 il anime le congrès des Lycéens de Paris, qui se tient à la Maison de la métallurgie, 94 rue d'Angoulême. Jacques Decour et Georges Politzer sont présents. On y dénonce violemment les accords de Munich et la montée du fascisme. Le surlendemain, 1er avril, a lieu le congrès de fondation de l'Union des étudiants communistes de France, et il fait partie de son bureau national. A la rentrée de 1939, il rejoint l'hypokhâgne d'Henri IV, repliée à Rennes, en même temps que Pierre Daix, dont il reçoit l'adhésion aux Etudiants communistes juste après le pacte germano-soviétique et la dissolution du Parti. Au début de l'occupation, il participe à l'agitation des étudiants communistes de la Sorbonne. Le 20 novembre 1940 la police découvre le réseau de distribution de tracts des

étudiants communistes de la Sorbonne, et Olivier Souef est arrêté en compagnie de Claude Lalet, Pierre Daix et Bernard Kirschen. Après avoir passé l'hiver en prison, il obtiendra une relaxe. Il reprend le militantisme en mars 1941. Initialement, Rizo et Souef, bien que communistes, sont proches du groupe Valmy, du lycée Buffon, qui organise aussi des catholiques. Mais Souef connaît aussi les jeunes communistes du onzième arrondissement en raison de ses responsabilités avec les *lycéens communistes*. Souef, Rizo et Bloncourt retrouvent Gilbert Brustlein, qu'ils ont croisé dans le milieu des auberges de jeunesse le 6 juillet 1941 à l'occasion de la toute première manifestation des jeunes du onzième, la remontée de la rue Oberkampf à partir de la place Voltaire. Alors que Souef sera exclu du parti en raison de sa relaxe, et ne participera pas aux actions violentes, Rizo et Bloncourt se rapprocheront de Brustlein pour former le noyau initial de son groupe. Souef, privé de contacts avec le parti après l'arrestation de son ami Daix et le démantèlement de l'Organisation spéciale initiale, sera pris dans la grande vague d'arrestations de la fin avril 1942. Triangle rouge à Auschwitz, il y mourra très rapidement.

*Soulas, Jacques, alias Salm : dans son livre de souvenirs 'Alias Caracalla', page 374, Daniel Cordier signale l'itinéraire de ce résistant, évadé vers la Russie, mais qui n'est pas mentionné dans le livre de Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Il aurait apparemment fait partie des transférés vers Londres avec le capitaine Billotte, puisqu'on le retrouve engagé dans FFL en septembre 1941. Il aurait été envoyé à Lyon comme agent du commissariat à l'intérieur de la France libre, avec, pour opérateur radio Maurice de Cheveigné, camarade de jeunesse de Daniel Cordier.

***Stülpnagel, Otto von** : lorsque la Wehrmacht occupe la France au printemps de 1940, elle a obtenu d'Hitler d'être seule responsable dans les régions qu'elle occupe. Au début de l'occupation, Otto von Stülpnagel est Commandant en chef militaire en France, et donc seul chargé du maintien de l'ordre. Il le restera jusqu'en février 1942. Il faut cependant noter que l'autorité militaire qu'il représente sera dès le début de l'occupation en concurrence pour le pouvoir avec les SS arrivés à Paris à la suite de la Wehrmacht et qui se tient à l'affût. Les SS finiront par s'imposer en mai 1942 lorsque le SS Oberg sera installé à Paris par Heydrich lui-même. Cette date coïncidant avec la fin de l'Organisation spéciale, on peut considérer qu' Otto von Stülpnagel fut son adversaire principal tout au long de son existence. C'est lui qui, après le début des attentats en août 1941 conduira les premières représailles massives, avec les exécutions non seulement de saboteurs et d'espions gaullistes et communistes, mais aussi de responsables politiques, de Juifs, et d'otages de toutes sortes. Il fera l'objet des invectives du parti communiste et de tous les antinazis pendant tout le début de l'occupation. Sa politique répressive est pourtant, dans le contexte de la politique hitlérienne, à décrire comme prudente. Il se fixe comme objectif de maintenir autant que possible un esprit de résignation dans la population française en évitant les excès de cruauté qui sont préconisés par les SS et par Keitel. La doctrine Keitel, diffusée secrètement dans les milieux responsables allemands, affirme que l'occupation ne peut se maintenir efficacement que par des effets de terreur, et elle préconise les mesures les plus radicales en face des premiers attentats contre le personnel d'occupation. Otto von Stülpnagel au contraire entend minimiser la répression et la focaliser sur des cibles nettement délimitées avec lesquelles il espère convaincre le reste de la population de ne pas sympathiser : les Juifs et les communistes. Après l'attentat du 21 août, Otto von Stülpnagel, devinant le calcul du Parti communiste qui cherche, par une politique symétrique de la sienne, à isoler la collaboration, renonce dans un premier temps à des représailles massives. Les auteurs des

attentats n'étant tout d'abord pas identifiés, il s'agit d'emblée d'une politique des otages. Toutefois, la prise d'otages est concentrée sur un ennemi précis, désigné comme étant le 'judéo-bolchévisme'. Pour la chasse aux résistants, von Stülpnagel fait le choix de s'en remettre à la police française, dont les rapports allemands louent en général l'efficacité et la bonne collaboration. Par cette politique, von Stülpnagel espère maintenir la fiction de l'*occupation correcte* et sauver la politique de Montoire. Au delà, il compte renforcer politiquement les collaborateurs authentiquement germanophiles, et aider à une participation aussi massive que possible de la France à l'effort de guerre allemand. Cette politique échouera, principalement en raison de la poursuite des attentats communistes, qui mettra von Stülpnagel en difficulté par rapport à sa hiérarchie. Lorsque, le 6 septembre 1941, trois otages sont fusillés en représailles pour l'attentat du 3 boulevard de Strasbourg contre un militaire allemand, von Stülpnagel encourt la colère de Hitler, qui condamne la mollesse de la répression, et préconise l'exécution de cent otages par Allemand tué. Von Stülpnagel reste convaincu que des excès répressifs rendront seulement l'occupation plus difficile et moins profitable pour l'Allemagne, mais il perd peu à peu la main. Un signe en est que, lorsque, le 11 septembre 1941, L'Humanité signale l'arrestation de Marcel Cachin, il apparaît que c'est la Gestapo qui est responsable de l'opération, et c'est le SS Boemelburg, adjoint de Knochen et obéissant directement aux directives de Heydrich, qui fixera les conditions de sa libération dans un marché sans autre exemple dans l'histoire de l'occupation. Marcel Cachin est libéré six semaines plus tard en échange d'une déclaration condamnant les attentats. Otto von Stülpnagel est alors contraint de manoeuvrer par rapport à la SS en durcissant sa propre politique répressive. Le Code des otages du 28 septembre 1941 édicte que tout communiste condamné devra être maintenu en détention administrative à l'issue de sa peine et considéré comme otage. On renonce en revanche à prendre comme otages des notables ordinaires. Vichy et la police française confirment leur alignement sur cette politique, dont le ministre de l'intérieur, Pierre Pucheu, se fait l'instrument. Avec l'affaire de Nantes débouchant sur les premières fusillades massives à Paris, Nantes, Bordeaux et Châteaubriant, elle aboutit cependant à traumatiser et scandaliser le pays autant contre les Allemands et les collaborateurs que contre les auteurs des attentats. Ernst Jünger arrivé à Paris en mai 1941, et qui est devenu un ami personnel du colonel Speidel, chef d'état-major de Von Stülpnagel, établira le rapport de ses négociations avec Berlin pour limiter le nombre des otages fusillés après l'attentat de Nantes. Mais l'engrenage de la violence est inéluctable, et en décembre 1941, devant la recrudescence des attentats von Stülpnagel fait à nouveau fusiller 95 otages d'un coup, dont Gabriel Péri. A partir du début de 1942, il doit aller plus loin encore, puisqu'il entérine le cours nouveau de la répression qui, tout en visant toujours les mêmes cibles, dissocie chronologiquement les massacres d'otages de la survenue des attentats et en fait des opérations de routine. Le 9 janvier 1942, son adjoint Schaumburg annonce la déportation de cent Juifs et communistes en représailles globalement pour les attentats du mois. La guerre se fait désormais à l'ouest sur les mêmes principes qui ont été d'emblée appliqués à l'est. Mais Otto von Stülpnagel n'est apparemment pas prêt à aller plus loin sur cette route très écartée de l'honneur militaire. Le 23 février 1942, un mois après la conférence de Wannsee, il demande à être relevé de ses fonctions, laissant sa place à son cousin Karl-Heinrich von Stülpnagel. Recevant Ernst Jünger. Il lui livre son testament politique : il craint de voir les représailles contre les attentats dépasser leur but: "La considération du potentiel de production exige qu'on agisse avec mesure. Les industries fourniront d'autant plus que les choses iront sans accroc dans le pays." Par la suite, Heinrich von Stülpnagel appliquera aux ennemis du pouvoir hitlérien une politique nouvelle, en accord avec l'esprit du Wannsee, c'est à dire une politique d'extermination systématique. Il ne se montrera pourtant pas jusqu'au bout fidèle à la ligne dure du nazisme puisqu'il sera partie prenante de l'attentat du 20

juillet 1944 contre Hitler. Ayant organisé la tentative de neutralisation des SS parisiens par la Wehrmacht, il sera exécuté, et remplacé par un officier jusqu'au boutiste, von Choltitz . Également condamné par le cours des choses, Otto, pour sa part, trouvera le temps de recourir au suicide.

***Tardif, Emile, dit Pierre** : né en 1920. Membre des Jeunesses communistes depuis l'âge de 16 ans. Son activité militante, devenue illégale avec l'interdiction du Parti en septembre 1939, ne se ralentit pas avec les débuts de l'Occupation . Tardif est typique de ces militants dont la Résistance n'est que le prolongement naturel d'un engagement communiste qui est devenu une dimension inaliénable de leur personnalité. Le passage au terrorisme n'est pour lui que le franchissement d'un nouveau seuil, rendu naturel par l'évolution de la situation générale, et en particulier par la répression vichyste dans le cadre de la collaboration. En novembre 1940, ses parents découvrent des tracts communistes cachés dans ses affaires, ce qui le conduit à quitter le domicile familial. Il va vivre à Mourmelon, gagnant sa vie comme ouvrier dans la mécanique. Il rentre à Paris en avril 1941 et il semble avoir assisté à la séance d'instruction de Lardy, mais ne prend pas de part active aux actions militaires jusqu'à la fin de l'automne. Il est enrôlé dans l'action par Pierre Georges à la fin novembre 1941 après les premières chutes dans l'OS. Il va d'une part porter le feu dans son quartier de Montparnasse, et d'autre part fonctionner avec Tondelier, lui-même intégré à l'OS à la même époque. Pour son coup d'essai, le samedi 22 novembre 1941 il attaque un hôtel avenue du Maine avec Garraud. Puis il enrôle son voisin, André Aubouet, qui n'a que 17 ans, et le dimanche 7 décembre 1941, il attaque à la dynamique le mess des sous-officiers de l'armée allemande au 117 rue de la Convention. Il y a peu de dégâts et pas de victimes, mais on peut penser que cette action a eu un poids politique car c'est celle qui conclut la série des attaques de l'OS depuis le 21 novembre débouchant sur la reprise des fusillades de masse et sur l'exécution de Gabriel Péri le 15 décembre.

A partir de janvier, Tardif cesse d'opérer en solitaire. Le 2 janvier 1942 à 18h30, il est, avec Grinberg et Tondelier, de l'opération contre le local du RNP, 118 rue du Faubourg Saint-Martin, au cours de laquelle Tourette est arrêté. Ils tirent sur les militants fascistes, mais sans les toucher, et doivent s'enfuir sans avoir détruit les dossiers visés par l'opération. Habitant dans le 14ème arrondissement, il repère les habitudes des militaires de la poste allemande située en face de la gare Montparnasse. Cela aboutira à son action la plus significative, l'attentat mortel contre un soldat allemand, Léo Pepling, le 20 janvier 1942 à l'angle du boulevard Pasteur et de la rue de Vaugirard, en collaboration avec Garreau et Aubouet : mais c'est un autre chef de groupe, Robert Marchand, qui effectue le tir. Le 5 février, Tardif attaque un bordel fréquenté par les Allemands. Il sera encore de l'attentat de la rue de Tanger le 1er mars 1942 qui clôt l'aventure du groupe Frédo. Arrêté le 11 mars 1942, Tondelier ayant livré ses rendez-vous avec lui au restaurant qui fait l'angle de la rue Lecourbe et de l'impasse Thoreton. Lui-même, après avoir été battu à plusieurs reprises, livre à la police l'adresse de Jean Garreau, qui est arrêté le 13 mars, puis d'Abouet, puis de Daniel Bret, arrêté le 2 avril. Tardif est jugé et condamné au procès de la Maison de la Chimie et fusillé le 17 avril 1941.

*Tasca, Angelo : voir *André Rossi*.

***Taxil, Camille** : 35 ans. Cultivateur à Draguignan. Il a été avant la guerre sympathisant du Parti communiste. Le 1er août 1940, il est le troisième Français à s'évader vers l'Union soviétique. Après

un passage à la Loubianka, il inaugure la Kamera 95 avec Paul Fauvelle et Marius Gaud. Devenu très anticommuniste au contact de la réalité carcérale soviétique, il rejoint la France libre après le 22 juin 1941.

***Thierry-Mieg, François (sergent)** : 32 ans. Fondé de pouvoir et angliciste, il appartient à la bonne société protestante. Il s'évade le 12 janvier 1941 avec Gaston Buisson. Tous deux placés dans la Kamera 95 à la mi-février 1941, à une époque où Boutyrki commence à se vider au profit du camp de Kozielsk. Là, ils retrouvent ceux des évadés qui n'ont pas été transférés en raison de leur participation à la grève de la faim lancée le 3 février. Thierry-Mieg se lie avec Crémieux et Joriot, puis, ceux-ci étant envoyés à Kozielsk à leur tour, il en est séparé pendant un mois. Il n'y a plus à cette époque que onze détenus dans la cellule 95. Thierry-Mieg est finalement extrait de Boutyrki à la fin mars. A Kozielsk, il participe au cycle de conférences organisé par Crémieux avec une conférence sur le café. Co-opté par les officiers comme élément de grande valeur, il rejoint la France libre après le 20 juin 1941. Simple sous-officier en 1940, il devient chef du contre-espionnage du BCRA.

*Tillon, Charles : ajusteur-mécanicien de formation, il est recruté dans la Marine nationale à la fin de la première guerre mondiale. En 1919, il se met en vedette parmi les mutins de la Mer Noire et il est condamné à cinq ans de bagne, auxquels il survit de justesse. Il est amnistié en 1923 grâce à des campagnes d'opinion menées par les organisations ouvrières. Il n'ira qu'une fois en tout en Union soviétique, en 1931, et il en reviendra avec des sentiments mitigés. Cela n'empêche pas que, reconnaissant par rapport au mouvement ouvrier qui a obtenu sa libération, il adhère au Parti communiste et devienne militant syndical. C'est Maurice Torez qui le fait entrer au Bureau politique du Parti communiste à l'été 1932. En 1935, il bat Laval aux élections législatives dans la circonscription d'Aubervilliers. Au moment de l'annonce du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, il est en Haute-Vienne, mais originaire de Bretagne, sa région d'implantation militante au moment de la guerre est l'Ouest et le Sud-Ouest. Il passe de sa propre initiative à la clandestinité dès la déclaration de guerre le 3 septembre 1939. Le 12 septembre 1939, Jacques Duclos l'informe de la trahison de Marcel Gitton. Le 25 septembre 1939, il participe à la réunion du Bureau politique qui décide l'organisation de structures clandestines. Dans la région bordelaise d'abord, Tillon met sur pied un réseau de militants munis de planques et des groupes de combat. Le 17 juin 1940, coupé de la direction du Parti, Charles Tillon qui est à Bordeaux, rédige un appel à la résistance qu'il tente de concilier avec la ligne de *la guerre impérialiste* adoptée par le parti au début de la *drôle de guerre*. Il écrit : « le peuple français ne veut pas de l'esclavage, de la misère et du fascisme, pas plus qu'il n'a voulu la guerre des capitalistes ». A la fin de l'été 1940, Maurice Tréand et Jacques Duclos le font remonter de province pour organiser le Parti clandestin sur la base de triangles. Les structures clandestines sont fondées sur le principe triangulaire. Le Parti tout entier est censé être composé de triangles dont chaque membre ne connaît que les deux autres, dont chacun est membre d'un autre triangle. Ceci est censé assurer un cloisonnement efficace. Les triangles dirigeants comportent un responsable politique, un responsable masse et un responsable militaire. En pratique, les habitudes du Parti légal rendent ce système très imparfait. C'est Maurice Tréand qui l'accueille, boulevard Kellerman. Il lui propose le secrétariat du Parti clandestin (les structures de la Direction sont dédoublées, une équipe ayant vocation à être la façade du Parti et une autre à assurer la continuité clandestinement en face de la répression). Mais Tréand pose comme condition

l'acceptation de sa ligne, et Tillon refuse. C'est donc seulement après la disgrâce de Tréand au mois d'octobre 1940 que Tillon intègre le triangle de direction aux côtés de Duclos et Frachon. En janvier 1941 il s'installe au 256 avenue de Paris, à Palaiseau. Mais Duclos ne décide pas de ligne claire et maintient le comité central clandestin en sommeil jusqu'en mars 1941. En mars 1941, Charles Tillon rencontre Duclos pour la première fois à Paris. Il suggère à nouveau que la Direction prenne en main l'unification des actions de résistance qui se multiplient irrésistiblement, mais Duclos donne une réponse dilatoire, la ligne de la 'guerre impérialiste' restant en vigueur. Il semble pourtant qu'il s'occupe au même moment de son côté à étoffer et à reconfigurer l'Organisation spéciale, groupe de protection de la Direction et des équipes de propagande en vue d'actions offensives contre les ennemis du Parti quels qu'ils soient. En mai 1941, Dallidet, Duclos et Frachon lui rendent visite, au 256 rue de Paris à Palaiseau : c'est la première réunion du Comité central clandestin du Parti communiste. Tillon arrache la décision de reconfigurer l'Organisation spéciale en vue de la lutte armée contre l'Occupant. Il se fait aider de Carré et recrute parmi les anciens de la guerre d'Espagne. C'est à cette époque que la Direction fait remonter à Paris Pierre Georges, responsable des Jeunesses communistes du Rhône : mais il semble que les premiers attentats, et en particulier ceux du groupe Brustlein et l'attentat de Barbès, ainsi que l'activité des militants étudiants aient échappé au contrôle de Charles Tillon, et aient été directement supervisés par Jacques Duclos agissant à travers des militants plus jeunes tels que Suzanne Djian et Danielle Casanova. Tillon reconnaît avoir été tenu à l'écart des opérations parisiennes jusqu'au printemps 41, et même après, ce qu'il dit de Pierre Georges et du groupe Brustlein manifeste un flou qui n'est pas celui d'un chef en prise directe avec les actions menées. Pour ne prendre que cet exemple, dans son ouvrage-somme 'Les FTP', il reprend la date inexacte du 23 août 1941 pour l'attentat de Barbès, date donnée également sur la plaque apposée sur les lieux après la libération de Paris. Il le fait probablement sur la base des mêmes rapports erronés. Il se trompe aussi en affirmant que l'aspirant Moser fut tué par une arme prise sur l'ennemi, car Pierre Georges usa à Barbès d'un Browning Baby 6.35, arme relativement inoffensive et qui n'avait pas cours dans l'armée allemande. De telles inexactitudes signalent que Charles Tillon est resté périphérique aux premières actions de l'OS parisienne. Et à strictement parler il n'y a pas d'OS autre que parisienne. Tillon revient dans le jeu après l'attentat de Nantes et ses conséquences à la fin novembre 1941. Il fait alors accepter le tournant d'une lutte armée généralisée et vraiment assumée, alors que les premiers attentats de l'Organisation spéciale n'avaient pas été revendiqués, Barbès n'ayant été que rétrospectivement élevé au statut symbolique qui est devenu le sien, et Nantes étant toujours resté plus ou moins tabou en même temps que les personnalités de Gilbert Brustlein et de Spartaco Guisco. En novembre 1941, afin de remédier aux failles organisationnelles de la lutte clandestine se tient la première réunion du Comité militaire national sous la présidence de Charles Tillon. Elle a lieu dans sa cachette du 256 rue de Paris à Palaiseau. Il est décidé de créer une 'Organisation spéciale unifiée' de la région parisienne, regroupant les combattants des Jeunesses, de l'Organisation spéciale et de la Main d'Oeuvre Immigrée. Le commissaire politique en est Louis Marchandise et le commissaire militaire Yves Kermen. Pour éviter le renouvellement de déboires identiques à ceux connus lors du démantèlement du groupe Brustlein, avec en particulier les aveux trop rapides de Roger Hanlet, il est décidé que désormais les combattants seront munis de poisons à utiliser en cas d'arrestation. Par la suite, Tillon fait prévaloir le sigle FTP. En janvier 1942, il lance le mensuel clandestin des Francs Tireurs et Partisans Français qu'il nomme 'France d'abord'. Pour la tactique de guérilla il puise son inspiration dans l'exemple de Du Guesclin : des petits groupes séparés et solidaires se tiennent assez proches pour se prêter main-forte mais assez distants pour ne pouvoir être encerclés. Ils se réunissent ponctuellement en nombre dépendant de l'ampleur

de l'objectif, puis se dispersent aussitôt. Jusqu'au bout, Tillon combatta les appels prématurés à la conquête et à la tenue de vastes zones, vouées à l'assaut et à la destruction par les forces supérieures de l'Occupant. Dans la bataille de Paris au contraire, c'est lui qui poussera à ce que les FTP jouent leur va-tout dans des conditions où la victoire lui apparaît possible et l'attentisme dangereux. Dans un cas comme dans l'autre, ses choix apparaîtront comme les plus judicieux. [...] Le 5 août 1944, il suggère le déclenchement d'actions de guérilla à Paris, visant à obtenir une insurrection généralisée. N'obtenant pas le contact avec Jacques Duclos, il en prend personnellement l'initiative le 10 août 1944 au nom du Comité militaire national. [à suivre...]

*Thorez, Maurice, alias 'Stern' : secrétaire général du Parti communiste français. Séjourne à Moscou pendant toute la durée de la guerre, laissant au triumvirat Duclos-Tillon-Frachon le soin d'assurer la permanence en France d'une direction clandestine.

***Tondelier, Georges, alias 'le Tondu', alias 'Cordon', alias Géo**, né le 6 mai 1921, maroquinier de profession. Membre des Jeunesses communistes du 19^{ème} arrondissement depuis l'âge de quatorze ans, il fréquente les milieux communistes des HBM de la rue Mathurin-Moreau et du quartier Combat. Responsable des activités de plein-air, il est l'ami de Biver, Grinberg, Schönhaar, Debrais, Engros, Rodier et Pierre Georges, son aîné de deux ans, depuis avant la guerre : et ceci fera de lui un recruteur de premier plan pour l'OS. Au printemps 1937 il fait partie des membres fondateurs du club Les Crocodiles qui organise des sorties camping, et qui continuera clandestinement ses activités après la dissolution des organisations communistes à la déclaration de la guerre. Il est emprisonné en mai 1940 pour activités communistes, et libéré par les Allemands trois semaines plus tard. Il fait partie des militants compromis dans la ligne Duclos-Tréand de légalisation du PC sous la botte allemande, mais échappera à l'exclusion lorsque cette ligne sera répudiée. En août 1940, il est nommé responsable des Jeunesses communistes pour le 19^{ème} arrondissement. A la fin août 1940, il participe au grand pique-nique des Jeunesses communistes à Garches, avec Bob Kirschen, Guy Môquet, Odile Arrighi, Georges Feldman, Maroussia Naïtchenko, Maurice Feld et Maurice Feferman. Il est dénoncé par des camarades tombés dans la vague d'arrestations qui est lancée par Vichy à partir du 30 septembre 1940 et entame une vie semi-clandestine qui le deviendra pleinement lorsqu'en avril 1941 un mandat d'arrêt sera lancé contre lui. Il est dès cette époque chargé par Jacques Duclos de recruter parmi les anciens communistes ayant rompu à l'époque du Pacte pour des groupes de protection : ce qui deviendra l'Organisation spéciale après le limogeage de Tréand, avec un recrutement différent, à base de membres des Jeunesses communistes, des Etudiants communistes, et d'anciens républicains espagnols. Pierre Daix, mis en relation avec Tondelier en août 1940, ne découvrira que dans les années quatre-vingt-dix sa compromission dans la ligne de légalisation et son comportement à la suite de son arrestation. Ces éléments, longtemps ignorés, nous éclairent sur les débuts obscurs de la lutte armée, et sur les causes de l'oubli dans lequel l'Organisation spéciale fut plongée après la guerre : oubli qui fut organisé par la direction du Parti communiste elle-même. En octobre 1940, Tondelier n'est pas sanctionné pour son adhésion à la ligne défaitiste. Il reste dans le sillage de Jacques Duclos, qui a réussi à se dissocier des tentatives de légalisation de l'été, et il est au contraire nommé responsable de la distribution des tracts pour Paris et les six départements avoisinants. Le 23 novembre 1940, la police l'inquiète à nouveau et il plonge dans la clandestinité. En avril 1941 un mandat d'arrêt est lancé contre lui et il part dans l'est de la France, où il continue l'organisation communiste clandestine. Il s'occupe de l'Organisation spéciale, qui commence à s'étoffer et qui va bientôt recevoir le renfort de Pierre Georges, qu'il a

connu aux Crocodiles avant la guerre, et qu'il recommande à la direction pour diriger l'ensemble des groupes parisiens. En dépit de son jeune âge, Tondelier fait figure de responsable important dans l'organigramme de l'OS. Il profite de ses nombreuses connaissances pour recruter des combattants pour la lutte armée. Il recrute en particulier Biver et Grinberg, dont il livrera les noms à la police dès les premiers interrogatoires après son arrestation du 8 mars 1942, et Pierre Georges lui-même, qui sera désigné, probablement par Jacques Duclos, pour l'attentat de Barbès le 21 août 1941. Tondelier participe à la session de formation des bois de Lardy avec Georges et Ouzoulias les 15-16-17 août, où est soulevée la question des attentats individuels et où est évoqué le problème des otages. En effet, cette question est devenue d'actualité, Pierre Pucheu ayant donné aux Allemands des listes de 'communistes particulièrement dangereux' parmi les arrêtés de 1940, et Gabriel Péri ayant été pris le 18 mai. On ne le voit pas s'impliquer dans les toutes premières actions de sabotage, ni dans les premiers attentats individuels des 21 août, 3, 6, 10, 11, 15, septembre, et il ne croisera plus Pierre Daix après la fin de son rôle de liaison au service de Duclos et Tréand en juillet-août 1940. Il se tient également à l'écart, semble-t-il, des sabotages d'octobre et des opérations brûlots : ceci résulte sans doute de son niveau de responsabilité dans l'organisation. Mais après les premières chutes de la fin octobre 1941, certains cadres viennent en première ligne. C'est le cas de Tondelier lui-même, mais dans des circonstances un peu particulières, puisque, chassé de son poste responsable à la fin octobre, il est affecté à l'OS à titre de sanction le 19 novembre 1941. Il est placé sous les ordres de Pierre Tourette après la deuxième arrestation de Laurent le 23 septembre 1941 et le retrait d'André Kirschen, et dans une première phase, son allant fait merveille. Peut-être est-ce à cette époque qu'a lieu le recrutement de son ami Jean Debrais, qui intègre l'Organisation spéciale en novembre 1941 et qui en prendra la tête après l'identification et la fuite de Pierre Georges au mois d'avril 1942. Tondelier est-il à l'origine de ce recrutement ? Le groupe s'étoffe alors d'Engros et Grinberg. Tondelier entre en action en même temps que Debrais, associé à la deuxième vague du groupe Frédo, lorsqu'il participe avec Pierre Georges à l'attentat contre la librairie Rive Gauche du 21 novembre 1941. Il est chargé de la protection de Coquillet et il est amené à tirer sur le policier de garde. Ses actions les plus marquantes ont lieu à partir du mois suivant : elles commencent par l'attaque individuelle contre un garage allemand au 68 rue de l'Université le 18 décembre 1941, et le sabotage d'un poste émetteur de la Wehrmacht à Epinay-sur-Orge avec Tourette et Le Berre le 23 décembre. Tondelier est encore avec Pierre Tourette lors de la malencontreuse attaque d'une permanence du RNP avec Tardif et Grinberg au cours de laquelle Tourette fut arrêté le 2 janvier 1942. Après l'arrestation de Tourette, l'action de l'Organisation spéciale subit une pause au mois de janvier. Tondelier s'associe alors à une troisième vague de combattants : Bret, Tardif, Rodier, Debrais, Engros, Vergé, groupe auquel appartiennent aussi Carlo Schönhaar et André Kirschen, repêché en mars après deux mois d'inaction. Tondelier est parmi les premiers informés de l'exécution du brigadier Lécureuil par Isidore Grinberg le 7 janvier en effectuant un repérage Boulevard Magenta, mais ce n'est pas lui, mais Yves Kermen, qui donnera son nom aux policiers. Le 10 janvier, il attaque le siège du RNP de Marcel Déat au faubourg Saint-Martin avec Tardif, puis il participe à diverses actions en février 1942, dont l'attaque d'une maison close au 106 rue de Suffren dans laquelle un marin allemand est blessé le 5 février 1942. C'est sans doute à cette époque qu'il prend l'habitude de travailler avec Carlo Schönhaar, présenté par Debrais. Le 11 février, Tondelier, Engros et Vergé tentent de placer des explosifs dans un train de permissionnaires à la gare de l'Est. Le 1er mars, Tondelier participe avec Tardif, Engros et Jean Debrais à une action rue de Tanger, supervisée par Pierre Georges, et dans laquelle Karl Schönhaar tue une sentinelle allemande. C'est lui qui est chargé de prévenir la concierge de se mettre à l'abri. Cette action a un grand retentissement. C'est le 8 mars 1942 qu'est tentée une opération - 'aussi mal conçue que

réalisée', selon les mots d'André Kirschen - consistant à placer une bombe dans l'exposition anti-bolchévique de la salle Wagram. Un débat a lieu sur les modalités entre Ouzoulias et Georges, mais sans qu'on connaisse précisément les positions des uns et des autres. André Kirschen fait une proposition alternative, probablement plus raisonnable, mais qui n'est pas retenue. Il critiquera fortement le plan appliqué dans ses écrits d'après-guerre. Au cours de cette tentative, Georges Tondelier et Carlo Schönhaar sont arrêtés. Les aveux rapides et abondants de Tondelier entraînent la troisième grande vague d'arrestations dans l'Organisation spéciale après la chute du groupe Brustlein et celle du labo de France Bloch. Sylvia Brodfeld, Maurice Feld, Isidore Grinberg, André Kirschen, Garreau, Bret sont arrêtés. Georges Grünenberger est identifié et doit s'enfuir, avant d'être finalement arrêté le 7 juin. Odile Arrighi est arrêtée après s'être enfuie en province. Kirschen est arrêté le 9 mars à 17h30 Cours Albert 1er. Jean Debrais n'est pas pris parce qu'il ne vient pas à son rendez-vous du même jour à 20 heures au métro Monceau. Rodier est pris lui aussi, et livre Tardif, pris le 11 mars. Condamné à mort le 14 avril dans le procès de la Maison de la Chimie, Tondelier jouit d'un sursis d'exécution en raison des renseignements qu'il est encore susceptible de donner. Il dénonce d'abord Feferman, dont il révèle que c'est lui qui a tiré sur le médecin militaire Kircher le 2 décembre 1941 Boulevard Magenta. Maurice Feferman se suicide au moment de son arrestation. La filature de Feferman conduit à celle de Sylvia Brodfeld, puis de Feld, puis de Georges Grünenberger, puis de Biver, puis de Grinberg. Tous seront bientôt pris et exécutés. Tondelier donne ensuite Lucien Engros, puis un adjoint de Bob Geusquin. Enfin, il identifie Frédo, dont il donne le vrai nom, et dont le rôle sera ensuite confirmé par Schönhaar et Tardif. Cette fin de parcours, jointe à son importance dans l'organigramme de la lutte armée a conduit les milieux de l'Organisation spéciale à présenter Tondelier comme un archi-traître. Dans son roman 'Classe 42', Pierre Daix donne son surnom de 'Tondu' à un personnage d'espion policier cherchant à s'infiltrer dans l'organisation : ce que Tondelier ne fut jamais. L'équité oblige à rappeler que son communisme et son antifascisme étaient sincères et que l'étendue des révélations dont il a fait bénéficier la police, et la gravité des conséquences pour l'organisation, ne découlèrent pas d'un projet délibéré de trahison mais, très humainement, de la peur de la mort. Toutefois, ayant trempé dans l'exécution de plusieurs militaires allemands, et vu son rang dans l'organisation, Tondelier n'avait aucune chance d'échapper au peloton d'exécution. Au total, il avait pris part à au moins une dizaine d'opérations, dont certaines des plus marquantes de la brève histoire de l'OS. Tondelier est finalement fusillé au Mont-Valérien le 11 juin 1942. On peut voir sa sépulture, parmi celles des autres morts de l'Organisation spéciale de 1941, non loin de celles du groupe Manouchian, au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Comme un rappel énigmatique et discret de la réprobation qui l'a entouré, on remarque que sa pierre tombale porte la simple mention 'interné' au lieu de la mention 'interné résistant' qui figure sur les monuments dédiés à ses camarades de combat. Faut-il parler de trahison ? "De Tondelier, je retiens qu'il a eu le courage de s'engager dans l'OS", conclut André Kirschen.

***Touati, Maurice** : né en 1920, membre des Jeunesses communistes du 5ème arrondissement. Rejoint le groupe Frédo en novembre 1941. Opère avec Pierre Tourette et Louis Coquillet. Arrêté rue Mouffetard le 25 décembre 1941, il ameuté la foule, qui prend en vain son parti. Il tente une évasion et se brise les deux jambes. Condamné le 14 avril 1942 à l'issue du procès de la Maison de la Chimie, où il comparaît sur une civière, il est fusillé le 17 au Mont-Valérien. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

***Tourette, Pierre, alias 'Pétrus'** : né en 1919, comme Frédo. Orphelin d'un père communiste depuis 1920 et fils d'une mère journaliste à l'Humanité et secrétaire de Gabriel Péri, puis son agent de liaison dans la clandestinité. Avant la guerre, il est secrétaire des Jeunesses communistes du sixième arrondissement. Il fait son service militaire en 1937. Artilleur, il est mobilisé sur la ligne Maginot en 1939, mais il est emprisonné pour propagande communiste pendant la drôle de guerre en février 1940. Il est incarcéré à la Santé, puis à Cepoy, où il rencontre Pierre Georges. Il s'évade en même temps que Pierre Georges et André Vanveers le 18 juin 1940 en profitant du désordre créé par l'avance allemande. Ils restent en contact jusqu'à l'été 1941. Pierre Tourette retrouve Pierre Georges à Paris en 1941. Tourette est alors devenu coursier de maisons d'édition, et il utilisera la bicyclette pour certaines de ses actions. Il est possible que Pétrus et Frédo aient été recrutés séparément pour l'Organisation spéciale, ou que l'un ait recruté l'autre. Ils s'installent ensemble dans une planque rue du Dragon. Dans l'Organisation spéciale, Tourette est le chef direct de Maroussia Naïtchenko et d'André Kirschen, qu'il recrute peu après la manifestation du 14 juillet 1941. Dans ce cadre, il dirige d'abord son propre groupe, qui comprend André Kirschen et Bernard Laurent. André Kirschen et Bernard Laurent étant coupés à la suite de l'arrestation de Bernard Laurent, ce groupe est dissous le dix septembre 1941. Tourette travaille ensuite directement avec Pierre Georges, faisant souvent équipe avec Tondelier. Au début novembre 1941, il attaque un garage rue Rémusat (16ème) avec Bourdarias, Touati et Coquillet. Puis il participe à l'attentat du 21 novembre contre la librairie Rive Gauche, assurant la protection de Coquillet et tirant à plusieurs reprises sur le policier de garde. Il participe ensuite à plusieurs actions, dont, le 2 décembre 1941, avec Marcel Bourdarias, l'attaque d'un local du RNP dans le 13ème arrondissement, puis des attentats contre des militaires allemands. Le 3 décembre 1941, rue de Seine, accompagné de son frère Paul et de Gérard Hilsum, il tire sur le commandant Frise et le blesse. Il récidive le 5 sur un autre militaire, mais sans le toucher. Le 14 décembre 1941 (dimanche) il attaque l'hôtel Imperator, 71 rue de Beaubourg avec Maurice Feferman et Maurice Feld. Le 17 il s'en prend à un camion allemand avec Bertone et Coquillet, puis un autre le 18 : mais l'opération tourne mal et Bertone est arrêté. Le 23, Tourette est chargé du sabotage d'un poste émetteur de la Wehrmacht à Epinay-sur-Orge avec Tondelier et Le Berre. Il est arrêté le 2 janvier 1942 à la suite de l'attaque d'une permanence du Rassemblement National Populaire de Déat, 118 rue du Faubourg Saint-Martin avec Tardif, Grinberg et Tondelier. Tous quatre s'enfuient par le passage Dubail vers la rue des Vinaigriers en tirant sur les policiers qui les poursuivent. Repéré à son imperméable clair, Tourette est finalement le seul après lequel les policiers s'acharnent. Il franchit la passerelle de l'écluse, après quoi il est arrêté au bord du canal Saint-Martin à la suite de l'intervention d'un passant qui le ceinture. La chute de Tourette et la perquisition qui en résulte dans sa planque permettent à la police d'identifier Pierre Rebière qui est entre leurs mains depuis le 15 décembre et qui prétendait s'appeler Régnier. Elle conduit aussi à l'arrestation de Bourdarias avec qui il avait un rendez-vous le surlendemain au métro Croix-Rouge. Condamné le 14 avril 1943 dans le procès de la Maison de la chimie, Pierre Tourette est fusillé le 17 au Mont-Valérien. On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

***Touya, Jean (sergent)** : 27 ans. Garde-mobile. Evadé le 10 août 1940 avec Modeste Largerie et Albert Tuyaret. Combattant de la France libre. Après un passage à la Loubianka, il est placé à Boutyrki dans la Kamera 95 où il trouve : Paul Fauvelle, Marius Gaud, Camille Taxil, Pierre Delaye. Rejoint la France libre et s'engage dans la 1ère DFL.

*Trarbach, René : 31 ans. Profession inconnue. Ne passe pas par Boutyrki. C'est le recordman de distance, ayant rejoint Eydkau, en Lituanie soviétique, à partir de Brême, après un voyage de quinze jours caché dans un wagon de marchandise.

*Tréand Maurice, alias Lambert, alias Le Gros : né le 21 septembre 1900 à La Chaux-de-Fonds (Suisse) , d'un père douanier, bientôt révoqué pour indiscipline et décédé en 1902 d'une cirrhose du foie, et d'une mère paysanne franc-comtoise. Ses débuts militants correspondent à l'adoption par le Parti de l'organisation léniniste, impliquant la perspective de la clandestinité et de l'action révolutionnaire violente. Il est arrêté une première fois le 8 novembre 1923 pour délit d'agitation antimilitariste à Besançon (Doubs). C'est le début d'une longue série de démêlés judiciaires exemplaires de la criminalisation dont le militantisme communiste fait l'objet depuis son origine. Sorti de prison, il milite activement aux Jeunesses communistes et au Secours rouge. Il devient peu à peu un responsable important en Franche-Comté, région de forte organisation communiste. En 1926, ayant vingt-cinq ans révolus, Maurice Tréand quitte la direction des Jeunesses communistes et devient secrétaire régional centre-est du Parti et gérant du journal communiste 'Le Semeur'. Ces responsabilités lui valent de nouvelles peines de prison entre 1924 et 1928. Il entre au Comité central en 1928, peu avant que le Parti soit envoyé dans la clandestinité par la répression. C'est aussi l'année où le Parti adopte la ligne 'classe contre classe', et où a lieu une première vague de purges. En avril 1931, il est envoyé à l'Ecole léniniste internationale de Moscou. Il voyage clandestinement par Helluin, la Belgique et la Pologne. A Peredelkino, il prend le pseudonyme de Lambert et il est formé à l'action clandestine. A la fin juillet 1931, il est à Moscou et assiste à la mise à l'écart de Barbé et Celor au profit de Maurice Thorez. En mars 1933, il est à Paris lorsque est créée la commission des cadres. C'est lui qui en reçoit la responsabilité sous la haute autorité de Jacques Duclos et d'Eugène Fried. Il applique et perfectionne la forme « biographie » apprise à Moscou. Il inaugure ainsi l'établissement de « listes noires » des militants exclus ou soupçonnés d'être des « espions, voleurs, escrocs ou traîtres chassés des organisations révolutionnaires de France ». En septembre 1934, il séjourne à Moscou pour des séances de concertation avec Dimitrov, Manouïlski et les autres hauts responsables du Komintern. Il devient le principal spécialiste en France des communications internationales du Komintern par les moyens radio. Son troisième séjour à Moscou a lieu en juillet 1936. Son quatrième séjour à Moscou a lieu moins d'un an plus tard, le 21 juin 1937. C'est après le début des grandes purges, et il peut percevoir un important changement d'atmosphère. Le siège du Komintern est désormais situé en banlieue, près du jardin botanique, et la surveillance du NKVD est notablement plus pesante. A l'hôtel Lux, les arrestations de ceux que l'on appelle les « nepmen » sont quotidiennes mais Maurice Tréand ne doute pas qu'elles soient justifiées. Il est présenté à Staline par Manouïlski et Dimitrov. Il fait rapport sur l'établissement des listes noires, mais il prend aussi l'initiative de parler de la situation espagnole. Il fait rapport sur Mounette Dutilleul et sur Arthur Dallidet, qu'il s'est adjoints à la commission des cadres, et sur Henri Janin, maire de Villeneuve-Saint-Georges, qu'il a fait envoyer en Espagne comme superviseur politique des Brigades internationales. Pendant la débâcle de l'été 1940, il est numéro un de la direction du Parti communiste à Paris en l'absence de Maurice Thorez, qui est à Moscou et de Jacques Duclos, qui est en Belgique. Sa chute découlera des initiatives prises pendant cette période, et elle sera brutale. On lui fera porter seul la responsabilité des démarches visant à obtenir la légalisation du Parti dans les premières semaines de l'occupation,

et aussi celle des consignes de sortie de la clandestinité qui auront pour résultat d'énormes vagues d'arrestations à l'automne de 1940. A l'arrivée des Allemands à Paris, se croyant couvert par le pacte germano-soviétique, il envoie Denise Ginollin et Valentine Roux-Grünenberger, mère de Georges Grünenberger négociant avec l'occupant la réparation légale de l'Humanité. Il est arrêté le 20 juin 1940 sur ordre de Vichy, ainsi que Denise Ginollin. Son pari semble pourtant marcher : le 23 juin 1940, Otto Abetz, qui a déclaré vouloir « se servir du parti communiste avec circonspection contre le clergé, l'armée, le comité des Forges », ordonne de libérer les cadres communistes incarcérés sur ordre de Vichy. Ainsi encouragé dans l'erreur, Tréand confirme la ligne de pourparlers avec les Allemands en vue d'obtenir la légalisation du PCF et la réparation de sa presse. Le 6 juillet 1940, Jacques Duclos de retour en France, et Maurice Tréand envoient Jules Dumont négociant avec Otto Abetz la réparation du quotidien communiste 'Ce Soir'. Cette ligne, désapprouvée par Frachon et Dallidet, sera suivie pendant plusieurs semaines, jusqu'à ce que des rumeurs de désapprobation émanent de Moscou et en particulier de l'entourage de Maurice Thorez. A la mi-juillet, l'Humanité clandestine diffuse des appels à la légalisation du Parti communiste. Le Parti communiste y professe son pacifisme et son hostilité à Vichy, mais ne s'en prend pas aux Allemands, alors que leur impopularité s'établit solidement dans le pays, où ils gagnent le sobriquet de 'doryphores' en raison des saisies de récoltes. Au début août 1940, Maurice Thorez et Dimitrov ordonnent depuis Moscou de cesser les pourparlers avec les Allemands, tandis que, de retour à Paris, Benoît Frachon et Arthur Dallidet expriment leur opposition à la ligne Duclos-Tréand. A l'automne 1940, Tréand toujours aux affaires du Parti fait remonter Charles Tillon de province en raison de ses résultats en matière d'organisation clandestine dans la région Ouest. Il l'accueille boulevard Kellerman et lui propose le secrétariat du Parti clandestin, mais sur une ligne de compromission avec l'Occupant que Tillon rejette. En Octobre 1940, Marcel Tréand, désavoué par le Centre, et lâché par Jacques Duclos, est remplacé par Arthur Dallidet à la commission des cadres. Au lieu que des véritables raisons de sa disgrâce, il est accusé de 'déviationnisme et de manœuvre tendant à constituer un groupe' et peu à peu mis sur la touche. Ses collaborateurs subissent le même sort ainsi que leurs proches. Parmi ceux-ci, Valentine Roux. Parmi d'autres, le fils de Valentine Roux, Georges Grünenberger, et Maroussia Naïtchenko, épouse de Georges Grünenberger, seront des victimes collatérales et longtemps mystifiées de cette épuration interne. D'autres acteurs de la période, bien que moins innocents, s'en tireront mieux. Jacques Duclos se défaussera sur le seul Tréand des décisions qu'il a prises avec lui, tandis que Jean Jérôme, chargé de la logistique d'une réparation de la presse communiste prétendra avoir toujours ignoré qu'il s'agissait d'aboutir à une publication légale sous la censure de Vichy et des Allemands. Moralement brisé, Maurice Tréand sera discrètement mis à l'écart. Le 16 mai 1941 sa secrétaire Mounette Dutilleul, alias Jeanne Dessart, est arrêtée. Elle aussi est ostracisée, probablement en raison de son association avec lui. Le 1er novembre 1942, se sentant à nouveau menacé d'arrestation, Marcel Tréand quitte sa planque en zone occupée et se réfugie en zone sud. On n'entendra plus parler de lui.

***Truco, André** : 21 ans. Evadé le 30 novembre 1940 avec Emile De San Fabian, Aimé Noël, Raymond Piza. Il s'évade en traversant le Narev au moyen d'une barge de cailloux. A Boutyrki, il est placé dans la Kamera 97 avec Gaston Le Cornec et Charles Simon. D'origine espagnole, il est résolument antifasciste et hostile à la droite et aux officiers. Très individualiste, il n'est initialement pas communiste pour autant et à Kozielsk il ne participera pas aux réunions du collectif communiste. C'est lui qui prit en note le discours Richemond du premier mai 1941. Il signe le

premier mémorandum Billotte demandant le rapatriement en France. Pourtant il reste en URSS après Barberousse après avoir fait l'objet d'un rejet explicite du capitaine Billotte en tant qu'"élément étranger et dangereux". Il est envoyé à l'école du Komintern de Kouchnarenkovo. Cette formation réussira là où Daniel Georges avait échoué : faire de lui un combattant antifasciste résolu. En quelques mois, Truco, par antifascisme, se rapproche de positions communistes orthodoxes. Il rejoindra finalement l'escadrille Normandie-Niemen et prendra part avec elle aux batailles de Koursk et d'Orel. Il restera toute sa vie un admirateur de l'Union soviétique.

*Tuyaret, Albert (sergent) : 26 ans. Garde mobile. Evadé le 10 août 1940 avec Modeste Largerie et Jean Touya. Après un passage à la Loubianka, il est placé à Boutyrki dans la Kamera 95 où il trouve : Paul Fauvelle, Marius Gaud , Camille Taxil , Pierre Delaye.. Rejoint la France libre et s'engage dans la 1ère DFL. Mort pour la France.

***Villeroy, Marius (maréchal-des-logis)** : 28 ans. Fossoyeur et chiffonnier à Thiais. Communiste. Evadé le 21 novembre 1940 avec Daniel Georges, dont il est un ancien camarade de classe. Il est placé à Boutyrki dans la Kamera 95 avec Daniel Georges, Amédée Desebbe et Antoine Jacquetant. Il ne demande pas à rester en URSS après le 22 juin 1941 mais il est rejeté par le capitaine Billotte pour le transfert à Londres. Il est envoyé à l'école de formation militante de Kouchnarenkovo, et après une période de formation assez chaotique et une phase d'exclusion pour paresse sur le rapport d'Agénos, il est finalement utilisé dans l'Armée rouge, avant d'être reversé dans les Forces françaises libres du Moyen-Orient. Là, il sert d'une façon qui lui vaut les plus grands éloges.

***Tyszelman Szmul (ou Samuel)** : né le 14 mars 1921 à Pulawy, en Pologne, membre des Jeunesses communistes du 11ème arrondissement, camarade de Maroussia Naïtchenko. Il participe à la lutte armée dès ses tout débuts, organisant en août 1941 un vol d'explosifs à Clichy-sous-Bois. Pris dans une manifestation patriotique le 13 août 1941, condamné à mort le 17 et fusillé le 19, il est avec Henri Gautherot, le premier martyr des Jeunesses communistes. L'exécution de l'aspirant Moser au métro Barbès deux jours plus tard lui sera dédiée par Pierre Georges («Titi est vengé»). On peut voir sa sépulture au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

*Visse, René : 28 ans. Ouvrier du bâtiment. Evadé en septembre 1940 avec Albert Maillet. Tous deux communistes, ils sont placés dans la Kamera 97 avec Emile De San Fabian, Aimé Noël, Raymond Piza, André Truco , Edmond Miraboff et Gaston Richer. Tout ce monde reste en URSS après Barberousse et rejoint l'Armée rouge.

*Vivet de Roquemont, Ermar (maréchal-des logis) : 27 ans. Etudiant. Evadé avec Jacques Mencz le 18 décembre 1940. Passé par Kretinga. Placé à Boutyrki dans la Kamera 95. Rejoint la France libre et s'engage dans le groupe Lorraine.

***Zalkinov, Fernand, alias 'Benoît'** : né le 29 septembre 1923, habitant 51 rue des Amandiers. Fourreur à l'origine, membre du groupe dirigé par Gilbert Brustlein, et son compagnon de lutte le plus proche. Quoique tous deux originaires du onzième arrondissement, ils ne se connaissaient pas avant la guerre et l'Occupation. Brustlein est en effet légèrement plus âgé. C'est en revanche avec les étudiants Rizo et Bloncourt que Zalkinov milite contre l'occupation dès l'automne de 1940, et c'est lui qui est le meneur du groupe. Il n'est pourtant pas décrit comme étudiant, quoique sa dernière lettre manifeste une conscience politique et un niveau de réflexion élevés. C'est Odile Arrighi qui met Brustlein et Zalkinov en contact le 20 juillet 1941. Après cette date, Zalkinov dort souvent chez Brustlein dans sa mansarde de la rue Philippe-Auguste, et c'est là, selon la police, qu'il aurait été finalement arrêté après avoir été dénoncé par Roger Hanlet, à la fin octobre ou au début novembre 1941. Zalkinov devient tout naturellement le second de Brustlein dans le groupe des HBM Ranvier qui comprend aussi Pierre Milan et Roger Hanlet ainsi, plus tard, que Semahya, Peltier, puis les étudiants Rizo et Bloncourt. A cette époque, Zalkinov participe à des discussions relatives à la consigne de tuer des soldats allemands. Il est initialement réticent. La première opération de ce type à laquelle il prendra part, à la gare de Lyon, sera d'ailleurs un fiasco. Cependant, le 15 août 1941 il est de la séance d'instruction militaire des bois de Lardy où est soulevée la question des otages. Il a été associé aussi à l'action inaugurale du 21 août au métro Barbès. De ces deux expériences, il ressort apparemment convaincu, et par la suite, il jouera un rôle dans au moins une autre action de ce type : celle de l'Hôtel Terminus, face à la gare de l'Est, le 3 septembre 1941, contre Ernest Hoffmann avec Brustlein, Bloncourt et Semahya : c'est cette action qui lui sera particulièrement reprochée à son procès. En dehors de cela, il participe à de nombreuses actions de sabotage. La première est celle du 20 août 1941 au Perreux, avec Brustlein. On note aussi, les 25 septembre et 1er octobre 1941 deux tentatives avortées de déraillement avec Milan, Peltier et Brustlein, puis quelques jours plus tard une opération en solitaire d'incendie d'un stock de fourrage destiné à l'armée allemande. Cette fois, c'est un succès qui vaut à Zalkinov les compliments de Pierre Georges. Avec Brustlein et la MOI le 15 octobre, en revanche, une opération du même type échoue. De même le 21 une tentative de sabotage ferroviaire avec Roger Hanlet. L'itinéraire de Fernand Zalkinov à partir du départ de Brustlein pour Nantes à la fin octobre 1941 soulève des problèmes non résolus. D'après les aveux faits ultérieurement aux policiers, Fernand Zalkinov aurait vu Brustlein dans leur logis du 126 avenue Philippe-Auguste après le retour de Brustlein de Nantes le soir du 21 octobre. Selon ses propres souvenirs, Gilbert Brustlein aurait regagné Paris le 21 octobre dans l'après-midi. Il aurait rencontré Zalkinov le soir même et lui aurait remis l'un de ses deux pistolets 6.35 pour sa propre protection. A-t-il été arrêté fin octobre en même temps que le reste du groupe ou bien n'est-ce pas lui que le policier Leblanc voit à l'Aquarium bar avant l'arrestation manquée du 25 novembre ? Si oui, comment a-t-il fini entre les mains de la police? Une chose est certaine : Zalkinov est arrêté au plus tard dans la première quinzaine de novembre. Présenté par Hanlet comme le chef du groupe, il ne proteste pas et refuse de parler, si bien que l'affaire sera un temps désignée par la presse comme celle du 'groupe Zalkinov'. Jugé avec les autres membres du groupe dans le procès du Palais-Bourbon, Zalkinov est exécuté sans avoir parlé le 9 mars 1942. Brustlein, passé en Espagne, ne l'apprendra que plusieurs mois plus tard. Hanlet, Bloncourt, Milan, Peltier, Rizo, Semahya, Zalkinov sont les sept premiers combattants de la lutte armée à être fusillés en tant que tels. Dans sa dernière lettre, il écrit notamment : "Ceux qui ne sont pas passés par là ne peuvent pas savoir. Certes nous sommes des enfants les uns et les autres. Nous n'avons jamais prétendu être des héros. Il ne faut pas trop nous en demander." A lui et à ses camarades s'applique, peut-être plus qu'à d'autres, un passage des 'Falaises de Marbre' d'Ernst Jünger en hommage à tous ceux qui se sont opposés –presque toujours en vain- à la barbarie de ce

temps : "Ainsi voit-on en ce monde les plus faibles et les plus purs assumer les tâches d'airain." On peut voir les sépultures de Hanlet, Peltier, Semahya, et Zalkinov au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Une plaque honorant leur mémoire et les appelant 'les premiers FTP' est apposée dans la cour de la Cité Ranvier, où habitaient Hanlet et Milan, et où ils se réunissaient.